

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 99 — 1719

[C - 99/00487]

13 MAI 1999

Loi relative aux sanctions administratives dans les communes (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.
Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :
CHAPITRE Ier. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Cette loi règle une matière telle que visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modifications de la nouvelle loi communale*

Art. 2. A l'article 119 de la nouvelle loi communale, les alinéas 4 et 7 sont abrogés.

Art. 3. Un article 119bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 119bis. § 1^{er}. Le conseil peut prévoir des peines contre les infractions à ses règlements et ordonnances, à moins qu'une loi, décret ou ordonnance n'en ait fixé. Ces peines ne pourront excéder les peines de police.

Les amendes pénales plus fortes que celles autorisées par la présente loi, qui sont portées par les règlements et ordonnances actuellement en vigueur, sont réduites de plein droit au maximum des amendes de police.

§ 2. Le conseil peut aussi prévoir les sanctions administratives suivantes contre les infractions à ses règlements et ordonnances, à moins qu'une loi, décret ou ordonnance n'ait prévu une sanction pénale ou administrative :

- 1° l'amende administrative s'élevant au maximum à 10 000 francs;
- 2° la suspension administrative d'une autorisation ou permission délivrée par la commune;
- 3° le retrait administratif d'une autorisation ou permission délivrée par la commune;
- 4° la fermeture administrative d'un établissement à titre temporaire ou définitif.

L'amende administrative est infligée par le fonctionnaire désigné à cette fin par la commune, ci-après dénommé « le fonctionnaire ». Ce fonctionnaire ne peut être le même que celui qui, en application du § 6, constate les infractions.

La suspension, le retrait et la fermeture visés ci-dessus sont imposés par le collège des bourgmestre et échevins.

§ 3. Le conseil ne peut prévoir simultanément une sanction pénale et une sanction administrative pour les mêmes infractions à ses règlements et ordonnances, mais ne peut prévoir qu'une des deux.

§ 4. Les sanctions prévues au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2° à 4°, ne peuvent être imposées qu'après que le contrevenant ait reçu un avertissement préalable. Cet avertissement comprend un extrait du règlement ou de l'ordonnance transgressé.

§ 5. La sanction administrative est proportionnée à la gravité des faits qui la motivent, et en fonction de l'éventuelle récidive.

La constatation de plusieurs contraventions concomitantes aux mêmes règlement ou ordonnance donnera lieu à une sanction administrative unique, proportionnelle à la gravité de l'ensemble des faits.

§ 6. Les infractions sont constatées par procès-verbal par un fonctionnaire de police ou par un agent auxiliaire de police.

§ 7. Si les faits sont à la fois constitutifs d'une infraction pénale et d'une infraction administrative, l'original du procès-verbal est envoyé au procureur du Roi. Une copie est transmise au fonctionnaire.

Lorsque l'infraction n'est punissable que par une sanction administrative, l'original du procès-verbal est envoyé uniquement au fonctionnaire.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 99 — 1719

[C - 99/00487]

13 MEI 1999

Wet tot invoering van gemeentelijke administratieve sancties (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :
HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de nieuwe gemeentewet*

Art. 2. In artikel 119 van de nieuwe gemeentewet worden het vierde en het zevende lid opgeheven.

Art. 3. In dezelfde wet wordt een artikel 119bis, luidend als volgt, ingevoegd :

« Art. 119bis. § 1. De raad kan straffen stellen op de overtreding van zijn reglementen en verordeningen, tenzij een wet, decreet of ordonnantie daarin heeft voorzien. Die straffen mogen de politiestraffen niet te boven gaan.

De strafrechtelijke geldboeten die door de thans geldende reglementen en verordeningen bepaald zijn en hoger zijn dan door deze wet is goorloofd, worden van rechtswege verminderd tot het maximum van de politiegeldboeten.

§ 2. De raad kan eveneens, tenzij een wet, decreet of ordonnantie reeds voorzien heeft in een strafsancie of een administratieve sancie, de volgende administratieve sancties stellen op de overtreding van zijn reglementen en verordeningen :

- 1° de administratieve geldboete met een maximum van 10 000 frank;
- 2° de administratieve schorsing van een door de gemeente afgeleverde toelating of vergunning;
- 3° de administratieve intrekking van een door de gemeente afgeleverde toelating of vergunning;
- 4° de administratieve sluiting van een instelling die tijdelijk of definitief kan zijn.

De administratieve geldboete wordt opgelegd door de ambtenaar die daartoe door de gemeente wordt aangewezen, hierna te noemen « de ambtenaar ». Die ambtenaar mag niet dezelfde zijn als degene die op grond van § 6 de strafbare feiten vaststelt.

De hierboven bedoelde schorsing, intrekking en sluiting worden opgelegd door het college van burgemeester en schepenen.

§ 3. De raad kan op dezelfde inbreuken van zijn reglementen en verordeningen niet tegelijkertijd in een strafsancie én een administratieve sancie voorzien, maar slechts in één van beide.

§ 4. De in paragraaf 2, eerste lid, 2° tot en met 4°, gestelde sancties kunnen eerst worden opgelegd nadat de overtreder voorafgaand een waarschuwing heeft ontvangen. Deze waarschuwing bevat een uittreksel van het overtrede reglement of de overtrede verordening.

§ 5. De administratieve sancie is proportioneel in functie van de zwaarte van de feiten die haar verantwoordt, en in functie van eventuele herhaling.

De vaststelling van meerdere samenlopende inbreuken op hetzelfde reglement of dezelfde verordening zal het voorwerp uitmaken van één enkele administratieve sancie, in verhouding tot de ernst van het geheel van de feiten.

§ 6. De overtredingen worden bij proces-verbaal vastgesteld door een politieambtenaar of door een hulpagent van politie.

§ 7. Indien de feiten zowel een strafrechtelijk als een administratief-rechtelijk delict vormen, wordt het origineel van het proces-verbaal toegestuurd aan de procureur des Konings. Een afschrift wordt overgezonden aan de ambtenaar.

Indien de overtreding enkel met een administratieve sancie strafbaar is, wordt het origineel van het proces-verbaal uitsluitend aan de ambtenaar overgezonden.

§ 8. Dans le cas visé au § 7, alinéa 1^{er}, le procureur du Roi dispose d'un délai d'un mois, à compter du jour de la réception de l'original du procès-verbal, pour informer le fonctionnaire qu'une information ou une instruction judiciaire a été ouverte ou que des poursuites en matière pénale ont été entamées. Cette communication éteint la possibilité pour le fonctionnaire d'imposer une amende administrative. Le fonctionnaire ne peut infliger l'amende administrative avant l'échéance de ce délai, sauf communication préalable par le procureur du Roi que ce dernier ne souhaite pas réserver de suite au fait. Passé ce délai, les faits ne pourront être sanctionnés que de manière administrative.

§ 9. Lorsque le fonctionnaire décide qu'il y a lieu d'entamer la procédure administrative, il communique au contrevenant, par lettre recommandée à la poste :

- 1° les faits à propos desquels la procédure a été entamée;
- 2° que le contrevenant a la possibilité d'exposer par écrit, par lettre recommandée à la poste, ses moyens de défense dans un délai de quinze jours à compter du jour de la notification de la lettre recommandée, et qu'il a à cette occasion le droit de demander au fonctionnaire la présentation orale de sa défense;
- 3° que le contrevenant a le droit de se faire assister ou représenter par un conseil;
- 4° que le contrevenant a le droit de consulter son dossier;
- 5° une copie en annexe du procès-verbal visé au § 6.

Le fonctionnaire détermine, le cas échéant, le jour où le contrevenant est invité à exposer oralement sa défense.

Si le fonctionnaire estime qu'une amende n'excédant pas les 2 500 francs doit être imposée, le contrevenant n'a pas le droit de demander la présentation orale de sa défense.

§ 10. A l'échéance du délai, stipulé au § 9, 2°, ou avant l'échéance de ce délai, lorsque le contrevenant signifie ne pas contester les faits ou, le cas échéant, après la défense orale de l'affaire par le contrevenant ou son conseil, le fonctionnaire peut imposer les amendes administratives prévues par l'ordonnance de police.

Cette décision est notifiée au contrevenant par lettre recommandée.

Le fonctionnaire ne peut imposer une amende administrative à l'échéance d'un délai de six mois, à compter du jour où le fait est commis, les éventuelles procédures de recours non comprises.

§ 11. La décision d'imposer une amende administrative a force exécutoire à l'échéance du délai d'un mois à compter du jour de sa notification, sauf en cas d'appel en vertu du § 12.

§ 12. La commune, en cas de non-imposition d'une amende administrative, ou le contrevenant peut introduire un recours par requête écrite auprès du tribunal de police dans le mois de la notification de la décision.

Le tribunal de police juge de la légalité et de la proportionnalité de l'amende imposée.

Il peut soit confirmer, soit réformer la décision du fonctionnaire.

La décision du tribunal de police n'est pas susceptible d'appel.

Sans préjudice des alinéas précédents, les dispositions du code judiciaire s'appliquent à l'appel auprès du tribunal de police.

§ 13. Le Roi règle par arrêté délibéré en conseil des ministres, la procédure de désignation par la commune du fonctionnaire qui infligera l'amende administrative, ainsi que la manière de percevoir l'amende administrative.

Les amendes administratives sont perçues au profit de la commune. ».

Art. 4. L'article 123 de la même loi est complété par un 12°, libellé comme suit :

« 12° l'imposition de la suspension, le retrait ou la fermeture visé à l'article 119bis, § 2 ».

§ 8. In het in § 7, eerste lid, bedoelde geval beschikt de procureur des Konings over een termijn van één maand, te rekenen van de dag van de ontvangst van het origineel van het proces-verbaal, om de ambtenaar in te lichten dat een opsporingsonderzoek of een gerechtelijk onderzoek werd opgestart of een strafrechtelijke vervolging werd ingesteld. Deze mededeling doet de mogelijkheid vervallen voor de ambtenaar om een administratieve geldboete op te leggen. Vóór het verstrijken van deze termijn kan de ambtenaar geen administratieve geldboete opleggen, behoudens voorafgaande mededeling door de procureur des Konings dat deze geen gevolg aan het feit wenst te geven. Na het verstrijken van deze termijn kunnen de feiten enkel nog administratiefrechtelijk worden gesanctioneerd.

§ 9. Wanneer de ambtenaar beslist dat er reden is om de administratieve procedure aan te vatten, deelt hij de overtreder door middel van een ter post aangetekend schrijven mee :

- 1° de feiten met betrekking tot dewelke de procedure is opgestart;
- 2° dat de overtreder de gelegenheid heeft, om, binnen de vijftien dagen te rekenen van de datum van kennisgeving van het aangetekend schrijven, zijn verweermiddelen uiteen te zetten bij een ter post aangetekend schrijven, en dat hij het recht heeft om bij deze gelegenheid de ambtenaar om een mondelinge verdediging van zijn zaak te verzoeken;
- 3° dat de overtreder het recht heeft om zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door een raadsman;
- 4° dat de overtreder het recht heeft zijn dossier te consulteren;
- 5° een afschrift van het in § 6 bedoelde proces-verbaal, gevoegd als bijlage.

De ambtenaar bepaalt in voorkomend geval de dag waarop de overtreder uitgenodigd wordt de mondelinge verdediging van zijn zaak voor te dragen.

Indien de ambtenaar van oordeel is dat er een geldboete moet worden opgelegd die niet hoger is dan 2 500 frank, heeft de overtreder niet het recht om een mondelinge verdediging van zijn zaak te verzoeken.

§ 10. Na verloop van de termijn, vermeld in § 9, 2°, of vóór het verstrijken van deze termijn, wanneer de overtreder te kennen geeft de feiten niet te betwisten of in voorkomend geval na de mondelinge verdediging van de zaak door de overtreder of zijn raadsman, kan de ambtenaar de door de politieverordening voorziene administratieve geldboete opleggen.

Deze beslissing wordt bij aangetekend schrijven ter kennis gebracht van de overtreder.

De ambtenaar kan geen administratieve geldboete opleggen na het verstrijken van een termijn van zes maanden, te rekenen van de dag waarop het feit werd gepleegd, de mogelijke beroepsprocedures niet inbegrepen.

§ 11. De beslissing tot het opleggen van een administratieve geldboete heeft uitvoerbare kracht na het verstrijken van een termijn van één maand vanaf haar kennisgeving, behoudens wanneer hoger beroep wordt aangetekend overeenkomstig § 12.

§ 12. De gemeente, in het geval van beslissing tot het niet-opleggen van een administratieve geldboete, of de overtreder, kan binnen een termijn van één maand vanaf de kennisgeving bij de politierechtbank bij verzoekschrift hoger beroep instellen tegen de beslissing.

De politierechter beoordeelt de wettigheid en de proportionaliteit van de opgelegde geldboete.

Hij kan de beslissing van de ambtenaar hetzij bevestigen, hetzij hervormen.

Geen hoger beroep staat open tegen de beslissing van de politierechtbank.

Onverminderd de voorgaande leden, zijn de bepalingen van het gerechtelijk wetboek toepasselijk op het beroep bij de politierechtbank.

§ 13. De Koning regelt bij een in ministerraad overlegd besluit de procedure tot aanwijzing door de gemeente van de ambtenaar gelast met het opleggen van de administratieve geldboete, alsmede de wijze van inning van de administratieve geldboete.

De administratieve geldboeten worden geïnd ten bate van de gemeente. ».

Art. 4. Artikel 123 van dezelfde wet wordt aangevuld met een 12°, luidend als volgt :

« 12° het opleggen van de in artikel 119bis, § 2, bedoelde schorsing, intrekking of sluiting ».

Art. 5. Un article 134^{ter}, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 134^{ter}. Le bourgmestre peut, dans le cas où tout retard causerait un dommage sérieux, prononcer une fermeture provisoire d'un établissement ou la suspension temporaire d'une autorisation lorsque les conditions d'exploitation de l'établissement ou de la permission ne sont pas respectées et après que le contrevenant ait fait valoir ses moyens de défense, sauf lorsque la compétence de prendre ces mesures, en cas d'extrême urgence, a été confiée à une autre autorité par une réglementation particulière.

Ces mesures cesseront immédiatement d'avoir effet si elles ne sont confirmées par le collège des bourgmestre et échevins à sa plus prochaine réunion.

Aussi bien la fermeture que la suspension ne peuvent excéder un délai de trois mois. La décision du bourgmestre est levée de droit à l'échéance de ce délai. ».

Art. 6. Un article 134^{quater}, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 134^{quater}. Si l'ordre public autour d'un établissement accessible au public est troublé par des comportements survenant dans cet établissement, le bourgmestre peut décider de fermer cet établissement pour la durée qu'il détermine.

Ces mesures cesseront immédiatement d'avoir effet si elles ne sont confirmées par le collège des bourgmestre et échevins à sa plus prochaine réunion.

La fermeture ne peut excéder un délai de trois mois. La décision du bourgmestre est levée à l'échéance de ce délai. ».

Art. 7. L'article 135, § 2, de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« 7° la prise des mesures nécessaires, y compris les ordonnances de police, afin de combattre toute forme de dérangement public. ».

CHAPITRE III. — *Modification du code judiciaire*

Art. 8. Un article 601^{ter}, rédigé comme suit, est inséré dans la partie III, chapitre III^{bis} du code judiciaire :

« Art. 601^{ter}. Le tribunal de police connaît :

1° du recours contre la décision d'infliger une amende administrative par le fonctionnaire désigné à cet effet par la commune en application de l'article 119^{bis} de la nouvelle loi communale;

2° du recours contre la décision de ne pas infliger une amende administrative par le fonctionnaire désigné à cet effet par la commune en application de l'article 119^{bis} de la nouvelle loi communale;

3° du recours contre la décision d'infliger une amende administrative par le fonctionnaire, désigné à cet effet par le Roi, pour des faits décrits dans la loi du 21 décembre 1998 sur la sécurité lors des matchs de football. ».

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Art. 5. In dezelfde wet wordt een artikel 134^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 134^{ter}. Behoudens wanneer de bevoegdheid om in geval van hoogdringendheid een voorlopige sluiting van een instelling of de tijdelijke schorsing van een vergunning uit te spreken door een bijzondere regelgeving is toevertrouwd aan een andere overheid, kan de burgemeester wanneer elke verdere vertraging een ernstig nadeel zou kunnen berokkenen, die maatregelen nemen wanneer de voorwaarden van de uitbating van de instelling of van de vergunning niet worden nageleefd en nadat de overtreder de mogelijkheid werd geboden zijn verweermiddelen naar voren te brengen.

Die maatregelen vervallen dadelijk indien zij door het college van burgemeester en schepenen in de eerstvolgende vergadering niet worden bekrachtigd.

Zowel de sluiting als de schorsing kunnen een termijn van drie maanden niet overschrijden. Na verloop van deze termijn wordt de beslissing van de burgemeester van rechtswege geheven. ».

Art. 6. In dezelfde wet wordt een artikel 134^{quater} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 134^{quater}. Indien de openbare orde rond een voor het publiek toegankelijke inrichting wordt verstoord door gedragingen in die inrichting, kan de burgemeester besluiten deze te sluiten, voor de duur die hij bepaalt.

Die maatregelen zullen onmiddellijk ophouden uitwerking te hebben indien ze niet tijdens de eerstvolgende vergadering van het college van burgemeester en schepenen worden bevestigd.

De sluiting mag een termijn van drie maanden niet overschrijden. De beslissing van de burgemeester wordt opgeheven bij het verstrijken van die termijn. ».

Art. 7. Artikel 135, § 2, van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« 7° het nemen van de nodige maatregelen, inclusief politieverordeningen, voor het tegengaan van alle vormen van openbare overlast. ».

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van het gerechtelijk wetboek*

Art. 8. In deel III, hoofdstuk III^{bis} van het gerechtelijk wetboek wordt een artikel 601^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 601^{ter}. De politierechtbank neemt kennis van :

1° het beroep tegen de beslissing tot het opleggen van een administratieve geldboete door de ambtenaar die daartoe door de gemeente wordt aangewezen overeenkomstig artikel 119^{bis} van de nieuwe gemeentewet;

2° het beroep tegen de beslissing tot het niet-opleggen van een administratieve geldboete door de ambtenaar die daartoe door de gemeente wordt aangewezen overeenkomstig artikel 119^{bis} van de nieuwe gemeentewet;

3° het beroep tegen de beslissing tot het opleggen van een administratieve sanctie door de ambtenaar, daartoe door de Koning aangewezen, voor feiten omschreven in de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden. ».

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Note

(1) *Session 1998-1999 :*

Chambre des représentants

Documents parlementaires. - Projet de loi, n° 2031/1. - Amendements, n°s 2031/2 et 3. - Rapport, n° 2031/4. - Texte adopté par la commission, n° 2031/5. - Amendements, n° 2031/6. - Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 2031/7.

Annales parlementaires : 1^{er} avril 1999.

Sénat

Documents parlementaires. - Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1355/1. - Rapport, n° 1-1355/2. - Texte adopté par la commission, n° 1-1355/3. - Décision de ne pas amender, n° 1-1355/4.

Annales parlementaires : 21 et 22 avril 1999.

Nota

(1) *Zitting 1998-1999 :*

Kamer van volksvertegenwoordigers

Parlementaire stukken. - Wetsontwerp, nr. 2031/1. - Amendementen, nrs. 2031/2 en 3. - Verslag, nr. 2031/4. - Tekst aangenomen door de commissie, nr. 2031/5. - Amendementen, nr. 2031/6. - Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 2031/7.

Parlementaire Handelingen : 1 april 1999.

Senaat

Parlementaire stukken. - Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1355/1. - Verslag, nr. 1-1355/2. - Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1-1355/3. - Beslissing om niet te amenderen, nr. 1-1355/4.

Parlementaire Handelingen : 21 en 22 april 1999.

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES
ET MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 99 — 1720

[C — 99/11135]

11 AVRIL 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 13 février 1991 portant mise en vigueur et exécution de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, modifiée par l'arrêté royal du 8 janvier 1993, par les lois des 30 mars 1994 et 13 avril 1995, notamment les articles 2, § 2, et 3, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 13 février 1991, portant mise en vigueur et exécution de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, modifié par les arrêtés royaux des 20 janvier 1993, 4 juillet 1994 et 1^{er} mars 1998, notamment les articles 2 et 3;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence,

Considérant la nécessité d'adapter la couverture territoriale de l'assurance frontière aux exigences de la décision de la Commission des Communautés européennes du 26 janvier 1999 relative à l'application de la directive 72/166/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs, et au contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité, laquelle est entrée en vigueur le 1^{er} février 1999;

Considérant que le fait d'en retarder l'application cause un préjudice à certains automobilistes;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 13 février 1991 portant mise en vigueur et exécution de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, est remplacé par la disposition suivante :

« Les véhicules automoteurs ayant leur stationnement habituel sur le territoire de l'Allemagne, l'Autriche, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Liechtenstein, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, Monaco, la Norvège, Saint-Marin, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Suisse, la Tchèque et la Cité du Vatican sont cependant admis à la circulation en Belgique sans être munis d'un certificat international d'assurance. »

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN
EN MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 99 — 1720

[C — 99/11135]

11 APRIL 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 februari 1991 houdende de inwerkingtreding en uitvoering van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, gewijzigd door het koninklijk besluit van 8 januari 1993 en de wetten van 30 maart 1994 en 13 april 1995, inzonderheid op de artikelen 2, § 2, en 3, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 februari 1991 houdende de inwerkingtreding en uitvoering van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 januari 1993, 4 juli 1994 en 1 maart 1998, inzonderheid op de artikelen 2 en 3;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de noodzaak de territoriale dekking van de grensverzekering aan te passen aan de vereisten van de beschikking van de Commissie van de Europese Gemeenschappen van 26 januari 1999 tot toepassing van de richtlijn 72/166/EEG van de Raad inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lidstaten betreffende de verzekering tegen de wettelijke aansprakelijkheid waartoe de deelneming aan het verkeer van motorrijtuigen aanleiding kan geven en de controle op de verzekering tegen deze aansprakelijkheid, die in werking is getreden op 1 februari 1999;

Overwegende dat het uitblijven van de aanpassing nadeel berokkent aan sommige automobilisten;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 2, lid 2, van het koninklijk besluit van 13 februari 1991 houdende de inwerkingtreding en uitvoering van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, wordt vervangen als volgt :

« Motorrijtuigen echter, die gewoonlijk gestald zijn op het grondgebied van Duitsland, Oostenrijk, Kroatië, Denemarken, Spanje, Finland, Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, Griekenland, Hongarije, Ierland, IJsland, Italië, Liechtenstein, Luxemburg, Nederland, Portugal, Monaco, Noorwegen, San Marino, Slowakije, Slovenië, Zweden, Zwitserland, Tsjechoë en Vaticaanstad worden zonder internationaal verzekeringsbewijs tot het verkeer in België toegelaten. »

Art. 2. L'article 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 3. Les Etats visés par l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 21 novembre 1989 sont : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Liechtenstein, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, Monaco, la Norvège, Saint-Marin, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Tchéquie et la Cité du Vatican. »

Art. 3. Notre Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions et Notre Ministre de la Justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie,

E. DI RUPO

Le Ministre de la Justice,

T. VAN PARYS

Art. 2. Artikel 3, lid 1, van hetzelfde besluit, wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. De in artikel 3, § 1, lid 2, van de wet van 21 november 1989 bedoelde staten zijn : Duitsland, Oostenrijk, België, Kroatië, Denemarken, Spanje, Finland, Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, Griekenland, Hongarije, Ierland, IJsland, Italië, Liechtenstein, Luxemburg, Nederland, Portugal, Monaco, Noorwegen, San Marino, Slowakije, Slovenië, Zweden, Zwitserland, Tsjechië en Vaticaanstad. »

Art. 3. Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie,

E. DI RUPO

De Minister van Justitie,

T. VAN PARYS

MINISTERE DES FINANCES

F. 99 — 1721

[99/03366]

28 MAI 1999. — Arrêté royal fixant la date d'entrée en vigueur des articles 35 et 36 de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante, spécialement l'article 58;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 16 mars 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 30 mars 1999;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les articles 35 et 36 de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante entrent en vigueur le dixième jour qui suit la date de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 2. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

J.-J. VISEUR

—
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 10 février 1998, *Moniteur belge* du 21 février 1998.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 99 — 1721

[99/03366]

28 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot bepaling van de datum van de inwerkingtreding van de artikelen 35 en 36 van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap inzonderheid op artikel 58;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 16 maart 1999;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 30 maart 1999;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De artikelen 35 en 36 van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap treden in werking de tiende dag na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 2. Onze minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

J.-J. VISEUR

—
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 10 februari 1998, *Belgisch Staatsblad* van 21 februari 1998.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 99 — 1722

[C - 99/00332]

6 MAI 1999. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande des articles 24 à 31 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, relatifs aux élections des Conseils régionaux, et de dispositions légales modifiant ces articles

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1^{er}, 1° et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu les projets de traduction officielle en langue allemande

- des articles 24 à 31 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles,

- des articles 9 à 42 de la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat,

- du chapitre I^{er} de la loi spéciale du 5 avril 1995 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises,

- de la loi spéciale du 25 mars 1996 modifiant l'article 24*bis*, § 5, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles,

- des articles 1 et 2 de la loi spéciale du 4 décembre 1996 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, en vue d'organiser les incompatibilités édictées entre les fonctions de membre d'une assemblée parlementaire et de membre d'un Gouvernement fédéral, communautaire ou régional,

- de la loi spéciale du 8 février 1999 modifiant l'article 24*bis* de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles,

établis par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'Arrondissement adjoint à Malmedy;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les textes figurant respectivement aux annexes 1 à 6 du présent arrêté constituent la traduction officielle en langue allemande :

- des articles 24 à 31 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

- des articles 9 à 42 de la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

- du chapitre I^{er} de la loi spéciale du 5 avril 1995 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises;

- de la loi spéciale du 25 mars 1996 modifiant l'article 24*bis*, § 5, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

- des articles 1 et 2 de la loi spéciale du 4 décembre 1996 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, en vue d'organiser les incompatibilités édictées entre les fonctions de membre d'une assemblée parlementaire et de membre d'un Gouvernement fédéral, communautaire ou régional;

- de la loi spéciale du 8 février 1999 modifiant l'article 24*bis* de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 99 — 1722

[C - 99/00332]

6 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van de artikelen 24 tot 31 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, betreffende de verkiezingen van de Gewestraden, en van wettelijke bepalingen tot wijziging van deze artikelen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1° en § 3, vervangen door de wet van 18 juli 1990;

Gelet op de ontwerpen van officiële Duitse vertaling

- van de artikelen 24 tot 31 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen,

- van de artikelen 9 tot 42 van de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur,

- van hoofdstuk I van de bijzondere wet van 5 april 1995 tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen,

- van de bijzondere wet van 25 maart 1996 tot wijziging van artikel 24*bis*, § 5, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen,

- van de artikelen 1 en 2 van de bijzondere wet van 4 december 1996 houdende wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, ten einde een regeling te treffen voor de onverenigbaarheid van het ambt van lid van een parlementaire assemblee met het ambt van lid van een federale Regering, een Gemeenschaps- en Gewestregering,

- van de bijzondere wet van 8 februari 1999 tot wijziging van artikel 24*bis* van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen,

opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit respectievelijk in bijlagen 1 tot 6 gevoegde teksten zijn de officiële Duitse vertaling :

- van de artikelen 24 tot 31 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen;

- van de artikelen 9 tot 42 van de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

- van hoofdstuk I van de bijzondere wet van 5 april 1995 tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen;

- van de bijzondere wet van 25 maart 1996 tot wijziging van artikel 24*bis*, § 5, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

- van de artikelen 1 en 2 van de bijzondere wet van 4 december 1996 houdende wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, ten einde een regeling te treffen voor de onverenigbaarheid van het ambt van lid van een parlementaire assemblee met het ambt van lid van een federale Regering, een Gemeenschaps- en Gewestregering;

- van de bijzondere wet van 8 februari 1999 tot wijziging van artikel 24*bis* van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

Annexe 1 — Bijlage 1

DIENSTSTELLEN DES PREMIERMINISTERS

8. AUGUST 1980 - Sondergesetz zur Reform der Institutionen

BALDUIN, König der Belgier,
Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Die Kammern haben das Folgende angenommen, und Wir sanktionieren es:

(...)

TITEL III - Gewalten

(...)

KAPITEL II - Räte

Abschnitt I - Zusammensetzung

Art. 24 - Der Flämische Rat, der Rat der Französischen Gemeinschaft und der Wallonische Regionalrat setzen sich zusammen aus Senatoren, die direkt von der Wählerschaft gewählt werden.

Art. 25 - § 1 - Der Flämische Rat setzt sich aus den direkt gewählten Mitgliedern der niederländischen Sprachgruppe des Senats zusammen.

§ 2 - Der Rat der Französischen Gemeinschaft setzt sich aus den direkt gewählten Mitgliedern der französischen Sprachgruppe des Senats zusammen.

§ 3 - Der Wallonische Regionalrat setzt sich aus den Mitgliedern der französischen Sprachgruppe des Senats zusammen, die in den Provinzen Hennegau, Lüttich, Luxemburg und Namur und im Bezirk Nivelles direkt gewählt wurden.

Art. 26 - Jeder Rat überprüft, ob seine Mitglieder auf den Listen der Mitglieder der französischen beziehungsweise der niederländischen Sprachgruppe eingetragen sind, so wie diese Listen vom Senat aufgestellt werden.

Art. 27 - Die durch Gesetz festgelegten Unvereinbarkeiten und Verbote für Minister, ehemalige Minister und Staatsminister und Mitglieder und ehemalige Mitglieder der Gesetzgebenden Kammern finden Anwendung auf Mitglieder und ehemalige Mitglieder der Exekutiven und, was die von der Gemeinschaft oder Region abhängenden Ämter betrifft, auf Mitglieder und ehemalige Mitglieder der Räte.

Art. 28 - § 1 - Bis zur vollständigen Erneuerung der Gesetzgebenden Kammern nach Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes sind die Räte wie folgt zusammengesetzt:

1. Der Flämische Rat setzt sich aus den Mitgliedern der niederländischen Sprachgruppen beider Kammern zusammen.

2. Der Rat der Französischen Gemeinschaft setzt sich aus den Mitgliedern der französischen Sprachgruppen beider Kammern zusammen.

3. Der Wallonische Regionalrat setzt sich zusammen aus:

a) den Mitgliedern der französischen Sprachgruppen der Abgeordnetenkammer und des Senats, die in den Provinzen Hennegau, Lüttich, Luxemburg und Namur gewählt wurden,

b) den Mitgliedern der französischen Sprachgruppen der Abgeordnetenkammer und des Senats, die in der Provinz Brabant gewählt wurden und am Tag ihrer Wahl ihren Wohnsitz in der Wallonischen Region hatten,

c) den Mitgliedern der französischen Sprachgruppen des Senats, die vom Senat gewählt wurden und am Tag ihrer Wahl ihren Wohnsitz in der Wallonischen Region hatten.

§ 2 - Der in § 1 Nr. 3 Buchstabe b) und c) erwähnte Wohnsitz ist der Wohnsitz, der von der Abgeordnetenkammer oder vom Senat bei der in Artikel 34 der Verfassung erwähnten Gültigkeitserklärung der Wahl des betreffenden Mitglieds festgestellt wurde.

Art. 29 - Nach der vollständigen Erneuerung der Gesetzgebenden Kammern nach Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes und bis zur Revision der Artikel 53 und 54 der Verfassung sind die Räte wie folgt zusammengesetzt:

§ 1 - Der Flämische Rat setzt sich aus den direkt von der Wählerschaft gewählten Mitgliedern der niederländischen Sprachgruppe der Abgeordnetenkammer und der niederländischen Sprachgruppe des Senats zusammen.

§ 2 - Der Rat der Französischen Gemeinschaft setzt sich aus den direkt von der Wählerschaft gewählten Mitgliedern der französischen Sprachgruppe der Abgeordnetenkammer und der französischen Sprachgruppe des Senats zusammen.

§ 3 - Der Wallonische Regionalrat setzt sich aus den Mitgliedern der französischen Sprachgruppen der Abgeordnetenkammer und des Senats zusammen, die in den Provinzen Hennegau, Lüttich, Luxemburg und Namur und im Bezirk Nivelles direkt gewählt werden.

Art. 30 - Jeder Rat überprüft, ob seine Mitglieder auf den Listen der Mitglieder der französischen beziehungsweise der niederländischen Sprachgruppe eingetragen sind, so wie diese Listen vom Senat oder von der Abgeordnetenkammer aufgestellt werden, und, was die in Artikel 28 § 1 Nr. 3 Buchstabe *b*) und *c*) erwähnten Mitglieder betrifft, ob sie die in Artikel 28 § 2 festgelegte Wohnsitzbedingung erfüllen.

Art. 31 - Übt der Rat der Französischen Gemeinschaft gemäß den in Artikel 1 § 4 vorgesehenen Bedingungen die Befugnisse des Wallonischen Regionalrates aus, setzt sich dieser Rat aus den Mitgliedern zusammen, wie sie in den Artikeln 25 § 2, 28 § 1 Nr. 2 beziehungsweise 29 § 2 definiert sind.

(...)

Wir fertigen das vorliegende Gesetz aus und ordnen an, daß es mit dem Staatssiegel versehen und durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Gegeben zu Brüssel, den 8. August 1980

BALDUIN

Von Königs wegen:

Der Premierminister
W. MARTENS

Der Minister der Justiz und der Institutionellen Reformen
H. VANDERPOORTEN

Der Minister des Innern und der Institutionellen Reformen
Ph. MOUREAUX

Mit dem Staatssiegel versehen :

Der Minister der Justiz
H. VANDERPOORTEN

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 6 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 6 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

Annexe 2 - Bijlage 2

DIENTSTSTELLEN DES PREMIERMINISTERS

16. JULI 1993 — Sondergesetz zur Vollendung der föderalen Staatsstruktur

BALDUIN, König der Belgier,
Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Die Kammern haben das Folgende angenommen, und Wir sanktionieren es:

KAPITEL I - *Abänderungen des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen*

(...)

Art. 9 - Artikel 24 desselben Gesetzes wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 24 - § 1 - Der Flämische Rat setzt sich zusammen aus:

1. 118 direkt gewählten Mitgliedern,

2. den ersten 6 gewählten Mitgliedern der in Artikel 23 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen erwähnten niederländischen Sprachgruppe des Rates der Region Brüssel-Hauptstadt.

Wenn eines oder mehrere dieser Mitglieder Mitglieder der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt oder regionale Staatssekretäre sind, kann die niederländische Sprachgruppe aus ihrer Mitte die Mitglieder wählen, die an Stelle der Regierungsmitglieder beziehungsweise Staatssekretäre dem Flämischen Rat angehören sollen.

Der Flämische Rat kann durch Dekret die in Absatz 1 Nr. 1 und 2 erwähnten Anzahlen ändern. Die Anzahl der in Absatz 1 Nr. 2 erwähnten Mitglieder muß immer dem Verhältnis von 6 zu 118 der in Absatz 1 Nr. 1 erwähnten Anzahl Mitglieder entsprechen. Wenn die in Anwendung des vorliegenden Absatzes ermittelte Zahl keine ganze Zahl ist, wird der übrigbleibende Bruch nach oben aufgerundet oder nach unten abgerundet, je nachdem ob er 0,50 erreicht oder nicht.

§ 2 - Der Wallonische Regionalrat setzt sich aus 75 direkt gewählten Mitgliedern zusammen.

Der Wallonische Regionalrat kann durch Dekret die in Absatz 1 erwähnte Anzahl ändern.

§ 3 - Der Rat der Französischen Gemeinschaft setzt sich zusammen aus:

1. 75 Mitgliedern des Wallonischen Regionalrates,
2. 19 Mitgliedern, die die in Artikel 23 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen erwähnte französische Sprachgruppe des Rates der Region Brüssel-Hauptstadt aus ihrer Mitte wählt.

Der Rat der Französischen Gemeinschaft kann durch Dekret die in Absatz 1 Nr. 1 und 2 erwähnten Anzahlen ändern. Die Anzahl der in Absatz 1 Nr. 2 erwähnten Mitglieder muß immer dem Verhältnis von 19 zu 75 der in Absatz 1 Nr. 1 erwähnten Anzahl Mitglieder entsprechen. Wenn die in Anwendung des vorliegenden Absatzes ermittelte Zahl keine ganze Zahl ist, wird der übrigbleibende Bruch nach oben aufgerundet oder nach unten abgerundet, je nachdem ob er 0,50 erreicht oder nicht.

Wenn infolge der Anwendung des vorhergehenden Absatzes der Rat der Französischen Gemeinschaft nicht alle Mitglieder des Wallonischen Regionalrates umfaßt, bestimmt der Rat der Französischen Gemeinschaft durch Dekret auf der Grundlage von objektiven Regeln und nach Verhältnis der von den Listen bei der Wahl des Wallonischen Regionalrates erzielten Wahlziffer die Art und Weise, wie die Mitglieder des Wallonischen Regionalrates gewählt werden, um dem Rat der Französischen Gemeinschaft anzugehören, und wie die Anzahl der jeder Fraktion zukommenden Sitze festgelegt wird.

§ 4 - Wenn der Wallonische Regionalrat die Anzahl seiner Mitglieder erhöht und der Rat der Französischen Gemeinschaft somit nicht alle Mitglieder des Wallonischen Regionalrates umfaßt, bestimmt der Wallonische Regionalrat auf der Grundlage von objektiven Regeln und nach Verhältnis der von den Listen bei der Wahl des Wallonischen Regionalrates erzielten Wahlziffer sowohl die Anzahl seiner Mitglieder, die dem Rat der Französischen Gemeinschaft angehören, als auch die Art und Weise, wie sie gewählt werden und unter die Fraktionen verteilt werden; der Rat der Französischen Gemeinschaft paßt dementsprechend die Anzahl seiner Mitglieder an, um das in § 3 Absatz 2 erwähnte Verhältnis zu wahren.»

Art. 10 - In Titel III Kapitel II Abschnitt I desselben Gesetzes wird ein neuer Artikel *24bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *24bis* - § 1 - Um direkt zum Mitglied des Wallonischen Regionalrates beziehungsweise des Flämischen Rates gewählt werden zu können, muß man:

1. Belgier sein,
2. im Besitz seiner zivilen und politischen Rechte sein,
3. das einundzwanzigste Lebensjahr vollendet haben,
4. seinen Wohnsitz:
 - a) für den Flämischen Rat in einer Gemeinde des Gebietes der Flämischen Region haben und demzufolge im Bevölkerungsregister dieser Gemeinde eingetragen sein,
 - b) für den Wallonischen Regionalrat in einer Gemeinde des Gebietes der Wallonischen Region haben und demzufolge im Bevölkerungsregister dieser Gemeinde eingetragen sein,
5. sich in keinem der in den Artikeln 6 bis *9bis* des Wahlgesetzbuches erwähnten Ausschluß- oder Aussetzungsfälle befinden.

Die Wählbarkeitsbedingungen müssen am Wahltag erfüllt sein, mit Ausnahme der Bedingungen hinsichtlich des Wohnsitzes und der Eintragung im Bevölkerungsregister, denen sechs Monate vor der Wahl genügt werden muß.

§ 2 - Unbeschadet des Paragraphen 4 ist das Mandat als Mitglied des Rates der Französischen Gemeinschaft, des Wallonischen Regionalrates und des Flämischen Rates unvereinbar mit den nachfolgenden Ämtern beziehungsweise Mandaten:

1. Mitglied der Abgeordnetenkommission,
2. in Artikel 53 § 1 Nr. 1, 2, 5, 6 und 7 der Verfassung erwähnter Senator,
3. föderaler Minister beziehungsweise Staatssekretär,
4. Provinzgouverneur, Vizegouverneur, beigeordneter Gouverneur, Provinzialratsmitglied, Provinzialsekretär,
5. Bezirkskommissar,
6. Inhaber eines Amtes des gerichtlichen Standes,
7. Staatsrat, Beisitzer der Gesetzgebungsabteilung oder Mitglied des Auditorats, des Koordinationsbüros oder der Kanzlei des Staatsrates,
8. Richter, Referendar oder Greffier des Schiedshofes,
9. Gerichtsrat, Auditor oder Greffier des Rechnungshofes,
10. Militärperson im aktiven Dienst, mit Ausnahme von wiedereinberufenen Reserveoffizieren und Milizpflichtigen,
11. außer was Mitglieder des Personals des Unterrichtswesens betrifft, Personalmitglied, das unmittelbar dem betreffenden Rat oder der betreffenden Regierung untersteht; diesbezüglich kann jeder Rat durch Dekret eine Regelung des politischen Urlaubs zugunsten der Bediensteten einrichten, die von der betreffenden Gemeinschaft beziehungsweise Region abhängen.

§ 3 - Der Wallonische Regionalrat und der Flämische Rat können - jeder für seinen Bereich - durch Dekret zusätzliche Unvereinbarkeiten festlegen.

§ 4 - Die Mandate als Mitglied des Rates der Deutschsprachigen Gemeinschaft, des Rates der Französischen Gemeinschaft und des Flämischen Rates sind unvereinbar untereinander.

§ 5 - Mitglieder der niederländischen Sprachgruppe des Rates der Region Brüssel-Hauptstadt, die gemäß Artikel 24 § 1 Mitglieder des Flämischen Rates sind, aber in Anwendung der Paragraphen 2 und 3 des vorliegenden Artikels und von Artikel 12 § 2 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen ihr Mandat im Flämischen Rat nicht wahrnehmen dürfen, werden im Flämischen Rat durch die Ersatzmitglieder ersetzt, die bei den Wahlen des Rates der Region Brüssel-Hauptstadt auf denselben Listen derselben Sprachgruppe wie diese Mitglieder gewählt worden sind, und zwar in der Reihenfolge, in der sie auf den vorerwähnten Listen gewählt worden sind.

Mitglieder des Wallonischen Regionalrates, die gemäß Artikel 24 §§ 3 und 4 Mitglieder des Rates der Französischen Gemeinschaft sind, aber in Anwendung der Paragraphen 2 und 3 des vorliegenden Artikels ihr Mandat im Rat der Französischen Gemeinschaft nicht wahrnehmen dürfen, werden im Rat der Französischen Gemeinschaft durch die Ersatzmitglieder ersetzt, die bei den Wahlen des Wallonischen Regionalrates auf denselben Listen wie diese Mitglieder gewählt worden sind, und zwar in der Reihenfolge, in der sie auf den vorerwähnten Listen gewählt worden sind.

Mitglieder der französischen Sprachgruppe des Rates der Region Brüssel-Hauptstadt, die gemäß Artikel 24 §§ 3 und 4 Mitglieder des Rates der Französischen Gemeinschaft sind, aber in Anwendung von § 2 des vorliegenden Artikels und von Artikel 12 § 2 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen ihr Mandat im Rat der Französischen Gemeinschaft nicht wahrnehmen dürfen, werden im Rat der Französischen Gemeinschaft durch die Ersatzmitglieder ersetzt, die bei den Wahlen des Rates der Region Brüssel-Hauptstadt auf denselben Listen derselben Sprachgruppe wie diese Mitglieder gewählt worden sind, und zwar in der Reihenfolge, in der sie auf den vorerwähnten Listen gewählt worden sind.»

Art. 11 - In Titel III Kapitel II desselben Gesetzes werden die Artikel 25 bis 30 zu einem neuen «Abschnitt *Ibis* - Wahlen» zusammengefaßt.

In Titel III Kapitel II neuer Abschnitt *Ibis* desselben Gesetzes befindet sich Artikel 25 in einem neuen «Unterabschnitt 1 - Wähler».

Art. 12 - Im neuen Unterabschnitt 1 mit der Überschrift «Wähler» von Kapitel II neuer Abschnitt *Ibis* mit der Überschrift «Wahlen» wird Artikel 25 desselben Gesetzes durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 25 - § 1 - Die in Artikel 24 § 1 Absatz 1 Nr. 1 erwähnten Mitglieder des Flämischen Rates werden direkt von den Belgiern gewählt, die das achtzehnte Lebensjahr vollendet haben, in den Bevölkerungsregistern einer Gemeinde des Gebietes der Flämischen Region eingetragen sind und sich in keinem der in den Artikeln 6 bis *9bis* des Wahlgesetzbuches erwähnten Ausschluß- oder Aussetzungsfälle befinden.

Die Mitglieder des Wallonischen Regionalrates werden direkt von den Belgiern gewählt, die das achtzehnte Lebensjahr vollendet haben, in den Bevölkerungsregistern einer Gemeinde des Gebietes der Wallonischen Region eingetragen sind und sich in keinem der in den Artikeln 6 bis *9bis* des Wahlgesetzbuches erwähnten Ausschluß- oder Aussetzungsfälle befinden.

Die in den vorhergehenden Absätzen erwähnten Wahlberechtigungsbedingungen, die die Staatsangehörigkeit und die Eintragung in den Bevölkerungsregistern betreffen, müssen am Datum der Erstellung der Wählerliste erfüllt sein; die anderen Bedingungen müssen am Wahltag erfüllt sein.

§ 2 - Jeder Wähler hat ein Recht auf nur eine Stimme.»

Art. 13 - In Titel III Kapitel II neuer Abschnitt *Ibis* desselben Gesetzes werden die Artikel 26 bis *26quater* zu einem neuen «Unterabschnitt 2 - Aufteilung der Wähler und der Wahlvorstände» zusammengefaßt.

Art. 14 - Im neuen Unterabschnitt 2 mit der Überschrift «Aufteilung der Wähler und der Wahlvorstände» desselben neuen Abschnitts *Ibis* mit der Überschrift «Wahlen» wird Artikel 26 desselben Gesetzes durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 26 - § 1 - Der Wallonische Regionalrat und der Flämische Rat legen - jeder für seinen Bereich - die Wahlkreise durch Dekret fest.

§ 2 - Kein Wahlkreis darf die Grenzen des Gebietes einer Region überschreiten.

§ 3 - Wenn es mehrere Wahlkreise gibt, zählt jeder Wahlkreis so viele Sitze, wie seine Bevölkerungszahl den Regionaldivisor enthält; der Regionaldivisor wird ermittelt, indem die Bevölkerungszahl der Region durch die Anzahl direkt zu wählender Mitglieder geteilt wird.

Die übrigbleibenden Sitze werden den Wahlkreisen zugeteilt, die den höchsten noch nicht vertretenen Bevölkerungsüberschuß aufweisen.

§ 4 - Die Verteilung der Mitglieder des Rates unter die Wahlkreise wird von der Wallonischen Regierung und der Flämischen Regierung - jede für ihren Bereich - nach Verhältnis der Bevölkerung festgelegt.

Die Bevölkerungszahl jedes Wahlkreises wird alle zehn Jahre durch die Volkszählung oder durch jedes andere in Artikel 49 § 3 der Verfassung erwähnte Mittel festgelegt.

Binnen drei Monaten ab der Veröffentlichung der Bevölkerungszahl legen die Wallonische Regierung und die Flämische Regierung - jede für ihren Bereich - die Anzahl Sitze fest, die jedem Wahlkreis zugeteilt wird.

Die neue Sitzverteilung wird ab der nächsten vollständigen Erneuerung des betreffenden Rates angewandt.»

Art. 15 - Im selben neuen Unterabschnitt 2 mit der Überschrift «Aufteilung der Wähler und der Wahlvorstände» wird ein neuer Artikel *26bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *26bis* - Die Stimmabgabe ist obligatorisch und geheim. Sie findet in der Gemeinde statt.»

Art. 16 - Im selben neuen Unterabschnitt 2 mit der Überschrift «Aufteilung der Wähler und der Wahlvorstände» wird ein neuer Artikel *26ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *26ter* - Die in Artikel 24 § 1 Absatz 1 Nr. 1 erwähnten Mitglieder des Flämischen Rates und die in Artikel 24 § 2 erwähnten Mitglieder des Wallonischen Regionalrates werden direkt von den Wahlkollegien gewählt, die sich für jeden Wahlkreis aus allen Wählern der Gemeinden des Gebietes des betreffenden Wahlkreises zusammensetzen.»

Art. 17 - Im selben neuen Unterabschnitt 2 mit der Überschrift «Aufteilung der Wähler und der Wahlvorstände» wird ein neuer Artikel *26quater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *26quater* - Am Hauptort jedes Wahlkreises wird ein Hauptwahlvorstand des Wahlkreises eingerichtet. Der Wallonische Regionalrat und der Flämische Rat bestimmen durch Dekret - jeder für seinen Bereich - den Hauptort der Wahlkreise.

Der für den Hauptort zuständige Präsident des Gerichtes erster Instanz oder, in seiner Ermangelung, der Magistrat, der ihn ersetzt, führt den Vorsitz des Hauptwahlvorstandes des Wahlkreises. In Wahlkreisen ohne Gericht erster Instanz führt der für den Hauptort zuständige Friedensrichter oder, in seiner Ermangelung, einer seiner Stellvertreter nach dem Dienstalter den Vorsitz des Hauptwahlvorstandes des Wahlkreises.

Neben dem Vorsitzenden umfaßt der Hauptwahlvorstand des Wahlkreises vier Beisitzer, vier Ersatzbeisitzer und einen Sekretär, die vom Vorsitzenden unter den Wählern des Hauptortes des Wahlkreises benannt werden.»

Art. 18 - In Titel III Kapitel II neuer Abschnitt *Ibis* mit der Überschrift «Wahlen» desselben Gesetzes wird Artikel 27 in einem neuen «Unterabschnitt 3 - Einberufung der Wähler» aufgenommen.

Art. 19 - Im neuen Unterabschnitt 3 mit der Überschrift «Einberufung der Wähler» desselben neuen Abschnitts *Ibis* mit der Überschrift «Wahlen» wird Artikel 27 durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 27 - Wenn ein Sitz frei wird, der nicht durch Berufung eines Ersatzmitgliedes besetzt werden kann, wird das Wahlkollegium binnen vierzig Tagen nach Freiwerden des Sitzes versammelt. Das Wahldatum wird durch einen Erlaß der Wallonischen Regierung beziehungsweise der Flämischen Regierung festgelegt.

Wenn ein Sitz in den drei Monaten vor der Erneuerung des Rates frei wird, darf das Wahlkollegium jedoch nur auf Beschluß des Rates einberufen werden. Das gleiche gilt, wenn der Sitz entweder durch den Rücktritt eines ordentlichen Mitgliedes und den Verzicht von Ersatzmitgliedern oder durch den Rücktritt eines ordentlichen Mitgliedes oder den Verzicht der Ersatzmitglieder frei wird. In diesen verschiedenen Fällen findet die Versammlung des Wahlkollegiums gegebenenfalls innerhalb vierzig Tagen nach dem Beschluß statt.»

Art. 20 - In Titel III Kapitel II neuer Abschnitt *Ibis* desselben Gesetzes werden die Artikel 28 bis *28quater* zu einem neuen «Unterabschnitt 4 - Kandidaturen und Stimmzettel» zusammengefaßt.

Art. 21 - Im neuen Unterabschnitt 4 mit der Überschrift «Kandidaturen und Stimmzettel» desselben neuen Abschnitts *Ibis* mit der Überschrift «Wahlen» wird Artikel 28 desselben Gesetzes durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 28 - In den Wahlvorschlägen für die Mandate als Mitglied des Wallonischen Regionalrates beziehungsweise des Flämischen Rates müssen gleichzeitig und in der gleichen Form Ersatzkandidaten vorgeschlagen werden. Zur Vermeidung der Nichtigkeit müssen sie im Wahlvorschlag für die ordentlichen Mandate aufgenommen werden, und in dieser Akte müssen die zusammen vorgeschlagenen Kandidaten der beiden Kategorien unter genauer Angabe der Kategorie getrennt klassiert werden.

Die Anzahl Ersatzkandidaten darf die doppelte Anzahl der in derselben Akte vorgeschlagenen Kandidaten für die ordentlichen Mandate nicht übersteigen. Sie darf nicht mehr als sechs und nicht weniger als drei betragen. Wenn die Anzahl zu vergebender Sitze jedoch mehr als dreißig beträgt, darf diese Anzahl nicht mehr als zwölf betragen.

Im Wahlvorschlag der ordentlichen Kandidaten und der Ersatzkandidaten wird für jede der beiden Kategorien die Reihenfolge angegeben, in der die Kandidaten vorgeschlagen werden.

Ein Wähler darf nicht mehr als einen Wahlvorschlag für ein und dieselbe Wahl unterzeichnen. Ein ausscheidendes Mitglied des Flämischen Rates beziehungsweise des Wallonischen Regionalrates darf im selben Wahlkreis nicht mehr als einen Wahlvorschlag für ein und dieselbe Wahl unterzeichnen. Der Wähler oder das ausscheidende Mitglied, der/das gegen das vorerwähnte Verbot verstößt, setzt sich den in Artikel 202 des Wahlgesetzbuches vorgesehenen Strafen aus.»

Art. 22 - Im selben Unterabschnitt 4 mit der Überschrift «Kandidaturen und Stimmzettel» wird ein neuer Artikel *28bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *28bis* - § 1 - Wahlvorschläge müssen entweder von einer Mindestanzahl Wähler oder von einer Mindestanzahl ausscheidender Mitglieder des betreffenden Rates unterzeichnet sein.

Der Wallonische Regionalrat und der Flämische Rat bestimmen durch Dekret - jeder für seinen Bereich - die im ersten Absatz erwähnten Anzahlen.

§ 2 - Ein Kandidat darf für ein und dieselbe Wahl nicht auf mehr als einer Liste vorkommen.

Niemand darf gleichzeitig in mehr als einem Wahlkreis vorgeschlagen werden.

Ein annehmender Kandidat, der gegen eines der in den beiden vorangehenden Absätzen angegebenen Verbote verstößt, setzt sich den in Artikel 202 des Wahlgesetzbuches vorgesehenen Strafen aus. Sein Name wird aus allen Listen gestrichen, auf denen er vorkommt.

§ 3 - Wähler, die Kandidaten vorschlagen, müssen zumindest seit dem neunzigsten Tag vor dem für die Wahl festgelegten Tag im Bevölkerungsregister einer Gemeinde eingetragen sein, die zum Gebiet des betreffenden Wahlkreises gehört.»

Art. 23 - Im selben Unterabschnitt 4 mit der Überschrift «Kandidaturen und Stimmzettel» wird ein neuer Artikel *28ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *28ter* - Außer wenn das Gesetz eine Wahl anhand von automatisierten Verfahren einführt, bildet der Hauptwahlvorstand des Wahlkreises sofort nach Abschluß der Kandidatenliste den Stimmzettel gemäß dem Muster und den Vorschriften, die durch Gesetz festgelegt sind.»

Art. 24 - Im selben Unterabschnitt 4 mit der Überschrift «Kandidaturen und Stimmzettel» wird ein neuer Artikel *28quater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *28quater* - Bei Wahlen für die vollständige Erneuerung des Flämischen Rates und des Wallonischen Regionalrates können die Kandidaten einer Liste mit Einverständnis der Personen, die sie vorgeschlagen haben, erklären, daß sie in bezug auf die Sitzverteilung eine Gruppe bilden mit namentlich bezeichneten Kandidaten von Listen, die in anderen Wahlkreisen derselben Provinz oder - wenn die Wahlkreise mit den Provinzgrenzen übereinstimmen beziehungsweise diese überschreiten, jedoch kleiner sind als die Region - in anderen Wahlkreisen der betreffenden Region vorgeschlagen werden.»

Art. 25 - In Titel III Kapitel II neuer Abschnitt *Ibis* desselben Gesetzes werden die Artikel 29 bis 29*undecies* zu einem neuen «Unterabschnitt 5 - Verteilung der Sitze und Bestimmung der Gewählten» zusammengefaßt.

Art. 26 - Im neuen Unterabschnitt 5 mit der Überschrift «Verteilung der Sitze und Bestimmung der Gewählten» desselben neuen Abschnitts *Ibis* mit der Überschrift «Wahlen» wird Artikel 29 desselben Gesetzes durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 29 - § 1 - Die Wahlen des Wallonischen Regionalrates und des Flämischen Rates erfolgen nach dem System der verhältnismäßigen Vertretung.

§ 2 - Wenn jedoch nur ein Mitglied des Wallonischen Regionalrates beziehungsweise des Flämischen Rates zu wählen ist, wird der Kandidat, der die meisten Stimmen erzielt hat, für gewählt erklärt.

Bei Stimmgleichheit ist der ältere gewählt.»

Art. 27 - Im selben Unterabschnitt 5 mit der Überschrift «Verteilung der Sitze und Bestimmung der Gewählten» wird ein neuer Artikel 29*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 29*bis* - Die Wahlziffer jeder Liste besteht aus der Gesamtanzahl Stimmzettel mit gültiger Stimmabgabe zugunsten der betreffenden Liste.

Es wird davon ausgegangen, daß Einzelkandidaturen jeweils eine getrennte Liste bilden.»

Art. 28 - Im neuen Unterabschnitt 5 mit der Überschrift «Verteilung der Sitze und Bestimmung der Gewählten» von Titel III Kapitel II neuer Abschnitt *Ibis* desselben Gesetzes werden die Artikel 29*ter* bis 29*quater* zu einer neuen Nummer I «I. Verteilung der Sitze bei Ausbleiben von Listengruppierungen» zusammengefaßt.

Art. 29 - In der neuen Nummer I «I. Verteilung der Sitze bei Ausbleiben von Listengruppierungen» desselben Unterabschnitts 5 mit der Überschrift «Verteilung der Sitze und Bestimmung der Gewählten» wird ein neuer Artikel 29*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 29*ter* - Der Hauptwahlvorstand des Wahlkreises teilt die Wahlziffer jeder Liste nacheinander durch 1, 2, 3, 4, 5 und so weiter und ordnet die Quotienten nach der Reihenfolge ihrer Größe, bis insgesamt so viele Quotienten erreicht werden, wie Mitglieder zu wählen sind. Der letzte Quotient dient als Wahldivisor.

Die Sitze werden auf die Listen verteilt, indem jeder Liste so viele Sitze zuerkannt werden, wie ihre Wahlziffer diesen Wahldivisor enthält, außer bei Anwendung von Artikel 29*quater*.

Wenn eine Liste mehr Sitze erhält, als sie ordentliche Kandidaten und Ersatzkandidaten zählt, werden die nicht zuerkannten Sitze denjenigen hinzugefügt, die den anderen Listen zukommen; die Verteilung dieser Sitze auf diese Listen geschieht durch Fortsetzung des in Absatz 1 beschriebenen Verfahrens, wobei jeder neue Quotient der Liste, zu der er gehört, einen Sitz bringt.»

Art. 30 - In derselben neuen Nummer I «I. Verteilung der Sitze bei Ausbleiben von Listengruppierungen» wird ein neuer Artikel 29*quater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 29*quater* - Wenn ein Sitz mit gleicher Berechtigung mehreren Listen zukommt, wird er der Liste mit der höchsten Wahlziffer zuerkannt; bei gleicher Wahlziffer wird er der Liste mit dem Kandidaten zuerkannt, der von den Kandidaten, deren Wahl zur Debatte steht, die meisten Stimmen erhalten hat oder subsidiär am ältesten ist.»

Art. 31 - Im neuen Abschnitt *Ibis* neuer Unterabschnitt 5 mit der Überschrift «Verteilung der Sitze und Bestimmung der Gewählten» von Titel III Kapitel II desselben Gesetzes werden die Artikel 29*quinquies* bis 29*septies* zu einer neuen Nummer II «II. Verteilung der Sitze bei Listengruppierung» zusammengefaßt.

Art. 32 - In der neuen Nummer II «II. Verteilung der Sitze bei Listengruppierung» desselben Unterabschnitts 5 mit der Überschrift «Verteilung der Sitze und Bestimmung der Gewählten» wird ein neuer Artikel 29*quinquies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 29*quinquies* - In Wahlkreisen, in denen die Kandidaten einer oder mehrerer Listen die in Artikel 28*quater* des Sondergesetzes vorgesehene Gruppierungserklärung abgegeben haben, errechnet der Hauptwahlvorstand des Wahlkreises einen Wahldivisor, indem er die Gesamtanzahl gültiger Stimmen durch die Anzahl der im Wahlkreis zu vergebenden Sitze teilt.

Er teilt die Wahlziffern durch diesen Divisor und bestimmt auf diese Art und Weise für jede Liste den Wahlquotienten; dessen Einheiten geben die Anzahl unmittelbar erzielter Sitze an.

Danach teilt er jeden Wahlquotienten durch 1, wenn die Liste noch keinen Sitz hat, durch 2, wenn sie einen Sitz erhalten hat, durch 3, wenn sie deren zwei erhalten hat, und so weiter. Der mögliche Anspruch der Liste wird so durch den Bruch dargestellt, den man erhält, indem man ihren Wahlquotienten durch die Anzahl Sitze teilt, die sie nacheinander einnehmen würde, wenn der zusätzliche Sitz ihr jedesmal zugeteilt würde.

Das Protokoll über diese Verrichtungen wird dem Vorsitzenden des Zentralwahlvorstandes der Provinz sofort übermittelt; nur die übrigen durch Gesetz vorgesehenen Unterlagen werden dem Greffier des betreffenden Rates übermittelt.»

Art. 33 - In derselben neuen Nummer II «II. Verteilung der Sitze bei Listengruppierung» wird ein neuer Artikel 29*sexies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 29*sexies* - § 1 - Der Hauptwahlvorstand des Wahlkreises, in dem die Provinzhauptstadt gelegen ist, tagt als Zentralwahlvorstand der Provinz. Er tritt am Tag nach der Wahl zu der vom Vorsitzenden festgelegten Uhrzeit zusammen. Wenn infolge verspäteten Empfangs eines oder mehrerer Protokolle der Hauptwahlvorstände der Wahlkreise die Arbeit ruhen muß, kann die Sitzung vorübergehend unterbrochen werden. Sie wird noch am selben oder notfalls am darauffolgenden Tag zu der für den Eingang der fehlenden Unterlagen vorgesehenen Uhrzeit wiederaufgenommen. Der Vorstand stellt die Wahlziffer jeder Gruppe fest, indem er die Wahlziffern der ihr angehörenden Listen zusammenzählt. Die übrigen Listen behalten ihre Wahlziffern.

Durch Zusammenrechnung der Einheiten der in Ausführung des Artikels 29*quinquies* festgelegten Quotienten bestimmt der Vorstand die Anzahl der von den verschiedenen Listengruppen und von den einzelstehenden Listen in der gesamten Provinz bereits erzielten Sitze und die Anzahl der zusätzlich zu verteilenden Sitze.

Zur Verteilung der zusätzlichen Sitze läßt der Vorstand alle Listengruppen zu, ausgenommen diejenigen, die in keinem Wahlkreis eine Anzahl Stimmen von mindestens sechshundertsechzig Prozent des aufgrund von Artikel 29*quinquies* Absatz 1 festgelegten Wahldivisors erhalten haben. Einzelstehende Listen, die diesen Prozentsatz erreicht haben, werden ebenfalls von ihm zugelassen.

Der Vorstand teilt die Wahlziffern nacheinander durch 1, 2, 3 und so weiter, wenn die Liste noch keinen endgültig erzielten Sitz aufweist, durch 2, 3, 4 und so weiter, wenn sie nur einen Sitz erzielt hat, durch 3, 4, 5 und so weiter, wenn sie deren schon zwei hat, und so weiter, wobei die erste Teilung jedesmal durch eine Ziffer in Höhe der Gesamtanzahl Sitze, die die Gruppe oder die Liste erzielen würde, wenn der erste noch zu vergebende Sitz ihr zugeteilt würde, erfolgt.

Der Vorstand ordnet die Quotienten ihrer Größe nach bis zu einer Anzahl Quotienten, die der Anzahl verfügbarer Mandate entspricht; jeder brauchbare Quotient ergibt für die entsprechende Gruppe oder Liste die Zuteilung eines zusätzlichen Sitzes.

§ 2 - Der Flämische Rat und der Wallonische Regionalrat können - jeder für seinen Bereich - durch Dekret den Prozentsatz an Stimmen ändern, den eine Listengruppierung im Hinblick auf die in § 1 Absatz 3 erwähnte Verteilung der Sitze erreichen muß.»

Art. 34 - In derselben neuen Nummer II «II. Verteilung der Sitze bei Listengruppierung» wird ein neuer Artikel 29septies mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 29septies - Der Zentralwahlvorstand der Provinz bestimmt danach die Wahlkreise, in denen Listen, die eine Gruppe bilden, den oder die ihnen zukommenden zusätzlichen Sitze erhalten.

Für einzelstehende Listen ist die Bestimmung deutlich, und für sie findet die Zuteilung zuerst statt, und zwar indem mit denjenigen begonnen wird, denen die höchsten brauchbaren Quotienten gehören.

Für Listen, die eine Gruppe bilden, erfolgt die Bestimmung wie folgt:

Die in Artikel 29sexies § 1 letzter Absatz vorgesehene Größenordnung der Quotienten bestimmt die Reihenfolge, nach der jede Gruppe nacheinander für die Zuteilung des verbleibenden Sitzes in Betracht kommt.

Gemeinsam mit der Gruppe wird auch der Wahlkreis bestimmt, in dem die Gruppe einen Sitz erhält.

Zu diesem Zweck trägt der Zentralwahlvorstand der Provinz die in den in Artikel 29quinquies erwähnten Protokollen der Wahlkreise angegebenen Bruchteile von Sitzen gemäß ihrer Größenordnung senkrecht untereinander in so viele Spalten ein, wie Gruppen für die Verteilung in Betracht kommen, wobei der erste Bruchteil derjenige ist, der der Einheit am nächsten kommt, und vor jedem Bruchteil der Name des Wahlkreises zu stehen kommt, auf den er sich bezieht.

Die Gruppe, der bei der zusätzlichen Zuteilung der Mandate der erste Sitz zukommt, erhält diesen in dem Wahlkreis, der in der dieser Gruppe vorbehaltenen Spalte an erster Stelle steht, und so weiter. Hat der in Betracht kommende Wahlkreis bereits die vollständige Anzahl Sitze erhalten, so geht der der betreffenden Gruppe zustehende Sitz auf den in derselben Spalte unmittelbar folgenden Wahlkreis und gegebenenfalls auf den danach folgenden Wahlkreis über.

Wurden in allen Wahlkreisen, in denen die Gruppe Kandidaten aufgestellt hat, schon alle Sitze zugeteilt, kann ihr der zusätzliche Sitz nicht zugeteilt werden, und das Mandat, das im Wahlkreis, in dem die Gruppe keinen Kandidaten zählt, noch frei ist, wird gemäß dem folgenden Absatz einer anderen Liste zugeteilt.

Sind die Listen an die Reihe gekommen und die Wahlkreise bestimmt worden und wird dann festgestellt, daß eine Liste in einem Wahlkreis mehr Sitze erhält, als sie ordentliche Kandidaten und Ersatzkandidaten aufweist, rechnet der Zentralwahlvorstand der Provinz die nicht zugeteilten Sitze denen hinzu, die im selben Wahlkreis den anderen Listen zukommen, wobei er die in Artikel 29sexies § 1 angegebenen Verrichtungen weiterführt; jeder neue Quotient ergibt die Zuteilung eines Sitzes für die entsprechende Gruppe oder Liste, die über eine genügende Anzahl Kandidaten im Wahlkreis verfügt.»

Art. 35 - Im neuen Unterabschnitt 5 mit der Überschrift «Verteilung der Sitze und Bestimmung der Gewählten» von Titel III Kapitel II neuer Abschnitt Ibis desselben Gesetzes werden die Artikel 29octies bis 29undecies zu einer neuen Nummer III «III. Bestimmung der Gewählten» zusammengefaßt.

Art. 36 - In der neuen Nummer III «III. Bestimmung der Gewählten» desselben Unterabschnitts 5 mit der Überschrift «Verteilung der Sitze und Bestimmung der Gewählten» wird ein neuer Artikel 29octies mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 29octies - Wenn die Anzahl ordentlicher Kandidaten einer Liste der Anzahl Sitze entspricht, die der Liste zukommen, sind diese Kandidaten alle gewählt.

Wenn diese Anzahl größer ist, werden die Sitze den ordentlichen Kandidaten zuerkannt, die die meisten Stimmen erhalten haben. Bei gleicher Stimmenanzahl ist die Vorschlagsreihenfolge maßgebend. Bevor der Hauptwahlvorstand des Wahlkreises beziehungsweise der Zentralwahlvorstand der Provinz die Gewählten bestimmt, teilt er den ordentlichen Kandidaten individuell die Listenstimmen zu, die die Vorschlagsreihenfolge unterstützen. Diese Zuteilung erfolgt durch Übertragung. Den Vorzugsstimmen, die der erste Kandidat der Liste erhalten hat, werden so viele Listenstimmen hinzugefügt, wie nötig sind, um die Wählbarkeitsziffer der Liste zu erreichen; diese Ziffer ergibt sich aus der Teilung der Wahlziffer der Liste durch die um eins erhöhte Anzahl Sitze, die der Liste definitiv zuerkannt worden sind. Ist ein Überschuß vorhanden, so wird er auf die gleiche Art und Weise dem zweiten Kandidaten und so weiter zugeteilt, bis alle diese Listenstimmen zugeteilt sind.

Wenn die Anzahl ordentlicher Kandidaten einer Liste geringer als die Anzahl der ihr zukommenden Sitze ist, sind diese Kandidaten gewählt, und die überzähligen Sitze werden den Ersatzkandidaten, die gemäß der in Artikel 29novies angegebenen Reihenfolge an erster Stelle stehen, zugeteilt. Sind nicht genügend Ersatzkandidaten vorhanden, erfolgt die Verteilung des Überschusses gemäß Artikel 29ter Absatz 3.»

Art. 37 - In derselben neuen Nummer III «III. Bestimmung der Gewählten» wird ein neuer Artikel 29novies mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 29novies - Aus jeder Liste, von der ein oder mehrere Kandidaten gewählt sind, werden die Ersatzkandidaten mit den meisten Stimmen oder bei Stimmengleichheit in der Reihenfolge der Eintragung auf dem Stimmzettel zum ersten, zweiten, dritten und so weiter Ersatzmitglied erklärt, wobei ihre Anzahl die doppelte Anzahl gewählter ordentlicher Kandidaten nicht übersteigen, aber auch nicht weniger als drei betragen darf.

Vor ihrer Bestimmung teilt der Hauptwahlvorstand individuell die Stimmen zu, die die Vorschlagsreihenfolge der Ersatzkandidaten unterstützen. Die Anzahl dieser Stimmen erhält man, indem von der Wahlziffer der Liste die Anzahl Vorzugsstimmen zugunsten dieser Ersatzkandidaten abgezogen wird.

Die Zuerkennung der zuzuteilenden Stimmen erfolgt durch Übertragung. Sie werden den vom ersten Ersatzkandidaten erhaltenen Vorzugsstimmen soweit hinzugerechnet, wie dies zur Erreichung der Wählbarkeitsziffer erforderlich ist. Ist ein Überschuß vorhanden, so wird er auf die gleiche Art und Weise dem zweiten Ersatzkandidaten und so weiter, der Vorschlagsreihenfolge nach, zugeteilt.

Keine Zuteilung findet für Kandidaten statt, die zugleich als ordentliche Kandidaten und als Ersatzkandidaten vorgeschlagen wurden und die unter den ordentlichen Kandidaten bereits für gewählt erklärt sind.»

Art. 38 - In derselben neuen Nummer III «III. Bestimmung der Gewählten» wird ein neuer Artikel *29decies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *29decies* - Das Ergebnis der allgemeinen Stimmenauszählung und die Namen der Gewählten werden öffentlich verkündet.»

Art. 39 - In derselben neuen Nummer III «III. Bestimmung der Gewählten» wird ein neuer Artikel *29undecies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *29undecies* - Die in den Artikeln *29octies* bis *29decies* erwähnten Verrichtungen werden in dem unter Nummer I erwähnten Fall vom Hauptwahlvorstand des Wahlkreises und in dem unter Nummer II erwähnten Fall vom Zentralwahlvorstand der Provinz ausgeführt.

Wenn in Anwendung von Artikel *28quater* die Wahlkreise mit den Provinzgrenzen übereinstimmen beziehungsweise diese überschreiten, werden die Zuständigkeiten der Zentralwahlvorstände der Provinzen von einem regionalen Zentralwahlvorstand wahrgenommen. Der Flämische Rat und der Wallonische Regionalrat bestimmen durch Dekret - jeder für seinen Bereich - den Hauptwahlvorstand des Wahlkreises, der diese Funktion wahrnimmt.»

Art. 40 - In Titel III Kapitel II neuer Abschnitt *Ibis* desselben Gesetzes befindet sich Artikel 30 in einem neuen «Unterabschnitt 6 - Wahl der Brüsseler Mitglieder».

Art. 41 - Im neuen Unterabschnitt 6 mit der Überschrift «Wahl der Brüsseler Mitglieder» desselben neuen Abschnitts *Ibis* mit der Überschrift «Wahlen» wird Artikel 30 desselben Gesetzes durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 30 - § 1 - Die in Artikel 24 § 1 Absatz 1 Nr. 2 erster Satz erwähnten Mitglieder werden in der in Anwendung von Artikel 20 § 2 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen festgelegten Reihenfolge für gewählt erklärt, und zwar vom Präsidenten des Rates der Region Brüssel-Hauptstadt beziehungsweise vom ersten Vizepräsidenten des Rates der Region Brüssel-Hauptstadt, wenn der Präsident nicht der in Artikel 23 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen erwähnten niederländischen Sprachgruppe des Rates der Region Brüssel-Hauptstadt angehört.

Für die Wahl der in Artikel 24 § 1 Absatz 1 Nr. 2 zweiter Satz und § 3 Absatz 1 Nr. 2 erwähnten Mitglieder übernimmt jede Fraktion vor Ende der zweiten Woche nach den allgemeinen Direktwahlen des Wallonischen Regionalrates und des Flämischen Rates dem Präsidenten des Rates der Region Brüssel-Hauptstadt beziehungsweise dem ersten Vizepräsidenten des Rates der Region Brüssel-Hauptstadt, wenn der Präsident der anderen in Artikel 23 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen erwähnten Sprachgruppe des Rates der Region Brüssel-Hauptstadt angehört, eine Liste, auf der in der festgelegten Rangordnung die Namen derjenigen ihrer Mitglieder angegeben werden, die sie bestimmt, um dem Rat der Französischen Gemeinschaft beziehungsweise dem Flämischen Rat anzugehören, und zwar nach Verhältnis der Anzahl Mandate, die der Fraktion in Anwendung von Absatz 3 zukommt.

Die Anzahl Mandate der in Artikel 24 § 1 Absatz 1 Nr. 2 zweiter Satz und § 3 Absatz 1 Nr. 2 erwähnten Mitglieder, die jeder Fraktion zukommt, wird durch die in Anwendung von Artikel 20 § 2 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen bestimmte Reihenfolge festgelegt.

Die Listen der Mitglieder, die bestimmt werden, um dem Rat der Französischen Gemeinschaft beziehungsweise dem Flämischen Rat anzugehören, sind nur gültig, wenn sie von der Mehrheit der Mitglieder unterzeichnet sind, die auf derselben Liste gewählt wurden.

Der Präsident beziehungsweise je nach Fall der Vizepräsident des Rates der Region Brüssel-Hauptstadt überprüft, ob die Bedingungen für die Erstellung der Listen von Mitgliedern, die bestimmt werden, um dem Rat der Französischen Gemeinschaft beziehungsweise dem Flämischen Rat anzugehören, erfüllt sind. Er erklärt die bestimmten Mitglieder für gewählt.

§ 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Artikels gelten die Mitglieder einer Sprachgruppe, die auf derselben Liste gewählt worden sind, als Fraktion.

§ 3 - Wird ein in Artikel 24 § 1 Absatz 1 Nr. 2 erster Satz erwähntes Mandat frei, so sorgt der Präsident des Rates der Region Brüssel-Hauptstadt beziehungsweise der erste Vizepräsident des Rates der Region Brüssel-Hauptstadt, wenn der Präsident nicht der in Artikel 23 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen erwähnten niederländischen Sprachgruppe des Rates der Region Brüssel-Hauptstadt angehört, unverzüglich für die Besetzung des Mandates, indem er das betreffende Ersatzmitglied als Mitglied des Rates der Region Brüssel-Hauptstadt für gewählt erklärt.

Verzichtet ein gemäß § 1 bestimmtes Mitglied oder wird ein in Artikel 24 § 1 Absatz 1 Nr. 2 zweiter Satz und § 3 Absatz 1 Nr. 2 erwähntes Mandat frei, sorgen die Mitglieder der betreffenden Fraktion der in Artikel 23 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen erwähnten französischen beziehungsweise niederländischen Sprachgruppe des Rates der Region Brüssel-Hauptstadt, die die Bestimmung für den betreffenden Sitz vorgenommen hatten, durch Bestimmung eines neuen Ratsmitgliedes unverzüglich für die Neubesetzung des Mandates; das neue Ratsmitglied beendet das Mandat seines Vorgängers.»

Art. 42 - § 1 - Artikel 31 desselben Gesetzes wird aufgehoben.

§ 2 - In Titel III Kapitel II Abschnitt II Unterabschnitt 1 desselben Gesetzes wird Artikel 31 vor Artikel 32 mit folgendem Wortlaut wieder aufgenommen:

«Art. 31 - § 1 - Jeder Rat befindet über die Gültigkeit der Wahlverrichtungen, was seine Mitglieder und die Ersatzmitglieder betrifft.

Wird eine Wahl für ungültig erklärt, ist mit allen Formalitäten einschließlich der Wahlvorschläge neu zu beginnen.

§ 2 - Jede Beschwerde gegen eine Wahl muß zur Vermeidung der Verwirkung schriftlich vorgebracht werden, von einem der Kandidaten unterzeichnet sein und Identität und Wohnsitz des Beschwerdeführers angeben.

Sie muß binnen zehn Tagen nach Erstellung des Protokolls, auf jeden Fall aber vor der Überprüfung der Mandate, beim Greffier des betreffenden Rates eingereicht werden, der darüber eine Empfangsbescheinigung auszustellen hat.

§ 3 - Jeder Rat überprüft die Mandate seiner Mitglieder und entscheidet über diesbezügliche Streitfälle.»

(...)

Wir fertigen das vorliegende Gesetz aus und ordnen an, daß es mit dem Staatssiegel versehen und durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Gegeben zu Brüssel, den 16. Juli 1993

BALDUIN

Von Königs wegen:

Der Premierminister
J.-L. DEHAENE

Der Minister der Finanzen
Ph. MAYSTADT

Der Minister des Innern
L. TOBBACK

Mit dem Staatssiegel versehen:

Der Minister der Justiz
M. WATHELET

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 6 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 6 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

Annexe 3 - Bijlage 3

MINISTERIUM DES INNERN

5. APRIL 1995 — Sondergesetz zur Abänderung des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen

ALBERT II., König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Die Kammern haben das Folgende angenommen, und Wir sanktionieren es:

KAPITEL I - Abänderungen des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen

Artikel 1 - In Artikel 29*quinquies* Absatz 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, eingefügt durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993, wird das Wort «Stimmen» durch das Wort «Stimmzettel» ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 29*sexies* § 1 Absatz 3 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993, werden die Wörter «eine Anzahl Stimmen» durch die Wörter «eine Wahlziffer» ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 29*octies* desselben Gesetzes, eingefügt durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993, wird Absatz 2 durch folgenden Absatz ersetzt:

«Wenn diese Anzahl größer ist, werden die Sitze den ordentlichen Kandidaten zuerkannt, die die meisten Stimmen erhalten haben. Bei gleicher Stimmenanzahl ist die Vorschlagsreihenfolge maßgebend. Bevor der Hauptwahlvorstand des Wahlkreises beziehungsweise der Zentralwahlvorstand der Provinz die Gewählten bestimmt, teilt er den ordentlichen Kandidaten individuell die Stimmzettel zu, die die Vorschlagsreihenfolge dieser Kandidaten unterstützen. Die Anzahl Stimmzettel, die die Vorschlagsreihenfolge der ordentlichen Kandidaten unterstützen, ergibt sich aus der Addition der Stimmzettel mit Stimmabgabe im Kopffeld und der Stimmzettel mit Stimmabgabe ausschließlich für einen oder mehrere Ersatzkandidaten. Die Zuteilung der sich aus dieser Addition ergebenden Anzahl Stimmzettel erfolgt durch Übertragung. Den Vorzugsstimmen, die der erste Kandidat erhalten hat, werden so viele Stimmzettel hinzugefügt, wie nötig sind, um die Wahlbarkeitsziffer der Liste zu erreichen. Diese Ziffer ergibt sich aus der Teilung der gemäß Artikel 29*bis* festgelegten Wahlziffer der Liste durch die um eins erhöhte Anzahl Sitze, die der Liste zugeteilt worden sind. Ist ein Überschuß an Stimmzetteln, die die Vorschlagsreihenfolge unterstützen, vorhanden, so wird er auf die gleiche Art und Weise dem zweiten Kandidaten zugeteilt, dann dem dritten und so weiter, der Vorschlagsreihenfolge nach, bis alle diese Stimmzettel zugeteilt sind.»

Art. 4 - In Artikel 29*nonies* desselben Gesetzes, eingefügt durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993, werden die Absätze 2 und 3 durch folgende Absätze ersetzt:

«Vor ihrer Bestimmung teilt der Hauptwahlvorstand den Ersatzkandidaten individuell die zugunsten der Vorschlagsreihenfolge der Ersatzkandidaten abgegebenen Stimmzettel zu. Die Anzahl Stimmzettel, die die Vorschlagsreihenfolge der Ersatzkandidaten unterstützen, ergibt sich aus der Addition der Stimmzettel mit Stimmabgabe ausschließlich im Kopffeld und der Stimmzettel mit Stimmabgabe für einen oder mehrere ordentlichen Kandidaten.

Die Zuteilung der sich aus dieser Addition ergebenden Anzahl Stimmzettel erfolgt durch Übertragung. Diese Stimmzettel werden den vom ersten Ersatzkandidaten erhaltenen Vorzugsstimmen soweit hinzugerechnet, wie dies zur Erreichung der in Artikel 29*octies* Absatz 2 erwähnten Wahlbarkeitsziffer erforderlich ist. Ist ein Überschuß vorhanden, so wird er auf die gleiche Art und Weise dem zweiten Ersatzkandidaten zugeteilt, dann dem dritten und so weiter, der Vorschlagsreihenfolge nach, bis alle diese Stimmzettel zugeteilt sind.»

Art. 5 - Artikel 31 desselben Gesetzes, aufgehoben und mit einem neuen Wortlaut wieder aufgenommen durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993, wird durch einen Paragraphen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«§ 4 - Im Hinblick auf die Überprüfung der Mandate durch die jeweilige Versammlung kann der Greffier des Wallonischen Regionalrates beziehungsweise der Greffier des Flämischen Rates sich von den Verwaltungsbehörden kostenlos die Unterlagen übermitteln lassen, die er für nützlich hält.»

(...)

Wir fertigen das vorliegende Gesetz aus und ordnen an, daß es mit dem Staatssiegel versehen und durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Gegeben zu Châteauneuf-de-Grasse, den 5. April 1995

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister des Innern

J. VANDE LANOTTE

Mit dem Staatssiegel versehen:

Der Minister der Justiz

M. WATHELET

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 6 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

L. VAN DEN BOSSCHE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 6 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

Annexe 4 - Bijlage 4

DIENSTSTELLEN DES PREMIERMINISTERS

25. MÄRZ 1996 — Sondergesetz zur Abänderung von Artikel 24bis § 5 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen

ALBERT II., König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Die Kammern haben das Folgende angenommen, und Wir sanktionieren es:

Artikel 1 - Vorliegendes Gesetz regelt eine in Artikel 77 der Verfassung erwähnte Angelegenheit.

Art. 2 - In Artikel 24bis § 5 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, eingefügt durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993, werden die Wörter «aber in Anwendung der Paragraphen 2 und 3 des vorliegenden Artikels» durch die Wörter «aber in Anwendung der Paragraphen 2, 3 und 4 des vorliegenden Artikels» ersetzt.

Wir fertigen das vorliegende Gesetz aus und ordnen an, daß es mit dem Staatssiegel versehen und durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Gegeben zu Brüssel, den 25. März 1996

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Premierminister

J.-L. DEHAENE

Mit dem Staatssiegel versehen:

Der Minister der Justiz

S. DE CLERCK

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 6 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

L. VAN DEN BOSSCHE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 6 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

Annexe 5 - Bijlage 5

DIENSTSTELLEN DES PREMIERMINISTERS

4. DEZEMBER 1996 — Sondergesetz zur Abänderung des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen im Hinblick auf die Regelung der Unvereinbarkeit des Amtes als Mitglied einer parlamentarischen Versammlung mit dem Amt als Mitglied einer Föderal-, Gemeinschafts- oder Regionalregierung

ALBERT II., König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Die Kammern haben das Folgende angenommen, und Wir sanktionieren es:

Artikel 1 - Vorliegendes Gesetz regelt eine in Artikel 77 der Verfassung erwähnte Angelegenheit.

Art. 2 - In Artikel 24bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980, eingefügt durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993, wird ein § 2bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 2bis - Unbeschadet des Paragraphen 2 Nr. 3 des vorliegenden Artikels hört das Mitglied des Rates der Französischen Gemeinschaft, des Wallonischen Regionalrates oder des Flämischen Rates, das vom König zum föderalen Minister beziehungsweise Staatssekretär ernannt wird und diese Ernennung annimmt, auf zu tagen und nimmt sein Mandat wieder auf, wenn seinem Amt als Minister beziehungsweise Staatssekretär vom König ein Ende gesetzt worden ist. Im Dekret werden die Modalitäten seiner Ersetzung im betreffenden Rat vorgesehen.»

(...)

Wir fertigen das vorliegende Gesetz aus und ordnen an, daß es mit dem Staatssiegel versehen und durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Gegeben zu Brüssel, den 4. Dezember 1996

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Premierminister

J.-L. DEHAENE

Mit dem Staatssiegel versehen:

Der Minister der Justiz

S. DE CLERCK

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 6 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

L. VAN DEN BOSSCHE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 6 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

Annexe 6 - Bijlage 6

DIENSTSTELLEN DES PREMIERMINISTERS

8. FEBRUAR 1999 — Sondergesetz zur Abänderung von Artikel 24bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen

ALBERT II., König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Die Kammern haben das Folgende angenommen, und Wir sanktionieren es:

Artikel 1 - Vorliegendes Gesetz regelt eine in Artikel 77 der Verfassung erwähnte Angelegenheit.

Art. 2 - Artikel 24bis § 2 Nr. 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, eingefügt durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993, wird wie folgt ersetzt:

«9. Mitglied des Rechnungshofes.»

Wir fertigen das vorliegende Gesetz aus und ordnen an, daß es mit dem Staatssiegel versehen und durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Gegeben zu Brüssel, den 8. Februar 1999

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Premierminister

J.-L. DEHAENE

Mit dem Staatssiegel versehen:

Der Minister der Justiz

T. VAN PARYS

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 6 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

L. VAN DEN BOSSCHE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 6 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

F. 99 — 1723

[C - 99/00489]

2 JUIN 1999. — Arrêté royal déterminant le nombre d'assesseurs et d'assesseurs suppléants que comptent les bureaux principaux de canton et les bureaux principaux communaux en cas d'élections, dans les cantons électoraux et communes faisant usage d'un système de lecture optique des bulletins de vote destiné au dépouillement automatisé des suffrages qui y sont exprimés

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 18 décembre 1998 organisant le dépouillement automatisé des votes au moyen d'un système de lecture optique et modifiant la loi du 11 avril 1994 organisant le vote automatisé, notamment l'article 11;

Vu le Code électoral, notamment l'article 95, § 7;

Vu la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, notamment l'article 3sexies, § 7;

Vu la loi électorale communale coordonnée le 4 août 1932, notamment l'article 44;

Vu la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, notamment l'article 12, § 4;

Vu la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté royal du 4 juin 1999 désignant les cantons électoraux et les communes qui en font partie pour l'usage d'un système de lecture optique des bulletins de vote destiné au dépouillement automatisé des suffrages qui y sont exprimés;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 mai 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les présidents des bureaux principaux des cantons désignés pour l'usage d'un système de lecture optique des bulletins de vote destiné au dépouillement automatisé des suffrages qui y sont exprimés doivent être informés sans délai du nombre d'assesseurs et d'assesseurs suppléants qu'il leur appartient de désigner, afin de ne pas mettre en péril dans ces cantons le bon déroulement des élections simultanées du 13 juin 1999 pour les Chambres législatives fédérales, le Parlement européen, et les Conseils de Région et de Communauté;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans les cantons électoraux faisant usage d'un système de lecture optique des bulletins de vote destiné au dépouillement automatisé des suffrages qui y sont exprimés :

N. 99 — 1723

[C - 99/00489]

2 JUNI 1999. — Koninklijk besluit tot bepaling van het aantal bijzitters en plaatsvervangende bijzitters in de kantonhoofdbureaus en de gemeentelijke hoofdbureaus bij de verkiezingen in de gemeenten en kieskantons die gebruik maken van een systeem voor optische lezing van de stembiljetten bestemd voor de geautomatiseerde stemopneming van de uitgebrachte stemmen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 18 december 1998 tot organisatie van de geautomatiseerde stemopneming door middel van een systeem voor optische lezing en tot wijziging van de wet van 11 april 1994 tot organisatie van de geautomatiseerde stemming, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het Kieswetboek, inzonderheid op artikel 95, § 7;

Gelet op de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, inzonderheid op artikel 3sexies, § 7;

Gelet op de gemeentekieswet gecoördineerd op 4 augustus 1932, inzonderheid op artikel 44;

Gelet op de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement, inzonderheid op artikel 12, § 4;

Gelet op de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 juni 1999 tot aanwijzing van de kieskantons en de gemeenten die ertoe behoren, voor het gebruik van een systeem voor optische lezing van de stembiljetten bestemd voor de geautomatiseerde stemopneming van de uitgebrachte stemmen.;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 mei 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, eerste lid, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de voorzitters van de kantonhoofdbureaus, aangewezen voor het gebruik van een systeem voor optische lezing van de stembiljetten bestemd voor de geautomatiseerde stemopneming van de uitgebrachte stemmen onverwijld moeten geïnformeerd worden over het aantal bijzitters en plaatsvervangende bijzitters dat zij dienen aan te wijzen om de organisatie van de gelijktijdige verkiezingen van 13 juni 1999 voor de federale Wetgevende Kamers, het Europese Parlement, en de Gewest- en Gemeenschapsraden in deze kieskantons niet in het gedrang te brengen;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In de kieskantons die gebruik maken van een systeem voor optische lezing van de stembiljetten bestemd voor de geautomatiseerde stemopneming van de uitgebrachte stemmen :

1° le bureau principal de canton pour l'élection du Parlement européen, du Conseil régional et du Conseil provincial se compose, outre du président et du secrétaire, de douze assesseurs et de douze assesseurs suppléants;

2° le bureau principal de canton pour l'élection des Chambres législatives fédérales se compose, outre du président et du secrétaire, de vingt-quatre assesseurs et de vingt-quatre assesseurs suppléants.

Art. 2. Dans les communes faisant usage d'un système de lecture optique des bulletins de vote destiné au dépouillement automatisé des suffrages qui y sont exprimés, le bureau principal pour les élections communales se compose, outre du président et du secrétaire, de douze assesseurs et de douze assesseurs suppléants.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

1° bestaat het kantonhoofdbureau voor de verkiezing voor het Europees Parlement, voor de Gewest- en Gemeenschapsraden en voor de provincieraad, behalve uit de voorzitter en de secretaris, uit twaalf bijzitters en twaalf plaatsvervangende bijzitters;

2° bestaat het kantonhoofdbureau voor de verkiezing voor de federale Wetgevende Kamers, behalve uit de voorzitter en de secretaris, uit vierentwintig bijzitters en vierentwintig plaatsvervangende bijzitters;

Art. 2. In de gemeenten die gebruik maken van een systeem voor optische lezing van de stembiljetten bestemd voor de geautomatiseerde stemopneming van de uitgebrachte stemmen bestaat het hoofdbureau bij de gemeenteraadsverkiezingen, behalve uit de voorzitter en de secretaris, uit twaalf bijzitters en twaalf plaatsvervangende bijzitters.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

F. 99 — 1724

[C - 99/00490]

4 JUIN 1999. — Arrêté royal désignant les cantons électoraux et les communes qui en font partie pour l'usage d'un système de lecture optique des bulletins de vote destiné au dépouillement automatisé des suffrages qui y sont exprimés

RAPPORT AU ROI

Sire,

Aux termes de l'article 2 de la loi du 18 décembre 1998 organisant le dépouillement automatisé des votes au moyen d'un système de lecture optique et modifiant la loi du 11 avril 1994 organisant le vote automatisé, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, décider que pour les cantons électoraux qu'il désigne et les communes qui en font partie, il est institué un système de lecture optique des bulletins de vote destiné au dépouillement automatisé des suffrages qui y sont exprimés.

Le projet d'arrêté que j'ai l'honneur de soumettre ci-joint à la signature de Votre Majesté vise à donner exécution à cette disposition et dès lors, à désigner ces cantons et communes.

Etant donné qu'il ne contient pas de disposition à caractère réglementaire, il n'a pas été soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat, conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées relatives à ce Haut Collège.

Il s'agit, pour la province de Hainaut, du canton électoral de Chimay qui comprend les communes de Chimay et de Momignies, et pour la province de Flandre occidentale, du canton électoral de Zonnebeke dont les limites coïncident avec celles de la commune du même nom.

Conformément à la loi précitée du 18 décembre 1998, un système de lecture optique des bulletins de vote destiné au dépouillement automatisé des suffrages qui y sont exprimés sera mis en usage à titre expérimental dans ces cantons et communes lors des élections ci-après :

- les élections simultanées du 13 juin 1999 en vue du renouvellement des Chambres législatives fédérales, du Parlement européen et des Conseils de Région et de Communauté;

- les élections simultanées du 8 octobre 2000 en vue du renouvellement des conseils communaux et provinciaux.

Si l'expérience s'avère concluante le 13 juin prochain, le Gouvernement envisagera de l'étendre, le cas échéant, lors des élections provinciales et communales du 8 octobre 2000, à d'autres cantons électoraux et communes.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

N. 99 — 1724

[C - 99/00490]

4 JUNI 1999. — Koninklijk besluit tot aanwijzing van de kieskantons en de gemeenten die er deel van uitmaken, voor het gebruik van een systeem voor optische lezing van de stembiljetten voor de geautomatiseerde stemopneming van de uitgebrachte stemmen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Luidens artikel 2 van de wet van 18 december 1998 tot organisatie van de geautomatiseerde stemopneming door middel van een systeem voor optische lezing en tot wijziging van de wet van 11 april 1994 tot organisatie van de geautomatiseerde stemming, kan de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, beslissen dat, voor de kieskantons die Hij aanwijst en de gemeenten die er deel van uitmaken, voor de geautomatiseerde stemopneming van de uitgebrachte stemmen, een systeem voor optische lezing van de stembiljetten ingevoerd wordt.

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ik de eer heb aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, heeft als doel deze wetsbepalingen tot uitvoering te brengen en derhalve deze kieskantons en gemeenten aan te wijzen.

Aangezien dit besluit geen bepaling van reglementaire aard bevat, werd het, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, niet voor advies voorgelegd aan de afdeling wetgeving van dit Hoog College.

Voor de provincie Henegouwen gaat het om het kieskanton Chimay, dat de gemeenten Chimay en Momignies omvat, en voor de provincie West-Vlaanderen gaat het om het kieskanton Zonnebeke waarvan de grenzen overeenstemmen met die van de gemeente met dezelfde naam.

Overeenkomstig de voornoemde wet van 18 december 1998 wordt in deze kantons en gemeenten een systeem voor optische lezing van de stembiljetten bij de geautomatiseerde stemopneming van de uitgebrachte stemmen experimenteel in gebruik genomen bij de hierna vermelde verkiezingen :

- de gelijktijdige verkiezingen van 13 juni 1999 met het oog op de vernieuwing van de federale Wetgevende Kamers, het Europees Parlement en de Gewest- en Gemeenschapsraden;

- de gelijktijdige verkiezingen van 8 oktober 2000 met het oog op de vernieuwing van de provincie- en gemeenteraden.

Als het experiment op 13 juni e.k. echt overtuigt, kan de Regering overwegen het bij de provincie- en gemeenteraadsverkiezingen van 8 oktober 2000 eventueel tot andere kieskantons en gemeenten uit te breiden.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

4 JUIN 1999. — Arrêté royal désignant les cantons électoraux et les communes qui en font partie pour l'usage d'un système de lecture optique des bulletins de vote destiné au dépouillement automatisé des suffrages qui y sont exprimés

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 18 décembre 1998 organisant le dépouillement automatisé des votes au moyen d'un système de lecture optique et modifiant la loi du 11 avril 1994 organisant le vote automatisé, notamment l'article 2;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 mai 1999;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les cantons électoraux ci-après énumérés font usage d'un système de lecture optique des bulletins de vote destiné au dépouillement automatisé des suffrages qui y sont exprimés lors des élections organisées en vue du renouvellement des Chambres législatives fédérales, du Parlement européen, des Conseils de Région et de Communauté et des conseils provinciaux :

1° province de Hainaut : canton de Chimay;

2° province de Flandre occidentale : canton de Zonnebeke.

Art. 2. Les communes ci-après énumérées qui composent les cantons électoraux cités à l'article 1^{er} utilisent également le système de lecture optique qui y est visé lors des élections organisées en vue du renouvellement des conseils communaux :

1° province de Hainaut, canton de Chimay :

- commune de Chimay;

- commune de Momignies;

2° province de Flandre occidentale, canton de Zonnebeke :

- commune de Zonnebeke.

Art. 3. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

4 JUNI 1999. — Koninklijk besluit tot aanwijzing van de kieskantons en de gemeenten die er deel van uitmaken, voor het gebruik van een systeem voor optische lezing van de stembiljetten voor de geautomatiseerde stemopneming van de uitgebrachte stemmen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 18 december 1998 tot organisatie van de geautomatiseerde stemopneming door middel van een systeem voor optische lezing en tot wijziging van de wet van 11 april 1994 tot organisatie van de geautomatiseerde stemming, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 mei 1999;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De hierna opgesomde kieskantons maken gebruik van een systeem voor optische lezing van de stembiljetten voor de geautomatiseerde stemopneming van de uitgebrachte stemmen bij de verkiezingen georganiseerd met het oog op de vernieuwing van de federale Wetgevende Kamers, het Europese Parlement, de Gewest- en Gemeenschapsraden en de Provincieraden :

1° Provincie Henegouwen : kanton Chimay;

2° Provincie West-Vlaanderen : kanton Zonnebeke.

Art. 2. De hierna opgesomde gemeenten die de in artikel 1 vermelde kieskantons vormen, maken tevens gebruik van het in dit artikel bedoelde systeem voor optische lezing bij de verkiezingen georganiseerd met het oog op de vernieuwing van de gemeenteraden :

1° Provincie Henegouwen, kanton Chimay :

- gemeente Chimay;

- gemeente Momignies;

2° Provincie West-Vlaanderen, kanton Zonnebeke :

- gemeente Zonnebeke.

Art. 3. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

F. 99 — 1725

[C - 99/00508]

7 JUIN 1999. — Arrêté ministériel portant dérogation aux dimensions des bulletins de vote pour les élections du Parlement européen, des Chambres législatives fédérales et des Conseils de Région et de Communauté du 13 juin 1999

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu le Code électoral, notamment l'article 128, modifié par les lois des 16 juillet 1993 et 12 décembre 1998;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1994 déterminant les dimensions des bulletins de vote ainsi que la couleur des bulletins de vote pour l'élection directe des membres du conseil de l'aide sociale, notamment l'article 9;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que, vu la proximité des élections, les bulletins de vote doivent être imprimés d'urgence;

Considérant que dans la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde le format du bulletin rose pour l'élection du Sénat doit être adapté afin que les bulletins de vote soient disponibles en temps utile et afin d'éviter des problèmes techniques lors de l'impression;

N. 99 — 1725

[C - 99/00508]

7 JUNI 1999. — Ministerieel besluit houdende afwijking van de afmetingen van de stembiljetten bij de verkiezingen van het Europese Parlement, van de federale Wetgevende Kamers en van de Gewest- en Gemeenschapsraden op 13 juni 1999

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op het Kieswetboek, inzonderheid op artikel 128, gewijzigd bij de wetten van 16 juli 1993 en 18 december 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1994 tot vaststelling van de afmetingen van de stembiljetten, alsmede de kleur van de stembiljetten voor de rechtstreekse verkiezing van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, eerste lid, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, gelet op de nabijheid van de verkiezingen, de stembiljetten dringend moeten worden gedrukt;

Overwegende dat het formaat van het roze modelstembiljet voor de verkiezing van de Senaat in de kieskring Brussel-Halle-Vilvorde dient te worden aangepast, teneinde de stembiljetten tijdig klaar te hebben en technische problemen bij het drukken te voorkomen;

Considérant qu'il est nécessaire par conséquent de publier sans délai cette adaptation,

Arrête :

Article 1^{er}. Par dérogation aux articles 1^{er} et 2 de l'arrêté royal du 15 avril 1994 déterminant les dimensions des bulletins de vote ainsi que la couleur des bulletins de vote pour l'élection directe des membres du conseil de l'aide sociale, le format des bulletins de vote rose pour l'élection du Sénat est fixé à 80 cm x 68 cm dans la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 27 mai 1999.
Bruxelles, le 7 juin 1999.

L. VAN DEN BOSSCHE

Overwegende dat het derhalve noodzakelijk is deze aanpassing zonder verwijl bekend te maken,

Besluit :

Artikel 1. In afwijking van de artikelen 1 en 2 van het koninklijk besluit van 15 april 1994 tot vaststelling van de afmetingen van de stembiljetten, alsmede de kleur van de stembiljetten voor de rechtstreekse verkiezing van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn, wordt het formaat van de roze stembiljetten voor de verkiezing van de Senaat vastgesteld op 80 cm x 68 cm in de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 27 mei 1999.
Brussel, 7 juni 1999.

L. VAN DEN BOSSCHE

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 99 — 1726

[99/02074]

20 AVRIL 1999. — Arrêté royal portant création du Conseil supérieur de la Fonction publique

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1^{er}, remplacé par la loi du 22 juillet 1993;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 juin 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 9 juin 1998;

Vu le protocole n° 299 du 15 juin 1998 du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux;

Vu la délibération du Conseil des Ministres le 27 novembre 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 11 février 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministre qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Il est créé auprès du Ministère de la Fonction publique un Conseil supérieur de la Fonction publique, dénommé ci-après « Le Conseil ».

Le Conseil a pour mission :

— de donner un avis sur les candidatures introduites en vue de pourvoir, par mandat, aux emplois visés par l'arrêté royal du 20 avril 1999 organisant la nomination, la carrière et l'évaluation des agents chargés de la gestion de certains services publics;

— de donner un avis sur les recours introduits par les agents désignés par mandat à un emploi visé par l'arrêté royal du 20 avril 1999 précité contre une décision d'évaluation négative.

Art. 2. Le Président du Conseil est le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions. En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par le vice-président qui est le président du Collège des Secrétaires généraux.

Le président dirige les débats. Il ne participe pas au vote.

Art. 3. Le Conseil se compose des membres suivants :

1° de trois Secrétaires généraux de rôle linguistique différent dont le président du Collège des Secrétaires généraux et d'un suppléant; l'un des trois Secrétaires généraux doit être d'un autre rôle linguistique que les deux autres;

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

N. 99 — 1726

[99/02074]

20 APRIL 1999. — Koninklijk besluit houdende oprichting van de Hoge Raad van Ambtenarenzaken

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, vervangen door de wet van 22 juli 1993;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 juni 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 9 juni 1998;

Gelet op het protocol, nr. 299 van 15 juni 1998 van het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 27 november 1998, over het verzoek van de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 11 februari 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Er wordt bij het Ministerie van Ambtenarenzaken, een Hoge Raad van Ambtenarenzaken opgericht, hierna « De Raad » genoemd.

De Raad heeft als opdracht :

— advies te geven over de candidaturen die zijn ingediend om bij mandaat te voorzien in de betrekkingen die bedoeld zijn in het koninklijk besluit van 20 april 1999 tot organisatie van de benoeming, de loopbaan en de evaluatie van de ambtenaren die belast worden met het beheer van sommige overheidsdiensten;

— advies te geven over de bezwaarschriften die werden ingediend door de ambtenaren die bij mandaat aangewezen zijn voor een in het voormelde koninklijk besluit van 20 april 1999 bedoelde betrekking, tegen een negatieve evaluatiebeslissing.

Art. 2. De voorzitter van de Raad is de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren. Ingeval hij afwezig is of verhinderd, wordt hij vervangen door de vice-voorzitter die de voorzitter van het College van Secretarissen-generaal is.

De Voorzitter leidt de debatten. Hij neemt niet deel aan de stemming.

Art. 3. De Raad bestaat uit volgende leden :

1° drie Secretarissen-generaal van verschillende taalrol waaronder de voorzitter van het College van Secretarissen-generaal en een plaatsvervanger; één van de drie Secretarissen-generaal moet van de andere taalrol zijn dan de twee andere leden;

2° d'un membre du Collège des Institutions publiques de Sécurité sociale et d'un fonctionnaire dirigeant d'un organisme d'intérêt public fédéral d'un autre rôle linguistique et d'un suppléant;

3° de trois membres choisis parmi des personnalités qui ont démontré leurs capacités en matière de gestion, de rôle linguistique différent, celui-ci étant déterminé en fonction de la langue de leur diplôme;

4° de deux professeurs d'université, spécialisés en gestion publique, de rôle linguistique différent, celui-ci étant déterminé par la langue de la Communauté dont relève leur université.

Les membres du Conseil visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, qui seraient concernés en quelque qualité que ce soit par le dossier examiné par le Conseil, s'abstiennent de siéger et sont remplacés par un suppléant.

Art. 4. Les membres du Conseil sont nommés par Nous, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

Art. 5. Le mandat des membres du Conseil visés à l'article 4 est de cinq ans. Le mandat est renouvelable.

Art. 6. Un secrétariat, dont les membres sont désignés par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, est chargé d'assister le Conseil. Les membres de ce secrétariat sont choisis parmi le personnel statutaire du Ministère de la Fonction publique.

La direction du secrétariat est assurée par le Secrétaire général du Ministère de la Fonction publique.

Art. 7. § 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur du Conseil est fixé par Nous par arrêté délibéré en Conseil des Ministres. Il doit notamment déterminer :

- le quorum de présence;
- les modalités de convocation;
- les modalités de délibération;
- la rédaction et la tenue des procès-verbaux;
- le recours à des personnes dont l'avis lui paraît utile;
- les modalités de fonctionnement du secrétariat.

§ 2. Le remboursement des frais de parcours et des frais de séjour se fait aux conditions fixées par Nous.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur à une date fixée par Nous.

Art. 9. Notre Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

2° een lid van het College van Openbare Instellingen van Sociale Zekerheid en een leidend ambtenaar van een federale openbare instelling van een andere taalrol en een plaatsvervanger;

3° drie leden, gekozen onder personen die hun bekwaamheid inzake beheer bewezen hebben, van verschillende taalrol, die bepaald is door de taal waarin hun diploma is gesteld;

4° twee universiteitsprofessoren, gespecialiseerd in overheidsmanagement, van verschillende taalrol, die bepaald is door de taal van de Gemeenschap waartoe hun universiteit behoort.

De in het eerste lid, 1° en 2°, bedoelde leden van de raad die in welke hoedanigheid ook bij het door de raad onderzochte dossier zouden betrokken zijn, nemen geen zitting en worden vervangen door een plaatsvervanger.

Art. 4. De leden van de Raad worden door Ons benoemd bij een in de Ministerraad overlegd besluit, op voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren.

Art. 5. Het mandaat van de leden van de Raad, bedoeld in artikel 4, heeft een duurtijd van vijf jaar. Het kan hernieuwd worden.

Art. 6. Een secretariaat, waarvan de leden worden aangesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren, staat de Raad bij. De leden van dit secretariaat worden gekozen onder het statutair personeel van het Ministerie van Ambtenarenzaken.

De leiding van het secretariaat wordt waargenomen door de Secretaris-generaal van het Ministerie van Ambtenarenzaken.

Art. 7. § 1. Het huishoudelijk reglement van de Raad wordt door Ons vastgelegd bij een in Ministerraad overlegd besluit. Het moet in het bijzonder bepalen :

- het vereiste minimum aantal aanwezigen;
- de wijze van oproeping;
- de wijze van beraadslaging;
- het opstellen en het bijhouden van de processen-verbaal;
- het beroep op personen, van wie het advies hem nuttig lijkt;
- de werkingsmodaliteiten van het secretariaat.

§ 2. De terugbetaling van de reis- en verblijfkosten gebeurt tegen de door Ons vastgestelde voorwaarden.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op een door Ons bepaalde datum.

Art. 9. Onze Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

F. 99 — 1727

[99/02087]

30 AVRIL 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 février 1991 fixant les droits individuels pécuniaires des personnes engagées par contrat de travail dans les ministères

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 11 février 1991 fixant les droits individuels et pécuniaires des personnes engagées par contrat de travail dans les ministères, notamment l'article 3, modifié par l'arrêté royal du 18 novembre 1991, par la loi du 22 juillet 1993 et par l'arrêté royal du 8 août 1997;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 mars 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 10 mars 1999;

N. 99 — 1727

[99/02087]

30 APRIL 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 februari 1991 tot vaststelling van de individuele geldelijke rechten van de personen bij arbeidsovereenkomst aangeworven in de ministeries

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 1991 tot vaststelling van de individuele geldelijke rechten van de personen bij arbeidsovereenkomst aangeworven in de ministeries, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 augustus 1991, bij de wet van 22 juli 1993 en bij het koninklijk besluit van 8 augustus 1997;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 maart 1999;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 10 maart 1999;

Vu le protocole n° 316 du 10 mars 1999 du Comité des Services publics fédéraux, communautaires et régionaux;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'un certain nombre de personnes engagées par contrat de travail pour des travaux de nettoyage ou du service des restaurants, ont un tel régime de travail que les prestations y exercées ne sont pas prises en considération pour la fixation de leur traitement;

Considérant qu'il est utile de laisser valider ces prestations incomplètes au prorata des prestations accomplies et d'octroyer les augmentations correspondantes;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 3 de l'arrêté royal du 11 février 1991 fixant les droits pécuniaires des personnes engagées par contrat de travail dans les ministères, modifié par l'arrêté royal du 18 novembre 1991, par la loi du 22 juillet 1993 et par l'arrêté royal du 8 août 1997, il est inséré un § 5, rédigé comme suit :

« § 5. Les services accomplis par les membres du personnel chargés des travaux de nettoyage ou du service des restaurants et qui ne correspondent pas à des prestations complètes donnent droit aux augmentations dans l'échelle de traitement. Lesdites augmentations dans l'échelle de traitement sont accordées dans la proportion des prestations accomplies.

Seuls les services accomplis à partir du 1er mai 1999 peuvent être pris en considération pour pouvoir bénéficier de la disposition visée à l'alinéa 1er. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er mai 1999.

Art. 3. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

Gelet op het protocol nr. 316 van 10 maart 1999 van het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat tal van personen bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen voor schoonmaak of bediening in restaurants, een zodanige arbeidsregeling hebben dat de aldaar geleverde prestaties niet in aanmerking kunnen worden genomen voor de vaststelling van hun wedde;

Overwegende dat het billijk is deze onvolledige diensten naar rata van de verrichte prestaties te laten valideren en de overeenstemmende verhogingen te verlenen;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 3 van het koninklijk besluit van 11 februari 1991 tot vaststelling van de individuele geldelijke rechten van de personen bij arbeidsovereenkomst aangeworven in de ministeries, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 november 1991, bij de wet van 22 juli 1993 en bij het koninklijk besluit van 8 augustus 1997, wordt een § 5 ingevoegd, luidende :

« § 5. De diensten verricht door de personeelsleden belast met schoonmaak of met de bediening in de restaurants en welke niet met volledige prestaties overeenkomen, geven recht op verhogingen in de weddeschaal. Deze verhogingen in de weddeschaal worden toegekend in verhouding tot de verrichte prestaties.

Alleen de diensten verricht vanaf 1 mei 1999 kunnen in aanmerking worden genomen om te kunnen genieten van de in het eerste lid bedoelde bepaling. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 1999.

Art. 3. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

F. 99 — 1728

[C - 99/02108]

13 MAI 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 décembre 1998 autorisant des administrations et autres services des ministères et des organismes d'intérêt public à engager des contractuels en vue de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, notamment les articles 4, 13 et 14, modifiés respectivement par la loi du 21 décembre 1994, l'arrêté royal du 3 avril 1997 et la loi du 20 mai 1997;

N. 99 — 1728

[C - 99/02108]

13 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 december 1998 waarbij administraties en andere diensten van de ministeries en instellingen van openbaar nut gemachtigd worden contractuelen in dienst te nemen om te voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, inzonderheid op de artikelen 4, 13 en 14, respectievelijk gewijzigd bij de wet van 21 december 1994, het koninklijk besluit van 3 april 1997 en de wet van 20 mei 1997;

Vu l'arrêté royal du 2 décembre 1998 autorisant des administrations et autres services des ministères et des organismes d'intérêt public à engager des contractuels en vue de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, notamment la rubrique II, 2., de l'annexe à cet arrêté;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 22 février 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 avril 1999;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 15 avril 1999;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La rubrique II, 2.2., de l'annexe à l'arrêté royal du 2 décembre 1998 autorisant des administrations et autres services des ministères et des organismes d'intérêt public à engager des contractuels en vue de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, est remplacée par la rubrique suivante :

2.2. Casier judiciaire central — Centraal strafregister	2		conseiller adjoint adjunct-adviseur	01.01.1999-31.12.1999
	2		assistant administratif bestuursassistent	"
	4		assistant administratif bestuursassistent	01.05.1999-31.12.1999
	50		commis klerk	"

Art. 2. La rubrique II, 2.4., de l'annexe au même arrêté, est remplacée par la rubrique suivante :

2.4. S.I.R.E.N.E.	1		informaticien informaticus	01.01.1999-31.12.1999
	1		conseiller adjoint adjunct-adviseur	"
	2		traducteur vertaler	"
	4		assistant administratif bestuursassistent	01.05.1999-31.12.1999
	16		commis klerk	"

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mai 1999.

Art. 4. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Gelet op het koninklijk besluit van 2 december 1998 waarbij administraties en andere diensten van de ministeries en instellingen van openbaar nut gemachtigd worden contractuelen in dienst te nemen om te voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften, inzonderheid op rubriek II, 2., van de bijlage aan dit besluit;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 22 februari 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 15 april 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 15 april 1999;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De rubriek II, 2.2., van de bijlage aan het koninklijk besluit van 2 december 1998 waarbij administraties en andere diensten van de ministeries en instellingen van openbaar nut gemachtigd worden contractuelen in dienst te nemen om te voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften, wordt vervangen door de volgende rubriek :

Art. 2. De rubriek II, 2.4., van de bijlage aan hetzelfde besluit, wordt vervangen door de volgende rubriek :

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 mei 1999.

Art. 4. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 1729

[C — 99/35700]

13 APRIL 1999. — Besluit van de Vlaamse regering tot vaststelling van het puntengewicht voor het secundair onderwijs en de internaten, bedoeld in artikel 3, § 2, van het decreet van 31 juli 1990 betreffende het onderwijs-II

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 31 juli 1990 betreffende het onderwijs-II, inzonderheid op artikel 3, § 2;

Gelet op het decreet van 15 juli 1997 betreffende het onderwijs VIII, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het decreet van 14 juli 1998 betreffende het onderwijs IX, inzonderheid op artikel 40;

Gelet op het decreet van 14 juli 1998 houdende diverse maatregelen met betrekking tot het secundair onderwijs en tot wijziging van het decreet van 25 februari 1997 betreffende het basisonderwijs, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het akkoord van de minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 25 maart 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het gewijzigde puntengewicht voor de berekening van de integratietoelagen vanaf het schooljaar 1998-1999 moet worden toegepast;

Overwegende dat vanaf 1 september 1998 alle studierichtingen in het secundair onderwijs, op grond van hun inhoudelijke verwantschap, in studiegebieden worden ingedeeld en dat het bijgevolg aangewezen is dat bij de vaststelling van het puntengewicht met dit indelingscriterium rekening wordt gehouden;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het puntengewicht voor het secundair onderwijs en de internaten, bedoeld in artikel 3, § 2, van het decreet van 31 juli 1990 betreffende het onderwijs-II, wordt als volgt vastgesteld :

	Puntengewicht per leerling
1° voltijds secundair onderwijs :	
a) eerste graad :	16
b) tweede en derde graad technisch en beroepssecundair onderwijs, de studiegebieden decoratieve technieken, fotografie, handel, kleding, lederbewerking, lichaamsverzorging, personenzorg, sport, toerisme en voeding :	18
c) tweede en derde graad technisch en beroepssecundair onderwijs, de studiegebieden auto, bouw, chemie, glastechnieken, grafische technieken, hout, juwelen, koeling en warmte, land- en tuinbouw, maritieme opleidingen, mechanica-elektriciteit, muziekinstrumentenbouw, optiek, orthopedische technieken, riet- en vlechtwerk, schoeisel, tandtechnieken en textiel :	22
d) tweede en derde graad algemeen secundair onderwijs :	16
e) tweede en derde graad kunstonderwijs, de studiegebieden ballet en podiumkunsten :	20
f) tweede en derde graad kunstonderwijs, het studiegebied beeldende kunsten :	18

g) vierde graad :	20
2° buitengewoon secundair onderwijs:	
a) type 1, 2, 3, 5, 6, 7, :	34
b) type 4 :	39
3° deeltijds beroepssecundair onderwijs :	10
4° internen afkomstig uit het :	
a) kleuteronderwijs :	18
b) lager onderwijs :	18
c) secundair onderwijs :	18
5° integratietoelagen :	
a) gedeeltelijke en permanente integratie :	1
b) volledige en permanente integratie van leerlingen met een attest van het buitengewoon onderwijs type 1 :	1
c) volledige en permanente integratie van leerlingen met een attest van het buitengewoon onderwijs type 3, 4, 6 of 7 en met een bijkomende mentale handicap :	1
d) volledige en permanente integratie van normaal begaafde leerlingen met een attest van het buitengewoon onderwijs type 3 :	4
e) volledige en permanente integratie van normaal begaafde leerlingen met een attest van het buitengewoon onderwijs type 4 of 7 :	5
f) volledige en permanente integratie van normaal begaafde leerlingen met een attest van het buitengewoon onderwijs type 6 :	8

Art. 2. Het besluit van de Vlaamse regering van 27 maart 1991 tot vaststelling van het puntengewicht per leerling, student of interne, bedoeld in artikel 3, § 2, van het decreet van 31 juli 1990 betreffende het onderwijs-II, gewijzigd bij de besluiten van de Vlaamse regering van 10 november 1993, 9 mei 1996, 30 mei 1996, 8 oktober 1996 en 7 juli 1998, wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1998.

Art. 4. De Vlaamse minister, bevoegd voor het onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 april 1999.

De minister-president van de Vlaamse regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken,
E. BALDEWIJNS

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 99 — 1729

[C - 99/35700]

13 AVRIL 1999. — Arrêté du Gouvernement flamand fixant le nombre de points pour l'enseignement secondaire et les internats, visé à l'article 3, § 2, du décret du 31 juillet 1990 relatif à l'enseignement - II

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 31 juillet 1990 relatif à l'enseignement - II, notamment l'article 3, § 2;

Vu le décret du 15 juillet 1997 relatif à l'enseignement VIII, notamment l'article 20;

Vu le décret du 14 juillet 1998 relatif à l'enseignement IX, notamment l'article 40;

Vu le décret du 14 juillet 1998 contenant diverses mesures relatives à l'enseignement secondaire et modifiant le décret du 25 février 1997 relatif à l'enseignement fondamental, notamment l'article 4;

Vu l'accord du Ministre flamand ayant le budget dans ses attributions, donné le 25 mars 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le nombre de points modifié pour le calcul des allocations d'intégration doit être appliqué à partir de l'année scolaire 1998-1999;

Considérant qu'à partir du 1^{er} septembre 1998, toutes les orientations d'étude dans l'enseignement secondaire sont divisées en disciplines sur base de leur affinité du contenu et que, par conséquent, pour fixer le nombre de points, il est indiqué de tenir compte de ce critère de classement;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Le nombre de points pour l'enseignement secondaire et les internats, visé à l'article 3, § 2, du décret du 31 juillet 1990 relatif à l'enseignement – II, est fixé comme suit :

	Nombre de points par élève
1° Enseignement secondaire à temps plein :	
a) premier degré :	16
b) deuxième et troisième degré de l'enseignement secondaire technique et professionnel, les disciplines «decoratieve technieken, fotografie, handel, kleding, lederbewerking, lichaamsverzorging, personenzorg, sport, toerisme» et «voeding» :	18
c) deuxième et troisième degré de l'enseignement secondaire technique et professionnel, les disciplines «auto, bouw, chemie, glastechnieken, grafische technieken, hout, juwelen, koeling en warmte, land- en tuinbouw, maritieme opleidingen, mechanica-elektriciteit, muziekinstrumentenbouw, optiek, orthopedische technieken, riet- en vlechtwerk, schoeisel, tandtechnieken» et «textiel» :	22
d) deuxième et troisième degré de l'enseignement secondaire général :	16
e) deuxième et troisième degré de l'enseignement artistique, les disciplines «ballet» et «podiumkunsten» :	20
f) deuxième et troisième degré de l'enseignement artistique, la discipline «beeldende kunsten» :	18
g) quatrième degré :	20
2° Enseignement secondaire spécial :	
a) type 1, 2, 3, 5, 6, 7 :	34
b) type 4 :	39
3° Enseignement secondaire professionnel à temps partiel :	10
4° Internes provenant de :	
a) l'enseignement maternel :	18
b) l'enseignement primaire :	18
c) l'enseignement secondaire :	18
5° Allocations d'intégration :	
a) intégration partielle et permanente :	1
b) intégration complète et permanente d'élèves ayant une attestation de l'enseignement spécial type 1 :	1
c) intégration complète et permanente d'élèves ayant une attestation de l'enseignement spécial type 3, 4, 6 ou 7 et souffrant d'un handicap mental additionnel :	1
d) intégration complète et permanente d'élèves d'une intelligence normale ayant une attestation de l'enseignement spécial type 3 :	4
e) intégration complète et permanente d'élèves d'une intelligence normale ayant une attestation de l'enseignement spécial type 4 ou 7 :	5
f) intégration complète et permanente d'élèves d'une intelligence normale ayant une attestation de l'enseignement spécial type 6 :	8

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement flamand du 27 mars 1991 fixant le nombre de points attribués par élève, étudiant ou interne, visé à l'article 3, § 2, du décret du 31 juillet 1990 relatif à l'enseignement – II, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 10 novembre 1993, 9 mai 1996, 30 mai 1996, 8 octobre 1996 et 7 juillet 1998, est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 1998.

Art. 4. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

E. BALDEWIJNS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 1730

[C - 99/27457]

**6 MAI 1999. — Décret modifiant le décret du 19 novembre 1998
instaurant une taxe sur les logements abandonnés en Région wallonne (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. A l'article 2, 4°, du décret du 19 novembre 1998 instaurant une taxe sur les logements abandonnés en Région wallonne, est apportée la modification suivante : le 4° est remplacé par le texte suivant :

« 4° le logement pour lequel aucune personne n'est inscrite dans les registres de la population pendant une période d'au moins douze mois consécutifs, sauf si le titulaire de droits réels justifie que le logement a servi effectivement soit d'habitation, soit de lieu d'exercice d'activités économiques, sociales ou autres.

L'occupation sans droit ni titre par une personne sans abri n'interrompt pas l'occupation. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique,
du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

—
Note

(1) *Session 1998-1999*

Documents du Conseil 498 (1998-1999) n°s 1 et 2

Compte rendu intégral, séance publique du 28 avril 1999.

Discussion - Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 1730

[C - 99/27457]

**6. MAI 1999 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 19. November 1998
zur Einführung einer Steuer auf verwaahrloste Wohnungen in der Wallonischen Region (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Einzigter Artikel. Artikel 2, 4°, 4. des Dekrets vom 19. November 1998 zur Einführung einer Steuer auf verwaahrloste Wohnungen in der Wallonischen Region wird wie folgt abgeändert: Pos. 4. wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«4. eine Wohnung, für welche während eines Zeitraums von mindestens zwölf aufeinanderfolgenden Monaten keine Person in den Bevölkerungsregistern eingetragen ist, außer wenn der Inhaber dinglicher Rechte nachweist, dass die Wohnung entweder als Wohnung oder als Stelle zur Ausübung wirtschaftlicher, sozialer oder sonstiger Tätigkeiten wirklich gedient hat.

Die Bewohnung durch einen Obdachlosen, der weder Anrecht noch Berechtigung dazu hat, unterbricht den Zeitraum als leerstehende Wohnung nicht. »

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 6. Mai 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft,
dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens
und der Internationalen Beziehungen,

W. ANCION

—————
Note

(1) *Sitzungsperiode 1998-1999*

Dokumente des Wallonischen Regionalrates 498 (1998-1999) Nr. 1 und 2

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 28. April 1999

Diskussion - Abstimmungen

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 1730

[C - 99/27457]

6 MEI 1999. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 19 november 1998 tot invoering van een belasting op de verlaten woningen in het Waalse Gewest (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. In artikel 2, 4°, 4., van het decreet van 19 november 1998 tot invoering van een belasting op de verlaten woningen in het Waalse Gewest wordt de volgende wijziging aangebracht : punt 4 wordt vervangen door de volgende tekst :

« 4° woning waarvoor tijdens een periode van ten minste twaalf opeenvolgende maanden niemand in de bevolkingsregisters ingeschreven is, behalve indien de drager van zakelijke rechten aantoonde dat de woning werkelijk betrokken werd ofwel voor de uitoefening van bedrijfs-, maatschappelijke of andere activiteiten gebruikt werd.

De leegstand wordt niet onderbroken als de woning door een dakloze persoon zonder rechten of titels wordt gebruikt. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer

M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,

W. ANCION

—————
Nota

(1) *Zitting 1998-1999*

Stukken van de Raad, 498 (1998-1999) nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 28 april 1999.

Bespreking - Stemmingen.

F. 99 — 1731

[C - 99/27456]

**6 MAI 1999. — Décret modifiant le décret du 19 novembre 1998
instaurant une taxe sur les logements abandonnés en Région wallonne (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 5, 1^o, du décret du 19 novembre 1998, insérer après les mots « Société de logement » les mots « ou au Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie ».

Art. 2. Le présent décret entre en vigueur dès sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique,
du Sport et des Relations internationales,

W. ANCION

—————
Note

(1) *Session 1998-1999*

Documents du Conseil 481 (1998-1999) n^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance publique du 28 avril 1999.

Discussion - Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1731

[C - 99/27456]

**6. MAI 1999 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 19. November 1998
zur Einführung einer Steuer auf verwahrloste Wohnungen in der Wallonischen Region (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In Artikel 5, 1^o des Dekrets vom 19. November 1998 wird der Wortlaut « oder dem «Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie» (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) » nach dem Wortlaut «Wohnungsbaugesellschaft» eingefügt.

Art. 2 - Das vorliegende Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.
Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 6. Mai 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft,
dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens
und der Internationalen Beziehungen,

W. ANCION

—
Note

(1) *Sitzungsperiode 1998-1999*

Dokumente des Wallonischen Regionalrates 481 (1998-1999) Nr. 1 bis 4

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 28. April 1999

Diskussion - Abstimmungen

—
VERTALING

N. 99 — 1731

[C - 99/27456]

6 MEI 1999. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 19 november 1998 tot invoering van een belasting op de verlaten woningen in het Waalse Gewest (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 5, 1°, van het decreet van 19 november 1998 tot invoering van een belasting op de verlaten woningen in het Waalse Gewest, worden na de woorden « huisvestingsmaatschappij » de woorden « of aan het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » (Waals Woningfonds van de grote gezinnen) » ingevoegd.

Art. 2. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer

M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,

W. ANCION

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999*

Stukken van de Raad, 481 (1998-1999) nrs. 1 tot en met 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 28 april 1999.

Bespreking - Stemmingen.

**6 MAI 1999. — Décret créant la société anonyme de droit public
« Société de garantie régionale wallonne » (S.G.R.W.) (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Il est créé une Société de garantie régionale wallonne, en abrégé : « S.G.R.W. ». La S.G.R.W. est une société anonyme de droit public dont le siège social est établi à Liège. Pour tout ce qui n'est pas réglé par le présent décret, les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, sont d'application.

Les statuts ainsi que toute modification à ceux-ci sont soumis à l'approbation du Gouvernement.

Art. 2. § 1^{er}. La S.G.R.W. a pour objet de faciliter l'octroi de crédit à usage professionnel aux petites et moyennes entreprises et favoriser leur création et leur développement en Région wallonne.

La S.G.R.W. a pour mission d'accorder, moyennant commission, une garantie partielle et supplétive sur le remboursement en capital, intérêts et accessoires de prêts ou de crédits consentis par :

1. des établissements de crédit et des établissements financiers agréés par la Commission bancaire et financière;
2. des sociétés spécialisées dans le financement des opérations de création et de développement des petites et moyennes entreprises, à l'exception de celles dans lesquelles les pouvoirs publics détiennent directement ou indirectement une participation majoritaire ou de celles qui bénéficient d'un droit de tirage ou d'un financement régional.

Le Gouvernement fixe le niveau des commissions.

§ 2. Par « petite et moyenne entreprise », il faut entendre toute personne physique ou toute société dotée de la personnalité juridique répondant aux critères suivants :

- 1° elle emploie moins de deux cent cinquante personnes;
- 2° son chiffre d'affaires annuel n'excède pas 40 millions d'euros, ou son total du bilan annuel n'excède pas 27 millions d'euros.

Pour l'application de ces limites, il est tenu compte non seulement des données de l'entreprise considérée, mais aussi des sociétés dont cette entreprise a directement ou indirectement des parts sociales représentant au moins 25 % du capital ou conférant au moins 25 % des droits de vote.

Une société n'est pas considérée comme une petite et moyenne entreprise si une ou plusieurs personnes ne répondant pas à la définition de la petite et moyenne entreprise ont des parts sociales de ladite société représentant au moins 25 % du capital ou conférant au moins 25 % des droits de vote.

Art. 3. La mission visée à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, porte sur les opérations suivantes :

- 1° le crédit d'investissement et le crédit-bail destinés :
 - a. au financement d'immeubles bâtis ou non bâtis d'une durée maximale de vingt-cinq ans;
 - b. au financement de machines d'une durée maximale de dix ans;
 - c. au financement de matériel, de mobilier professionnel ou d'outillage d'une durée maximale de cinq ans;
 - d. au financement d'une durée maximale de cinq ans d'investissements immatériels tels que les études de marché, d'organisation, la recherche ou la mise au point de prototypes, de produits nouveaux, de procédés nouveaux de fabrication, de méthodes de commercialisation, le fonds de commerce et l'achat de licences ou de brevets;
- 2° le crédit de constitution, de renforcement ou de reconstitution de fonds de roulement amenuisé par le financement d'investissements antérieurs visés au 1°;
- 3° le crédit visant l'augmentation de fonds propres ou de quasi-fonds propres d'une petite et moyenne entreprise dont la majorité des actions est détenue par des personnes physiques et dont la gestion est assurée par l'une au moins de ces personnes;
- 4° le crédit destiné à l'acquisition d'actions ou de participations dans le cadre de transmission ou d'acquisition de petites et moyennes entreprises;
- 5° le crédit de bonne fin.

Le Gouvernement détermine les modalités d'exécution de la mission visée à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2.

Il peut préciser ou restreindre la liste des opérations visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 4. Pour bénéficier de la garantie de la S.G.R.W., la petite et moyenne entreprise doit relever des secteurs d'activités suivants :

- 1° de l'industrie, de l'artisanat, du commerce ou des services;
- 2° de la pisciculture;
- 3° de la production d'énergies alternatives et renouvelables;
- 4° des sports et des loisirs.

Sont exclus :

- 1° les secteurs des banques et autres institutions financières, des assurances et de l'immobilier;
- 2° les secteurs de la production et de la distribution d'énergie et d'eau;
- 3° les secteurs de l'enseignement et de la formation;
- 4° les secteurs de la santé;
- 5° les secteurs de la culture;
- 6° les professions libérales qui n'ont pas de rapport direct avec l'activité économique des petites et moyennes entreprises.

Le Gouvernement peut étendre ou restreindre les exclusions visées à l'alinéa 2 à d'autres secteurs ou branches d'activités pour chacun des types d'opérations visés à l'article 3. Dans ce cas, sa décision devra prendre exclusivement en considération les principes et objectifs de développement durable ou de création d'emplois.

Art. 5. Le capital social de la S.G.R.W. est entièrement libéré. Les actions sont nominatives.

La Région et les personnes morales habilitées par le Gouvernement peuvent être actionnaires de la S.G.R.W. Les personnes morales habilitées ne peuvent détenir plus de 49 % du capital social.

Art. 6. Le conseil d'administration est composé :

1° de sept membres, dont le président et les deux vice-présidents;

2° de deux représentants de l'Union wallonne des entreprises, de deux représentants de l'Entente wallonne des Classes moyennes et de deux représentants des organisations de travailleurs.

Moyennant avis conforme du Gouvernement, les membres du conseil d'administration sont nommés pour un mandat de six ans renouvelable par l'assemblée générale, sur proposition du Gouvernement pour les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, et sur une liste double pour les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 2°.

La gestion journalière de la S.G.R.W. est confiée aux président et vice-présidents qui forment un comité de direction.

Le lien entre la société et les membres de son personnel est de nature contractuelle.

L'assemblée générale fixe le montant des émoluments et des rémunérations des administrateurs, moyennant approbation du Gouvernement.

Art. 7. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité des opérations au regard des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, du décret et des statuts de la S.G.R.W. s'effectue par un ou plusieurs réviseurs choisis parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Deux commissaires désignés par le Gouvernement, ci-après dénommés les commissaires du Gouvernement, assistent, avec voix consultative, au conseil d'administration. Ils peuvent, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de la S.G.R.W. Ils peuvent requérir de tous les administrateurs, agents et préposés, toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui leur paraissent nécessaires à l'exécution de leur mandat. Ils peuvent, en outre, faire inscrire à l'ordre du jour du conseil d'administration toute question en rapport avec le respect du décret, des statuts et des obligations de la S.G.R.W.

Les commissaires du Gouvernement disposent d'un délai de quatre jours ouvrables pour prendre leur recours contre toute décision qu'ils estiment contraire à la loi, au décret, aux statuts, à la convention particulière visée à l'article 9 ou à l'intérêt général. Le recours est suspensif. Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que les commissaires du Gouvernement y aient été régulièrement convoqués et, dans le cas contraire, à partir du jour où ils en ont reçu connaissance.

Chaque commissaire du Gouvernement exerce son recours auprès du Gouvernement. Si, dans un délai de trente jours commençant le même jour que le délai visé à l'alinéa 3, le Gouvernement saisi du recours n'a pas annulé la décision, celle-ci devient définitive. L'annulation de la décision est notifiée par le Gouvernement au conseil d'administration de la S.G.R.W.

L'assemblée générale fixe les émoluments des commissaires.

Art. 8. La Région accorde à la S.G.R.W. les ressources financières et humaines nécessaires à l'accomplissement des missions visées à l'article 3 et à la couverture des charges qui en découlent.

Art. 9. Le Gouvernement conclut avec la S.G.R.W. une convention particulière qui organise les relations entre la Région wallonne et la société pour la mise en œuvre du présent décret.

La convention est transmise pour information par le Gouvernement au Conseil régional wallon.

La convention porte notamment sur les objectifs généraux assignés à la S.G.R.W., sur les moyens à mettre en œuvre, sur l'organisation des activités, ainsi que sur les conditions de mise à disposition par la Région wallonne des ressources financières visées à l'article 8, de même que les modalités de contrôle de l'utilisation de ses ressources.

Cette convention est conclue pour une période de trois ans et peut être reconduite.

Le conseil d'administration de la S.G.R.W. soumet un projet de convention au plus tard dans les trois mois de la création de la société.

Un rapport annuel d'évaluation de la convention est soumis au Gouvernement par la S.G.R.W. Il est transmis, pour information, par le Gouvernement au Conseil régional wallon dans un délai d'un mois.

Art. 10. L'encours maximum des engagements de la S.G.R.W. est fixé à 10 milliards de francs.

Art. 11. Chaque année, la S.G.R.W. remet au Gouvernement un rapport sur les opérations réalisées dans le cadre de ses missions.

Dès qu'il reçoit le rapport annuel visé à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement le transmet, pour information, au Conseil régional wallon.

Trimestriellement, la S.G.R.W. transmet au Gouvernement toutes données statistiques, ainsi que toutes les informations concernant ses missions.

Art. 12. Dans la Section II – Fonds de Garantie – les articles 12 à 27 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique sont abrogés en ce qui concerne la Région wallonne. Ils restent toutefois d'application pour les dossiers ayant fait l'objet de décisions antérieures à l'entrée en vigueur du présent décret. Pour les nouveaux dossiers introduits après l'entrée en vigueur du présent décret, l'abrogation des articles 12 à 27 de la loi du 4 août 1978 ne sera effective qu'après finalisation de la convention entre la S.G.R.W. et la Région wallonne mentionnée à l'article 9 du présent décret.

Art. 13. La S.G.R.W. reprend les droits et les obligations de la société anonyme Crédit professionnel relatifs au Fonds de garantie établi au sein de celle-ci, et ce, dans les douze mois qui suivent sa constitution, sauf prolongation consentie par le Gouvernement.

Les actions en justice relatives aux droits et obligations dudit Fonds sont intentées par la S.G.R.W. tant en qualité de demandeur qu'en qualité de défendeur.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique,
du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

—————
Note

(1) *Session 1998 - 1999*
Documents du Conseil régional wallon, 511 (1998 - 1999) n^{os} 1 à 8.
Compte rendu intégral, séance publique du 28 avril 1999.
Discussion - Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1732

[C - 99/27458]

**6 MAI — Dekret zur Gründung der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts
«Société de garantie régionale wallonne» (S.R.G.W.) (Wallonische regionale Garantiegesellschaft) (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Es wird eine «Société de garantie régionale wallonne», abgekürzt: «S.G.R.W.» gegründet. Die S.G.R.W. ist eine Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts, deren Gesellschaftssitz in Lüttich festgelegt ist. Die am 30. November 1935 koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften finden Anwendung auf alles, was nicht durch das vorliegende Dekret geregelt wird.

Die Satzungen sowie deren Abänderung unterliegen der Genehmigung der Regierung.

Art. 2 - § 1. Die S.G.R.W. hat zum Zweck, die Gewährung von Krediten zu Berufszwecken zugunsten von kleinen und mittleren Unternehmen zu erleichtern und die Gründung und Entwicklung solcher Unternehmen in der Wallonischen Region zu fördern.

Die Aufgabe der S.G.R.W. besteht darin, gegen Zahlung einer Provision eine Teil- und ergänzende Garantie zu bewilligen für die Rückzahlung des Kapitals, der Zinsen und Nebenkosten von Darlehen oder Krediten, die durch die folgenden Einrichtungen gewährt werden:

1. Kredit- und Finanzeinrichtungen, die durch die Kommission für das Bank- und Finanzwesen zugelassen worden sind;

2. Gesellschaften, die auf die Finanzierung von Maßnahmen zur Gründung und Entwicklung von kleinen und mittleren Unternehmen spezialisiert sind, mit Ausnahmen der Gesellschaften, in denen die öffentlichen Behörden mittelbar oder unmittelbar die Mehrheit im Kapital halten, oder der Gesellschaften, die ein regionales Ziehungsrecht oder eine regionale Finanzierung genießen.

Die Regierung bestimmt die Höhe der Provisionen.

§ 2. Unter «kleinem und mittlerem Unternehmen» versteht man jede natürliche Person oder jede Gesellschaft mit Rechtspersönlichkeit, die den folgenden Kriterien genügt:

1° sie beschäftigt weniger als zweihundertfünfzig Personen;

2° ihr jährlicher Umsatz überschreitet nicht 40 Millionen Euro, oder der Gesamtbetrag ihrer jährlicher Bilanz überschreitet nicht 27 Millionen Euro.

Für die Anwendung dieser Grenzbeträge werden nicht nur die Angaben des betroffenen Unternehmens, sondern auch die Angaben der Gesellschaften berücksichtigt, in denen dieses Unternehmen mittelbar oder unmittelbar Gesellschaftsanteile besitzt, die mindestens 25 % des Kapitals entsprechen, oder die mindestens 25 % der Stimmrechte verleihen.

Eine Gesellschaft wird nicht als ein kleines und mittleres Unternehmen betrachtet, wenn eine oder mehrere Personen, die der Definition des kleinen und mittleren Unternehmens nicht entsprechen, Gesellschaftsanteile in der besagten Gesellschaft besitzen, die mindestens 25 % des Kapitals entsprechen, oder die mindestens 25 % der Stimmberechtigungen verleihen.

Art. 3 - Die in Artikel 2, § 1, Absatz 2 erwähnte Aufgabe betrifft die folgenden Maßnahmen:

1° der Anlagekredit oder das Leasing zu folgenden Zwecken:

- a. Finanzierung von bebauten oder unbebauten Immobilien über höchstens fünfzig Jahre;
- b. Finanzierung von Maschinen über höchstens zehn Jahre;
- c. Finanzierung von Material, beruflichem Mobiliar oder Werkzeugausrüstung über höchstens fünf Jahre;
- d. Finanzierung über höchstens fünf Jahre von unkörperlichen Investitionen wie Marktbeobachtungen, Organisation, Forschung oder Entwicklung von Prototypen, neuen Produkten, neuen Herstellungs- und Vermarktungsverfahren, Firmenwert und Ankauf von Lizenzen oder Patenten;

2° der Kredit zur Bildung, Verstärkung oder Weiterbildung der Betriebsmittel, die durch die Finanzierung von unter 1° erwähnten früheren Investitionen verringert worden sind;

3° der Kredit zur Erhöhung des Eigenkapitals oder der Quasi-Eigenmittel eines kleinen und mittleren Unternehmens, dessen Mehrheitsaktionäre natürliche Personen sind und dessen Verwaltung von mindestens einer dieser Personen gewährleistet wird;

4° der Kredit, der zum Erwerb von Aktien oder Anteilen im Rahmen der Übertragung oder des Ankaufs von kleinen und mittleren Unternehmen bestimmt ist;

5° der Ausfallkredit.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Ausführung der in Artikel 2, § 1, Absatz 2 erwähnten Aufgabe. Sie kann die Liste der in Absatz 1 erwähnten Maßnahmen genauer bestimmen oder beschränken.

Art. 4 - Um Anspruch auf die Garantie der S.G.R.W. zu haben, muss das kleine und mittlere Unternehmen in den folgenden Bereichen tätig sein:

- 1° Industrie, Handwerk, Handel oder Dienstleistungen;
- 2° Fischzucht;
- 3° Produktion von alternativen und erneuerbaren Energien;
- 4° Sport und Freizeit.

Die folgenden Bereiche sind ausgeschlossen:

- 1° das Bankwesen und die sonstigen Finanzinstitutionen, das Versicherungswesen und der Immobilienbereich;
- 2° die Bereiche der Produktion und Versorgung von Energie und Wasser;
- 3° das Unterrichtswesen und der Ausbildungsbereich;
- 4° das Gesundheitswesen;
- 5° das Kulturwesen;
- 6° die freiberuflichen Tätigkeiten, die mit der Tätigkeit der kleinen und mittleren Unternehmen keine unmittelbare Verbindung haben.

Die Regierung darf für jede in Artikel 3 erwähnte Art Maßnahmen die in Absatz 2 erwähnten Ausschließungen auf andere Bereiche oder Fächer erweitern oder beschränken. In diesem Fall muss ihr Beschluss ausschließlich die Grundsätze und Zielsetzung der nachhaltigen Entwicklung oder der Schaffung von Arbeitsplätzen in Betracht ziehen.

Art. 5 - Das Gesellschaftskapital der S.G.R.W. ist vollständig eingezahlt. Die Aktien sind Namensaktien.

Die Region und die von der Regierung befugten juristischen Personen dürfen Aktionäre der S.G.R.W. sein. Die befugten Personen dürfen nicht mehr als 49 % des Gesellschaftskapitals besitzen.

Art. 6 - Der Verwaltungsrat hat die folgende Zusammensetzung:

- 1° sieben Mitglieder, von denen der Vorsitzende und zwei stellvertretende Vorsitzende;
- 2° zwei Vertreter der «Union wallonne des Entreprises» (Wallonischer Verband der Unternehmen), zwei Vertreter der «Entente wallonne des Classes moyennes» (Wallonischer Verband des Mittelstands) und zwei Vertreter der Arbeitnehmerorganisationen.

Nach Zustimmung der Regierung werden die Mitglieder des Verwaltungsrats für ein erneuerbares Mandat von sechs Jahren durch die Generalversammlung bezeichnet. Diese Bezeichnung erfolgt auf Vorschlag der Regierung für die in Absatz 1, 1° erwähnten Mitglieder und auf einer doppelten Liste für die in Absatz 1, 2° erwähnten Mitglieder.

Die tägliche Verwaltung der S.G.R.W. wird dem Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden, die zusammen den Vorstand bilden, anvertraut.

Die Verhältnisse zwischen der Gesellschaft und den Personalmitgliedern sind Vertragsverhältnisse.

Die Generalversammlung legt mit der Zustimmung der Regierung die Höhe der Bezüge und Besoldungen der Verwalter fest.

Art. 7 - Die Kontrolle der Finanzlage, des Jahresabschlusses und der Ordnungsgemäßheit der Operationen im Hinblick auf die koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften, des Dekrets und der Satzungen der S.G.R.W. wird durch einen oder mehrere Revisoren durchgeführt, die unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren ausgewählt werden.

Zwei von der Regierung bezeichnete Kommissare, nachstehend die Kommissare der Regierung genannt, wohnen den Sitzungen des Verwaltungsrats mit beratender Stimme bei. Sie sind berechtigt, jederzeit an Ort und Stelle Einsicht in die Bücher, den Schriftwechsel, die Protokolle und generell in alle Schriftstücke der S.G.R.W. zu nehmen. Sie können von den Verwaltungsratsmitgliedern und Bediensteten und Beauftragten jegliche Erläuterungen und Auskünfte erfordern und alle Überprüfungen vornehmen, die ihnen zur Ausführung ihres Mandats notwendig erscheinen. Außerdem dürfen sie jede Frage in die Tagesordnung aufnehmen lassen, die im Zusammenhang mit der Beachtung des Dekrets, der Satzungen und der Verpflichtungen der S.G.R.W. steht.

Die Kommissare der Regierung verfügen über eine Frist von vier Arbeitstagen, um Klage gegen einen Beschluss einzulegen, von dem sie der Meinung sind, daß er gegen das Gesetz, das Dekret, die Satzungen, das in Artikel 9 angeführte Sonderabkommen oder das allgemeine Interesse verstößt. Diese Klage hat aufschiebende Wirkung. Diese Frist läuft ab dem Tag der Sitzung, auf der der fragliche Beschluss getroffen wurde, insofern die Kommissare der Regierung ordnungsgemäß zu dieser Sitzung geladen wurden, oder im gegenteiligen Fall, ab dem Tag, an dem sie über den Beschluss in Kenntnis gesetzt wurden.

Die Kommissare legen ihre Klage bei der Regierung ein. Falls die mit der Klage befasste Regierung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, die ab demselben Datum wie die in Absatz 3 erwähnten Frist läuft, den Beschluss nicht für nichtig erklärt hat, wird dieser endgültig.

Die Nichtigkeitserklärung des Beschlusses wird von der Regierung dem Verwaltungsrat der S.G.R.W. mitgeteilt.

Die Generalversammlung legt die Bezüge der Kommissare fest.

Art. 8 - Die Region stellt der S.G.R.W. alle finanziellen und menschlichen Mittel bereit, die sie für die Durchführung ihrer Aufgaben und die Abdeckung der dabei entstehenden Lasten benötigt.

Art. 9 - Die Regierung schließt mit der S.G.R.W. ein Sonderabkommen ab, das die Beziehungen zwischen der wallonischen Region und der Gesellschaft im Rahmen der Umsetzung des vorliegenden Dekrets regelt.

Die Regierung übermittelt dieses Abkommen dem Wallonischen Regionalrat zur Kenntnisnahme.

Das Abkommen bezieht sich insbesondere auf die allgemeinen Zielsetzungen der S.G.R.W., auf die zu deren Umsetzung notwendigen Mittel, auf die Organisierung ihrer Aktivitäten sowie auf die Bedingungen, unter denen die in Artikel 8 angeführten finanziellen Mittel von der Wallonischen Region zur Verfügung gestellt werden und die Art und Weise, auf welche die Verwendung dieser Mittel überprüft wird.

Dieses Abkommen wird für einen Zeitraum von drei Jahren abgeschlossen und kann erneuert werden.

Spätestens drei Monate nach Gründung der Gesellschaft unterbreitet der Verwaltungsrat der S.G.R.W. den Entwurf eines Abkommens.

Die S.G.R.W. legt der Regierung einen Jahresbericht vor, in dem das Abkommen bewertet wird. Dieser Bericht wird innerhalb einer einmonatigen Frist von der Regierung dem Wallonischen Regionalrat zur Information übermittelt.

Art. 10 - Der höchste Bestand der Verbindlichkeiten der S.G.R.W. ist auf 10 Milliarden BEF festgelegt.

Art. 11 - Jedes Jahr erstattet die S.G.R.W. der Regierung Bericht über die Maßnahmen, die im Rahmen deren Aufgaben durchgeführt worden sind.

Sobald die Regierung den in Absatz 1 erwähnten Jahresbericht erhält, übermittelt sie ihn dem Wallonischen Regionalrat zur Information.

Quartalsweise übermittelt die S.G.R.W. der Regierung alle statistischen Daten sowie jede Information in bezug auf ihre Aufgaben.

Art. 12 - In Abschnitt II - Garantiefonds - werden die Artikel 12 bis 27 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung für das, was die Wallonische Region betrifft, aufgehoben. Sie finden jedoch weiterhin Anwendung auf die Akten, für die ein Beschluss vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets getroffen worden ist. Für die neuen Akten, die nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets eingereicht werden, wird die Aufhebung der Artikel 12 bis 27 des Gesetzes vom 4. August 1978 erst effektiv, nachdem das in Artikel 9 des vorliegenden Dekrets erwähnte Abkommen zwischen der S.G.R.W. und der Wallonischen Region erfolgreich abgeschlossen worden ist.

Art. 13 - Die S.G.R.W. übernimmt innerhalb zwölf Monaten nach deren Gründung die Rechte und Pflichten der Aktiengesellschaft «Crédit professionnel» (Berufskredit) bezüglich des Garantiefonds, der innerhalb dieser Gesellschaft eingerichtet ist., außer bei einer von der Regierung gebilligten Verlängerung.

Die gerichtlichen Schritte bezüglich der Rechte und Pflichten des besagten Fonds werden von der S.G.R.W. sowohl als Kläger als auch als Beklagter unternommen.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 6. Mai 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens
und der Internationalen Beziehungen,

W. ANCIEN

—
Note

(1) *Sitzungsperiode 1998-1999*

Dokumente des Rates 511 (1998-1999) Nr. 1 bis 8

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 28. April 1999

Diskussion - Abstimmung

VERTALING

N. 99 — 1732

[C - 99/27458]

6 MEI 1999. — Decreet houdende oprichting van de publiekrechtelijke naamloze vennootschap « Société de garantie régionale wallonne (S.G.R.W.) » (Waalse Gewestelijke Waarborgmaatschappij) (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Er wordt een « Société de garantie régionale wallonne » », afgekort : « S.G.R.W. » opgericht. De « S.G.R.W. » is een publiekrechtelijke naamloze vennootschap waarvan de sociale zetel in Luik gevestigd is. Wat betreft de aangelegenheden die door dit decreet niet geregeld worden, zijn de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, van toepassing.

De statuten, alsook elke wijziging daarvan behoeven de goedkeuring van de Regering.

Art. 2. § 1. De « S.G.R.W. » heeft als doel de toekenning van kredieten voor beroepsgebruik aan kleine en middelgrote ondernemingen te vergemakkelijken en hun oprichting en ontwikkeling in het Waalse Gewest te bevorderen.

De « S.G.R.W. » heeft als opdracht, met commissie, een gedeeltelijke en aanvullende waarborg toe te kennen betreffende de terugbetaling in kapitaal, renten en bijkomende leningen en kredieten toegestaan door :

1. krediet- en financiële instellingen die door de Bank- en Financiële Commissie erkend zijn;
2. vennootschappen die gespecialiseerd zijn in de financiering van verrichtingen betreffende de oprichting en ontwikkeling van kleine en middelgrote ondernemingen met uitzondering van die waarin het openbaar bestuur rechtstreeks of onrechtstreeks een meerderheidsdeelneming heeft, of van die welke in aanmerking komen voor een trekkingsrecht of een gewestelijke financiering.

De Regering bepaalt het niveau van de commissies.

§ 2. Onder « kleine en middelgrote onderneming » wordt verstaan elke natuurlijke persoon of elke vennootschap met de rechtspersoonlijkheid die voldoet aan de volgende criteria :

- 1° minder dan tweehonderd vijftig personen worden tewerkgesteld;
- 2° haar jaarlijkse omzet mag niet hoger zijn dan 40 miljoen euro of het totaal van haar jaarlijkse balans mag niet hoger zijn dan 27 miljoen euro.

Voor de toepassing van die maximumbedragen wordt niet alleen rekening gehouden met de gegevens van de betrokken onderneming maar ook met de vennootschappen waarin die onderneming rechtstreeks of onrechtstreeks maatschappelijke aandelen heeft die ten minste 25 % van het kapitaal vertegenwoordigen of die recht geven op ten minste 25 % van de stemmingsrechten.

Een vennootschap wordt niet beschouwd als een kleine en middelgrote onderneming als één of meerdere personen die met de definitie van kleine en middelgrote onderneming niet overeenkomen, sociale gedeelten in die vennootschap hebben die ten minste 25 % van het kapitaal vertegenwoordigen of die recht geven op ten minste 25 % van de stemmingsrechten.

Art. 3. De in het artikel 2, § 1, tweede lid, bedoelde opdracht betreft de volgende verrichtingen :

- 1° het investeringskrediet en de leasing bestemd voor :
 - a. de financiering van bebouwde of onbebouwde onroerende goederen met een maximumduur van vijftientig jaar;
 - b. de financiering van machines met een maximumduur van tien jaar;
 - c. de financiering van materieel, beroepsmeubilair of werktuigen met een maximumduur van vijf jaar;
 - d. de financiering met een maximumduur van vijf jaar van onstoffelijke investeringen zoals markt- of organisatiestudies, het onderzoek of het ontwerpen van prototypen, van nieuwe producten, van nieuwe vervaardigingswijzen, van commercialiseringsmethoden, de handelszaak en de aankoop van vergunningen of brevetten;
- 2° het krediet voor de vorming, de versterking of de aanvulling van het bedrijfskapitaal verminderd door de financiering van vroegere investeringen bedoeld in 1°;
- 3° het krediet bestemd voor de verhoging van eigen gelden of van oneigenlijke gelden van een kleine en middelgrote onderneming waarvan de meerderheid van de aandelen worden gehouden door natuurlijke personen en waarvan het beheer verzekerd wordt door ten minste één van die personen;
- 4° het krediet bestemd voor de verwerving van aandelen of deelnemingen in het kader van de overdracht of de verwerving van kleine en middelgrote ondernemingen;
- 5° het honoreringskrediet.

De Regering bepaalt de regels voor de uitvoering van de in het artikel 2, § 1, tweede lid, bedoelde opdracht. Zij kan de lijst van de in het eerste lid bedoelde verrichtingen nauwkeurig bepalen of beperken.

Art. 4. Om in aanmerking te komen voor de waarborg van de « S.G.R.W. », moet de kleine en grote onderneming behoren tot één van de volgende activiteitensectoren :

- 1° industrie, ambacht, handel of diensten;
- 2° visteelt;
- 3° productie van alternatieve en hernieuwbare energie;
- 4° sport en vrijetijdsbesteding.

De volgende sectoren worden uitgesloten :

- 1° banken en andere financiële instellingen, verzekeringsmaatschappijen en immobiliënmaatschappijen;
- 2° energie- of waterproductie en -voorziening;
- 3° onderwijs en vorming;

4° gezondheidszorg;

5° cultuur;

6° vrije beroepen zonder rechtstreeks verband met de economische activiteit van kleine en middelgrote ondernemingen.

De Regering kan de in het tweede lid bedoelde uitsluitingen uitbreiden of beperken tot andere activiteitensectoren voor elk soort verrichting bedoeld in artikel 3. In dat geval moet haar beslissing uitsluitend rekening houden met de beginselen en doelstellingen voor een duurzame ontwikkeling of voor de creatie van nieuwe banen.

Art. 5. Het maatschappelijk kapitaal van de « S.G.R.W. » is volgestort. De aandelen zijn op naam.

Het Gewest en de door de Regering gemachtigde rechtspersonen mogen aandeelhouders van de « S.G.R.W. » zijn. De gemachtigde rechtspersonen mogen niet meer dan 40 % van het maatschappelijk kapitaal houden.

Art. 6. De raad van bestuur bestaat uit :

1° zeven leden, met de voorzitter en de twee ondervoorzitters;

2° twee vertegenwoordigers van de « Union wallonne des Entreprises » , twee vertegenwoordigers van de « Entente wallonne des Classes moyennes » en twee vertegenwoordigers van werknemersorganisaties.

Met eensluidend advies van de Regering worden de leden van de raad van bestuur door de algemene vergadering benoemd voor een vernieuwbaar mandaat van zes jaar, op voordracht van de Regering voor de in het eerste lid, 1°, bedoelde leden, en op een dubbele lijst voor de in het eerste lid, 2°, bedoelde leden.

De voorzitter en de ondervoorzitters, die een directiecomité samenstellen, zijn belast met het dagelijks beheer van de « S.G.R.W. ».

Het verband tussen de vennootschap en haar personeelsleden is van contractuele aard.

De algemene vergadering bepaalt het bedrag van de emolumenten en bezoldigingen van de bestuurders, met goedkeuring van de Regering.

Art. 7. Het toezicht op de financiële toestand, op de jaarrekeningen en op de regelmatigheid van de verrichtingen t.o.v. de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, het decreet en de statuten van de « S.G.R.W. » wordt uitgevoerd door één of meerdere revisoren gekozen onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

Twee commissarissen die door de Regering aangewezen zijn, hierna de Regeringscommissarissen genoemd, wonen met raadgevende stem de raad van bestuur bij. Zij kunnen te allen tijde ter plaatse inzage nemen van de boeken, de briefwisseling, de proces-verbalen en in het algemeen van alle bescheiden en alle geschriften van de « S.G.R.W. ». Zij kunnen van elke bestuurder, ambtenaar en bediende alle verklaringen en inlichtingen vereisen alsook alle onderzoeken doen die ze noodzakelijk achten voor de uitvoering van hun mandaat. Bovendien kunnen ze elke vraag laten opnemen in de agenda die betrekking heeft op de inachtneming van het decreet, de statuten en de verplichtingen van de « S.G.R.W. ».

De Regeringscommissarissen beschikken over een termijn van vier wekdagen om beroep in te stellen tegen elke beslissing die zij tegenstrijdig achten met de wet, de decreten, de statuten, de in het artikel 9 bedoelde bijzondere overeenkomst of het algemeen belang. Het beroep heeft schorsende kracht. Die termijn loopt vanaf de dag van de vergadering waarop de beslissing werd genomen voor zover de Regeringscommissarissen er regelmatig voor opgeroepen werden en, in het tegenovergestelde geval, vanaf de dag waarop ze daarvan in kennis werden gesteld.

Elke Regeringscommissaris stelt beroep in bij de Regering. Als, binnen een termijn van dertig dagen die op dezelfde dag begint als de in het derde lid bedoelde termijn, de Regering waarbij het beroep aanhangig is, de beslissing niet heeft vernietigd, wordt die definitief. De vernietiging van de beslissing wordt door de Regering aan de raad van bestuur van de « S.G.R.W. » betekend.

De algemene vergadering bepaalt de emolumenten van de commissarissen.

Art. 8. De financiële en menselijke middelen die noodzakelijk zijn voor de vervulling van de in het artikel 3 bedoelde opdrachten en voor de dekking van de daaruit voortkomende lasten, worden door het Gewest toegekend aan de « S.G.R.W. ».

Art. 9. De Regering sluit met de « S.G.R.W. » een bijzondere overeenkomst waarbij de betrekkingen tussen het Waalse Gewest en de vennootschap wat betreft de uitvoering van dit decreet worden georganiseerd.

De overeenkomst wordt ter informatie door de Regering gezonden aan de Waalse Gewestraad.

De overeenkomst betreft, o.a., de algemene doelstellingen waarmee de « S.G.R.W. » belast is, de in te schakelen middelen, de organisatie van de activiteiten, alsook de voorwaarden voor de terbeschikkingstelling door het Waalse Gewest van de in het artikel 8 bedoelde financiële middelen, alsook de regels voor het toezicht op en het gebruik van haar middelen.

Die overeenkomst wordt voor een duur van drie jaar gesloten en is verlengbaar.

De raad van bestuur van de « S.R.G.W. » legt ten laatste binnen drie maanden vanaf de oprichting van de vennootschap een ontwerp-overeenkomst voor.

Een jaarlijks evaluatieverslag over de overeenkomst wordt door de « S.G.R.W. » aan de Regering voorgelegd. Het wordt binnen een termijn van één maand door de Regering aan de Waalse Gewestraad ter informatie overgemaakt.

Art. 10. Het maximale obligo van de verbintenissen van de « S.G.R.W. » bedraagt 10 miljoen frank.

Art. 11. Elk jaar bezorgt de « S.G.R.W. » een verslag aan de Regering betreffende de verrichtingen uitgevoerd in het kader van haar opdrachten.

Zodra de Regering het in het eerste lid bedoelde jaarlijkse verslag krijgt, wordt het ter informatie overgemaakt aan de Waalse Gewestraad.

Om de drie maanden maakt de « S.G.R.W. » alle statistische gegevens aan de Regering over, alsook alle inlichtingen betreffende haar opdrachten.

Art. 12. In Afdeling II – Waarborgfonds – worden de artikelen 12 tot 27 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering opgeheven wat het Waalse Gewest betreft. Die blijven echter van toepassing voor de dossiers die het voorwerp zijn geweest van aan de inwerkingtreding van dit decreet voorafgaande beslissingen. Wat betreft de nieuwe dossiers die na de inwerkingtreding van dit decreet zijn ingediend, zal de opheffing van de artikelen 12 tot 27 van de wet van 4 augustus 1978 alleen werkelijk zijn na de finalisering van de in het artikel 9 van dit decreet bedoelde overeenkomst tussen de « S.G.R.W. » en het Waalse Gewest.

Art. 13. De « S.G.R.W. » neemt de rechten en verplichtingen van de naamloze vennootschap « Crédit professionnel » over die betrekking hebben op het Waarborgfonds dat binnen die vennootschap gevestigd is, binnen twaalf maanden na haar oprichting, behalve door de Regering toegestane verlenging.

De rechtsvorderingen betreffende de rechten en verplichtingen van het bovenvermelde Fonds worden door de « S.G.R.W. » ingesteld zowel in de hoedanigheid van aanvrager als in die van verweerder.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999*

Stukken van de Waalse Gewestraad 511(1998-1999) nrs. 1 tot 8.

Volledig verslag, openbare vergadering van 28 april 1999.

Bespreking - Stemming.



F. 99 — 1733

[C - 99/27453]

6 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 1^{er} avril 1999 relatif à la conservation et à la protection du patrimoine

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 1^{er} avril 1999 relatif à la conservation et à la protection du patrimoine, notamment l'article 10;

Considérant que l'article 10 du décret du 1^{er} avril 1999 précité charge le Gouvernement wallon de fixer la date d'entrée en vigueur de celui-ci;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

Arrête :

Article unique. Sans préjudice de l'alinéa 2 du présent article, le décret du 1^{er} avril 1999 relatif à la conservation et à la protection du patrimoine entre en vigueur le 1^{er} juillet 1999.

Les nouveaux articles 217 à 229 constituant la section IV du chapitre II du titre II du nouveau livre III du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, créés par l'article 5 du décret, entrent en vigueur le 1^{er} mai 1999.

Namur, le 6 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1733

[C - 99/27453]

6. MAI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festsetzung des Datums des Inkrafttretens des Dekrets vom 1. April 1999 über die Erhaltung und den Schutz des Erbes

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 1. April 1999 über die Erhaltung und den Schutz des Erbes, insbesondere des Artikels 10;

In der Erwägung, dass Artikel 10 des vorerwähnten Dekrets vom 1. April 1999 die Regierung damit beauftragt, das Datum des Inkrafttretens dieses Dekrets zu bestimmen;

Auf Vorschlag des Minister-Vorsitzenden der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

Beschließt:

Einzigster Artikel. Unbeschadet von Absatz 2 des vorliegenden Artikels tritt das Dekret vom 1. April 1999 über die Erhaltung und den Schutz des Erbes am 1. Juli 1999 in Kraft.

Die neuen koordinierten Artikel 217 bis 229, die den Abschnitt IV von Kapitel II von Titel II des neuen Buchs III des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe bilden und durch Artikel 5 des Dekrets eingeführt worden sind, treten am 1. Mai 1999 in Kraft.

Namur, den 6. Mai 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

VERTALING

N. 99 — 1733

[C - 99/27453]

6 MEI 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van het decreet van 1 april 1999 betreffende het behoud en de bescherming van het patrimonium

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 1 april 1999 betreffende het behoud en de bescherming van het patrimonium, inzonderheid op artikel 10;

Overwegende dat de Waalse Regering, op grond van artikel 10 van bovenvermeld decreet van 1 april 1999, belast is met de vaststelling van de datum van inwerkingtreding ervan;

Op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel, Kmo's, Toerisme en Patrimonium,

Besluit :

Enig artikel. Onverminderd het tweede lid van dit artikel treedt het decreet van 1 april 1999 betreffende het behoud en de bescherming van het patrimonium in werking op 1 juli 1999.

De bij artikel 5 van het decreet ingevoegde nieuwe artikelen 217 à 229 die afdeling IV vormen van hoofdstuk II, Titel II, van het nieuwe Boek III van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, treden in werking op 1 mei 1999.

Namen, 6 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

F. 99 — 1734

[C - 99/27450]

22 AVRIL 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements d'insertion

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment les articles 32, 35 à 43 et 79;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements d'insertion;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par l'entrée en vigueur le 1^{er} mars 1999 du Code wallon du Logement qui impose que les arrêtés d'exécution de l'ancien Code du Logement soient adaptés aux nouvelles dispositions décrétales avant cette date;

Considérant que de nombreuses demandes complètes de subventions en vue de la création de logements d'insertion ont bénéficié d'un accusé de réception de l'administration sans obtenir une promesse ferme d'intervention;

Considérant qu'il ne convient pas de retarder la mise en œuvre des projets;
Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements d'insertion sont insérés les mots suivants :

« 5° : organisme à finalité sociale : les associations visées à l'article 191 du Code wallon du Logement ou le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie ou les centres d'accueil pour adultes ou toute association sans but lucratif respectant les conditions suivantes :

a) disposer durant toute la durée visée à l'article 11 des services d'un ou de plusieurs travailleurs sociaux diplômés ou assimilés pouvant garantir l'accompagnement social des personnes logées dans les bâtiments réhabilités ou restructurés. Par travailleur social assimilé, il faut entendre toute personne pouvant justifier d'une expérience de 3 années au moins dans le domaine social;

b) disposer des ressources financières suffisantes garantissant sa viabilité. »

Art. 2. A l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 relatif à l'octroi, par la Région, d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements d'insertion, les mots « les demandes de subventions pour lesquelles l'administration a notifié une promesse ferme d'intervention » sont remplacés par les mots « les demandes complètes ayant bénéficié d'un accusé de réception ».

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mars 1999.

Namur, le 22 avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1734

[C - 99/27450]

22. APRIL 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung durch die Region einer Beihilfe an juristische Personen für die Schaffung von Eingliederungswohnungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wohngesetzbuches, insbesondere der Artikel 32, 35 bis 43 und 79;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung durch die Region einer Beihilfe an juristische Personen für die Schaffung von Eingliederungswohnungen;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, in seiner durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch das Inkrafttreten des Wallonischen Wohngesetzbuches am 1. März 1999, aufgrund dessen die Ausführungserlasse des ehemaligen Wohngesetzbuches vor diesem Datum den neuen Dekretbestimmungen angepasst werden müssen;

In der Erwägung, dass zahlreiche vollständige Bezuschussungsanträge im Hinblick auf die Schaffung von Eingliederungswohnungen eine Empfangsbestätigung der Verwaltung, jedoch keine feste Beteiligungszusage erhalten haben;

In der Erwägung, dass die Verwirklichung der Projekte nicht verspätet werden soll;

Auf Vorschlag des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung durch die Region einer Beihilfe an juristische Personen für die Schaffung von Eingliederungswohnungen wird der folgende Wortlaut eingefügt:

« 5° Einrichtung mit sozialem Zweck: die in Artikel 191 des Wallonischen Wohngesetzbuches erwähnten Vereinigungen oder der « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) oder die Empfangszentren für Erwachsene oder jede Vereinigung ohne Erwerbszweck, die die nachstehenden Bedingungen erfüllen:

a) während des ganzen in Artikel 11 erwähnten Zeitraums die Dienstleistungen eines oder mehrerer Diplom- oder gleichgestellten Sozialarbeiter, die die soziale Betreuung der in den sanierten bzw. umgestalteten Gebäuden untergebrachten Personen gewährleisten können, in Anspruch nehmen können. Unter gleichgestelltem Sozialarbeiter versteht man jede Person, die eine Erfahrung von mindestens drei Jahren im sozialen Bereich nachweisen kann;

b) über ausreichende finanzielle Mittel verfügen, um ihre Dauerhaftigkeit zu garantieren. »

Art. 2 - In Artikel 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 über die Gewährung durch die Region einer Beihilfe an juristische Personen für die Schaffung von Eingliederungswohnungen wird der Wortlaut « die Zuschussanträge, für welche die Verwaltung vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eine feste Beteiligungszusage zugestelt hat » durch den Wortlaut « die vollständigen Anträge, für welche eine Empfangsbestätigung vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses zugestelt worden ist » ersetzt.

Art. 3 - Der vorliegende Erlass wird am 1. März 1999 wirksam.

Namur, den 22. April 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

—
VERTALING

N. 99 — 1734

[C - 99/27450]

22 APRIL 1999. — Besluit van de Waalse Regering houdende wijziging van het besluit van 11 februari 1999 waarbij door het Gewest een tegemoetkoming wordt verleend aan rechtspersonen met het oog op de oprichting van integratiewoningen

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op de artikelen 32, 35 tot en met 43, 79;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij door het Gewest een tegemoetkoming wordt verleend aan rechtspersonen met het oog op de oprichting van integratiewoningen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gegrond op de inwerkingtreding van de Waalse Huisvestingscode op 1 maart 1999, waarbij de uitvoeringsbesluiten van de voormalige Huisvestingscode vóór deze datum verplicht aangepast moeten worden aan de nieuwe decretale bepalingen;

Overwegende dat talrijke volledige subsidieaanvragen met het oog op de oprichting van integratiewoningen een ontvangstbewijs van het bestuur hebben gekregen zonder dat een vaste belofte om tussenbeide te komen, verkregen werd;

Overwegende dat de uitvoering van de projecten niet verder kan worden uitgesteld;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het Besluit van de Waalse Regering waarbij door het Gewest een tegemoetkoming wordt verleend aan rechtspersonen met het oog op de oprichting van integratiewoningen, worden volgende woorden ingevoegd :

« 5° : sociale instelling : de verenigingen bedoeld in artikel 191 van de Waalse Huisvestingscode of het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » (Woningsfonds van de Grote Gezinnen van Wallonië) of de opvangcentra voor volwassenen of elke vereniging zonder winstoogmerk dat volgende voorwaarden naleeft :

a) tijdens de volle duur bedoeld in artikel 11 beschikken over de diensten van één of meerdere gediplomeerde sociale werkers of daarmee gelijkgesteld die de sociale begeleiding van de personen die gehuisvest zijn in gerenoveerde of geherstructureerde gebouwen kunnen garanderen. Er dient te worden verstaan onder met sociale werker gelijkgesteld, elke persoon die minstens drie jaar ervaring op sociaal vlak kan voorleggen;

b) over voldoende financiële bestaansmiddelen beschikken om zijn leefbaarheid te garanderen. »

Art. 2. In artikel 14 van het Besluit van de Waalse Regering waarbij door het Gewest een tegemoetkoming wordt verleend aan rechtspersonen met het oog op de oprichting van integratiewoningen worden de woorden « de subsidie-aanvragen waarvoor het bestuur kennis heeft gegeven van haar vaste belofte om tussenbeide te komen » vervangen door de woorden « de volledige aanvragen waarvoor een ontvangstbewijs werd gekregen ».

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 maart 1999.

Namen, 22 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

F. 99 — 1735

[C - 99/27454]

6 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant l'entrée en vigueur du décret du 6 mai 1999 portant modification du chapitre V de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'investissement et des sociétés régionales d'investissement

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 mai 1999 portant modification du chapitre V de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'investissement et des sociétés régionales d'investissement, notamment l'article 42,

Considérant qu'il revient au Gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer la continuité de l'action de la Société régionale d'Investissement de Wallonie,

Considérant que la date proposée tient compte de l'approbation des nouveaux statuts adaptés au nouveau décret;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

Arrête :

Article 1^{er}. Le décret du 6 mai 1999 portant modification du chapitre V de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'investissement et des sociétés régionales d'investissement entre en vigueur le 6 mai 1999.

Art. 2. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1735

[C - 99/27454]

6. MAI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festsetzung des Datums des Inkrafttretens des Dekrets vom 6. Mai 1999 zur Abänderung des Kapitels V des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung einer Nationalen Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 6. Mai 1999 zur Abänderung des Kapitels V des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung einer Nationalen Investitionsgesellschaft und Regionaler Investitionsgesellschaften, insbesondere des Artikels 42;

In der Erwägung, dass es der Regierung obliegt, jede erforderliche Maßnahme zu ergreifen, um die Kontinuität der Tätigkeit der "Société régionale d'investissement de Wallonie" (Regionale Investitionsgesellschaft für die Wallonie) zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass das vorgeschlagene Datum die Genehmigung der neuen Satzungen, die aufgrund des neuen Dekrets angepasst werden, berücksichtigt;

Auf Vorschlag des Minister-Vorsitzenden der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

Beschließt:

Artikel 1 - Das Dekret vom 6. Mai 1999 zur Abänderung des Kapitels V des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung einer Nationalen Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften tritt am 6. Mai 1999 in Kraft.

Art. 2 - Der Minister der Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Mai 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

VERTALING

N. 99 — 1735

[C - 99/27454]

6 MEI 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de inwerkingtreding van het decreet van 6 mei 1999 tot wijziging van hoofdstuk V van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van de Gewestelijke Investeringsmaatschappijen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 tot wijziging van hoofdstuk V van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van de Gewestelijke Investeringsmaatschappijen, inzonderheid op artikel 42,

Overwegende dat de Regering alle maatregelen dient te treffen die nodig zijn om de werking van de Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië in haar continuïteit te garanderen,

Overwegende dat in de voorgestelde datum rekening gehouden wordt met de goedkeuring van de nieuwe statuten, aangepast aan het nieuwe decreet;

Op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

Besluit :

Artikel 1. Het decreet van 6 mei 1999 tot wijziging van hoofdstuk V van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van de Gewestelijke Investeringsmaatschappijen treedt in werking op 6 mei 1999.

Art. 2. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON



F. 99 — 1736

[C - 99/27451]

**29 AVRIL 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant création de la réserve naturelle domaniale « Les Roches » à Presles**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifiée par les décrets des 11 avril 1984, 16 juillet 1985 et 7 septembre 1989, et notamment les articles 6, 9, 11, 33 et 52;

Vu l'arrêté ministériel du 23 octobre 1975 établissant le règlement relatif à la surveillance et à la circulation dans les réserves naturelles domaniales, en dehors des chemins ouverts à la circulation publique, notamment l'article 5 (alinéa m);

Vu la convention de location, établie entre la commune d'Aiseau-Presles et la Région wallonne, enregistrée le 3 février 1998;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, donné le 15 décembre 1998;

Vu l'avis de la députation permanente du conseil provincial du Hainaut, donné le 11 mars 1999;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont constitués en réserve naturelle domaniale « Les Roches » à Presles les 3 ha 47 a 04 ca de terrains figurés en grisé au plan ci-joint, appartenant à la commune d'Aiseau-Presles et à la Région wallonne et repris comme suit :

Commune d'Aiseau-Presles :

cadastré : commune d'Aiseau-Presles,

section B, au lieu-dit « Les Roches », parcelle n° 426 m,

d'une superficie de 2 ha 22 a 86 ca;

Région wallonne :

cadastré : commune d'Aiseau-Presles,

section B, au lieu-dit « Les Roches », parcelles n^{os} 415 et 411 a,

d'une superficie respective de 0 ha 20 a 30 ca et de 1 ha 03 a 88 ca

Art. 2. Par dérogation à l'article 11 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 23 octobre 1975, seule la chasse au lapin par furetage et au moyen de bourses peut être exercée sur les terrains faisant l'objet du présent arrêté et ce, sous réserve de la stricte application du cahier spécial des charges qui sera en vigueur dans cette réserve naturelle domaniale.

Le cahier spécial des charges dont il est fait état ci-dessus, doit être soumis pour accord, après avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, au Ministre compétent au sein de la Région wallonne.

Namur, le 29 avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le plan peut être consulté auprès de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, avenue Prince de Liège 15, à Jambes.

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1736

[C - 99/27451]

**29. APRIL 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Errichtung des domanialen Naturschutzgebiets « Les Roches » in Presles**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, in seiner durch die Dekrete vom 11. April 1984, vom 16. Juli 1985 und vom 7. September 1989 abgeänderten Fassung, und insbesondere der Artikel 6, 9, 11, 33 und 52;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 23. Oktober 1975 zur Festlegung der Regelung über die Überwachung, die Polizeigewalt und den Verkehr in den domanialen Naturschutzgebieten außerhalb der für den öffentlichen Verkehr freigegebenen Wege, insbesondere des Artikels 5 (Absatz m);

Aufgrund der am 3. Februar 1998 eingetragenen Mietvereinbarung zwischen der Gemeinde Aiseau-Presles und der Wallonischen Region;

Aufgrund des am 15. Dezember 1998 abgegebenen Gutachtens des « Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature » (Wallonischer Oberster Rat für die Erhaltung der Natur);

Aufgrund des am 11. März 1999 abgegebenen Gutachtens des Ständigen Ausschusses des Provinzialrates Hennegau;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

Artikel 1 - Die 3 ha 47 a 04 ca großen und auf dem beigefügten Plan mit Azurelinien dargestellten Grundstücke, die der Gemeinde Aiseau-Presles und der Wallonischen Region gehören und wie folgt angeführt sind:

Gemeinde Aiseau-Presles :

Katastriert: Gemeinde Aiseau-Presles

Flur B, in der « Les Roches » genannten Ortslage,

Parzelle Nr. 426m, mit einer Fläche von 2 ha 22 a 86 ca;

Wallonische Region :

Katastriert: Gemeinde Aiseau-Presles

Flur B, in der „ « Les Roches » genannten Ortslage,

Parzellen Nr. 415 und 411a, mit einer jeweiligen Fläche von 0 ha 20 a 30 ca und 1 ha 03 a 88 ca

werden als domaniales Naturschutzgebiet « Les Roches » in Presles errichtet.

Art. 2 - In Abweichung von Artikel 11 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur und von Artikel 5 des Ministerialerlasses vom 23. Oktober 1975 darf nur die Jagd auf Kaninchen mit Kaninchengarn und Fretchen auf den im vorliegenden Erlass erwähnten Grundstücken ausgeübt werden, und zwar vorbehaltlich der Anwendung des Sonderlastenheftes der Jagdpacht, das in diesem domanialen Naturschutzgebiet geltend wird.

Das oben erwähnte Sonderlastenheft muss nach Gutachten des « Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature » dem innerhalb der Wallonischen Region zuständigen Minister zur Zustimmung vorgelegt werden.

Namur, den 29. April 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft,
dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Der Plan kann bei der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, avenue Prince de Liège 15, in 5100 Jambes eingesehen werden.

VERTALING

N. 99 — 1736

[C - 99/27451]

**29 APRIL 1999. — Besluit van de Waalse Regering
houdende oprichting van het domaniale natuurreservaat « Les Roches » te Presles**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, gewijzigd bij de decreten van 11 april 1984, 16 juli 1985 en 7 september 1989, inzonderheid op de artikelen 6, 9, 11, 33 en 52;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 oktober 1975 houdende reglementering van de bewaking, de politie en het verkeer in de staatsnatuurreservaten, buiten de wegen die voor het openbaar verkeer openstaan, inzonderheid op artikel 5 (alinea m);

Gelet op de huurovereenkomst aangegaan tussen de gemeente Aiseau-Presles en het Waalse Gewest, geregistreerd op 3 februari 1998;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature » (Waalse Hoge Raad voor het Natuurbehoud), gegeven op 15 december 1998;

Gelet op het advies van de bestendige deputatie van de provincieraad van Henegouwen, gegeven op 11 maart 1999;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Het domaniale natuurreservaat « Les Roches » te Presles bestaat uit de aan de gemeente Aiseau-Presles en aan het Waalse Gewest toebehorende 3 ha 47 a 4 ca terrein, die in grijs staan vermeld op het bijgevoegde plan en gekadastréerd zijn als volgt :

Gemeente Aiseau-Presles :

Gekadastréerd : gemeente Aiseau-Presles, sectie B, ter buurtschap « Les Roches »,

perceel nr. 426m, met een oppervlakte van 2 ha 22 a 86 ca;

Waals Gewest :

Gekadastréerd : gemeente Aiseau-Presles, sectie B, ter buurtschap « Les Roches »,

percelen nr. 415 en 411a, met een oppervlakte van respectievelijk 0 ha 20 a 30 ca en 1 ha 03 a 88 ca.

Art. 2. In afwijking van artikel 11 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en van artikel 5 van het ministerieel besluit van 23 oktober 1975, mag alleen de konijnjacht met fret of d.m.v. buidels uitgeoefend worden op het in dit besluit bedoelde terreinen, behoudens de toepassing van het bestek van de jachtpacht die van kracht zal zijn in dat domaniale natuurreservaat.

Het bovenvermelde bestek moet ter goedkeuring voorgelegd worden aan de bevoegde Waalse Minister, na advies van de « Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature ».

Namen, 29 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Het plan ligt ter inzage bij het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Milieu, avenue Prince de Liège 15, te Jambes.



F. 99 — 1737

[C - 99/27452]

**29 AVRIL 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant création de la réserve naturelle domaniale du Plateau des Tailles**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, notamment les articles 6, 9, 11, 33 et 52;

Vu la loi sur la chasse du 28 février 1882, modifiée par le décret du 14 juillet 1994, notamment les articles 5*bis* et 9*bis*;

Vu l'arrêté ministériel du 23 octobre 1975 établissant le règlement relatif à la surveillance, la police et la circulation dans les réserves naturelles domaniales, en dehors des chemins ouverts à la circulation publique, notamment l'article 5;

Vu le bail de location signé le 23 septembre 1982 entre le baron Gustave Van Zuylen, bailleur, et la Région wallonne, preneuse, bail expirant le 9 novembre 2008 et non reconductible par tacite reconduction;

Vu l'avis favorable du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, donné le 21 avril 1993, sur la prorogation du droit de chasse sur les parcelles intitulées « Van Zuylen » jusqu'au 31 décembre 2008;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, donné le 30 novembre 1998;

Vu l'avis de la députation permanente des conseils provinciaux de Liège et du Luxembourg, donné respectivement le 5 février 1999 et le 25 février 1999;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont constitués en réserve naturelle domaniale du Plateau des Tailles les 682 ha 27 a 96 ca figurés en grisé aux plans ci-joints et cadastrés comme indiqué /dans le tableau des parcelles cadastrales annexé.

De cette surface, la Région est propriétaire de 665 ha 42 a 29 ca et prend en location 16 ha 85 a 67 ca appartenant à la succession du baron Gustave Van Zuylen.

Les parcelles louées sont mentionnées dans le tableau en annexe en sa dernière colonne par la mention « Bail jusqu'au 9 novembre 2008 » et figurés en grisé foncé dans le plan n° 6 annexé.

Art. 2. Par dérogation à l'article 11 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 23 octobre 1975 :

- sur les parcelles intitulées « Fange aux Mochettes », il est permis de tuer les animaux dont la chasse est régulièrement ouverte et ce, jusqu'au 30 juin 2006.

- sur les parcelles intitulées « Van Zuylen », il est permis aux héritiers du baron Joseph Van Zuylen de tuer les animaux dont la chasse est régulièrement ouverte et ce, jusqu'au 31 décembre 2008. Les conditions de ce droit de chasse sont reprises au cahier des charges de la location du droit de chasse des forêts domaniales après l'avis préalable du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature;

- sur les parcelles intitulées « Bail jusqu'au 9 novembre 2008 », il est permis aux propriétaires de tuer les animaux dont la chasse est régulièrement ouverte et ce, jusqu'au 9 novembre 2008.

Art. 3. Sont abrogés :

1) les arrêtés royaux des 6 mars 1967, 16 août 1968, 27 mars 1969, 22 juillet 1970, 2 août 1971, 3 mai 1976 et 3 avril 1978;

2) l'arrêté ministériel du 23 septembre 1982.

Namur, le 29 avril 1999.

Le Ministre Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le plan peut être consulté auprès de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, avenue Prince de Liège 15, à Jambes.

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1737

[C - 99/27452]

29. APRIL 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Errichtung des domanialen Naturschutzgebiets « Plateau des Tailles »

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, insbesondere der Artikel 6, 9, 11, 33 und 52;

Aufgrund des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882, abgeändert durch das Dekret vom 14. Juli 1994, insbesondere der Artikel 5*bis* und 9*bis*;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 23. Oktober 1975 zur Festlegung der Regelung über die Überwachung, die Polizeigewalt und den Verkehr in den domanialen Naturschutzgebieten außerhalb der für den öffentlichen Verkehr freigegebenen Wege, insbesondere des Artikels 5;

Aufgrund des Mietvertrags, der am 23. September 1982 zwischen dem Herrn Baron Gustave Van Zuylen, Vermieter, und der Wallonischen Region, Mieter, unterzeichnet worden ist, am 9. November 2008 abläuft und nicht durch stillschweigende Verlängerung verlängert werden kann;

Aufgrund des am 21. April 1993 abgegebenen günstigen Gutachtens des « Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature » (Wallonischer Oberster Rat für die Erhaltung der Natur) über die Verlängerung des Jagdrechts auf den « Van Zuylen » genannten Parzellen bis zum 31. Dezember 2008;

Aufgrund des am 30. November 1993 abgegebenen Gutachtens des « Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature »;

Aufgrund der am 5. Februar 1999 bzw. am 25. Februar 1999 abgegebenen Gutachten des Ständigen Ausschusses der Provinzialräte von Lüttich und Luxemburg

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

Artikel 1 - Die 682 ha 27 a 96 ca großen und auf dem beigefügten Plan mit Azurelinien dargestellten Grundstücke, die wie in der beigefügten Tabelle der katastrierten Parzellen katastriert sind, werden als domaniales Naturschutzgebiet « Plateau des Tailles » errichtet.

Von dieser Fläche ist die Region Eigentümerin von 665 ha 42 a und 29 ca. Sie mietet 16 ha 85 a 67 ca, die der Erbfolge von Herrn Baron Gustave van Zuylen gehören.

Die gemieteten Parzellen werden in der beigefügten Tabelle in der letzten Spalte mit der Angabe « Bail jusqu'au 9 novembre 2008 » vermerkt und im beigefügten Plan Nr. 6 in dunkelgrau dargestellt.

Art. 2 - In Abweichung von Artikel 11 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur und von Artikel 5 des Ministerialerlasses vom 23. Oktober 1975:

- ist es erlaubt, auf den « Fange aux Mochettes » genannten Parzellen die Tiere, deren Jagd regelmäßig eröffnet ist, und zwar bis zum 30. Juni 2006 zu töten.

- ist es den Erben von Herrn Baron Joseph Van Zuylen erlaubt, auf den « Van Zuylen » genannten Parzellen die Tiere, deren Jagd regelmäßig eröffnet ist, und zwar bis zum 31. Dezember 2008 zu töten. Die Bedingungen betreffend dieses Jagdrecht werden im Sonderlastenheft der Jagdpacht der domanialen Wälder nach dem vorherigen Gutachten des « Conseil supérieur wallon de la Chasse » angeführt.

- ist es den Eigentümern erlaubt, auf den « Bail jusqu'au 9 novembre 2008 » genannten Parzellen die Tiere, deren Jagd regelmäßig eröffnet ist, und zwar bis zum 9. November 2008 zu töten.

Art. 3 - Die folgenden Erlasse werden aufgehoben:

1) die Königlichen Erlasse vom 6. März 1967, vom 16. August 1968, vom 27. März 1969, vom 22. Juli 1970, vom 2. August 1971, vom 3. Mai 1976 und vom 3. April 1978;

2) der Ministerialerlass vom 23. September 1982.

Namur, den 29. April 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft,
dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Der Plan kann bei der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, avenue Prince de Liège 15, in 5100 Jambes eingesehen werden.

VERTALING

N. 99 — 1737

[C - 99/27452]

**29 april 1999. — Besluit van de Waalse Regering
houdende oprichting van het domaniale natuurreservaat « Plateau des Tailles »**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, inzonderheid op de artikelen 6, 9, 11, 33 en 52;

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, gewijzigd bij het decreet van 14 juli 1994, inzonderheid op de artikelen 5*bis* en 9*bis*;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 oktober 1975 houdende reglementering van de bewaking, de politie en het verkeer in de staatsnatuurreservaten, buiten de wegen die voor het openbaar verkeer openstaan, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op de huurovereenkomst aangegaan tussen baron Gustave Van Zuylen, verhuurder, en het Waalse Gewest, huurder, ondertekend op 23 september 1982; welke overeenkomst vervalt op 9 november 2008 en niet verlengbaar is bij stilzwijgende verlenging;

Gelet op het gunstig advies van de « Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature » (Waalse Hoge Raad voor het Natuurbehoud), gegeven op 21 april 1993, over de verlenging van het jachtrecht tot 31 december 2008 op de percelen « Van Zuylen » genaamd;

Gelet op het gunstig advies van de « Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature », gegeven op 30 november 1998;

Gelet op het advies van de bestendige deputatie van de provincieraden van Luik en Luxemburg, gegeven op respectievelijk 5 februari 1999 en 25 februari 1999;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Het domaniale natuurreservaat « Plateau des Tailles » bestaat uit 682 ha 27 a 96 ca terrein, die in grijs staan vermeld op de bijgevoegde plannen en gekadastrerd zijn zoals vermeld in de bijgevoegde tabel van de kadastrale percelen.

Van deze oppervlakte is het Gewest eigenaar van 665 ha 42 a 29 ca en huurder van 16 ha 85 a 67 ca toebehorend tot de nalatenschap van baron Gustave Van Zuylen.

De gehuurde percelen zijn opgenomen in de laatste kolom van de bijgevoegde tabel onder de melding « Huur tot 9 november 2008 » en staan in donkergrijs op bijgevoegd plan nr. 6.

Art. 2. In afwijking van artikel 11 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en van artikel 5 van het ministerieel besluit van 23 oktober 1975 :

- Is het doden van dieren waarop de jacht regelmatig geopend is, gemachtigd tot 30 juni 2006 op de percelen « Fange aux Mochettes » genaamd;

- Zijn de erfgenamen van baron Joseph Van Zuylen gemachtigd tot 31 december 2008 dieren te doden waarop de jacht regelmatig geopend is op de percelen « Van Zuylen » genaamd. De voorwaarden van dit jachtrecht zijn opgenomen in het bestek van de jachtpacht in de domaniale bossen na voorafgaand advies van de « Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature »;

- Zijn de eigenaars van de percelen « Huur tot 9 november 2008 » genaamd, gemachtigd tot 9 november 2008 dieren te doden waarop de jacht regelmatig geopend is.

Art. 3. Worden opgeheven :

1. De koninklijke besluiten van 6 maart 1967, 16 augustus 1968, 27 maart 1969, 22 juli 1970, 2 augustus 1971, 3 mei 1976 en 3 april 1978;

2. Het ministerieel besluit van 23 september 1982.

Namen, 29 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

Het plan ligt ter inzage bij het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Milieu, avenue Prince de Liège 15, te Jambes.

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE

[C - 99/14148]

3 MAI 1999. — Arrêté royal concernant la démission et la nomination d'un membre du Conseil d'administration de BelgocontrolALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 18, § 2, 1^{er} alinéa et § 3, et l'article 173, § 1^{er}, 1^o et 3^o, et § 2, modifié par l'arrêté royal du 2 avril 1998;

Vu l'arrêté royal du 25 août 1998 portant classement de la Régie des Voies aériennes en entreprise publique autonome;

Vu l'arrêté royal du 5 octobre 1998 portant nomination du Président et des membres du Conseil d'administration et de l'Administrateur délégué de Belgocontrol;

Sur proposition de Notre Ministre des Transports et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La démission honorable est accordée à M. Jean Hilgers en qualité d'Administrateur de Belgocontrol, au 1^{er} mars 1999.

Il est remplacé par M. Thierry Paelinck, qui est nommé en qualité d'Administrateur de Belgocontrol et qui achèvera le mandat de M. Jean Hilgers.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 1999.**Art. 3.** Notre Ministre des Transports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Transports,
M. DAERDENMINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR

[C - 99/14148]

3 MEI 1999. — Koninklijk besluit betreffende het ontslag en de benoeming van een lid van de Raad van Bestuur van BelgocontrolALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 18, § 2 eerste lid en § 3, en artikel 173, § 1, 1^o et 3^o, en § 2, gewijzigd door het koninklijk besluit van 2 april 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 augustus 1998 tot indeling van de Regie der Luchtwegen als autonoom overheidsbedrijf;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 oktober 1998 tot benoeming van de voorzitter en de leden van de raad van bestuur en de gedelegeerd bestuurder van Belgocontrol;

Op de voordracht van Onze Minister van Vervoer en op het advies van Onze in Raad Ministers vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Eervol ontslag wordt verleend aan de heer Jean Hilgers in zijn hoedanigheid van bestuurder van Belgocontrol op 1 maart 1999.

Hij wordt vervangen door de heer Thierry Paelinck, die wordt benoemd tot bestuurder van Belgocontrol en die het mandaat van de heer Jean Hilgers zal voleindigen.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 1999.**Art. 3.** Onze Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN

[99/14152]

10 MAI 1999. — Arrêté ministériel portant émission de valeurs postales spéciales au cours de l'année 1999

Le Ministre des Télécommunications,

Vu l'arrêté royal du 3 décembre 1996, portant émission de nouvelles valeurs postales, notamment l'article 2,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est émis deux cartes postales spéciales illustrées « Métro », chacune à la valeur de 17 FB et dont le motif du timbre-poste montre un détail de l'illustration principale. Elles seront imprimées en polychromie par le procédé de la typographie.

[99/14152]

10 MEI 1999. — Ministerieel besluit houdende uitgifte van speciale postwaarden in de loop van het jaar 1999

De Minister van Telecommunicatie,

Gelet op het koninklijk besluit van 3 december 1996, houdende uitgifte van nieuwe postwaarden, inzonderheid artikel 2,

Besluit :

Artikel 1. Er worden twee speciale geïllustreerde « Metro »-briefkaarten, elk ter waarde van 17 BF, uitgegeven, waarvan het motif van de zegel een detail toont van de hoofdillustratie. Ze zullen gedrukt worden in polychromie door middel van het typoprocédé.

Art. 2. Chacune desdites cartes postales, ne comportant aucun texte administratif, est illustrée au recto et dans la partie gauche, par les motifs repris ci-après :

Roger RAVEEL (Station Mérode)

« Ensor : Vive la sociale »

Françoise SCHEIN (Station parvis St.-Gilles)

« La déclaration des droits de l'homme ».

Art. 3. Le tirage de ces cartes postales correspondra aux besoins du service.

Art. 4. Ces cartes seront vendues séparément, au prix de 17 FB.

Prévente :

Par priorité les 11 et 12 septembre 1999, de 10 à 17 heures, aux adresses suivantes :

Feestzaal « TRIANON »
Stationstraat 63
3191 Boortmeerbeek (Hever)

Feest- en Cultuurpaleis
Wapenplein
8400 Oostende

Abbaye Cistercienne du Val-St.-Lambert
Cour du Val 9
4100 Seraing

Bureau de Poste de Vielsalm
Rue Jules Bary 6
6690 Vielsalm

Vente :

A partir du 13 septembre 1999 :

- dans les 70 bureaux de poste pourvus d'un guichet philatélique;
- dans les 3 PHILAboutiques :
 - PHILAboutique de Bruxelles à l'accueil de LA POSTE;
 - PHILAboutique de Malines à l'accueil de l'Atelier du Timbre;
 - Boutique du Musée Postal;
- par correspondance auprès du Service Vente de la Direction Timbres-Poste & Philatélie.

Art. 5. Les valeurs postales susvisées pourront être utilisées en service intérieur, au même titre que les valeurs postales ordinaires, et en service international moyennant un éventuel complément d'affranchissement.

Art. 6. L'Administrateur délégué de LA POSTE est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles le 10 mai 1999.

E. DI RUPO

Art. 2. Elk van deze postkaarten, waarop geen enkele administratieve tekst voorkomt, wordt op de voorzijde in het linkergeedeelte geïllustreerd met volgende motieven :

Roger RAVEEL (Station Merode)

« Ensor : Vive la sociale »

Françoise SCHEIN (Station parvis St.-Gilles)

« De verklaring van de rechten van de mens ».

Art. 3. De oplage van deze briefkaarten zal aan de behoeften van de dienst beantwoorden.

Art. 4. Deze briefkaarten worden afzonderlijk verkocht voor de prijs van 17 BF.

Voorverkoop :

Bij voorrang op 11 en 12 september 1999, van 10 tot 17 uur, op volgende adressen :

Feestzaal « TRIANON »
Stationstraat 63
3191 Boortmeerbeek (Hever)

Feest- en Cultuurpaleis
Wapenplein
8400 Oostende

Abbaye Cistercienne du Val-St.-Lambert
Cour du Val 9
4100 Seraing

Postkantoor van Vielsalm
Rue Jules Bary 6
6690 Vielsalm

Verkoop :

Vanaf 13 september 1999 :

- in de 70 postkantoren met een filatelieloket ;
- in de 3 PHILAboetiëks :
 - PHILAboetiek Brussel aan het onthaal van DE POST;
 - PHILAboetiek Mechelen aan het onthaal van de Postzegel-drukkerij;
 - PHILAboetiek van het Postmuseum;
- per briefwisseling bij de Dienst Verkoop van de Directie Postzegels & Filatelie.

Art. 5. De voormelde postwaarden zullen, net als de gewone postwaarden, in binnenlandse dienst mogen worden gebezigd en in buitenlandse dienst mits eventueel een bijkomende frankering.

Art. 6. De Gedelegeerd Bestuurder van DE POST is met de uitvoering van dit besluit belast.

Brussel, 10 mei 1999.

E. DI RUPO

MINISTERE DE LA JUSTICE

[99/09675]

Ordre judiciaire. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 29 mai 1999, page 19433, troisième tiret, il faut lire :

- M. Spruyt, E., domicilié à Kapelle-op-den-Bos, pour un terme prenant cours le 1^{er} septembre 1999 et expirant le 13 juin 2001.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/09675]

Rechterlijke Orde. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 29 mei 1999, blz. 19433, derde streepje, moet men lezen :

- de heer Spruyt, E., wonende te Kapelle-op-den-Bos, voor een termijn met ingang van 1 september 1999 en eindigend op 13 juni 2001.

MINISTERE DES FINANCES

[99/03310]

Nominations

Par arrêté royal du 18 novembre 1997, sont nommés d'office, par changement de grade, à partir du 1^{er} juillet 1997 :

à l'Administration des affaires fiscales :

au grade d'auditeur général des finances :

M. Versluys, R.C., auditeur général;

MINISTERIE VAN FINANCIËN

[99/03310]

Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 18 november 1997 worden ambtshalve benoemd, door verandering van graad, met ingang van 1 juli 1997 :

bij de Administratie van fiscale zaken :

tot de graad van auditeur-generaal van financiën :

de heer Versluys, R.C., auditeur-generaal;

au grade de directeur :
 M. Vandenbosch, J.E., premier auditeur,
 M. Gombeer, J.F., auditeur;
aux services de l'Administration des contributions directes :
 au grade de directeur :
 M. Marchal, J-L.E.G., premier auditeur,
 M. Fautre, H.G., auditeur,
 M. De Rom, P.S.J., auditeur,
 M. Brunet, E.G.F., auditeur;
aux services centraux de l'Administration des douanes et accises :
 au grade de directeur :
 Mme Henrotte, A.M.A.G., auditeur;
aux services centraux de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines :
 au grade de directeur :
 M. Van Vaerenberg, W.R.L., premier auditeur,
 M. Hamels, F.L., premier auditeur,
 M. Neckebroeck, P.G.L., auditeur,
 M. Paquay, A.G.L., auditeur.
 Par le même arrêté, sont nommés au grade d'auditeur général des finances, à partir du 1^{er} novembre 1997 :
au Cabinet de l'administrateur général des impôts :
 Mme Henrotte, A.M.A.G., directeur aux services centraux de l'Administration des douanes et accises;
à l'Administration des affaires fiscales :
 M. Neckebroeck, P.G.L., directeur aux services centraux de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, mis à la disposition de l'Administration des affaires fiscales,
 M. Gombeer, J.F., directeur à l'Administration des affaires fiscales;

aux services centraux de l'Administration des contributions directes :
 M. Vandenbosch J.E., directeur à l'Administration des affaires fiscales,
 M. Brunet, E.G.F., directeur aux services centraux de l'Administration des contributions directes;
aux services centraux de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus :
 M. Van Vaerenbert, W.R.L., directeur aux services centraux de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines,
 M. Hamels, F.L., directeur aux services centraux de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines,
 M. Paquay, G.L., directeur aux services centraux de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, mis à la disposition des services centraux de l'Administration de l'inspection spéciale des impôts,
 M. Marchal, J-L.E.G., directeur aux services centraux de l'Administration des contributions directes,
 M. Fautre, H.G., directeur aux services centraux de l'Administration des contributions directes,
 M. De Rom, P.S.J., directeur aux services centraux de l'Administration des contributions directes.

tot de graad van directeur :
 de heer Vandenbosch, J.E., eerste auditeur,
 de heer Gombeer, J.F., auditeur;
bij de centrale diensten van de Administratie der directe belastingen :
 tot de graad van directeur :
 de heer Marchal, J-L.E.G., eerste auditeur,
 de heer Fautre, H.G., auditeur,
 de heer De Rom, P.S.J. auditeur,
 de heer Brunet, E.G.F. auditeur;
bij de centrale diensten van de Administratie der douane en accijnzen :
 tot de graad van directeur :
 Mevr. Henrotte, A.M.A.G., auditeur;
bij de centrale diensten van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen :
 tot de graad van directeur :
 de heer Van Vaerenberg, W.R.L., eerste auditeur,
 de heer Hamels, F.L., eerste auditeur,
 de heer Neckebroeck, P.G.L. auditeur,
 de heer Paquay, A.G.L., auditeur.
 Bij hetzelfde besluit worden benoemd tot de graad van auditeur-generaal van financiën, met ingang van 1 november 1997 :
bij het Cabinet van de administrateur-generaal van de belastingen :
 Mevr. Henrotte, A.M.A.G., directeur bij de centrale diensten van de Administratie der douane en accijnzen;
bij de Administratie van fiscale zaken :
 de heer Neckebroeck, P.G.L., directeur bij de centrale diensten van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, ter beschikking gesteld van de Administratie van fiscale zaken,
 de heer Gombeer, J.F., directeur bij de Administratie van fiscale zaken;
bij de centrale diensten van de Administratie der directe belastingen :
 de heer Vandenbosch, J.E., directeur bij de Administratie van fiscale zaken,
 de heer Brunet, E.G.F., directeur bij de centrale diensten van de Administratie der directe belastingen;
bij de centrale diensten van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit :
 de heer Van Vaerenberg, W.R.L., directeur bij de centrale diensten van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen,
 de heer Hamels, F.L., directeur bij de centrale diensten van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen,
 de heer Paquay, André G.L., directeur bij de centrale diensten van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, ter beschikking gesteld van de centrale diensten van de Administratie van de bijzondere belastinginspectie,
 de heer Marchal, J-L.E.G., directeur bij de centrale diensten van de Administratie der directe belastingen,
 de heer Fautre, H.G., directeur bij de centrale diensten van de Administratie der directe belastingen,
 de heer De Rom, P.S.J., directeur bij de centrale diensten van de Administratie der directe belastingen.

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

[99/16175]

Personnel scientifique. — Nominations

Par arrêtés royaux du 4 mai 1999, M. Jan Langenkens et Mmes Monique Van Oeckel et Marleen Mertens sont nommés au grade d'assistant au Centre de Recherches agronomiques de Gand, pour un premier mandat de deux ans prenant cours le 1^{er} avril 1999, dans le cadre linguistique néerlandais.

Par arrêtés royaux du 4 mai 1999 sont nommés au grade de chef de travaux (rang B) au Centre de Recherches agronomiques de Gand, dans le cadre linguistique néerlandais Mme Martine Maes, à partir du 1^{er} avril 1999, Mme Els Daeseleire, à partir du 1^{er} mai 1999, M. Peter Demeyer et Mme Isabelle Rollier, à partir du 1^{er} septembre 1999.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

[99/16175]

Wetenschappelijk personeel. — Benoemingen

Bij koninklijke besluiten van 4 mei 1999 worden de heer Jan Langenkens en Mevrn. Monique Van Oeckel en Marleen Mertens, met ingang van 1 april 1999, voor een eerste mandaat van twee jaar benoemd tot assistent in het Nederlands taalkader bij het Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek te Gent.

Bij koninklijk besluiten van 4 mei 1999 worden Mevr. Martine Maes, met ingang van 1 april 1999, Mevr. Els Daeseleire, met ingang van 1 mei 1999, de heer Peter Demeyer en Mevr. Isabelle Rollier, met ingang van 1 september 1999, benoemd tot werkleider (rang B) in het Nederlands taalkader bij het Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek te Gent.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 99/27455]

**6 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
transférant des membres du personnel de la Région wallonne à la Société wallonne du Logement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment l'article 205;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 déterminant les modalités de transfert des membres du personnel de la Région wallonne à la Société wallonne du Logement;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique et du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. Les membres du personnel de la Région wallonne, dont les noms sont repris en annexe du présent arrêté, sont transférés à leur demande, en leur qualité et grade, à la Société wallonne du Logement.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juin 1999.

Art. 3. Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique et le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Annexe

Personnel statutaire

Niveau 1

Sciarra Vincenzo, Directeur

Niveau 2+

Cohy Dominique, Gradué principal

Niveau 2

Capron Jean-Philippe, Assistant

Hosselet Laurent, Assistant

Personnel contractuel

Denis Nathalie, Graduée

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 1999 transférant des membres du personnel de la Région wallonne à la Société wallonne du Logement.

Namur, le 6 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C - 99/27455]

6. MAI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung, durch den Personalmitglieder der Wallonischen Region von der «Société wallonne du Logement» (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft) übernommen werden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Wohngesetzbuches, insbesondere des Artikels 205;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Festlegung der Modalitäten für die Übernahme von Personalmitgliedern der Wallonischen Region in die "Société wallonne du Logement";

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes und des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Personalmitglieder der Wallonischen Region, deren Namen in der Anlage zum vorliegenden Erlass stehen, werden auf ihren Antrag hin, in ihrer Eigenschaft und in ihrem Dienstgrad, von der «Société wallonne du Logement» übernommen.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juni 1999 in Kraft.

Art. 3 - Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes und der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens werden in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Mai 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft,
dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

—

Anlage

Statutarisches Personal

Stufe 1.

Sciarra Vincenzo, Direktor

Stufe 2+

Cohy Dominique, Hauptgraduerter

Stufe 2

Capron Jean-Philippe, Assistent

Hosselet Laurent, Assistent

Vertragspersonal

Denis Nathalie, Graduerter

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 1999, durch den Personalmitglieder der Wallonischen Region von der «Société wallonne du Logement» übernommen werden, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 6. Mai 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft,
dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C - 99/27455]

6 MEI 1999. — Besluit van de Waalse Regering houdende overplaatsing van personeelsleden van het Waalse Gewest naar de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij)

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 205;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot vaststelling van de wijze waarop de personeelsleden van het Waalse Gewest overgeplaatst worden naar de « Société wallonne du Logement »;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken, en van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. De in de bijlage bij dit besluit vermelde personeelsleden van het Waalse Gewest worden op eigen verzoek naar de « Société wallonne du Logement » overgeplaatst, waar ze dezelfde hoedanigheid en graad behouden.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1999.

Art. 3. De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken, en de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid, zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

Bijlage

Statutaire personeelsleden

Niveau 1

Sciarra Vincenzo, directeur

Niveau 2+

Cohy Dominique, e.a. gegradueerde

Niveau 2

Capron Jean-Philippe, assistent

Hosselet Laurent, assistent

Contractuele personeelsleden

Denis Nathalie, gegradueerde

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 1999 houdende overplaatsing van personeelsleden van het Waalse Gewest naar de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij)

Namen, 6 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

[99/09664]

Ordre judiciaire

**Commissions de libération conditionnelle
instituées en vertu de l'article 2 de la loi du 18 mars 1998**

Dans les commissions de libération conditionnelle, ont été désignés, conformément à l'article 4 de la loi précitée :

Ressort de la cour d'appel de Gand

Président suppléant :

— M. Desloover, M., juge au tribunal de première instance de Bruges, pour un terme de trois ans prenant cours le 1^{er} juin 1999.

Ressort de la cour d'appel de Liège

Président suppléant :

MM :

— Gérard, D., juge d'instruction au tribunal de première instance de Neufchâteau;

— Robert, Ch., juge au tribunal de première instance de Namur, pour un terme de trois ans prenant cours le 2 juin 1999.

[99/09665]

Ordre judiciaire. — Place vacante

— juge de complément pour le ressort de la cour d'appel de Gand : 1.

Le première désignation de ce juge de complément sera les tribunaux de commerce de Bruges et de Courtrai.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. I, boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/09664]

Rechterlijke Orde

**Commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling
ingesteld ingevolge artikel 2 van de wet van 18 maart 1998**

In de commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling werden aangewezen, overeenkomstig het artikel 4 van voornoemde wet :

Rechtsgebied van het hof van beroep te Gent

Plaatsvervangend voorzitter :

— de heer Desloover, M., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, voor een termijn van drie jaar met ingang van 1 juni 1999.

Rechtsgebied van het hof van beroep te Luik

Plaatsvervangend voorzitter :

De heren :

— Gérard, D., onderzoeksrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Neufchâteau;

— Robert, Ch., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Namen, voor een termijn van drie jaar met ingang van 2 juni 1999.

[99/09665]

Rechterlijke Orde. — Vacante betrekking

— toegevoegd rechter voor het rechtsgebied van het hof van beroep te Gent : 1.

De eerste aanwijzing van deze toegevoegd rechter zal de rechtbanken van koophandel te Brugge en te Kortrijk zijn.

De kandidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven aan de heer Minister van Justitie, Directoraal-generaal Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. I, Waterloolaan 115, 1000 Brussel, worden gericht binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

Voor elke kandidatuurstelling dient een afzonderlijk schrijven te worden gericht.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[C - 99/35718]

Aanwijzing van acht preventieadviseurs voor de Interne dienst voor preventie en bescherming op het werk**Vacaturebericht. — Kenmerk 9908/AZF/A01-A08**

Ingevolge de beslissing van de Vlaamse regering van 9 februari 1999 betreffende de interne dienst voor preventie en bescherming op het werk zijn acht betrekkingen van preventieadviseurs te begeben.

Voor deze betrekkingen komen de ambtenaren van rang A1, en de niveaus B, C en D, die in het bezit zijn van een getuigschrift « Veiligheid niveau 1 of minimum 2 » in aanmerking.

De kandidaatstelling dient te worden gericht aan :

de heer voorzitter van het College van Secretarissen-generaal

p/a departement Algemene Zaken en Financiën

administratie Ambtenarenzaken

afdeling Wervingen en Personeelsbewegingen

t.a.v. Mevr. Annie D'Hondt

Boudewijnlaan 30

1000 Brussel.

Nadere informatie kan worden ingewonnen bij Mevr. A. D'Hondt op het nummer 02/553 51 29 of de heer R. Van Campenhout, preventieadviseur-coördinator, op het nummer 02/553 49 54.

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS

WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN

—
Faculté des sciences
—

Le recteur de l'Université Catholique de Louvain fait savoir que Mme Hanane Cherif défendra publiquement sa dissertation pour l'obtention du grade de docteur en sciences le lundi 21 juin 1999, à 16 heures, local Sud 01, bâtiment auditoires Sud, place Croix du Sud, à Louvain-la-Neuve.

Titre de la dissertation : « Maternal protein restricted diet alters fetal insulin secretion : effects of taurine supplementation », et une thèse annexe. (19447)

Le recteur de l'Université Catholique de Louvain fait savoir que M. Pascal Carlier défendra publiquement sa dissertation pour l'obtention du grade de docteur en sciences le lundi 21 juin 1999, à 16 h 30 m, local Lavo 51, bâtiment Lavoisier, place Louis Pasteur 1, à Louvain-la-Neuve.

Titre de la dissertation : « Développement de nouveaux organosilylés chiraux de symétrie C_2 », et une thèse annexe. (19448)

Le recteur de l'Université Catholique de Louvain fait savoir que Mme Thérèse Gilbert défendra publiquement sa dissertation pour l'obtention du grade de docteur en sciences le lundi 21 juin 1999, à 15 heures, local auditoire Charles de la Vallée Poussin, bâtiment M. de Hemptinne, à Louvain-la-Neuve.

Titre de la dissertation : « Evolution des concepts d'infini et de continu, de la pensée commune aux mathématiques », et une thèse annexe. (19455)

Le recteur de l'Université Catholique de Louvain fait savoir que M. Christophe Boone défendra publiquement sa dissertation pour l'obtention du grade de docteur en sciences le mardi 22 juin 1999, à 16 heures, local auditoire Sud 01, bâtiment auditoires Sud, place Croix du Sud, à Louvain-la-Neuve.

Titre de la dissertation : « Porcine adipose conversion *in vitro* : regulation by extracellular and intracellular factors », et une thèse annexe. (19456)

Le recteur de l'Université Catholique de Louvain fait savoir que Mlle Ingrid Dejaiffe défendra publiquement sa dissertation pour l'obtention du grade de docteur en sciences le jeudi 24 juin 1999, à 16 heures, local auditoire Charles de la Vallée Poussin, bâtiment M. de Hemptinne, à Louvain-la-Neuve.

Titre de la dissertation : « Somme d'algèbres simples à involution : propriétés et applications », et une thèse annexe. (19457)

Le recteur de l'Université Catholique de Louvain fait savoir que Mlle Eriko Terao défendra publiquement sa dissertation pour l'obtention du grade de docteur en sciences le jeudi 24 juin 1999, à 16 heures, local auditoire Sud 01, bâtiment auditoires Sud, place Croix du Sud, à Louvain-la-Neuve.

Titre de la dissertation : « Peripheral Nerve Regeneration in Streptozotocin-diabetic rats. Nerve Regeneration Chamber and Peripheral expression as tools to analyse regeneration deficits », et une thèse annexe. (19458)

Le recteur de l'Université Catholique de Louvain fait savoir que M. Raphaël Lefevère défendra publiquement sa dissertation pour l'obtention du grade de docteur en sciences le lundi 28 juin 1999, à 15 heures, local auditoire Charles de la Vallée Poussin, bâtiment M. de Hemptinne, à Louvain-la-Neuve.

Titre de la dissertation : « Sur l'articulation des méthodes du Groupe de Renormalisation et du formalisme des états d'équilibre », et une thèse annexe. (19473)

Le recteur de l'Université Catholique de Louvain fait savoir que M. Benoît Mertens défendra publiquement sa dissertation pour l'obtention du grade de docteur en sciences le mardi 29 juin 1999, à 15 heures, local a 106, bâtiment Mercator, place Louis Pasteur 3, à Louvain-la-Neuve.

Titre de la dissertation : « Spatial modelling of diverse deforestation processes », et une thèse annexe. (19459)

Le recteur de l'Université Catholique de Louvain fait savoir que M. Mohammed Bajji défendra publiquement sa dissertation pour l'obtention du grade de docteur en sciences le lundi 5 juillet 1999, à 16 heures, local Sud 01, bâtiment auditoires Sud, place Croix du Sud, à Louvain-la-Neuve.

Titre de la dissertation : « Etude des mécanismes de résistance au stress hydrique chez le blé dur (*Triticum durum* Desf.) : caractérisation de cultivars différant par leur niveau de résistance à la sécheresse et de variants somaclonaux sélectionnés *in vitro* », et une thèse annexe. (19460)

KATHOLIEKE UNIVERSITEIT LEUVEN

Vacante mandaten van assisterend en bijzonder academisch personeel voor het academiejaar 1999-2000, 3e lijst.

<http://www.kuleuven.ac.be/vacatures>

De rector van de K.U.Leuven maakt bekend dat de onderstaande mandaten vacant worden gesteld.

Als u wil solliciteren voor één van deze functies, dient u hiervoor C3-formulieren te gebruiken. Deze kan u aanvragen op de dienst academisch personeel, Krakenstraat 3, 3000 Leuven, (016)32 40 88 of op het administratief secretariaat van de faculteit.

Deze formulieren, één exemplaar per kenmerk, moeten vóór 24 juni 1999 teruggestuurd worden naar de rector, per adres : dienst academisch personeel, Krakenstraat 3, 3000 Leuven.

Als u zich voor meer dan één mandaat kandidaat stelt, dient u een lijst bij te voegen waarin u de vacatures waarvoor u solliciteert in volgorde van voorkeur klasseert. Deze lijst wordt enkel aan de decaan van de faculteit bezorgd.

Alleen kandidaten die zich tijdens hun universitaire studies hebben onderscheiden komen in aanmerking.

Ook studenten die dit academiejaar hun universitaire studies beëindigen, kunnen solliciteren.

Faculteit rechtsgeleerdheid

Kenmerk : 2000/03 - 12.11.16/12009

Functie : 50 % assistent, afdeling arbeids- en sociale zekerheidsrecht, vanaf 1 oktober 1999 voor twee jaar (hernieuwbaar).

Diploma : lic. rechten.

Opdracht : assistentie bij seminaries en werkcolleges sociale zekerheid, onderzoek in de sector van de sociale zekerheid en assistentie bij de organisatie van wetenschappelijke bijeenkomsten en studiedagen in dezelfde sector.

Faculteit economische en toegepaste economische wetenschappen

Kenmerk : 2000/03 - 13.11.00/11754

Functie : voltijds assistent, departement economie, vanaf 1 oktober 1999 voor twee jaar (hernieuwbaar).

Diploma : lic. economische wetenschappen, Master of Science in Economics.

Opdracht : assistentie bij onderwijs en onderzoek in het LICOS en in de werkgroep macro-monetaire economie en informatie-economie; hulp bij begeleiden van eindverhandelingen in deze richting; supervisie bij examens.

Kenmerk : 2000/03 - 13.12.00/11647.

Functie : voltijds assistent (of twee halftijdse functies), departement toegepaste economische wetenschappen, vanaf 15 juli 1999 voor twee jaar (hernieuwbaar).

Diploma : GGS actuariële wetenschappen, GAS informatica/toegepaste informatica.

Opdracht : assistentie verlenen bij onderwijs en onderzoek in de richting actuariële wetenschappen; hulp bij begeleiden van eindverhandelingen in deze richting; supervisie van examens; waarnemen van ombudsfuncties.

Kenmerk : 2000/03 - 13.12.00/10866.

Functie : 50 % assistent, Monitoraat, vanaf ± 1 juli 1999 voor twee jaar (hernieuwbaar).

Diploma : lic. EW/TEW, handelsingenieur, handelsingenieur in beleidsinformatica.

Opdracht : assistentie en studiebegeleiding bij colleges Economie; medewerking aan het monitoraat economie van de faculteit; assistentie voor oefeningen boekhouden en financiële analyse bij de colleges Bedrijfseconomie en Beginselen van boekhouding; supervisie van examens; waarnemen van ombudsfuncties.

Kenmerk : 2000/03 - 13.61.00/11516

Functie : voltijds assistent, Monitoraat, vanaf 1 oktober 1999 voor twee jaar (hernieuwbaar).

Diploma : lic. EW/TEW, handelsingenieur, handelsingenieur in beleidsinformatica.

Opdracht : begeleiden van studenten 1e kand. bij het monitoraat Boekhouden; supervisie van examens; waarnemen van ombudsfuncties; hulp bij begeleiden van eindverhandelingen; onderzoeksopdrachten.

Kenmerk : 2000/03 - 13.61.00/12122

Functie : voltijds assistent (of deeltijds - af te spreken met de coördinator), Monitoraat, vanaf 1 september 1999 voor twee jaar (hernieuwbaar).

Diploma : lic. EW/TEW, handelsingenieur, handelsingenieur in beleidsinformatica, lic. informatica, burgerlijk ingenieur computerwetenschappen.

Opdracht : begeleiden van studenten 1e kand. bij het monitoraat informatica, supervisie van examens; waarnemen van ombudsfuncties; hulp bij begeleiden van eindverhandelingen; onderzoeksopdrachten.

Kenmerk : 2000/03 - 30.10.50/12250, 30.10.10/12606

Functie : voltijds assistent, Subfaculteiten toegepaste economische wetenschappen en rechtsgeleerdheid KULAK, vanaf 1 oktober 1999 voor twee jaar (hernieuwbaar).

Diploma : lic. EW/TEW, handelsingenieur, handelsingenieur in de beleidsinformatica.

Opdracht : werkcolleges en monitoraat Algemene Economie in 1e kand. TEW Kulak (in samenwerkingsverband met K.U.Leuven-UFSIA); monitoraten Algemene Economie in 1e kand. Rechten Kulak.

Kenmerk : 2000/03 - 30.10.50/12605

Functie : 50 % assistent, Subfaculteit toegepaste economische wetenschappen Kulak, vanaf 1 oktober 1999 voor twee jaar (hernieuwbaar).

Diploma : lic. EW/TEW, handelsingenieur, handelsingenieur in de beleidsinformatica.

Opdracht : werkcolleges Micro- en Macro-economie in 2e kand. TEW Kulak (in samenwerkingsverband met K.U.Leuven-UFSIA).

Hoger Instituut voor Wijsbegeerte.

Kenmerk : 2000/03 - 17.10.14/00014 - 000I-project nr. 00/99/05.

Functie : voltijds wetenschappelijk medewerker, De Wulf-Mansioncentrum voor Antieke en Middeleeuwse Wijsbegeerte, vanaf 1 september 1999 tot 31 augustus 2000

Diploma : lic. wijsbegeerte; diploma ALO (geaggregeerde HSO, wijsbegeerte); belangstelling filosofie-onderwijs.

Opdracht : ontwikkelen van onderwijsmateriaal (teksten bewerken, vragen en opdrachten uitwerken) in het kader van « Begeleide zelfstudie » en in aansluiting bij een eenvormige cursustekst « fundamentele wijsbegeerte », met behulp waarvan de docent samen met de studenten de cursusstof anders kan aanpakken en verder uitdiepen.

Faculteit toegepaste wetenschappen

Kenmerk : 2000/03 - 24.13.10/11926.

Functie : voltijds assistent, afdeling chemische proceskunde, vanaf 1 september 1999 voor twee jaar (hernieuwbaar).

Diploma : burgerlijk ingenieur scheikunde.

Opdracht : didactische taken op het gebied van chemische proceskunde; begeleiding van ontwerpberoeeningen en eindwerken op het gebied van chemische ingenieurstechnieken; onderzoek op het gebied van chemische processtechnieken.

Kenmerk : 2000/03 - 24.16.10/11410, 11735.

Functie : twee functies van voltijds assistent, afdeling informatica, vanaf 1 september 1999 voor twee jaar (hernieuwbaar).

Diploma : burgerlijk ingenieur computerwetenschappen, lic. informatica.

Opdracht : verzorgen van oefeningen en practica in de kandidaturen ingenieur en informatica + de technische jaren burgerlijk ingenieur computerwetenschappen en lic. informatica; verrichten van onderzoek in een van de onderzoeksgroepen van de afdeling informatica.

Faculteit farmaceutische wetenschappen

Kenmerk : 2000/03 - 41.10.13/00015 - FLOF nr. 10810.

Functie : voltijds bursaal, Laboratorium voor Analytische Chemie en Medicinale Fysicochemie, vanaf 1 september 1999 voor 1 jaar.

Diploma : apotheker, bio-ingenieur in de cel- en genbiotechnologie of in de scheikunde; lic. biochemie.

Opdracht : voorbereiding, begeleiding en optimalisering van de praktische oefeningen in de analytische chemie (1e jaar apotheker); verbetering van de verslagen; hulp bij begeleiding bij seminars en eindwerken (2e en 3e jaar apotheker); navorsing en promotie-onderzoek over de kristalstructuuranalyse en 3-D modellering van een farmacotherapeutisch relevant proteïne en/of zijn receptor-ligand complex.

Kenmerk : 2000/03 - 41.10.15/00016 - FLOF nr. 10811.

Functie : voltijds bursaal, Laboratorium voor Toxicologie en Bromatologie, vanaf 1 oktober 1999 voor 1 jaar.

Diploma : apotheker, bio-ingenieur.

Opdracht : experimenteel onderzoek : interacties tussen natuurlijke of recombinante peptide toxines en membraangebonden receptoren, met inbegrip van chromatografische, moleculair biologische, elektrofysiologische technieken.

Kenmerk : 2000/03 - 41.10.16/00017 - FLOF nr. 11748.

Functie : voltijds bursaal, Laboratorium voor Farmaceutische Chemie en Analyse van Geneesmiddelen, vanaf 1 oktober 1999 voor 1 jaar.

Diploma : apotheker.

Opdracht : onderzoek in het domein van de capillaire elektroforese; hulp bij begeleiding practicum Organische Farmaceutische Scheikunde en Analyse van de geneesmiddelen.

Onderwijsbeleid

Kenmerk : 2000/03 - 53.50.00/00018 - kredieten OOI.

Functie : voltijds wetenschappelijk medewerker, Dienst Universitair Onderwijs (DUO), vanaf 16 augustus 1999 voor 1 jaar (evt. hernieuwbaar tot 30 september 2002).

Diploma : universitair diploma met grondige onderwijskundige en mediakundige kennis.

Opdracht : medewerking aan het uitbouwen en realiseren van de ondersteuning van ICT-projecten. De ondersteuning houdt in : het construeren van tools ter ondersteuning van het ontwerpen en ontwikkelen van onderwijsgerichte ICT-toepassingen, het participeren en adviseren van concrete ICT-projecten met name voor wat betreft de onderwijskundige evaluatie ervan, het actief deelnemen aan en verzorgen van opleiding. Opleiding in onderwijskundig verantwoord gebruik en ontwikkelen van ICT wordt voorzien.

Kenmerk : 2000/03 - 53.50.00/00019 - kredieten OOI.

Functie : voltijds wetenschappelijk medewerker, Dienst Universitair Onderwijs (DUO), vanaf 16 augustus 1999 voor 1 jaar (evt. hernieuwbaar tot 30 september 2002).

Diploma : universitair informaticus (i.e. lic. informatica of burgerlijk ingenieur computerwetenschappen) of een ander universitair diploma met aantoonbare grondige expertise in software engineering (door ervaring, extra opleiding, enz.).

Opdracht : zie vorig mandaat.

Kenmerk : 2000/03 - 53.50.00/00020 - OOI nr. 98/26 - STIHO.

Functie : voltijds wetenschappelijk medewerker, Dienst Universitair Onderwijs (DUO), vanaf 16 augustus 1999 tot 30 september 2000.

Diploma : universitair informaticus (i.e. lic. informatica of burgerlijk ingenieur computerwetenschappen) of een ander universitair diploma met aantoonbare grondige expertise in software engineering (door ervaring, extra opleiding, enz.).

Opdracht : zie vorig mandaat. (19461)

UNIVERSITE DE LIEGE

—

Faculté des sciences

—

Doctorats en sciences

M. Bernard Piret, licencié en biochimie, présentera le mercredi 30 juin 1999, à 10 heures, à l'auditoire 204, amphithéâtres de l'Europe, bâtiment B4, au Sart-Tilman, l'examen en vue de l'obtention du grade académique de docteur en sciences.

Cette épreuve consistera en la défense publique d'une dissertation intitulée : « Activation of the transcription factor NF- κ B by topoisomerase poisons : mechanisms and consequences ». (19462)

—

M. Michaël Ovidio, licencié en sciences zoologiques, présentera le jeudi 1^{er} juillet 1999, à 16 heures, à l'Institut de Zoologie, petite salle des travaux pratiques, quai Van Beneden 22, à Liège, l'examen en vue de l'obtention du grade académique de docteur en sciences.

Cette épreuve consistera en la défense publique d'une dissertation intitulée : « Tactiques et stratégies individuelles d'utilisation spatio-temporelle de l'habitat et des ressources alimentaires chez la truite commune (*Salmo trutta* L.) : étude par radio-pistage dans l'Aisne et l'Ourthe ». (19463)

**Loi du 29 mars 1962 (articles 9 et 21)
Wet van 29 maart 1962 (artikelen 9 en 21)**

—

Gemeente Heist-op-den-Berg

—

Wijziging bijzonder plan van aanleg — Bericht van onderzoek

In toepassing van artikel 19 van het gecoördineerde decreet inzake ruimtelijke ordening brengt het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Heist-op-den-Berg ter kennis van het publiek, dat de gemeenteraad in zitting van 8 juni 1999 de wijziging van het bijzonder plan van aanleg « Hof van Riemen » voorlopig heeft vastgesteld.

Het ontwerpplan ligt elke werkdag ter inzage van de bevolking vanaf 14 juni 1999 tot en met 14 augustus 1999 op het gemeentehuis, dienst ruimtelijke ordening, Kerkplein 17, te Heist-op-den-Berg, van 9 tot 12 uur.

Bezwaren of opmerkingen aangaande het voorstel tot wijziging moeten schriftelijk worden ingediend bij het college van burgemeester en schepenen vóór 15 augustus 1999.

Heist-op-den-Berg, 8 juni 1999. (18066)

Gemeente Hoeselt

—

Bijzonder plan van aanleg — Bericht van onderzoek

Het schepencollege van de gemeente Hoeselt meldt dat er een openbaar onderzoek ingesteld wordt aangaande de voorlopige goedkeuring door de gemeenteraad, in zitting van 27 mei 1999, van het bijzonder plan van aanleg « Oude Nederbaan ».

Het volledig dossier met alle nuttige inlichtingen terzake ligt ter inzage op het gemeentehuis, dienst I.R.O.L., alle werkdagen tijdens de kantooruren, vanaf 14 juni tot en met 16 juli 1999.

Tijdens deze termijn kan men schriftelijk zijn bezwaren richten tot het college van burgemeester en schepenen, Dorpsstraat 17, te Hoeselt. Het openbaar onderzoek zal gesloten worden op maandag 19 juli 1999, om 19 u. 30 m., tijdens een openbare vergadering van het college. (18067)

Annonces – Aankondigingen

SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

Verbeterend bericht

In het *Belgisch Staatsblad* van 4 juni 1999, blz. 20765, dient de titel van de aankondiging nr. 16993 als volgt gelezen te worden :

Sucrierie et Raffinerie de l'Afrique centrale,
« S.A. Sucraf N.V. », *naamloze vennootschap*,

Maatschappelijke zetel :
Generaal Lemanstraat 74, 2600 Antwerpen

H.R. Antwerpen 134945

(17827)

Avis rectificatif

Au *Moniteur belge* du 13 mai 1999, à l'annonce 12429, p. 16547, il y a lieu de lire : « Aristimmo ». (17828)

Avis rectificatif

Au *Moniteur belge* du 13 mai 1999, à l'annonce 12266, p. 16538, il y a lieu de lire : « World Trade Car Center ». (17829)

Transimmo, société anonyme,
rue de Suisse 15, 1060 Bruxelles

R.C. Bruxelles 558994 – T.V.A. 447.113.679

L'assemblée générale ordinaire qui se réunira au siège social le 19 juin 1999, à 10 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers.

Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (17830)

Contrôle industriel belge, société anonyme,
avenue des Croix de Guerre 126/12, 1020 Laeken

R.C. Bruxelles 626078 – T.V.A. 463.529.247

Le quorum n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée du 18 mai 1999, une seconde assemblée se réunira le 19 juin 1999, à 11 heures, au siège social.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Démission et nomination.

Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (17831)

Grager, société anonyme,
rue Middelbourg 64, 1170 Bruxelles

R.C. Bruxelles 565853 — NN 448.972.220

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 19 juin 1999, à 13 heures.

Ordre du jour :

1. Examen et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998 y compris l'affectation des résultats.
2. Décharge à donner aux administrateurs.
3. Nominations statutaires. (17832)

Immo-Hasse, société anonyme,
rue de la Hasse 3, 4950 Faymonville

R.C. Verviers 60225

Une seconde assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 18 juin 1999, à 18 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (17833)

Alupar, société anonyme, à 7334 Hautrage

Assemblée générale ordinaire, le 19 juin 1999, à 11 heures, au siège social, rue de Villerot 2, à 7334 Hautrage. — Ordre du jour : 1. Rapport des administrateurs. 2. Approbation des comptes sociaux. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (17834)

« ... & Nous », société anonyme,
avenue des Tilleuls 63, 1180 Bruxelles

R.C. Bruxelles 512049 – T.V.A. 435.822.483

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 19 juin 1999, à 10 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (17835)

Ent. générale de Menuiserie Emille Deswez,
société anonyme,
rue de Villerot 1, 7334 Hautrage

Assemblée générale ordinaire des actionnaires le 19 juin 1999, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport des administrateurs. 2. Approbation des comptes sociaux. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. (17836)

**E. Fayt-Carlier, société anonyme,
rue des Déportés 24, à 6120 Jamioulx**

R.C. Charleroi 133601

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 19 juin 1999, à 9 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Démissions et nominations administrateurs. 6. Divers. (17837)

**« S.A. Broyeurs Soudron-Sacré », société anonyme,
rue de l'Yser 365, 4430 Ans**

R.C. Liège 21865 – T.V.A. 404.442.587

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 19 juin 1999, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Approbation de la date de l'assemblée générale ordinaire. 2. Lecture du rapport de gestion du conseil d'administration ainsi que des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Adoption des rapports et des comptes annuels tels que présenté par le conseil d'administration, affectation des résultats de l'exercice. 4. Décharge aux administrateurs. (17838)

**Belle Rive, société anonyme,
clos Belle Rive 7, 7520 Ramegnies-Chin**

R.C. Tournai 74852 — NN 447.127.438

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 19 juin 1999, à 15 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (17839)

**Baticonfort-Services, société anonyme,
rue des Hamendes 87-00-3, à 6040 Jumet**

R.C. Charleroi 138470

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 19 juin 1999, à 17 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport des administrateurs. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Reconduction mandat administrateurs. 6. Divers. Pour y assister, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (17840)

**D.H.R., société anonyme,
rue du Sillon 142, 1070 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 429449 — T.V.A. 420.855.581

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 19 juin 1999, à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels et du compte de résultats exercice 1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Renouvellement des mandats pour une durée de 6 ans de MM. Alain D'Hondt et Jean-Marc D'Hondt. 6. Démission de l'administrateur M. Roger D'Hondt depuis le 28 février 1999 et nomination de la S.A. Ander Immo sise chaussée de Saint-Job 638, à 1180 Uccle comme nouvel administrateur. Dépôt des titres cinq jours francs avant l'assemblée, au siège social. (17841)

Delgimmo, société anonyme, 1420 Braine-l'Alleud

R.C. Nivelles 73480 — T.V.A. 449.787.614

Assemblée générale annuelle du 15 juin 1999, à 19 heures, au siège social de la société, chaussée d'Alseberg 189, à 1420 Braine-l'Alleud. Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998. 2. Affectation du résultat. 3. Décharge à donner aux administrateurs. 4. Reconduction des mandats des administrateurs. 5. Fixation des émoluments des administrateurs. 6. Divers.

Dépôt des titres : au siège social. (17842)

L'Union des Assurés du Benelux, société anonyme, à 6040 Jumet

R.C. Charleroi 126506

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 19 juin 1999, à 18 heures, au siège social, rue des Hamendes 87, à 6040 Jumet. — Ordre du jour : 1. Rapport des administrateurs. 2. Approbation du bilan et du compte de résultats. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Reconduction des mandats d'administrateurs. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer à l'article 16 des statuts. (17843)

**Mecanoutil, Ateliers de Constructions mécaniques et Outillage,
société anonyme,
rue Arthur Trigaux 8, à 7170 Fayt-lez-Manager**

Assemblée générale ordinaire du 19 juin 1999, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : Rapports (articles 60 et 77 L.C.S.C.). Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998. Affectation du résultat. Décharge aux administrateurs. Divers. Se conformer aux statuts. (17844)

**Le Fournil de Michel, société anonyme,
rue Maghin 57, 4000 Liège**

R.C. Liège 168186 — T.V.A. 437.194.935

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 19 juin 1999, à 16 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Dépôt des titres, se conformer aux statuts. (17845)

**Le Burenville, société anonyme,
place des Guillemins 19, 4000 Liège**

R.C. Liège 179373 — T.V.A. 445.213.073

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale qui se tiendra au siège social de la société, le 19 juin 1999, à 20 heures.

Ordre du jour :

- a) Lecture du rapport de gestion.
- b) Discussion des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998.
- c) Approbation des comptes annuels.
- d) Décharge des administrateurs.
- e) Divers. (17846)

**Jumaro, société anonyme,
chaussée de Louvain 30, 1300 Wavre**

Registre des sociétés civiles
ayant emprunté la forme commerciale, Nivelles, n° 77
T.V.A. 430.440.567

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 19 juin 1999, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Approbation des comptes annuels.
2. Affectation des résultats.
3. Décharge aux administrateurs.
4. Divers. (17847)

**Institut des Langues et de la Communication,
en abrégé : « I.L.C. », société anonyme,
avenue du Château 16, 4900 Spa**

R.C. Verviers 65094 – T.V.A. 450.688.823

Assemblée générale annuelle le 19 juin 1999, à 11 heures, au siège social.

Ordre du jour : Rapport de gestion. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. Affectation du résultat. Décharge légales. Nominations. Dépôt des titres cinq jours francs avant l'assemblée, au siège social. (17848)

**Guy Haussa, société anonyme,
rue Sauvenière 3, 4530 Warnant-Dreye**

R.C. Huy 31292 – T.V.A. 422.319.687

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 19 juin 1999, à 18 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. Se conformer aux statuts. (17849)

**Frapimmo, société anonyme,
rue Mazy 111, 5100 Jambes**

R.C. Namur 60771

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 19 juin 1999, à 19 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration.
2. Lecture et approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers. (17850)

**Fipart, société anonyme,
rue Pont Léopold 1, 4800 Verviers**

R.C. Verviers 64784 — NN 449.792.562

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale qui se tiendra le 19 juin 1999, au siège social, à 10 heures, avec l'ordre du jour : 1. Exposé et approbation des comptes arrêtés au 31 décembre 1998. 2. Lecture du rapport de gestion du conseil d'administration. 3. Décharge aux administrateurs du chef de leur gestion pour l'exercice écoulé. 4. Affectation des résultats. 5. Nominations statutaires. 6. Divers. (17851)

**Field, société anonyme,
avenue des Archères 15, bte 1, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 450576 – T.V.A. 424.109.536

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 19 juin 1999, à 10 h 30 m, au siège social.

Ordre du jour :

1. Rapport des administrateurs. 2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Elections statutaires. 6. Divers. (17852)

**Fibres textiles du Bilemont,
société anonyme, en liquidation,
rue du Bilemont 24, 7700 Mouscron**

R.C. Tournai 50890 – T.V.A. 401.261.977

Les actionnaires de la société sont invités à assister à l'assemblée générale qui se tiendra au siège de la société, le samedi 19 juin 1999, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Lecture du rapport du liquidateur.
2. Présentation des comptes annuels clôturés au 30 décembre 1998.
3. Divers.

Les actionnaires sont priés de se conformer aux statuts. (17853)

**Autobedrijf L. Thys-Mol, naamloze vennootschap,
Borgerhoutsedijk 55, 2400 Mol**

H.R. Turnhout 57115 – BTW 430.177.083

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 19 juni 1999, te 15 uur. — Agenda : Verslag bestuurders en commissaris-revisor. Bestemming resultaat. Goedkeuring jaarrekening. Kwijting van bestuur aan bestuurders en aan commissaris-revisor. Eventuele ontslagen en statutaire benoemingen. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (17854)

**Autobedrijf L. Thys, naamloze vennootschap,
Rodekruisstraat 15, 2260 Westerlo**

H.R. Turnhout 44427 – BTW 418.677.437

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 19 juni 1999, te 17 uur. — Agenda : Verslag bestuurders en commissaris-revisor. Bestemming resultaat. Goedkeuring jaarrekening. Kwijting van bestuur aan bestuurders en aan commissaris-revisor. Eventuele ontslagen en statutaire benoemingen. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (17855)

**Audiovisie Goethals, naamloze vennootschap,
Baron Ruzettelaan 233, 8310 Assebroek**

H.R. Brugge 73465 – BTW 444.001.761

Jaarvergadering op de zetel, op zaterdag 19 juni 1999, om 14 uur. — Dagorde : 1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Resultaatsbestemming. 4. Statutaire kwijting. 5. Toepassing art. 103 venn. wet. 6. Varia. (17856)

**Delfi, naamloze vennootschap,
Tillegemstraat 25, 8200 Brugge-2**H.R. Brugge 68178
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering op de maatschappelijke zetel, op 19 juni 1999, te 10 uur. — Agenda : 1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (17857)

**I.C.D. Europe, naamloze vennootschap,
Hasselheidestraat 6, 3040 Ottenburg**BTW 439.767.712
—

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 19 juni 1999, te 10 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten. (17858)

**Vastberg, naamloze vennootschap,
Bloemendaelestraat 38, 8730 Beernem**H.R. Brugge 74532 – BTW 443.876.948
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden te 8730 Beernem, Bloemendaelestraat 38, op zaterdag 19 juni 1999, om 14 uur, met navolgende agenda : 1. Jaarverslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Goedkeuring wedde bestuurders. 5. Kwijting bestuurders. 6. Eventuele ontslagen en benoemingen. 7. Diversen. (17859)

**Edelcolor, naamloze vennootschap,
Wantestraat 10, 8780 Oostrozebeke**H.R. Kortrijk 113824 – BTW 422.584.755
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap, op zaterdag 19 juni 1999, om 10 uur, met navolgende agenda :

1. Jaarverslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Goedkeuring wedde bestuurders. 5. Kwijting bestuurders. 6. Eventuele ontslagen en benoemingen. 7. Varia. (17860)

**Loromax, naamloze vennootschap,
Heldenplein 14, 3945 Ham**H.R. Hasselt 92221 – BTW 457.730.627
—

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 19 juni 1999, te 20 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (17861)

**Carlens, naamloze vennootschap,
Nieuwlandlaan 21, 3200 Aarschot**H.R. Leuven 37359 – BTW 405.592.236
—

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 19 juni 1999, te 11 uur in de voormiddag. — Dagorde : 1. Verslag van bestuurders. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Ontlasting aan bestuurders. Handelen volgens art. 26 van de statuten. (17862)

**Dim, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
Oostmeersdreef 91, 9800 Deinze**Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Gent, nr. 111
—

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 19 juni 1999, te 15 uur. — Dagorde : Jaarverslag. Goedkeuring van de jaarrekening. Bestemming van het resultaat. Kwijting aan bestuurders. Varia. (17863)

**Duijck Invest, naamloze vennootschap,
Lichterveldsestraat 84, 8851 Koolskamp**H.R. Brugge 67782
—

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 19 juni 1999, te 14 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de bestuurders.
2. Goedkeuring der jaarrekening.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Ontlasting aan de bestuurders.
5. Varia.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar artikel 23 der statuten. (17864)

**Vervaco, naamloze vennootschap,
Grote Leiestraat 117, te 8570 Anzegem**H.R. Kortrijk 116990 – BTW 435.985.405
—

Jaarvergadering op 19 juni 1999, om 18 uur, ten zetel van de vennootschap. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Lezing van de jaarrekening. 3. Goedkeuring van voornoemde stukken. 4. Kwijting aan de raad van bestuur. 5. Aanwending resultaat. 6. Allerlei. (17865)

**Vervimmo, naamloze vennootschap,
Grote Leiestraat 117, te 8570 Anzegem**H.R. Kortrijk 116989
—

Jaarvergadering op 19 juni 1999, om 16 uur, op de zetel van de vennootschap. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Lezing van de jaarrekening. 3. Goedkeuring van voornoemde stukken. 4. Kwijting aan de raad van bestuur. 5. Aanwending van het resultaat. 6. Allerlei. (17866)

**Voltex, naamloze vennootschap,
Keibergstraat 82, 8820 Torhout**

H.R. Brugge 48994 – BTW 448.401.405

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 19 juni 1999, te 14 uur. — Dagorde: 1. Verslag van bestuurders. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten. (17867)

**Werkhuizen Moerman, naamloze vennootschap,
Leynseelstraat 82, 8580 Avelgem**

H.R. Kortrijk 104455 – BTW 424.911.072

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 19 juni 1999, te 9 uur. — Dagorde: 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Aanwending resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten. (17868)

**Moons, naamloze vennootschap,
Jokeven 1, 2370 Arendonk**

H.R. Turnhout 56241 – BTW 429.233.413

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 19 juni 1999, te 10 uur.

Dagorde:

1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring der jaarrekeningen. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Varia. (17869)

**Roussel Invest, naamloze vennootschap,
Wervikstraat 200, 8930 Menen**

H.R. Kortrijk 88498 – BTW 413.635.912

De jaarvergadering zal gehouden worden op 19 juni 1999, om 10 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde: 1. Verslag bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Aanwending resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Om tot de vergadering te worden toegelaten moeten de aandeelhouders hun aandelen deponeren op de zetel van de vennootschap uiterlijk vijf dagen vóór de algemene vergadering. (17870)

**Roussel, naamloze vennootschap,
Wervikstraat 200, 8930 Menen**

H.R. Kortrijk 82042 – BTW 406.804.043

De jaarvergadering zal gehouden worden op 19 juni 1999, om 11 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde: 1. Verslag bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Aanwending resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Om tot de vergadering te worden toegelaten moeten de aandeelhouders hun aandelen deponeren op de zetel van de vennootschap uiterlijk vijf dagen vóór de algemene vergadering. (17871)

**Immo CL, naamloze vennootschap,
Nieuwlandlaan 21, 3200 Aarschot**

H.R. Leuven 65460

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 19 juni 1999, te 10 uur. — Dagorde: 1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Ontlasting aan bestuurders. (17872)

**Imclar, naamloze vennootschap,
H. Consciencestraat 32/6, 8800 Roeselare**

H.R. Brugge 64857

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 19 juni 1999, te 11 uur.

Dagorde: 1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring der jaarrekeningen op 31 december 1998. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Ontlasting aan de bestuurders. 5. Bezoldiging bestuurders. 6. Varia.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf volle dagen vóór de bijeenkomst. (17873)

**Garage Carenza, naamloze vennootschap,
Grote Steenweg 2, 2440 Geel**

H.R. Turnhout 86580 – BTW 452.734.335

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 19 juni 1999, te 14 uur. — Dagorde: 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de bepalingen van de statuten. (17874)

**Franssen, naamloze vennootschap,
Kneippstraat 170, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 76319

De jaarvergadering zal gehouden worden op 19 juni 1999, te 17 uur, op de zetel. — Agenda: 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Decharge te verlenen aan de bestuurders. 5. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (17875)

**Vlaamse Distributie Maatschappij,
in het kort: « V.D.M. », naamloze vennootschap,
Van Laetestraat 4, 9820 Merelbeke**

H.R. Gent 142232 – BTW 427.968.453

Gewone algemene vergadering op 28 juni 1999, om 17 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde: 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Ontlasting te verlenen aan de bestuurders. 5. Statutaire benoemingen. 6. Diversen. Om toegelaten te worden tot de vergadering zich schikken naar de statuten. (17876)

**Fremoluc, naamloze vennootschap,
Arnaud Fraiteurlaan 28, 1050 Brussel**

H.R. Brussel 557668 – BTW 446.881.176

Jaarvergadering op dinsdag 29 juni 1999, om 17 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde: 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Decharge aan de bestuurders. 5. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (17877)

**Balda, naamloze vennootschap,
Beukenlaan 15, 3001 Leuven (Heverlee)**

H.R. Leuven 57482 – BTW 420.439.075

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op dinsdag 29 juni 1999, om 15 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 2. Aanwending van het resultaat. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Benoeming bestuurders. 5. Diversen. Zich schikken naar de statuten voor neerlegging van de aandelen. (17878)

**Vegavent, naamloze vennootschap,
Lenneke Marelaan 16, bus 51, 1932 Sint-Stevens-Woluwe**

H.R. Brussel 508810 – BTW 431.900.616

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 19 juni 1999, te 17 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening-winstverdeling. 3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 4. Statutaire benoemingen. 5. Voortzetting van de activiteiten art. 103 G.W.H.V. 6. Diversen. De aandeelhouders dienen zich te houden aan de statuten. (17879)

**Medithera, société anonyme,
avenue de Mérode 36, 1330 Rixensart**

R.C. Nivelles 60033 — NN 429.134.433

Assemblée générale ordinaire le 18 juin 1999, à 19 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation du report de la date d'assemblée. 2. Rapport de gestion et du commissaire. 3. Approbation des comptes annuels et comptes des résultats. 4. Affectation des résultats. 5. Décharge aux administrateurs et commissaire. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (17880)

**Bomaco, société anonyme,
I.Z. Doornveld 3, Pand 12, 1731 Zellik**

R.C. Bruxelles 196352 – T.V.A. 402.593.748

Assemblée générale ordinaire le lundi 28 juin 1999, à 16 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapports de gestion et du commissaire-réviseur. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Décharge au conseil général et au commissaire-réviseur. 4. Nominations statutaires. Prière de se conformer aux statuts. (17881)

**Bomaco, naamloze vennootschap,
I.Z. Doornveld 3, Pand 12, 1731 Zellik**

H.R. Brussel 196352 – BTW 402.593.748

Algemene vergadering op maandag 28 juni 1999, om 16 uur, op de sociale zetel. — Dagorde : 1. Jaarverslag en verslag van de commissaris-revisor. 2. Goedkeuring der jaarrekeningen. 3. Ontlasting aan de algemene raad en aan de commissaris-revisor. 4. Statutaire benoemingen. Zich schikken volgens de statuten. (17881)

**Les Distributeurs wallons réunis,
en abrégé : « D.W.R. », société anonyme,
rue Sous-la-Ville 1, à 5150 Floriffoux**

R.C. Namur 53517 – T.V.A. 427.912.134

Assemblée générale ordinaire le 28 juin 1999, à 16 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice 1998. 2. Affectation des résultats. 3. Décharge de gestion aux administrateurs. 4. Nominations statutaires. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (17882)

**Office Belge de Diffusion publicitaire,
en abrégé : « O.B.D.P. », société anonyme,
rue Dries 44, à 1190 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 429778 – T.V.A. 420.882.802

Assemblée générale ordinaire le 28 juin 1999, à 17 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice 1998. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge de gestion aux administrateurs. 5. Nominations statutaires. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (17883)

**Distribution d'Imprimés publicitaires sans Adresse,
en abrégé : « Dipsa », société anonyme,
avenue des Ménéstrels 24-26, 1070 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 407226 — T.V.A. 417.518.187

Assemblée générale ordinaire le 28 juin 1999, à 16 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice 1998. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge de gestion aux administrateurs. 5. Nominations statutaires. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (17884)

**M.N.H. Gestion immobilière, société anonyme,
rue Capouillet 15, bte 405, à 1060 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 526860

Assemblée générale ordinaire le 28 juin 1999, à 14 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation du report de la date d'assemblée. 2. Rapport de gestion. 3. Approbation des comptes annuels. 4. Affectation du résultat. 5. Décision lieu, date et montant du coupon n° 3. 6. Décharge aux administrateurs. 7. Nominations statutaires. 8. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (17885)

**Dayco Sacic, société anonyme,
route de Wallonie, à 7011 Ghlin**

R.C. Mons 106531 — T.V.A. 402.642.347

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 29 juin 1999, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Lecture, discussion et explication du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire-réviseur. 2. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 28 février 1999. 3. Affectation du résultat de l'exercice clôturé au 28 février 1999. 4. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. Prière de se conformer à l'article 26 des statuts. Dépôt des titres, au siège social, route de Wallonie, à 7011 Ghlin (Mons). (17886)

**J. Vanhorenbeke & fils, société anonyme,
rue de Hal 104, à 1190 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 270298 — T.V.A. 420.106.505

L'assemblée générale ordinaire du 7 juin 1999, n'ayant pas atteint le quorum requis, une seconde assemblée se réunira le 28 juin 1999, à 17 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et de résultats. 3. Réélection des administrateurs. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Affectation des résultats. 6. Divers. (17887)

Résidence Louise, société anonyme, à BruxellesR.C. Bruxelles 217420
—

Assemblée générale ordinaire le 29 juin 1999, à 15 heures, au siège social, rue Paul Emile Janson 1. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. (17888)

Résidence Livourne, société anonyme, à BruxellesR.C. Bruxelles 217422
—

Assemblée générale ordinaire le 29 juin 1999, à 16 heures, au siège social, rue Paul Emile Janson 1. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. (17889)

Kim Cars, société anonyme, rue au Bois 561-563, 1150 BruxellesR.C. Bruxelles 442300 — T.V.A. 422.745.301
—

L'assemblée générale ordinaire sera tenue le 29 juin 1999, à 18 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Le report de l'assemblée générale à ce jour. 2. Le rapport du conseil. 3. L'approbation des comptes annuels. 4. L'affectation du résultat. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Nominations, démission. 7. Divers. (17890)

Résidence Turin, société anonyme, à BruxellesR.C. Bruxelles 217421
—

Assemblée générale ordinaire le 29 juin 1999, à 15 h 30 m, au siège social, rue Paul Emile Janson 1. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. (17891)

Résidence Saint-Georges, société anonyme, à BruxellesR.C. Bruxelles 214549
—

Assemblée générale ordinaire le 29 juin 1999, à 11 heures, au siège social, rue Saint-Georges 102. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. (17892)

Résidence Chambord, société anonyme, à BruxellesR.C. Bruxelles 215548
—

Assemblée générale ordinaire le 29 juin 1999, à 14 h 30 m, au siège social, avenue Louise 339-341. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. (17893)

Résidence Amédée Lynen, société anonyme, à BruxellesR.C. Bruxelles 214550 — NN 401.985.222
—

Assemblée générale ordinaire le 29 juin 1999, à 10 h 30 m, au siège social, rue Amédée Lynen 1. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. (17894)

Etablissements S. Albert, société anonyme, rue Jakob Smits 39-47, 1070 BruxellesR.C. Bruxelles 496 — T.V.A. 401.864.565
—

Assemblée générale ordinaire le 29 juin 1999, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion et du commissaire-réviseur. 2. Approbation des comptes annuels et comptes de résultats. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs et commissaire-réviseur. 5. Nomination, démission éventuelle. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (17895)

Trebla, société anonyme, rue Jakob Smits 39-47, 1070 BruxellesR.C. Bruxelles 231093 — T.V.A. 401.923.161
—

Assemblée générale ordinaire le 29 juin 1999, à 10 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et comptes de résultats. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations éventuelles. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (17896)

Send & Consorts, société anonyme, boulevard Tirou 24, 6000 CharleroiR.C. Charleroi 142197 — T.V.A. 426.276.297
—

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le 18 juin 1999, à 11 heures, au bureau de Me Serge Dufrene, avocat, rue de Florence 13, à 1000 Bruxelles. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Rapport du commissaire-réviseur. 3. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 4. Affectation du résultat. 5. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 6. Nomination d'administrateurs. (17897)

Ets Evrard Georges et fils, société anonyme, rue Albert I^{er} 124-130, FarciennesR.C. Charleroi 166625 — T.V.A. 440.831.643
—

Assemblée générale ordinaire le 18 juin 1999, à 18 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation du report de la date d'assemblée. 2. Rapport de gestion. 3. Approbation des comptes annuels. 4. Affectation des résultats. 5. Décharge aux membres. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (17898)

Immobilière Beckevort, société civile sous forme de société anonyme, chaussée de Waterloo 757, 1180 BruxellesRegistre des sociétés civiles
ayant emprunté la forme commerciale, Bruxelles, n° 3124
—

Assemblée générale ordinaire le 18 juin 1999, à 18 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation du report de la date d'assemblée. 2. Rapport de gestion. 3. Approbation des comptes annuels. 4. Approbation des comptes de résultats. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Démissions, nominations d'administrateurs. 7. Divers. (17899)

**S.A. Immobilière du Vieux Tilleul, société anonyme,
avenue de la Couronne 37-39, à 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 561096 — T.V.A. 446.981.542

Assemblée générale ordinaire le 28 juin 1999, à 18 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Report de la date d'assemblée générale du 3 juin 1999 au 28 juin 1999. 2. Examen des comptes, des comptes de résultats et du rapport du conseil d'administration. 3. Approbation des comptes présentés. 4. Décharge aux administrateurs pour leur gestion. 5. Affectation des résultats. (17900)

**Société foncière Financière & Financière du Hainaut S.A.,
en abrégé : « S.F.F.H. », société anonyme,
route de Beaumont 36, à 7041 Givry**

R.C. Mons 134725 — T.V.A. 456.999.662

Assemblée générale ordinaire le 23 juin 1999, à 20 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation du report de la date d'assemblée. 2. Rapport de gestion du conseil d'administration. 3. Approbation des comptes annuels. 4. Décharge à donner aux administrateurs. (17901)

**« Terra Montan Steel S.A. Belgium », société anonyme,
avenue Eugène Demolder 76, à 1030 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 570640 — T.V.A. 450.430.386

Assemblée générale ordinaire le 23 juin 1999, à 19 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes au 31 décembre 1998. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Rapport spécial article 103. 5. Décision quant à la poursuite des activités. 6. Nominations statutaires. (17902)

**Grond & Bouwpromotie, naamloze vennootschap,
Sparrenlaan 16, 9080 Lochristi**

BTW 433.954.937

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op zaterdag 19 juni 1999, om 11 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Herbenoeming bestuurders.

Om aan de vergadering deel te nemen worden de aandeelhouders verzocht zich naar de onderrichtingen van de statuten te schikken. (17903)

**Balta, naamloze vennootschap,
Wakkensteenweg 2, 8710 Sint-Baafs-Vijve (Wielsbeke)**

H.R. Kortrijk 73485 — BTW 405.816.623

Gewone algemene vergadering te Sint-Baafs-Vijve, op 19 juni 1999, om 14 uur, op de zetel van de maatschappij.

Agenda :

1. Verslagen van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor i.v.m. de jaarrekening en de geconsolideerde jaarrekening.

2. Goedkeuring van de jaarrekening en de geconsolideerde jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.

3. Bestemming van het resultaat.

4. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor.

5. Ontslag en benoeming bestuurders.

6. Allerlei, rondvraag.

De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar artikel 15 der statuten. (17904)

**Maran Services, société anonyme,
clos des Albatros 11, 1341 Ceroux-Mousty**

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 24 juin 1999, à 14 h 30 m, au siège social.

Ordre du jour :

1. Lecture et discussion des comptes.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998.
3. Décharge aux administrateurs. Le conseil d'administration. (17905)

**Maran Services, société anonyme,
clos des Albatros 11, 1341 Céroux-Mousty**

Jaarvergadering op 24 juni 1999, om 14 u. 30 m., op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Lezing en bespreking van de rekeningen. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Kwijting aan bestuurders. (17905)

De raad van bestuur.

**Transmate, société anonyme,
rue du Coucou 37, 7640 Antoing**

R.C. Tournai 48701

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui, conformément à l'article 20 des statuts, se tiendra le 28 juin 1999, à 11 heures, au siège social de la société, rue du Coucou 37, à 7640 Antoing.

Ordre du jour :

1. Justification de la tenue de l'assemblée générale ordinaire à une date non statutaire.
2. Rapport de gestion sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998.
3. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998.
4. Décharge aux administrateurs en fonction pendant l'exercice 1998. (17906)

**Securex — Association d'Assurance mutuelle — Risques divers,
rue de Genève 4, 1140 Bruxelles**

L'assemblée générale statutaire se tiendra le jeudi 24 juin 1999, à 10 h 30 m, rue de Genève 4, à 1140 Bruxelles, avec l'ordre du jour suivant :

1. Rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale de l'exercice 1998.
2. Rapport du commissaire.
3. Approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 1998.
4. Décharge aux administrateurs de leur gestion et au commissaire de sa mission de contrôle pour l'exercice 1998.
5. Approbation du budget pour l'exercice 1999.
6. Liste des branches pratiquées.
7. Nominations statutaires. (17907)

**Securex
Vereniging voor Onderlinge Verzekering — Allerlei Risico's,
Genèvestraat 4, 1140 Brussel**

De statutaire algemene vergadering zal plaatsvinden op donderdag 24 juni 1999, om 10 u. 30 m., Genèvestraat 4, te 1140 Brussel, met volgende agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur aan de algemene vergadering over het boekjaar 1998.
2. Verslag van de commissaris.
3. Goedkeuring van de jaarrekeningen per 31 december 1998 afgesloten.
4. Decharge aan de bestuurders voor hun bestuur en aan de commissaris voor zijn controleopdracht voor het boekjaar 1998.
5. Goedkeuring van de begroting voor het boekjaar 1999.
6. Lijst van de beoefende takken.
7. Statutaire benoemingen. (17907)

**Securex Vie,
rue de Genève 4, 1140 Bruxelles**

Une assemblée générale statutaire se tiendra le jeudi 24 juin 1999, à 14 h 30 m, rue de Genève 4, à 1140 Bruxelles, avec l'ordre du jour suivant :

1. Rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale pour l'exercice 1998.
2. Rapport de l'actuariat et du collège des commissaires à l'assemblée générale pour l'exercice 1998.
3. Approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 1998.
4. Décharge aux administrateurs de leur gestion et au collège des commissaires pour leur mission de contrôle pour l'exercice 1998.
5. Fixation du taux de la participation bénéficiaire pour l'exercice 1998.
6. Nominations statutaires. (17908)

**Securex Leven,
Genèvestraat 4, 1140 Brussel**

De statutaire algemene vergadering zal plaatsvinden op donderdag 24 juni 1999, om 14 u. 30 m., Genèvestraat 4, te 1140 Brussel, met volgende agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur aan de algemene vergadering over het boekjaar 1998.
2. Verslag van het actuariaat en van het college van commissarissen aan de algemene vergadering over het boekjaar 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekeningen per 31 december 1998 afgesloten.
4. Decharge aan de bestuurders voor hun bestuur en aan het college van commissarissen voor hun controleopdracht voor het boekjaar 1998.
5. Vaststelling van het percentage van deelname in de winst.
6. Statutaire benoemingen. (17908)

**AEG Belgium, société anonyme,
rue Verheyden 39, à 1070 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 603028 – T.V.A. 457.961.942

MM. les actionnaires sont avisés qu'un paiement de dividende net est payable à partir du 7 juin 1999 sur présentation du coupon n° 3 à

la raison de par :

titre de 100 actions : BEF 75 000 net;

titre de 50 actions : BEF 37 500 net;

titre de 10 actions : BEF 7 500 net;

titre de 1 action : BEF 750 net.

Suite à cette décision, notre conseil d'administration a mandaté la Générale de Banque, Agence Boeck, avenue Boeck 6, à 1080 Bruxelles, pour effectuer le paiement aux actionnaires. (18068)

**Société anonyme Belge de la Forêt du Paular,
rue de Belle-Vue 64, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 12384 – T.V.A. 402.038.472

Les actions de la société dépourvues de coupons seront échangées, à partir du 14 juin 1999, contre de nouvelles actions au porteur, coupons attachés n^{os} 1 à 30, aux guichets de la Générale de Banque et ses agences. Le dividende afférant au coupon n° 1 sera payable par BEF 1 875 net pour le même organisme financier à partir de la même date. (18069)

Le conseil d'administration.

**Haspesslagh, naamloze vennootschap,
Hoogwielkestraat 5, 8810 Lichtervelde**

H.R. Oostende 49698 – BTW 450.007.150

Uitkering dividend

Er blijkt uit het verslag van de jaarvergadering van 17 mei 1999 dat het toegekend dividend over het boekjaar 1998 vanaf 15 juni 1999 betaalbaar zal worden gesteld in de kantoren van de Generale Bank, Statiestraat 47, te 8810 Lichtervelde.

Voor eensluidend uittreksel, de gedelegeerde bestuurder, Haspesslagh, Ludwig. (18070)

**Indosuez Korea Fund, société anonyme,
société d'investissement à capital variable**

Siège social : rue des Paroissiens 27, 1000 Bruxelles

Conformément à l'article 20 des statuts, les actionnaires sont invités par la présente à participer à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui se tiendra à 1000 Bruxelles, rue du Congrès 11, le 21 juin 1999, à 10 heures, ainsi qu'à toute assemblée générale qui serait convoquée ultérieurement, au cas où la première assemblée ne pourrait valablement délibérer ou serait prorogée pour quelque motif que ce soit, avec l'ordre du jour suivant :

Agenda :

1. Adoption de la dénomination : Indocam Korea Fund.
2. Adoption d'un nouveau siège social : rue Montagne du Parc 3, 1000 Bruxelles.
3. Modification correspondante des statuts.

Les actionnaires nominatifs qui désirent assister à l'assemblée générale extraordinaire doivent aviser la société Crédit Agricole Indosuez Luxembourg, allée Scheffer 39, L-2520 Luxembourg, teneur de registre et sous dépositaire, par écrit, au plus tard le 16 juin 1999, et indiquant le nombre de titres pour lesquels ils entendent prendre par au vote.

Les actionnaires détenteurs d'actions au porteur qui désirent assister à l'assemblée générale extraordinaire doivent effectuer le dépôt de leurs titres au siège de Crédit Agricole Indosuez Luxembourg, allée Scheffer 39, L-2520 Luxembourg, au plus tard le 16 juin 1999. (18071)

**Sogeplant, société anonyme,
route de Houtain 19, 4682 Heure-le-Romain**

R.C. Liège 135821 – T.V.A. 420.488.169

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 18 juin 1999, à 16 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998.
- Décharge aux administrateurs. (18072)

**Sotraliège, société anonyme,
route de Houtain 19, 4682 Heure-le-Romain**

R.C. Liège 171616 – T.V.A. 439.693.575

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 18 juin 1999, à 15 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998.
3. Décharge aux administrateurs. (18073)

**S.A.C.E., société anonyme,
rue de la Hachette 1, 4682 Heure-le-Romain**

R.C. Liège 165390 – T.V.A. 416.868.782

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 18 juin 1999, à 14 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998.
3. Décharge aux administrateurs. (18074)

**Sefina, société anonyme,
Allée des Cerisiers 7, 5002 Namur (Saint-Servais)**

R.C. Namur 44469

Assemblée générale

Les actionnaires sont invités, conformément à la loi et aux statuts, à participer à l'assemblée générale statutaire de la société qui se tiendra le samedi 26 juin 1999, à 18 heures, au siège social.

A l'ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
 2. Approbation du rapport et des comptes annuels au 31 décembre 1998.
 3. Répartition bénéficiaire.
 4. Décharge aux administrateurs.
 5. Elections et mandats statutaires.
 6. Divers.
- Pour le conseil d'administration, Ch. Dehon, président. (18075)

**« Distri Group 21 », naamloze vennootschap,
Everdongenlaan 21, 2300 Turnhout**

H.R. Turnhout 54109 — BTW 427.285.988

Aangezien de eerste vergadering niet in getal was worden de aandeelhouders uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden te Antwerpen, Arenbergstraat 4 op 18 juni 1999 om 10.00 uur, met de volgende agenda :

1. Lezing van het verslag van de bedrijfsrevisor, opgesteld overeenkomstig artikel 34 van de vennootschapswetgeving en van het daarbij gevoegde bijzonder verslag van de raad van bestuur aangaande de hierna voorgestelde inbreng in natura.

2. Voorstel om het kapitaal te verhogen met 316.500 BEF door uitgifte van 15 nieuwe aandelen zonder vermelding van waarde, identiek aan de bestaande aandelen, met ingenottreding vanaf een januari negentienhonderd negennegentig.

Op deze kapitaalverhoging zal worden ingetekend door inbreng in natura tegen de uitgifteprijs van 439.000 BEF per aandeel. Het verschil tussen de netto-waarde van de inbreng en het bedrag van de kapitaalverhoging, groot 6.268.500 BEF zal worden geboekt op een onbeschikbare rekening "uitgiftepremie".

3. Intekening en volstorting.

4. Voorstel tot verhoging van het kapitaal van de vennootschap om het te brengen op 74.225.416 BEF door incorporatie van een deel van de uitgiftepremie, zonder uitgifte van nieuwe aandelen maar door verhoging van de fractiewaarde van de bestaande aandelen. Omzetting van het kapitaal in EURO.

5. Vaststelling van het totstandkomen van de kapitaalverhoging.

6. Aanpassing van de artikelen 5 en 5 bis aan de tot stand gekomen kapitaalverhoging.

7. Aanpassing van de artikelen 10 en 12 aan de gewijzigde wetgeving (twee bestuurders - schriftelijke besluitvorming).

8. Voorstel tot inlassing van een nieuw artikel in de statuten (22 bis) betreffende de mogelijkheid om een interimdividend uit te keren.

9. Machtiging coördinatie.

10. Voorstel tot omzetting van maximaal negenhonderd zesenzestig (966) bestaande aandelen in aandelen zonder stemrecht.

11. Vaststelling van de voorwaarden van de omzetting : het aanbod tot omzetting zal aan alle aandeelhouders op hetzelfde ogenblik worden aangeboden, dit in verhouding tot hun deel in het kapitaal. De periode gedurende welke de omzetting kan worden gevraagd zal één maand bedragen.

12. Onder opschortende voorwaarde van de verwezenlijking van de omzetting van maximaal negenhonderd zesenzestig (966) aandelen in aandelen zonder stemrecht worden volgende artikelen van de statuten aangepast :

- artikel 5 waarin de aandelen worden ingedeeld in twee categorieën, waarbij de B aandelen niet stemgerechtigde aandelen zijn;

- artikel 6 dat wordt aangepast aan de mogelijkheid om bij kapitaalverhoging in geld twee evenredige schijven uit te geven;

- artikel 7 dat zal bepalen dat bij kapitaalvermindering in geld de houders van de aandelen zonder stemrecht bij voorrang recht hebben op de terugbetaling van de kapitaalbreng;

- artikel 8 dat aan de vennootschap de mogelijkheid zal geven tot wederinkoop van de eigen aandelen zonder stemrecht;

- artikel 17 inzake het stemrecht;

- artikel 22 waarin zal worden bepaald dat de niet stemgerechtigde aandelen recht geven op een preferent dividend waarvan de omvang door de jaarvergadering wordt bepaald binnen de hiernavolgende grenzen :

minimaal dertien procent van het fiscaal gestort kapitaal zoals dit bestaat op de datum van afsluiting van het boekjaar waarover de jaarvergadering zich uitsprekt;

maximaal zeventig procent van de te bestemmen winst van het boekjaar.

Indien de uitkeerbare winst ontoereikend is om het minimale bevoorrecht dividend uit te keren, dan wordt het niet betaald gedeelte van het dividend op het volgend jaar overgedragen, op voorwaarde dat de uitkeerbare winst van het volgend jaar toereikend is. Ingeval over een periode van drie boekjaren geen gemiddeld rendement wordt gehaald van minimum dertien procent van het fiscaal gestort kapitaal, kunnen de aandelen zonder stemrecht, op verzoek van de betrokken aandeelhouders opnieuw worden omgezet in stemgerechtigde aandelen, overminderd het bepaalde in artikel 48 §2,5° van de vennootschappenwet.

- artikel 26 dat aan de niet stemgerechtigde aandelen een voorrecht verleent op de terugbetaling van de kapitaalbreng bij ontbinding.

13. Machtiging aan de raad van bestuur om alle handelingen te stellen met het oog op de conversie van de aandelen en machtiging aan twee bestuurders om over te gaan tot de authentieke vaststelling van het tot stand komen van de conversie en het opstellen van een nieuwe coördinatie van de statuten.

Een afschrift van de op agenda aangekondigde verslagen ligt ter beschikking van de aandeelhouders overeenkomstig de wettelijke bepalingen. (46875)

**Beheers- en Exploitiemaatschappij AABAA,
naamloze vennootschap,
8510 Kortrijk (Marke), Dirk Boutsstraat 20**

H.R. Kortrijk 86669

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering van 19 juni 1999 om 11 uur op de zetel van de vennootschap met als agenda : 1. Bevestiging uitstel jaarvergadering. 2. Jaarverslag. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 4. Kwijting bestuurders.

Om toegelaten te worden tot de jaarvergadering, zich schikken naar de statuten. (81347) De raad van bestuur.

**Metal Aarschot, naamloze vennootschap,
Dubbeekstraat 112, 3200 Aarschot**

H.R. Leuven 67035 — BTW 428.587.768

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 24 juni 1999 te 10.00 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Bestemming van de resultaten.

3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.

4. Kwijting aan de bestuurders.

5. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81348)

**Amber, naamloze vennootschap,
Antoon Catriestraat 213, 9031 Drogen**

H.R. Gent 170203 — BTW 450.508.085

Jaarvergadering op 26 juni 1999 om 20 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de raad van bestuur. 5. Herbenoeming bestuurders. 6. Allerlei. (81349)

**Arabica, naamloze vennootschap,
Antwerpseweg 132, 2340 Vlimmeren-Beerse**

H.R. Turnhout 51261 — BTW 424.748.152

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 24 juni 1999 om 17 uur.

Agenda :

1. Goedkeuring van jaarrekening.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Statutaire ontslagen en benoemingen.

Gelieve zich te schikken naar de statuten. (81350)

**Avenue, naamloze vennootschap,
Kappellestraat 105, 8400 Oostende**

H.R. Oostende 31468 — BTW 414.546.722

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 24 juni 1999 om 14 uur, ter maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Tegenstrijdige belangen.
2. Verslag bestuurders.
3. Goedkeuring jaarrekening 31 december 1998.
4. Bestemming resultaat.
5. Kwijting bestuurders.
6. Benoemingen en ontslagen.
7. Diversen.

De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de statuten. (81351)

**Baele-Geeroms, naamloze vennootschap
Buke 20, 9620 Zottegem**

H.R. Oudenaarde 35148 — BTW 440.976.549

De jaarvergadering zal gehouden worden op 24 juni 1999 om 20 uur op de zetel.

Dagorde :

1. Lezing van het jaarverslag.
2. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Bezoldigingen. (81352)

**Bailleul, naamloze vennootschap,
Kerkstraat 5, 8520 Kuurne**

H.R. Kortrijk 126636 — BTW 446.961.350

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 24 juni 1999 te 13.30 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81353)

**Bekaert Design, naamloze vennootschap,
Visserij 107, 9000 Gent**

H.R. Gent 117693 — BTW 415.461.688

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 24 juni 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Voorstelling ter goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Resultaatsbestemming.
5. Verslag van de bestuurders aan de Algemene Vergadering in het kader van art. 60 van de SWHV.
6. Statutaire benoemingen.
7. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81354)

**Bobbaerts, naamloze vennootschap,
Sint-Hubertusstraat 71, 3730 Sint-Huibrechts-Hern**

H.R. Tongeren 49969 — BTW 418.793.441

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering op 24 juni 1999 om 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoeming.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81355)

**Bosrand, naamloze vennootschap,
Zandberg 9, 8210 Loppem**

H.R. Brugge 67184

Datum algemene vergadering : 24 juni 1999 om 19 uur.

Agenda :

Verslag van de bestuurders.

Goedkeuring van de jaarrekening.

Kwijting aan bestuurders.

Rondvraag. (81356)

**Brial, naamloze vennootschap,
Ringlaan 2, 2600 Berchem (Antwerpen)**

H.R. Antwerpen 300540

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel op 24 juni 1999 om 15 uur.

Agenda :

1. Art. 60 Venn.wet; 2. Verslag raad van bestuur.
3. Goedkeuring jaarrekening; 4. Bestemming resultaat; 5. Kwijting bestuurders; 6. Ontslagen en benoemingen; 7. Rondvraag.

De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar de statuten en de wettelijke voorschriften ter zake.

(81357)

De raad van bestuur.

**Containercare, naamloze vennootschap,
Zomerweg 5, 2030 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 183985 — BTW 407.108.505

Jaarvergadering op donderdag 24 juni 1999 om 17 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (81358)

**Dedo-Immo, naamloze vennootschap,
Lindenlei 25, 2640 Mortsel**

H.R. Antwerpen 254491

Jaarvergadering op donderdag 24 juni 1999 te 15 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening en resultaatrekening. 3. Bestemming resultaten. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Rondvraag. Titels neerleggen op de maatschappelijke zetel minstens vijf dagen vóór de vergadering. (81359)

**Divermo, naamloze vennootschap,
Zuidstraat 24/32, 8501 Kortrijk/Heule**

H.R. Kortrijk 90547 — BTW 415.349.149

Jaarvergadering op 24 juni 1999 om 17 uur, op de zetel van de vennootschap:

- Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998; 2. Kwijting bestuurders. Zich schikken naar de statuten. (81360)

**Domibo, naamloze vennootschap,
Bethaniëlei 26, 2960 Brecht**

H.R. Antwerpen 311052

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 24 juni 1999 om 18.00 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81361)

**Fildra, naamloze vennootschap,
Leo Baekelandlaan 15, 3900 Overpelt**

H.R. Hasselt 93171 — BTW 455.851.005

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal plaatsvinden op de zetel van de vennootschap op 24 juni 1999 om 20 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en de commissaris-revisor.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor.
5. Goedkeuring van de bezoldigingen.
6. Ontslagen en benoemingen.
7. Rondvraag. (81362)

**Finab, naamloze vennootschap,
Industriepark Noord 27, 9100 Sint-Niklaas**

H.R. Sint-Niklaas 46912 — BTW 436.938.478

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, welke zal plaatshebben op 24 juni 1999 om 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Resultaatbeschikking.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar artikel 27 van de statuten. (81363)

**Finnavaal, naamloze vennootschap,
Joe Englishstraat 54, 2140 Borgerhout (Antwerpen)**

H.R. Antwerpen 289902 — NN 447.229.485.

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op 24 juni 1999 te 17.00 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998;
3. Aanwending van het resultaat;
4. Kwijting aan de bestuurders;
5. Statutaire benoemingen.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering gelieve men zich te schikken naar artikel 24 der statuten. (81364)

**Friver Invest, naamloze vennootschap,
Krijgsbaan 203, 9140 Temse**

H.R. Sint-Niklaas 42917 — BTW 427.957.664

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 24 juni 1999 om 11 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei. (81365)

**A. & M. Garwig & C°, naamloze vennootschap
Poelkapellestraat 18, 8650 Houthulst**

H.R. Veurne 25578 — BTW 417.150.280

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op donderdag 24 juni 1999 te 20 uur op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Beraadslagingen art. 60 Ven. Wet.
2. Bespreking van het verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
4. Bestemming van het resultaat van het boekjaar.
5. Bespreking vergoeding kapitaal.
6. Kwijting aan de bestuurders.
7. Rondvraag.

Om tot de vergadering te worden toegelaten, dienen de aandeelhouders hun effecten te deponeren op de zetel van de vennootschap, minstens vijf volle dagen vóór de vergadering. (81366)

**Beheersmaatschappij Gijsens-Stulens, naamloze vennootschap,
Stationsstraat 20, 3540 Schulen**

H.R. Hasselt 76621 — BTW 441.031.086

Jaarvergadering op 25 juni 1999 om 19 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. (81367)

**Glassco, naamloze vennootschap,
Wolfstee 12/1, 2200 Herentals**

H.R. Turnhout 58069

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 24 juni 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en de revisor.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en de revisor.
5. Statutaire benoemingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de statuten. (81368)

**Gold 50, naamloze vennootschap,
Abdijstraat 50, 2020 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 301566 — BTW 451.903.204

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 24 juni 1999 om 14.00 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998
3. Bestemming van het resultaat
4. Kwijting aan de bestuurders
5. Rondvraag

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81369)

**P.O. & E. Van Haelst, naamloze vennootschap,
Zomerweg 5, 2030 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 1973 — BTW 404.608.140

Jaarvergadering op donderdag 24 juni 1999 om 17 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich schikken naar de statuten. (81370)

**Harelbeekse Immobiliën- Maatschappij, naamloze vennootschap,
Heerbaan 139, 8530 Harelbeke**

H.R. Kortrijk 101508

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 24 juni 1999 om 17 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81371)

**Hela, naamloze vennootschap,
Haltstraat 53, 3900 Overpelt**

H.R. Hasselt 90766 — BTW 456.268.402

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal plaatsvinden op de zetel van de vennootschap op 24 juni 1999 om 15 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Goedkeuring van de bezoldigingen. 6. Ontslagen en benoemingen. 7. Rondvraag. (81372)

**Hoblo, naamloze vennootschap,
Lindenlei 25, 2640 Mortsel**

H.R. Antwerpen 254610 — BTW 429.918.252

Jaarvergadering op donderdag 24 juni 1999 te 17 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening en resultaatrekening. 3. Bestemming resultaten. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Rondvraag. Titels neerleggen op de maatschappelijke zetel minstens vijf dagen voor de vergadering. (81373)

**Hooyberghs, naamloze vennootschap,
Kastelsedijk 40, 2480 Dessel**

H.R. Turnhout 62384 — BTW 437.631.732

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 24 juni 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van bestuurders. 2. Goedkeuring der jaarrekeningen. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Herbenoeming bestuurders. 6. Rondvraag. (81374)

**Immobiliën Constructie Agentschap,
Dr. J. Casselaan 6, Middelkerke**

H.R. Oostende 31385 — BTW 414.635.210

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op donderdag 24 juni 1999 te 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van de resultaten.
4. Kwijting verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81375)

**Ilkaran, naamloze vennootschap,
Kapelsestraat 170, 2950 Kapellen**

BTW 424.566.228

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op donderdag 24 juni 1999 om 11 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Benoemingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te houden aan de statuten. (81376)

**Imboleg, naamloze vennootschap,
Karel de Preterlei 114, 2140 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 203420
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 24 juni 1999 te 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting verlenen aan de bestuurders.
5. Kwijting verlenen aan de accountant.
6. Ontslag en benoeming bestuurders;
7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81377)

**Janssens - Geerinck, naamloze vennootschap,
Noord-Brabantlaan 16, 2300 Turnhout**

H.R. Turnhout 13827 — BTW 404.161.584
—

Statutaire algemene vergadering op 24 juni 1999 om 17 uur te houden op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening en de resultaatjaarrekening, afgesloten per 31 december 1998.
3. Bestemming te geven aan het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de raad van Bestuur.
5. Rondvraag : ontslag en benoeming bestuurders. (81378)

**Jara, naamloze vennootschap,
St. Jansberg 7, 3545 Zelem**

H.R. Leuven 53192 — BTW 416.700.122
—

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen die zal plaatshebben op 24 juni 1999 om 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
5. Ontslag en benoeming.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81379)

**Jeacarl, naamloze vennootschap,
Bouvaertlaan 29, bus 1, 2050 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 316379 — BTW 443.749.858
—

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel Bouvaertlaan, 29 bus 1 2050 Antwerpen op donderdag 24 juni 1999 om 20 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekeningen per 31 december 1998
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag. (81380)

**Jupeejo, naamloze vennootschap,
Kuurnsesteenweg 19, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 119087
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal plaatsvinden op de zetel van de vennootschap op 19 juni 1999 om 11 uur.

Agenda :

1. Verslag van de Raad van Bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslagen en benoemingen.
6. Diversen.

Om aan de vergadering deel te nemen, worden de aandeelhouders verzocht zich te gedragen overeenkomstig de wet en de statuten. (81381) De raad van bestuur.

**S. Kampf, naamloze vennootschap,
Zurenborgstraat 36-38, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 211414 — BTW 417.752.768
—

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op donderdag 24 juni 1999 te 11 uur, op de maatschappelijke zetel, Zurenborgstraat 36-38, 2018 Antwerpen.

Agenda :

- Jaarverslag over het boekjaar 1998/1999.
- Goedkeuring van de jaarrekening per 31 januari 1999.
- Verwerking van de resultaten.
- Kwijting aan de leden van de raad van bestuur.
- Vaststellen van de bezoldigingen.
- Rondvraag. (81382)

**Kapelse Drankenhalle, naamloze vennootschap,
Kapelsestraat 170, 2950 Kapellen**

BTW 424.268.892
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op donderdag 24 juni 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de Commissaris-Revisor.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en de Commissaris-Revisor.
5. Benoemingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te houden aan de statuten. (81383)

**Koraton, naamloze vennootschap,
Visserskaai 26, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 103551 — BTW 424.217.424
—

De jaarvergadering wordt gehouden op de maatschappelijke zetel op 24 juni 1999 om 10.00 uur, met volgende agenda : 1. Lezing jaarverslag en verslag van de commissaris-revisor; 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998; 3. Resultaatsbestemming; 4. Kwijting aan Bestuurders en Commissaris-Revisor; 5. Ontslagen en benoemingen; 6. Varia. Om toegelaten te worden tot de vergadering, dienen de aandeelhouders hun aandelen te deponeren op de maatschappelijke zetel ten laatste op 18 juni 1999. (81384)

**Korfinco, naamloze vennootschap,
Min. Tacklaan 85, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 124744 — BTW 444.639.585
—

De jaarvergadering wordt gehouden op de maatschappelijke zetel op 24 juni 1999 om 17.00 uur met volgende agenda : 1. Lezing jaarverslag en verslag van de commissaris-revisor; 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998; 3. Resultaatsbestemming; 4. Kwijting aan Bestuurders en Commissaris-Revisor; 5. Ontslagen en benoemingen; 6. Varia. Om toegelaten te worden tot de vergadering dienen de aandeelhouders hun aandelen te deponeren op de maatschappelijke zetel ten laatste op 16 juni 1999. (81385)

**Lamywood, naamloze vennootschap,
Achterstraat 42, 3700 Tongeren**

H.R. Tongeren 83660 — BTW 424.017.187
—

Jaarvergadering op 25 juni 1999 om 20 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag ingevolge art.103 SWHV; 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998; 3. Bestemming resultaten; 4. Kwijting bestuurders; 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Rondvraag, zich schikken naar de statuten. (81386)

**Lanneau-Mollet, naamloze vennootschap,
Klijtestraat 61, 8570 Anzegem-Ingooigem**

H.R. Kortrijk 104574 — BTW 425.054.988
—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 24 juni 1999 om 17 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81387)

**LDB, naamloze vennootschap,
Nijverheidsstraat 7, 8310 Brugge (Sint-Kruis)**

H.R. Brugge 82820 — BTW 455.990.169
—

De gewone algemene vergadering der aandeelhouders zal plaatsvinden op donderdag 24 juni 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Aanwending van de resultaten.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen overeenkomstig de bepalingen van de statuten van de vennootschap. (81388)

**Garage Lekens, naamloze vennootschap,
Everselkiezel 119, 3550 Heusden-Zolder**

H.R. Hasselt 82130 — BTW 448.631.829
—

Jaarvergadering op 25 juni 1999 om 20 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten. (81389)

De raad van bestuur.

**Lemca, naamloze vennootschap,
Bisschoppenhoflaan 486, 2100 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 265500 — BTW 435.259.982
—

Jaarvergadering op 24 juni 1999 te 20 uur op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Jaarverslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
3. Resultaatbestemming.
4. Emolumenten bestuurders.
5. Kwijting bestuurders voor de uitoefening van hun mandaat.
6. Benoemingen en ontslagen.
7. Varia.

Zich schikken naar de statuten.

(81390)

**Littoral, naamloze vennootschap,
Visserskaai 29, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 103696 — BTW 424.203.665

De jaarvergadering wordt gehouden op de maatschappelijke zetel op 24 juni 1999 om 8.30 u., met volgende agenda : 1. Lezing jaarverslag en verslag van de commissaris-revisor; 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998; 3. Resultaatsbestemming; 4. Kwijting aan Bestuurders en Commissaris-Revisor; 5. Ontslagen/benoemingen; 6. Varia. Om toegelaten te worden tot de vergadering dienen de aandeelhouders hun aandelen te deponeren op de maatschappelijke zetel ten laatste op 18 juni 1999. (81391)

**Bouwbedrijf Loix, naamloze vennootschap,
Prinsenweg 3, 3700 Tongeren**

H.R. Tongeren 37296 — BTW 400.958.408

Jaarvergadering op 25 juni 1999 op de maatschappelijke zetel om 17 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur en commissaris-revisor; 2. Jaarrekening 31 december 1998 - Bestemming resultaat; 3. Decharge, ontslag en benoeming bestuurders en commissaris-revisor; 4. Varia. Zich gedragen conform de statutaire bepalingen. (81392)

**Ludimo, naamloze vennootschap,
Mgr. Stillemansstraat 46, 9100 Sint-Niklaas**

BTW 434.654.723

De aandeelhouders worden vriendelijk uitgenodigd op de vergadering die zal plaats hebben op 24 juni 1999 .

Dagorde :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.
6. Ontslagen en benoemingen raad van bestuur. (81393)

**Algemene Bouwwerken Maes, naamloze vennootschap,
IJzeren Bareelstraat 67C, 8587 Spiere-Helkijn**

H.R. Kortrijk 89920 — BTW 414.789.222

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 24 juni 1999 om 19 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998
3. Bestemming van het resultaat
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81394)

**International Management Consulting, naamloze vennootschap,
Zultseweg 143, 8790 Waregem**

H.R. Kortrijk 115232 — BTW 433.896.341

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen op donderdag 24 juni 1999 te 11 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich schikken naar de statuten. (81395)

**Chauffage Martin, naamloze vennootschap,
Bruggesteeweg 52, 8531 Harelbeke (Hulste)**

H.R. Kortrijk 105516 — BTW 425.693.012

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 24 juni 1999 om 16 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81396)

**Master Cars, naamloze vennootschap,
Prinsenweg 3, 3700 Tongeren**

H.R. Tongeren 66068 — BTW 437.433.871

Jaarvergadering op 24 juni 1999 op de maatschappelijke zetel om 20 uur. — Agenda: 1. Verslag raad van bestuur; 2. Jaarrekening 31 december 1998 - Bestemming resultaat; 3. Decharge, ontslag en benoeming bestuurders; 4. Varia. Zich gedragen conform de statutaire bepalingen. (81397)

**Mebi, naamloze vennootschap
Markt 29, 9900 Eeklo**

H.R. Gent 162144 — BTW 443.888.727

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 24 juni 1999 te 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81398)

**Olca, naamloze vennootschap,
Puntweg 10, 9220 Heusden**

H.R. Gent 150336 — BTW 433.359.970

Jaarvergadering op vrijdag 25 juni 1999 om 14 uur op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (81399)

**Olpant Benelux, naamloze vennootschap,
Karel Van de Woestijnelaan 13, 9830 Sint-Martens-Latem**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 24 juni 1999 te 14 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag. (81400)

**Vervoerbedrijf Pans, naamloze vennootschap,
Stadsbeemd 1041, 3545 Halen**

H.R. Hasselt 51251 — BTW 417.875.703

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen die zal plaatshebben op 24 juni 1999 om 17 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
5. Ontslag en benoeming.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81401)

**Deuren en Ramen Depover, naamloze vennootschap,
Snepestraat 17, 8650 Houthulst**

H.R. Veurne 31631 — BTW 437.153.066

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 24 juni 1999 om 19 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Rondvraag. Om toegelaten te worden tot de jaarvergadering moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel ten laatste vijf dagen voor de vergadering.

(81402)

De raad van bestuur.

**Reim, naamloze vennootschap,
Waterstraat 187, 2970 Schilde**

H.R. Antwerpen 263445 — BTW 434.283.846

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 25 juni 1999 te 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei

Zich te schikken naar de statuten. (81403)

**Rominvest, naamloze vennootschap,
Robijnstraat 7, 1020 Brussel**

H.R. Brussel 392033 — BTW 414.392.611

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 24 juni 1999 te 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 maart 1999.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81404)

**Veehandel Philippe Sagaert, naamloze vennootschap,
Boskariere 1, 8510 Kortrijk (Bellegem)**

H.R. Kortrijk 111349 — BTW 429.786.412

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op vrijdag 25 juni 1999 om 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998, inclusief de toewijzing van het resultaat. 2. Kwijting aan bestuurders. 3. Benoemingen 4. Varia. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten en de wettelijke voorschriften ter zake.

(81405)

De raad van bestuur.

**Immo SEB, naamloze vennootschap,
Eeuwfeestlaan 56, 2500 Lier**

H.R. Mechelen 78614

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarlijkse algemene vergadering op 24 juni 1999 om 18 uur te houden op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening en de resultatenrekening, afgesloten per 31 december 1998.
3. Bestemming te verlenen aan het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de raad van bestuur.
5. Diversen - Ontslag en benoeming bestuurders. (81406)

**European Sweet Distributors, afkorting : « E.S.D. »,
naamloze vennootschap,****Broekstraat 106, 1082 Sint-Agatha-Berchem**

H.R. Brussel 545778 — BTW 443.958.013

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 19 juni 1999 te 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81407)

Tara, naamloze vennootschap,**Flerikskotstraat 48, 8431 Wilskerke**

H.R. Oostende 41101 — BTW 428.373.180

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 24 juni 1999 te 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van de resultaten.
4. Kwijting verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81408)

Travel Productions, naamloze vennootschap,**Hanswijkstraat 23, 2800 Mechelen**

H.R. Mechelen 72185 — BTW 447.688.157

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 24 juni 1999 te 10 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring der jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat

4. Kwijting aan de bestuurders.

5. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81409)

T.R.L., naamloze vennootschap,**Ambachtsstraat 28, 2390 Malle**

H.R. Antwerpen 291867 — BTW 448.154.054

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 24 juni 1999 te 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81410)

Verbeeck en Co, naamloze vennootschap,**Industriepark Schoonhees-Oost Fabriekstraat 3, 3980 Tessenderlo**

H.R. Hasselt 75116 — BTW 439.580.145

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen die zal plaatshebben op 24 juni 1999, om 20 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
5. Ontslag en benoeming.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81411)

Verbeemen-Custers, naamloze vennootschap,**Oostereindestraat 36, 3560 Lummen**

H.R. Hasselt 45379 — BTW 412.878.322

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op donderdag 24 juni 1999 te 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (81412)

**Verkat, naamloze vennootschap,
Kattenberg 106, 2460 Kasterlee**

H.R. Turnhout 83062 — BTW 461.292.804

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 19 juni 1999 te 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81413)

**Immo Weekend, naamloze vennootschap
Henri Christiaenlaan 18, 8670 Koksijde**

BTW 455.857.537

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 24 juni 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (81414)

**Salamander Holding, naamloze vennootschap,
De Merodelei 112, 2300 Turnhout**

H.R. Turnhout 66961 — BTW 444.009.382

De bijzondere algemene vergadering zal op 14 juni 1999 te 10 uur gehouden worden op het kantoor van de vereffenaar, Mr. J. de Chaffoy, Driezenstraat 31 te 2300 Turnhout, met volgende agenda :

1. Verslag van de vereffenaar met betrekking tot het boekjaar 1998.
2. Verslag van de vereffenaar over de vereffening en over het boekjaar 1999.
3. Kwijting aan de commissaris en aan de vereffenaar over hun mandaat.
4. Sluiting van de vereffening.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. (81415)

**ADMB Groep,
Compensatiekas van de Christelijke Patroons, V.Z.W.,
Sint-Clarastraat 48, 8000 Brugge**

Wij hebben de eer u uit te nodigen tot de tweede buitengewone algemene statutaire vergadering die zal plaatsvinden op dinsdag 22 juni 1999, om 14 uur, in Atlanta, Maria Hendrikalaan 20, 8420 De Haan.

Agenda :

1. Verslag van de vergadering van 29 mei 1999.
2. Statuwwijziging : verandering van de statutaire benaming in « ADMB-Kinderbijslagfonds ».
3. Diverse.

Namens de raad van beheer : voor de voorzitter : Paul Peeters, Karel Ghesquière, beheerder-algemeen directeur. (81416)

(Dit bericht had moeten verschijnen in het Belgisch Staatsblad van 8 juli 1999.)

**Administrations publiques
et Enseignement technique
Openbare Besturen en Technisch Onderwijs**

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Turnhout

Openverklaring ten behoeve van de O.C.M.W.-instellingen van :

1 fulltime betrekking van geschoold werkman schrijnwerker op proef voor één jaar met vaste benoeming na een voldoening gevende proeftijd, met ingang ten vroegste vanaf 1 juli 1999.

Kandidaten voor deze functie dienen in het bezit te zijn van ten minste een getuigschrift lager secundair onderwijs of daarmee gelijkgesteld, of een getuigschrift van een erkende middenstandopleiding.

De kandidaturen dienen uiterlijk op 30 juni 1999 bij aangetekend schrijven toe te komen of tegen ontvangstbewijs afgegeven te worden op de personeelsdienst (bureel 1), Albert Van Dyckstraat 20, 2300 Turnhout, en moeten aan de gestelde aanwervingsvoorwaarden voldoen. Deze zijn vervat in een vacature-brochure, te bekomen bij het O.C.M.W. (bureel 1). (17373)

Economische Hogeschool Sint-Aloysius

Vacature deeltijds docent t.b.v. de coördinatiegroep Human Resources Management.

Taakinhoud :

het geven en didactisch verzorgen van de colleges :

Personeelsmanagement I en Personeelsmanagement II (3,5 jaar-
uur);

Organisatieleer I en Organisatieleer II (3 jaaruur)

in de eerste en tweede licentie Handelswetenschappen, richting Human Resources Management;

het verzorgen en bijwerken van schriftelijk studiemateriaal;

het bijhouden van ontwikkelingen in het vakgebied;

het afnemen van examens en bijwonen van deliberaties;

het begeleiden van eindwerken (eindverhandelingen of projectwerk) van studenten en het spelen van een rol als jurylid bij eindwerken;

het begeleiden van een driedaags residentieel programma met studenten van de 2^e licentie samen met collega's;

actieve deelname aan de activiteiten en ontwikkelingen van nieuwe initiatieven binnen de richting Human Resources Management.

Profiel :

in het bezit zijn van een doctoraat op proefschrift in de psychologische en/of pedagogische wetenschappen. Personen die in het bezit zijn van een universitaire of gelijkwaardig diploma, bij voorkeur in de psychologische en/of pedagogische wetenschappen, specialiteit bedrijfs- of organisatiepsychologie en die een nuttige ervaring, zoals hieronder omschreven, van minstens vijftien jaar kunnen voorleggen komen eveneens in aanmerking;

een grondige en brede ervaring hebben in het Human Resources Management op leidinggevend niveau;

leidinggevende ervaring hebben in het management van organisatieveranderingen;

beschikken over een goede theoretische background in de materies, aantoonbaar aan de hand van b.v. bijscholing, publicaties of de uitoefende functie(s);

op de hoogte zijn van de hedendaagse literatuur;

beschikken over uitstekende didactische kwaliteiten; doceerervaring strekt tot aanbeveling.

Beschikbaarheid en statuut :

inschaling in het onderwijzend kader als deeltijds docent (50 %) met ingang van het academiejaar 1999-2000;

tijdelijk statuut overeenkomstig de rechtspositieregeling van het personeel van de hogescholen;

beschikbaarheid voor de hogeschool overeenkomstig de gangbare arbeidsduurregeling (38 uur per week voor een voltijdse betrekking), in verhouding tot het percentage van de opdracht.

Kandidaatstelling.

Geïnteresseerde kandidaten dienen een eigenhandig geschreven sollicitatiebrief en een uitgebreid *curriculum vitae* (op het daartoe bestemde sollicitatieformulier), vergezeld van de nodige documenten die desgevallend tot staving van vijftien jaar nuttige beroepservaring moeten dienen, te bezorgen aan de dienst personeel en planning, Stormstraat 2, lokaal 5116, 1000 Brussel, vóór 20 juni 1999.

Het sollicitatieformulier en bijkomende inlichtingen zijn te verkrijgen op de dienst personeel en planning, tel. 02/210 13 16, fax 02/210 13 04. (17909)

Universitaire Instelling Antwerpen

—
Directie personeel

De rector deelt mede dat er wordt overgegaan tot de vacant-verklaring van :

Departement Politieke en Sociale Wetenschappen.

Een tijdelijk (tot 30 september 2000) deeltijds ambt in het zelfstandig academisch personeel (docent of hoofddocent), omvattende een opdracht van onderwijs, onderzoek en wetenschappelijke dienstverlening ten belope van 30 % van een voltijdse opdracht, die, wat het onderwijs betreft, de volgende opleidingsonderdelen omvat :

leeronderzoek bestuurswetenschappen I (45 u.).

leeronderzoek bestuurswetenschappen II (45 u.).

Kandidatuurstelling.

Om zich kandidaat te stellen wordt men verzocht gebruik te maken van de verplichte sollicitatieformulieren en deze aangetekend of persoonlijk over te maken aan de Universitaire Instelling Antwerpen, directie personeel, Universiteitsplein 1, 2610 Antwerpen, vóór 19 augustus 1999.

Bedoelde formulieren kan men aanvragen bij hogervermelde directie, tel. U.I.A. 03/820 20 18.

Bijkomende inlichtingen kunnen bekomen worden bij de voorzitter van het departement : prof. H. Meulemans, tel. 03/820 28 64. (17910)

De rector deelt mede dat er wordt overgegaan tot de vacant-verklaring van :

Departement Scheikunde.

Een tijdelijk (tot 30 september 2003) deeltijds ambt in het zelfstandig academisch personeel (docent of hoofddocent), die louter onderwijsactiviteiten omvat voor het vak « Toegepaste Katalyse » (15 u.).

Kandidatuurstelling.

Om zich kandidaat te stellen wordt men verzocht gebruik te maken van de verplichte sollicitatieformulieren en deze aangetekend of persoonlijk over te maken aan de Universitaire Instelling Antwerpen, directie personeel, Universiteitsplein 1, 2610 Antwerpen, vóór 19 augustus 1999.

Bedoelde formulieren kan men aanvragen bij hogervermelde directie, tel. U.I.A. 03/820 20 18.

Bijkomende inlichtingen kunnen bekomen worden bij de voorzitter van het departement : prof. E. Vansant, tel. 03/820 23 68. (17911)

Actes judiciaires et extraits de jugements

Gerechtelijke akten en uittreksels uit vonnissen

**Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er}
du Code civil**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1
van het Burgerlijk Wetboek**

—
Désignation d'administrateur provisoire
Aanstelling voorlopig bewindvoerder

—
Justice de paix du canton d'Aubel

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Aubel en date du 31 mai 1999, la nommée Beckers, Maria, née à Gulpen le 23 octobre 1930, domiciliée à 4880 Aubel, rue de Gorhez 4, résidant actuellement à la maison de repos « Saint-Joseph », à 4837 Membach (Baelen), rue du Pensionnat 7, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Gerardy, Lucie, avocate, domiciliée à 4880 Aubel, rue de la Station 47.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef délégué, (signé) Myriam Sieberath. (63707)

—
Justice de paix du canton de Beauraing

Par ordonnance du juge de paix du canton de Beauraing en date du 1^{er} juin 1999, la nommée Diez, Maria, née à Vresse le 19 janvier 1910, pensionnée, domiciliée à 5550 Vresse-sur-Semois, rue du Ruisseau 3A, résidant à 5560 Mesnil-Saint-Blaise, Home Le Tchaurnia, rue du Tchaurnia 2, a été déclarée hors d'état de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Cattarin, Deborah, avocate, domiciliée à 5590 Ciney, rue du Condroz 40.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) F. Gaillard. (63708)

Justice de paix du canton de Hannut

Suite à la requête déposée le 17 mai 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Hannut rendue le 27 mai 1999, M. Decoux, Camille, né le 3 avril 1936 à Merdorp, célibataire, domicilié rue de Straux 29, 4280 Hannut, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Decoux, Marie Louise, domiciliée à Hannut, rue des Limonadiers 7.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Rycken, Jeanne. (63709)

Justice de paix du premier canton de Huy

Suite à la requête déposée le 7 mai 1999, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Huy rendue le 25 mai 1999, disons que l'individu portant le pseudonyme de XY Paolo, âge d'environ 25 ans, résidant actuellement au Centre Hospitalier Hutois, rue des Trois-Ponts, à Huy, est hors d'état de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Donne, Marielle, avocate, domiciliée rue Saint-Jean Sart 13, à 4577 Outrelouxhe.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Gendebien, Liliane. (63710)

Justice de paix du premier canton de Liège

Suite à la requête déposée le 14 mai 1999, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Liège rendue le mercredi 2 juin 1999, Mme Leduc, Eliane Marie Joséphine Jeanne, née le 20 janvier 1943 à Crisnée, aide-hospitalière, divorcée, domiciliée avenue Georges Truffaut 8, à 4020 Liège, demeurant à la C.H.P. Petit Bourgogne, à 4000 Liège, rue Professeur Mahaim 84, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Rixhon, Evelyne, avocate, ayant son cabinet place de la Licourt 15, à 4040 Herstal.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Doyen, Anne-Françoise. (63711)

Justice de paix du canton de Limbourg

Par ordonnance du juge de paix du canton de Limbourg en date du 31 mai 1999, la nommée Gielen, Marie, dite Martine, veuve Oprei, Peter, née à Moresnet le 4 avril 1911, domiciliée et résidant à la maison de repos « Saint-Léonard », à 4840 Welkenraedt, rue Saint-Paul 67, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Ransy, Jean-Luc, avocat, domicilié à 4840 Welkenraedt, rue Lamberts 44.

Pour extrait conforme : le greffier en chef délégué, (signé) Myriam Sieberath. (63712)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Limbourg en date du 31 mai 1999, le nommé Kaufmann, Georg, né à Heuem le 20 avril 1934, domicilié à 4783 Saint-Vith, Heuem 10, résidant actuellement à 4841 Henri-Chapelle, Ruyff 68, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Ransy, Jean-Luc, avocat, domicilié à 4840 Welkenraedt, rue Lamberts 44.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef délégué, (signé) Myriam Sieberath. (63713)

Justice de paix du premier canton de Mons

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Mons en date du 28 mai 1999, la nommée Olga Roland, née à Jemappes le 29 octobre 1939, veuve d'Hector Genart, résidant actuellement à la « Résidence Les Chartriers », rue des Chartriers 12, à 7000 Mons, y étant domiciliée, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Evelyne Decraux, avocate, dont le cabinet est sis à 7033 Cuesmes, rue Emile Vandervelde 104.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Christian Chatelle. (63714)

Justice de paix du canton de Paliseul

Suite à la requête déposée le 20 mai 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Paliseul rendue le 3 juin 1999, la nommée Finck, Julie Céline, veuve Maissin, Jean, née à Bertrix le 1^{er} septembre 1909, domiciliée à Bertrix, section Orgéo, rue du Saupont 107, résidant Home Saint-Charles, rue du Culot 23, à 6880 Bertrix, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de M. Maissin, André, domicilié rue de Bohémont 41, 6880 Bertrix.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint, (signé) P. Warnman. (63715)

Justice de paix du canton de Seneffe

Par ordonnance du 27 mai 1999, prononcée par le juge de paix du canton de Seneffe, siégeant en chambre du conseil, Mme Laure-Isabelle Vanzande, domiciliée à La Louvière, rue A. France 1, a été désignée en qualité d'administratrice provisoire des biens de M. Valère Gratoir, né à Houdeng-Aimeries le 6 septembre 1910, résidant à Manage, « Les Jardins de Scailmont », place Bantigny 6, ce dernier étant hors d'état de gérer ses biens.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Beaupère, Emile. (63716)

Justice de paix du premier canton de Schaerbeek

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Schaerbeek en date du 19 mai 1999, la nommée Campeert, Michèle, née à Bruxelles le 30 janvier 1973, domiciliée et résidant actuellement à Schaerbeek, rue Roelands 4, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Valvekens, Pierre, avocat, dont le cabinet est établi à 1050 Bruxelles, place Marie-José 6/36.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) André Janssens. (63717)

Justice de paix du deuxième canton de Schaerbeek

Par ordonnance du 3 juin 1999, en cause de Tobback, Régina, née à Kampenhout le 14 octobre 1908, veuve Vandereet, Pieter, domiciliée à 1030 Schaerbeek, rue Metsijs 62, résidant actuellement à 1030 Schaerbeek, avenue Britsiens 11, au M.R.S. « La Cerisaie », ayant comme administratrice provisoire des biens, Me Van den Broeck, Anne-Marie, avocate à 1030 Schaerbeek, rue des Coteaux 227, suivant ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Schaerbeek en date du 5 janvier 1999.

Le juge de paix du deuxième canton de Schaerbeek a donné l'autorisation suivante :

Autorisons l'administrateur provisoire des biens de Mme Régina Tobback à :

mettre en location l'immeuble sis à Schaerbeek, rue Metsijs 62, pour un loyer minimum de F 30 000 par mois;

vendre ledit immeuble de gré à gré pour le prix minimum de F 3 500 000, en tenant compte de ce que la personne protégée n'est que propriétaire dudit immeuble à concurrence de la moitié en nue-propiété.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Eliane Verbruggen. (63718)

Justice de paix du second canton de Tournai

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai rendue le 31 mai 1999, M. Senten, Gérard, né le 3 avril 1930 à Anvers, domicilié à 7500 Tournai, rue Despars 94, résidant au Centre hospitalier psychiatrique « Les Marronniers », pavillon « Les Eglantiers », rue des Fougères 35, à 7500 Tournai, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'une administratrice provisoire en la personne de Me Poncin, Corinne, avocate à 7500 Tournai, rue Barre Saint-Brice 21.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Nadine Morel. (63719)

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai rendue le 31 mai 1999, M. Thiry, José, né le 16 juillet 1957 à Mons, domicilié à 7000 Mons, chemin du Chêne aux Haies, résidant au Centre hospitalier psychiatrique « Les Marronniers », pavillon « Les Genêts », rue des Fougères 35, à 7500 Tournai, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'une administratrice provisoire en la personne de Me Poncin, Corinne, avocate à 7500 Tournai, rue Barre Saint-Brice 21.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Nadine Morel. (63720)

Justice de paix du canton de Tubize

Suite à la requête déposée le 5 mai 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Tubize en date du 28 mai 1999, le nommé Jean Mathieu, né à Rebecq le 29 janvier 1924, domicilié à 1480 Tubize, boulevard G. Deryck 49, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Corinne Malgaud, avocate, dont les bureaux sont sis à 1060 Bruxelles, avenue de la Toison d'Or 77/7.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Lambert, Sylvianne. (63721)

Vrederegerecht van het kanton Beringen

Bij beschikking van 19 juni 1997 van de heer plaatsvervangend vrederechter van het kanton Beringen, de heer Caers, Karel, werd Mevr. Schroyen, Lucia, geboren te Beringen op 17 september 1927, gedomicilieerd te 3580 Beringen, Everselstraat 74, doch verblijvende te R.V.T. Sint-Anna, Havenlaan 7, te 3582 Beringen, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : de heer Kenens, Gustavus.

Bij beschikking van 25 mei 1999 werd de heer Kenens, Gustavus vervangen door Mevr. Kenens, Maria, wonende te 3580 Beringen, Everselstraat 70.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) De Ridder, R. (63722)

Vrederegerecht van het kanton Genk

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Genk, verleend op 27 mei 1999, werd Peelman, Nadine, geboren te Genk op 9 juli 1975, gedomicilieerd te 3665 As, Oude Baan 18, bus 2, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Vandenhoudt, David, advocaat, Grotestraat 122, 3600 Genk.

Genk, 1 juni 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Lode Thijs. (63723)

Vrederegerecht van het kanton Kapellen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Kapellen, verleend op 25 mei 1999, werd Mevr. Symens, Angelina, geboren te Ekeren op 24 december 1910, verblijvende in het Rust- en Verzorgings-tehuis Zonnewende te Kapellen, Kerkstraat 5, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : de heer Van Aert, Etienne, zelfstandige, wonende te Schoten, Berkenlei 41.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) G. Aertgeerts. (63724)

Vrederegerecht van het eerste kanton Leuven

Beschikking d.d. 2 juni 1999, verklaart De Smedt, Luc Florent Florentine, geboren te Bornem op 6 oktober 1966, invalide, wonende te 3271 Zichem, Turnhoutsebaan 151, verblijvende U.C. Sint-Jozef v.z.w., Leuvensesteenweg 517, 3070 Kortenberg, niet in staat zelf de goederen te beheren en voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Beelen, Robert, geboren te Tienen op 28 april 1953, advocaat, kantoorhoudende te 3000 Leuven, Justus Lipsiusstraat 20A.

Leuven, 3 juni 1999.

De griffier, (get.) Vandevenne, Jeannine. (63725)

Beschikking d.d. 2 juni 1999, verklaart Buyens, Maria, geboren te Haacht op 31 oktober 1950, wonende R.V.T. De Wingerd, 3000 Leuven, Noormannenstraat 68, niet in staat zelf de goederen te beheren en voegt toe als voorlopig bewindvoerder : De Cleyn, Pieter Gustaaf G.A., geboren te Mechelen op 10 mei 1954, advocaat, wonende te 3000 Leuven, Koning Leopold I-straat 30.

Leuven, 3 juni 1999.

De griffier, (get.) Vandevenne, Jeannine. (63728)

Vrederegerecht van het tweede kanton Leuven

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 31 mei 1999, werd Claes, Marius, geboren op 19 september 1973, gedomicilieerd Weg Messelbroek 106/C, 3270 Scherpenheuvel-Zichem, verblijvende U.P.C. Sint-Kamillus, Krijkelberg 1, 3360 Bierbeek, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Demin, Geert, advocaat, J.P. Minckelersstraat 70, 3000 Leuven.

Leuven, 31 mei 1999.

Voor eensluidend afschrift : de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (63726)

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 31 mei 1999, werd Drabs, Yvonne, geboren te Wezembeek-Oppem op 22 maart 1914, gedomicilieerd en verblijvende Senioren-centrum Zoniën, Jezus Eiklaan 37, 3080 Tervuren, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: Jonckheere, Etienne, neef, Vosberg 49, 1970 Wezembeek-Oppem.

Leuven, 31 mei 1999.

Voor eensluidend afschrift: de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (63727)

Vrederecht van het kanton Lier

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 3 juni 1999, werd D'Hooge, Luc, geboren op 26 oktober 1959, wonende te 1730 Asse, Bloklaan 46, opgenomen in de instelling Psychiatrisch Centrum Sint-Norbertus, Stationsstraat 22c, te 2570 Duffel, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Wuyts, Hilde, advocaat, met kantoor te 2500 Lier, Vismarkt 37.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 12 mei 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) Peeters, Annika. (63729)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 3 juni 1999, werd Janssens, Marie-Louise, geboren op 30 juni 1954, wonende te 2280 Grobbendonk, Herentalsesteenweg 63 B12, opgenomen in de instelling Psychiatrisch Centrum Sint-Norbertus, Stationsstraat 22c, te 2570 Duffel, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Proost, Nathalie, wonende te 2300 Turnhout, steenweg op Tielen 49.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd op 12 mei 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) Moeyersoms, Maria. (63730)

Vrederecht van het kanton Neerpelt

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Neerpelt, verleend op 31 mei 1999, werd Van Elzen, Julia, geboren te Hamont op 4 juni 1924, verblijvende en gedomicilieerd te 3930 Hamont, Sint-Jan Bergmans Tehuis, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Pellens, Adriaan, advocaat, Dorpsstraat 21, 3910 Sint-Huibrechts-Lille.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Jan Peeters. (63731)

Vrederecht van het eerste kanton Sint-Niklaas

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 27 mei 1999, werd Beck, Margareta, geboren op 28 juni 1922, wonende te 9140 Temse, Nijverheidsstraat 12, verblijvende in R.V.T. De Reiger, C. D'Hooghelaan 8, te 9140 Temse, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Mr. Amelinckx, Daniël, advocaat te 9140 Temse, Piet Nutenlaan 7a.

Sint-Niklaas, 2 juni 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Deschepper, Luc. (63732)

Vrederecht van het kanton Wolvtertem

Bij beschikking van 21 mei 1999 van de vrederechter van het kanton Wolvtertem, werd Mevr. De Dobbeleer, Linda, geboren op 9 augustus 1959 te Ninove, en wonende te Denderwindeke, Vreckom 35, doch verblijvende in de Sint-Alexiuskliniek te Grimbergen, Grimbergsesteenweg 40, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Mr. De Doncker, Sofie, advocaat, met kantoor te 9630 Zwalm, Kazernestraat 9.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) De Greve, Kamiel. (63733)

Mainlevée d'administration provisoire
Opheffing voorlopig bewind

Justice de paix du canton de Fosses-la-Ville

Par ordonnance du juge de paix du canton de Fosses-la-Ville en date du 31 mai 1999, il a été mis fin au mandat de Wilmart, Christine, enseignante, domiciliée à 5060 Sambreville (Tamines), avenue des Français 25, en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de Moussiaux, Lucienne, née à Tamines le 12 juin 1923, demeurant en dernier lieu à 5060 Sambreville (Tamines), avenue des Français 25, décédée à Sambreville le 15 mai 1999.

Le greffier en chef, (signé) Paul Watelet. (63734)

Justice de paix du second canton de Tournai

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai en date du 31 mai 1999, il a été mis fin au mandat de Babusiaux, Fernand, notaire, domicilié à 7130 Binche, avenue Charles de Liège 120, en sa qualité d'administrateur provisoire de Omer, Georges, domicilié à 7880 Flobecq, rue Docteur Degavre 4.

Cette personne ayant été à nouveau reconnu apte à gérer ses biens.

Pour extrait certifié conforme: le greffier, (signé) Nadine Morel. (63735)

Vrederecht van het kanton Herzele

Bij beschikking van de vrederechter van kanton Herzele, verleend op 19 mei 1999, werd een einde gesteld aan de opdracht van Flamee, Eric, advocaat, wonende te 9520 Sint-Lievens-Houtem, Polbroek 4, als voorlopig bewindvoerder over Goossens, Mariette, geboren op 1 mei 1916, met laatste verblijfplaats te 9520 Sint-Lievens-Houtem, Paardemarkt 10, overleden te Sint-Lievens-Houtem op 12 maart 1999, ingevolge het overlijden van de beschermde persoon.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) J. Guillemaere. (63736)

Vrederecht van het kanton Izegem

Bij beschikking van de heer vrederechter van het kanton Izegem, verleend op 31 mei 1999, werd de opdracht van Descheemaeker, Denise, geboren te Izegem op 12 december 1943, wonende te 8870 Izegem, Blekerijstraat 120, als voorlopig bewindvoerder over de goederen van Vandekerckhove, Germana, geboren te Hulste op 20 juni 1904, wonende te 8870 Izegem, R.V.T. « Ten Bos », Meensesteenweg 70, beëindigd, dit gelet op het overlijden van Vandekerckhove, Germana, op 22 april 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) F. Duthoo. (63737)

Vrederecht van het eerste kanton Leuven

Beschikking d.d. 2 juni 1999, verklaart Verstraete, Carl Willy Ria, geboren te Gent op 12 december 1964, wonende te 9000 Gent, Sint-Coletastraat 39, opnieuw in staat zelf zijn goederen te beheren vanaf 2 juni 1999, zodat de beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Leuven-1 op 1 juli 1997 (rolnummer 97/133) ophoudt uitwerking te hebben en er met ingang van 2 juni 1999 een einde komt aan de opdracht als voorlopig bewindvoerder van Beelen, Robert, geboren te Tienen op 28 april 1953, advocaat, kantoor houdende te 3000 Leuven, Justus Lipsiusstraat 20A.

Leuven, 2 juni 1999.

De griffier, (get.) Vandevenne, Jeannine. (63738)

Vrederecht van het kanton Maasmechelen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Maasmechelen, verleend op 28 mei 1999, werd een einde gesteld aan de opdracht van Didden, Maurice, psycholoog, wonende te 3630 Maasmechelen, Daalbroekstraat 54, als voorlopige bewindvoerder over Gichner, Henri, geboren te Brussel op 7 april 1932, gedomicilieerd en met huidige verblijfplaats OPZ Daelwezeth, Daalbroekstraat 106, te 3621 Rekem.

Voor eensluidend uittreksel : de adjunct-griffier, (get.) R. Coun. (63739)

Vrederecht van het kanton Nieuwpoort

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Nieuwpoort verleend op 1 juni 1999, verklaart Dejonghe, Pol, geboren te Roeselare op 4 april 1967, zaakvoerder, wonende te 8400 Oostende, K. Astridlaan 14/N1, opnieuw in staat zelf zijn goederen te beheren vanaf 1 juni 1999, zodat de beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Veurne op 7 maart 1994 (rolnummer 1.597-Rep.R. 281, en gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 22 maart 1994, blz. 7981, en onder nr. 5915), ophoudt uitwerking te hebben en er met ingang van 1 juni 1999 een einde komt aan de opdracht als voorlopig bewindvoerder van Dejonghe, André, handelaar, wonende te 8840 Staden, Kattestraat 2.

Nieuwpoort, 2 juni 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Candaele, Hugo. (63740)

Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder

Justice de paix du canton de Fexhe-Slins

Par ordonnance du juge de paix du canton de Fexhe-Slins rendue le 3 juin 1999, M. Philippe Yansenne, a été déchargé de sa fonction d'administrateur provisoire de Mme Oger, Yvonne, née le 11 décembre 1912, résidant à la maison de repos « Les Prés Fleuris », rue Henri Crahay 2, à 4340 Othée, laquelle a été pourvue d'un nouvel administrateur provisoire en la personne de M. Masset, Marc, avocat, domicilié rue Saint-Hadelin 11b, à 4600 Visé.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Galasse, Roger. (63741)

Vrederecht van het eerste kanton Aalst

Beschikking d.d. 14 mei 1999 :

Verklaart Podevyn, Sophie, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het eerste kanton Aalst op 19 november 1996 (rolnummer 96B3675-Rep.R. 3302/96), tot voorlopig bewindvoerder over Honnorez, Suzanne, geboren te Thulin op 24 februari 1911, verblijvende te 9340 Lede, Reymeersstraat 13a, met ingang van 14 mei 1999 ontslagen van haar opdracht;

Voegt toe als nieuwe voorlopige bewindvoerder aan de voornoemde beschermde persoon Honnorez, Suzanne : Van den Driessche, Karen, advocaat, wonende te 9300 Aalst, Vlaanderenstraat 4.

Aalst, 27 mei 1999.

De hoofdgriffier, (get.) De Cremer, Erik. (63742)

Beschikking d.d. 14 mei 1999 :

Verklaart Podevyn, Sophie, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het eerste kanton Aalst op 24 september 1996 (rolnummer 96B3618-Rep.R. 2569/96), tot voorlopig bewindvoerder over Boom, Octavie, geboren te Lembeek op 23 december 1909, wonende te 9340 Lede, Reymeersstraat 13a, met ingang van 14 mei 1999 ontslagen van haar opdracht;

Voegt toe als nieuwe voorlopige bewindvoerder aan de voornoemde beschermde persoon Boom, Octavie : Van den Driessche, Karen, advocaat, wonende te 9300 Aalst, Vlaanderenstraat 4.

Aalst, 27 mei 1999.

De hoofdgriffier, (get.) De Cremer, Erik. (63743)

Beschikking d.d. 14 mei 1999 :

Verklaart Podevyn, Sophie, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het eerste kanton Aalst op 17 september 1996 (rolnummer 96B3612-Rep.R. 2474/96), tot voorlopig bewindvoerder over Van Hauwe, Irene, geboren te Lede op 22 september 1923, wonende te 9340 Lede, Reymeersstraat 13a, met ingang van 14 mei 1999 ontslagen van haar opdracht;

Voegt toe als nieuwe voorlopige bewindvoerder aan de voornoemde beschermde persoon Van Hauwe, Irene : Van den Driessche, Karen, advocaat, wonende te 9300 Aalst, Vlaanderenstraat 4.

Aalst, 28 mei 1999.

De hoofdgriffier, (get.) De Cremer, Erik. (63744)

Beschikking d.d. 14 mei 1999 :

Verklaart Podevyn, Sophie, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het eerste kanton Aalst op 11 juni 1996 (rolnummer 96B3576-Rep.R. 1687/96), tot voorlopig bewindvoerder over Van der Snickt, Anny, geboren te Lede op 16 november 1946, invalide, wonende te 9340 Lede, Berkenstraat 9, met ingang van 14 mei 1999 ontslagen van haar opdracht;

Voegt toe als nieuwe voorlopige bewindvoerder aan de voornoemde beschermde persoon Van der Snickt, Anny : Gheeraerds, Michelle, advocaat, wonende te 9310 Herdersem, Pontweg 83.

Aalst, 27 mei 1999.

De hoofdgriffier, (get.) De Cremer, Erik. (63745)

Vrederecht van het kanton Diest

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Diest, verleend op 31 mei 1999, werd een einde gesteld aan de opdracht van Mr. Dens, Catherine, advocaat, kantoor houdende te 3290 Diest, Graanmarkt 21-23, als voorlopig bewindvoerder over Colpin, Danny, geboren te Leuven op 7 augustus 1962, gedomicilieerd en met huidige verblijfplaats te 3290 Diest, Meidoornstraat 40, bus 10.

De beschermde persoon kreeg als nieuwe voorlopig bewindvoerder toegevoegd: Colpin, Robert, geprepensioneerde, wonende te 3870 Heers, Gerlindenstraat 58.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Andrea Schoofs. (63746)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Diest, verleend op 31 mei 1999, werd een einde gesteld aan de opdracht van Mr. Dens, Catherine, advocaat, kantoor houdende te 3290 Diest, Graanmarkt 21-23, als voorlopig bewindvoerder over Bouwens, Godelieva, geboren te Meerhout op 20 oktober 1959, gedomicilieerd en met huidige verblijfplaats te 3290 Diest, Meidoornstraat 40, bus 10.

De beschermde persoon kreeg als nieuwe voorlopig bewindvoerder toegevoegd: Colpin, Robert, geprepensioneerde, wonende te 3870 Heers, Gerlindenstraat 58.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Andrea Schoofs. (63747)

**Publication prescrite par l'article 793
du Code civil**

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek**

*Acceptation sous bénéfice d'inventaire
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving*

Tribunal de première instance de Charleroi

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège en date du 2 juin 1999, Mme Dehout, Linda, domiciliée à Pont-à-Celles, rue Trieu Braibant 17, agissant en sa qualité de mère, tutrice et administratrice légale des biens de son enfant mineur d'âge, à savoir: Chapelle, Jennifer, née le 18 janvier 1989, à ce dûment autorisée par délibération du conseil de famille tenu sous la présidence de M. le juge de paix du canton de Seneffe en date du 7 avril 1999.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans le délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à M. le notaire Coppée, Jean-Jacques, de résidence à Marchienne-au-Pont, route de Mons 35.

Charleroi, le 2 juin 1999.

Le greffier-chef de service, (signé) Sacré, Alain, greffier adjoint. (17912)

Tribunal de première instance de Huy

L'an mil neuf cent nonante-neuf, le trois juin, au greffe du tribunal civil de première instance séant à Huy, province de Liège, a comparu: Me Murielle Paquot, avocate, dont le cabinet est sis à 4280 Hannut, rue de Tirlemont 4, agissant en qualité d'administratrice provisoire de Mme Matlet, Madeleine Clara, née à Etterbeek le 18 mars 1924, veuve Lefèvre, de nationalité belge, domiciliée à 5300 Landenne-sur-Meuse, rue de Velaine 89, désignée à cette fonction par ordonnance de M. le juge de paix du second canton de Huy en date du 31 mars 1999, et autorisée aux fins des présentes par ordonnance dudit juge de paix du 31 mai 1999, copies de ces décisions restant en annexes au présent, la comparante, s'exprimant en langue française, a déclaré pour et au nom de sa protégée, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de feu

l'époux de cette dernière, soit M. Lefèvre, André Arthur Gérard Ghislain, né à Landenne le 10 novembre 1918, divorcé d'avec Morsa, Lucie, en premières noces, époux en secondes noces de Matlet, Madeleine, préqualifiée, domiciliée en dernier lieu à Landenne-sur-Meuse, rue de Velaine 89, décédé à Namur (Bouge) le 18 mars 1999.

Les créanciers et légataires sont invités à faire valoir leurs droits, par avis recommandé, à adresser à Me Marie-France George, notaire de résidence à 5300 Seilles, rue du Vigna 83, dans les trois mois de la présente insertion.

Pour extrait conforme: (signé) F. Morhet, greffier. (17913)

Tribunal de première instance de Liège

L'an mil neuf cent nonante-neuf, le trois juin, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu:

Mme Khadidja Lamari, née à Meknes (Maroc) le 1^{er} août 1949, domiciliée à Seraing, rue Del Cinse 3, agissant en sa qualité de mère et tutrice légale des enfants mineurs d'âge:

Bessaih, Fatima, née à Seraing le 18 octobre 1982;

Bessaih, Nora, née à Seraing le 16 octobre 1983;

Bessaih, Amar, né à Seraing le 16 juin 1985,

domiciliés avec leur mère,

et en vertu d'une délibération du conseil de famille qui s'est tenu par-devant M. le juge de paix du canton de Seraing, en date du 2 juin 1999, délibération qui est produite en extrait et qui restera annexée au présent acte,

laquelle comparante a été ès qualités:

accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Bessaih, Ahmed, né à Bezzit (Algérie) le 6 mars 1937, de son vivant domicilié à Seraing, rue del Cinse 3, et décédé le 7 mars 1999 à Seraing.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, la comparante déclare faire élection de domicile chez elle à Seraing, rue del Cinse 3.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signé) J. Diederer. (17914)

L'an mil neuf cent nonante-neuf, le trois juin, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu:

De Laminne de Bex, Olivier, notaire à Waremme, rue Edmond Leburton 29, porteur d'une procuration sous seing privé qui restera annexée au présent acte pour et au nom de:

Bada, Gabriel, né à Celles le 24 mars 1948, domicilié à Faimas, rue de Termogne 32, agissant en sa qualité de père et tuteur légal de son enfant mineur d'âge:

Bada, Nicolas, né à Liège le 18 juin 1985, domicilié avec le père,

et en vertu d'un délibération du conseil de famille qui s'est tenu par-devant M. le juge de paix du canton de Waremme en date du 16 février 1999, délibération qui est produite en copie et qui restera annexée au présent acte, lequel comparant a déclaré ès qualité, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Strauven, Chantal Jeanne Josette, née à Waremme le 13 mai 1956, de son vivant domiciliée à Faimas, rue de Termogne 32, et décédée le 16 janvier 1999 à Liège.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, le comparant déclare faire élection de domicile en son étude, avenue Edmond Leburton 29, à Waremme.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signature illisible). (17915)

Rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, op 3 juni 1999, is verschenen Marc Lowagie, kandidaat-notaris, wonende te 8020 Oostkamp (Ruddervoorde), Torhoutsestraat 264, handelend als gevolmachtigde van Degryse, Donald, stukadoor, geboren te Roeselare op 10 april 1957, weduwnaar van Greta De Craemer, wonende te 8800 Roeselare, Oostnieuwkerksesteenweg 81, handelend als voogd van rechtswege over :

Degryse, Tom, geboren te Tielt op 1 februari 1982;

Degryse, Yannick Rik, geboren te Roeselare op 8 mei 1987;

Degryse, Kristof Georges Patrick, geboren te Roeselare op 17 april 1990.

De comparant heeft ons verklaard, handelend in zijn gezegde hoedanigheid, onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen De Craemer, Greta Imelda Paula Maria, geboren te Tielt op 3 oktober 1953, in leven laatst wonende te 8800 Roeselare, Oostnieuwkerksesteenweg 81, en overleden te Roeselare op 26 augustus 1997.

Tot staving van zijn verklaring heeft de comparant ons een onderhandse volmacht overhandigd en heeft hij, na gedane lezing, met ons, griffier, deze akte ondertekend.

Tot staving van zijn verklaring heeft de comparant ons een afschrift vertoond van de beslissing van de familieraad, gehouden op 2 oktober 1997, onder het voorzitterschap van de vrederechter J. Nolf, van het kanton Roeselare, waarbij Donald Degryse gemachtigd werd om in naam van de voornoemde minderjarige de nalatenschap van wijlen De Craemer, Greta Imelda Paula Maria te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van Mr. Godelieve Monballyu, met standplaats te 8740 Pittem, Wielewaalstraat 3.

Kortrijk, 3 juni 1999.

De griffier, (get.) J. Vanhulle. (17916)

Concordat judiciaire – Gerechtelijk akkoord

Tribunal de commerce de Bruxelles

Sursis provisoire

Par jugement du 2 juin 1999, le tribunal de commerce de Bruxelles a accordé le sursis provisoire à la société privée à responsabilité limitée Le Triangle Trois, ayant son siège social à Woluwe-Saint-Pierre, Parvis Saint-Pierre 1, R.C. Bruxelles 613711, T.V.A. 455.082.824, exploitant un restaurant.

Le tribunal a désigné M. Fronville, Hugues, boulevard Louis Schmidt 57, à 1040 Bruxelles, en qualité de commissaire au sursis.

Les créanciers sont invités à faire leurs déclarations de créances au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles au plus tard le 2 juillet 1999.

Il sera statué le 6 octobre 1999, à 14 heures, à l'audience publique de la chambre des concordats, salle D, sur l'octroi du sursis définitif.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) R. Tielemans. (17917)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Voorlopige opschorting

Bij vonnis d.d. 2 juni 1999 van de rechtbank van koophandel te Brussel werd de voorlopige opschorting van betaling toegekend aan de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Le Triangle Trois, met maatschappelijke zetel te Sint-Pieters-Woluwe, Sint-Pietersvoorplein, H.R. Brussel 613711, BTW 455.082.824, een restaurant uitbatend.

Als commissaris inzake opschorting werd benoemd de heer Fronville, Hugues, Louis Schmidlaan 57, te 1040 Brussel.

De schuldeisers dienen aangifte te doen van hun schuldvorderingen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, uiterlijk op 2 juli 1999.

Ter zitting van 6 oktober 1999, te 14 uur, kamer der gerechtelijke akkoorden, zaal D, zal over de definitieve opschorting uitspraak worden gedaan.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) R. Tielemans. (17917)

Tribunal de commerce de Mons

Sursis définitif

Par jugement du 3 juin 1999, le tribunal de commerce de Mons a accordé le sursis définitif à la société Alpha Concept Matériaux S.A., dont le siège social est sis à 7340 Wasmes, rue du Pont d'Arcole 9bis, exerçant l'activité de vente de matériaux de construction, R.C. Mons 130367, T.V.A. 452.504.505, pour une période de vingt-quatre mois, prenant cours le 4 juin 1999, pour se terminer le 4 juin 2001.

Les commissaires au sursis, MM. :

Louis Dermine, allée Notre-Dame de Grâce 2, à 6280 Loverval;

Victor Collin, chaussée d'Enghien 40, à 7060 Soignies, sont confirmés dans leur mission et contrôleront l'exécution du plan et feront immédiatement rapport au tribunal au cas où celui-ci ne pourrait pas ou plus être exécuté.

Le greffier, (signé) F. Baugnies. (17918)

Faillite – Faillissement

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 1 juni 1999 werd geopend verklaard, op eigen aangifte, het faillissement van de B.V.B.A. Printex International, Brusselsesteenweg 24, 1850 Grimbergen, H.R. Brussel 601746, BTW 448.687.455, met als handelsactiviteit: invoer- en uitvoer- en groothandel in onderhoud en herstellen van informaticamateriaal en software.

Rechter-commissaris: de heer Trappeniers.

Curator: Mr. Olivier Ronse, Zeven Bunderslaan 130, te 1190 Vorst.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen: op woensdag 28 juli 1999, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) O. Ronse. (Pro deo) (17919)

Bij vonnis d.d. 1 juni 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. All'Demo, Oude Brusselsestraat 3, 1750 Lennik (Sint-Martens-Lennik), H.R. Brussel 597903, met als handelsactiviteit: in- en uitvoer.

Rechter-commissaris: de heer Trappeniers.

Curator : Mr. Olivier Ronse, Zeven Bunderslaan 130, te 1190 Vorst.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van
dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 28 juli 1999, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) O. Ronse.
(Pro deo) (17920)

Bij vonnis d.d. 26 mei 1999 werd het faillissement van C.V. Kolen
Norbert Speeckaert, met maatschappelijke zetel te 1501 Buizingen
(Halle), Berkenlaan 11, H.R. Brussel 484579, BTW 429.524.413, afge-
sloten bij totaal gebrek aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Matheï.

Curator : Mr. Christian Van Buggenhout, H. Wafelaertsstraat 47-51,
1060 Brussel

De curator, Chr. Van Buggenhout. (Pro deo) (17921)

Bij vonnis d.d. 4 mei 1999, van de rechtbank van koophandel te
Brussel werd het faillissement van de B.V.B.A. Itim Belgium, met zetel
te 1755 Gooik, Edingsesteenweg 112, BTW 419.061.279, gesloten
verklaard wegens gebrek aan actief.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, B. Asscherickx.
(Pro deo) (17922)

Bij vonnis d.d. 4 mei 1999, van de rechtbank van koophandel te
Brussel werd het faillissement van de B.V.B.A. J. Line, met zetel te
1800 Vilvoorde, Mechelsesteenweg 281-283, BTW 442.734.328, gesloten
verklaard wegens gebrek aan actief.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, B. Asscherickx.
(Pro deo) (17923)

Bij vonnis d.d. 4 mei 1999, van de rechtbank van koophandel te
Brussel werd het faillissement van de heer Patrick Govaerts, wonende
te 1600 Sint-Pieters-Leeuw, Kerkplein 40, BTW 747.335.213,
H.R. Brussel 591218, gesloten verklaard wegens gebrek aan actief.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, B. Asscherickx.
(Pro deo) (17924)

Bij vonnis d.d. 4 mei 1999, van de rechtbank van koophandel te
Brussel werd het faillissement van de E.B.V.B.A. Café Feestzaal, met
zetel te 1650 Beersel, Hoogstraat 10, BTW 456.860.694, gesloten
verklaard wegens gebrek aan actief.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, B. Asscherickx.
(Pro deo) (17925)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 1^{er} juin 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la
faillite de la S.P.R.L. New Latinis, avenue Gustave Latinis 45-47,
1030 Schaerbeek, R.C. Bruxelles 590778, T.V.A. 454.689.874, activité
commerciale principale : taverne.

Juge-commissaire : M. Trappeniers.

Curateur : Me Olivier Ronse, avenue des Sept Bonniers 130,
1190 Forest.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal
de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le
délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi
28 juin 1999, à 14 heures, à la salle B.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) O. Ronse.
(Pro deo) (17926)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 1 juni 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding,
het faillissement van de B.V.B.A. New Latinis, Gustave
Latinislaan 45-47, 1030 Schaarbeek, H.R. Brussel 590778,
BTW 454.689.874, met als handelsactiviteit : taverne.

Rechter-commissaris : de heer Trappeniers.

Curator : Mr. Olivier Ronse, Zeven Bunderslaan 130, 1190 Vorst.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van
dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 28 juli 1999, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) O. Ronse.
(Pro deo) (17926)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 4 mai 1999 du tribunal de commerce de Bruxelles,
la faillite de la S.P.R.L. Maro Leather, ayant son siège à 1060 Bruxelles,
chaussée de Charleroi 245, R.C. Bruxelles 527114, T.V.A. 439.251.137, a
été clôturée par manque d'actif.

Le tribunal a déclaré la faillie non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) B. Asscherickx.
(Pro deo) (17927)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 4 mei 1999 van de rechtbank van koophandel te
Brussel werd het faillissement van de B.V.B.A. Maro Leather, met zetel
te 1060 Brussel, Charleroisesteenvweg 245, BTW 439.251.137, gesloten
verklaard wegens gebrek aan actief.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) B. Asscherickx.
(Pro deo) (17927)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 26 mai 1999 du tribunal de commerce de Bruxelles, la faillite de la S.A. Europa Center, ayant son siège à 1060 Bruxelles, rue Capouillet 19-21, R.C. Bruxelles 621122, a été clôturée par manque d'actif.

Le tribunal a déclaré la faillie non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) B. Asscherickx.

(Pro deo) (17928)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 26 mei 1999 van de rechtbank van koophandel te Brussel werd het faillissement van de N.V. Europa Center, met zetel te 1060 Brussel, Capouilletstraat 19-21, gesloten verklaard wegens gebrek aan actief.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) B. Asscherickx.

(Pro deo) (17928)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 1^{er} juin 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.C. P.M.D. Belgium, rue Sainte Marie 10, bte 10, 1080 Molenbeek-Saint-Jean, R.C. Bruxelles 603071, T.V.A. 431.429.274, activité commerciale : intermédiaire en commerce.

Juge-commissaire : M. Trappeniers.

Curateur : Me Olivier Ronse, avenue des Sept Bonniers 130, 1190 Forest.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 28 juin 1999, à 14 heures, à la salle B.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) O. Ronse.

(Pro deo) (17929)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 1 juni 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de C.V. P.M.D. Belgium, Sint-Mariastraat 10, bus 10, 1080 Sint-Jans-Molenbeek, H.R. Brussel 603071, BTW 431.429.274, met als handelsactiviteit : tussenpersoon in de handel.

Rechter-commissaris : de heer Trappeniers.

Curator : Mr. Olivier Ronse, Zeven Bunderslaan 130, 1190 Vorst.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 28 juli 1999, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) O. Ronse.

(Pro deo) (17929)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 1^{er} juin 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. Axxess, avenue Louise 149, 1050 Bruxelles, R.C. Bruxelles 620940, activité commerciale : service courrier.

Juge-commissaire : M. Trappeniers.

Curateur : Me Olivier Ronse, avenue des Sept Bonniers 130, 1190 Forest.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 28 juin 1999, à 14 heures, à la salle B.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) O. Ronse.

(Pro deo) (17930)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 1 juni 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Axxess, Louizalaan 149, 1050 Brussel, H.R. Brussel 620940, met als handelsactiviteit : koerierdienst.

Rechter-commissaris : de heer Trappeniers.

Curator : Mr. Olivier Ronse, Zeven Bunderslaan 130, 1190 Vorst.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 28 juli 1999, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) O. Ronse.

(Pro deo) (17930)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 26 mai 1999, la faillite de la S.P.R.L. Bruma, dont le siège social est établi à 1070 Anderlecht, rue du Champion 10, R.C. Bruxelles 607630, T.V.A. 442.782.927, a été clôturée pour absence total d'actif.

Le tribunal n'a pas déclaré le failli excusable.

Juge-commissaire : M. Matheï.

Curateur : Me Christian Van Buggenhout, rue Henri Wafelaerts 47-51, 1060 Bruxelles.

Le curateur, (signé) Chr. Van Buggenhout. (17931)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 26 mei 1999 werd het faillissement van de B.V.B.A. Bruma, met maatschappelijke zetel te 1070 Anderlecht, Kampioenstraat 10, H.R. Brussel 607630, BTW 442.782.927, afgesloten bij totaal gebrek aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Matheï.

Curator : Mr. Christian Van Buggenhout, H. Wafelaertsstraat 47-51, 1060 Brussel.

De curator, (get.) Chr. Van Buggenhout. (17931)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. X.Trade, ayant son siège social à 1080 Bruxelles, quai de Mariemont 51, R.C. Bruxelles 627907, T.V.A. 463.491.536.

Juge-commissaire : M. Jacques Gobert.

Curateur : Me Alain Goldschmidt, chaussée de La Hulpe 187, 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 7 juillet 1999, à 14 heures, à la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. Goldschmidt. (17932)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 31 mei 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. X.Trade, met maatschappelijke zetel te 1080 Brussel, Mariemontkaai 51, H.R. Brussel 627907, BTW 463.491.536.

Rechter-commissaris : de heer Jacques Gobert.

Curator : Mr. Alain Goldschmidt, Terhulpesteenweg 187, 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 7 juli 1999, te 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. Goldschmidt. (17932)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Chaussures Wartique, ayant son siège social à 1000 Bruxelles, rue Grétry 43, R.C. Bruxelles 210122, T.V.A. 403.406.367.

Juge-commissaire : M. Jacques Gobert.

Curateur : Me Alain Goldschmidt, chaussée de La Hulpe 187, 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 7 juillet 1999, à 14 heures, à la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. Goldschmidt.

(Pro deo) (17933)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 31 mei 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de N.V. Chaussures Wartique, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Grétrystraat 43, H.R. Brussel 210122, BTW 403.406.367.

Rechter-commissaris : de heer Jacques Gobert.

Curator : Mr. Alain Goldschmidt, Terhulpesteenweg 187, 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 7 juli 1999, te 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. Goldschmidt.

(Pro deo) (17933)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de Mme Tuytschaver, Marianne, domiciliée à 1000 Bruxelles, rue des Patriotes 69, R.C. Bruxelles 474208, T.V.A. 565.657.181.

Juge-commissaire : M. Jacques Gobert.

Curateur : Me Alain Goldschmidt, chaussée de La Hulpe 187, 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 7 juillet 1999, à 14 heures, à la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. Goldschmidt.

(Pro deo) (17934)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 31 mei 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van Mevr. Tuytschaver, Marianne, gehuisvest te 1000 Brussel, Patriottenstraat 69, H.R. Brussel 474208, BTW 565.657.181.

Rechter-commissaris : de heer Jacques Gobert.

Curator : Mr. Alain Goldschmidt, Terhulpesteenweg 187, 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 7 juli 1999, te 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. Goldschmidt.

(Pro deo) (17934)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 17 mai 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. CRB, avec siège social à 1150 Bruxelles, rue André Fauchille 17, R.C. Bruxelles 217590, T.V.A. 402.238.313, activité principale : société de distribution d'appareils et réactifs pour laboratoires industriels.

Juge-commissaire : M. Jean Andersson.

Curateur : Me d'Ieteren, Alain, chaussée de La Hulpe 187, 1170 Bruxelles, avocat à Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 23 juin 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. d'Ieteren.

(Pro deo) (17935)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 17 mei 1999 werd geopend verklaard, op aangifte, het faillissement van de N.V. CRB, met maatschappelijke zetel te 1150 Brussel, André Fauchillestraat 17, H.R. Brussel 217590, BTW 402.238.313, hoofdactiviteit : verdelingsmaatschappij voor apparaten en reagens voor industriële laboratoire.

Rechter-commissaris : de heer Jean Andersson.

Curator : Mr. d'Ieteren, Alain, Terhulpesteenweg 187, 1170 Brussel, advocaat te Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 23 juni 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. d'Ieteren.

(Pro deo) (17935)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de Mme Ketty Israel, domiciliée à 1457 Walhain, rue Chèvequeue 63, exploitant le commerce sous la dénomination La Boutika, à 1050 Bruxelles, rue F. Dons 49, R.C. Bruxelles 582052, T.V.A. 555.499.497, activité commerciale principale : prêt-à-porter dames et enfants 2e main.

Juge-commissaire : M. Jonckheere.

Curateur : Me Anicet Baum, avenue Franklin Roosevelt 143, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 7 juillet 1999, à 14 heures, à la salle A.

Le curateur, (signé) A. Baum.

(Pro deo) (17936)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 31 mei 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van Mevr. Ketty Israel, wonende te 1457 Walhain, rue Chèvequeue 63, en handeldrijvende onder de benaming La Boutika, te 1050 Brussel, F. Donsstraat 49, H.R. Brussel 582052, BTW 555.499.497, voornaamste handelsactiviteit : tweedehandse confectiekleding vrouwen en kinderen.

Rechter-commissaris : de heer Jonckheere.

Curator : Mr. Anicet Baum, Franklin Rooseveltlaan 143, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de aangifte van hun schuldvordering te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 7 juli 1999, te 14 uur, in zaal A.

De curator, (get.) A. Baum.

(Pro deo) (17936)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de Mme Eliane Lanckman, domiciliée à 1080 Bruxelles, rue Ransfort 102, et ayant exploité un commerce de détail en articles de librairie à 1080 Bruxelles, chaussée de Ninove 50, R.C. Bruxelles 501114 (radié le 26 avril 1999), T.V.A. 562.543.283, activité commerciale principale : librairie-papeterie.

Juge-commissaire : M. Jonckheere.

Curateur : Me Anicet Baum, avenue Franklin Roosevelt 143, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 7 juillet 1999, à 14 heures, à la salle A.

Le curateur, (signé) A. Baum.

(Pro deo) (17937)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 31 mei 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van Mevr. Eliane Lanckman, wonende te 1080 Brussel, Ransfortstraat 102, en hebbende een boekhandel te 1080 Brussel, Ninoofsesteenweg 50, H.R. Brussel 501114 (geschrapt op 26 april 1999), BTW 562.543.283, voornaamste handelsactiviteit : boekhandel en kantoorboekhandel.

Rechter-commissaris : de heer Jonckheere.

Curator : Mr. Anicet Baum, Franklin Rooseveltlaan 143, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de aangifte van hun schuldvordering te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 7 juli 1999, te 14 uur, in zaal A.

De curator, (get.) A. Baum.

(Pro deo) (17937)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Fury, dont le siège social est sis à 1020 Bruxelles, Evian 1 Fashion Gardens, square Atomium, R.C. Bruxelles 531835, T.V.A. 440.126.612, activité commerciale principale : prêt-à-porter.

Juge-commissaire : M. Jonckheere.

Curateur : Me Anicet Baum, avenue Franklin Roosevelt 143, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 7 juillet 1999, à 14 heures, à la salle A.

Le curateur, (signé) A. Baum. (Pro deo) (17938)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 31 mei 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de N.V. Fury, met maatschappelijke zetel te 1020 Brussel, Evian 1 Fashion Gardens, square Atomium, H.R. Brussel 531835, BTW 440.126.612, voornaamste handelsactiviteit : confectiekleding.

Rechter-commissaris : de heer Jonckheere.

Curator : Mr. Anicet Baum, Franklin Rooseveltlaan 143, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de aangifte van hun schuldvordering te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 7 juli 1999, te 14 uur, in zaal A.

De curator, (get.) A. Baum. (Pro deo) (17938)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L.U. Prime Factor, dont le siège social est établi à 1180 Uccle, rue de Stalle 7, R.C. Bruxelles 618243, T.V.A. 461.536.688, activité commerciale : agence de mannequins.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Tom Gutt, rue Emile Bouilliot 20, à 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 7 juillet 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) T. Gutt.

(Pro deo) (17939)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 31 mei 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A.O. Prime Factor, met maatschappelijke zetel te 1180 Ukkel, Stallestraat 7, H.R. Brussel 618243, BTW 461.536.688, handelsactiviteit : models agentschap.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Tom Gutt, Emiel Bouilliotstraat 20, te 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 7 juli 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) T. Gutt.

(Pro deo) (17939)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Marine, dont le siège social est établi à 1030 Schaerbeek, avenue Rogier 348, R.C. Bruxelles 570484, T.V.A. 450.026.847, activité commerciale : publicité-graphisme.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Tom Gutt, rue Emile Bouilliot 20, à 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 7 juillet 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) T. Gutt.

(Pro deo) (17940)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 31 mei 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de N.V. Marine, met maatschappelijke zetel te 1030 Schaarbeek, Rogierlaan 348, H.R. Brussel 570484, BTW 450.026.847, handelsactiviteit : publiciteit en grafisch beeld.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Tom Gutt, Emiel Bouilliotstraat 20, te 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 7 juli 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) T. Gutt.

(Pro deo) (17940)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la SCS El Mansouri et Cie, dont le siège social est établi à 1060 Saint-Gilles, chaussée de Forest 219, R.C. Bruxelles 606450, T.V.A. 458.812.869, activité commerciale : négoce.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Tom Gutt, rue Emile Bouilliot 20, à 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 7 juillet 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) T. Gutt.

(Pro deo) (17941)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 31 mei 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de VEG El Mansouri et Cie, met maatschappelijke zetel te 1060 Sint-Gillis, Vorstse Steenweg 219, H.R. Brussel 606450, BTW 458.812.869, handelsactiviteit : handel.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Tom Gutt, Emiel Bouilliotstraat 20, te 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 7 juli 1999, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) T. Gutt.
(Pro deo) (17941)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Bureaux-Relais ou Bleu de Prusse, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue du Bon Secours 8-10, R.C. Bruxelles 594862, T.V.A. 455.898.317, activité commerciale : entrepreneur.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Tom Gutt, rue Emile Bouilliot 20, à 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 7 juillet 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) T. Gutt.
(Pro deo) (17942)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 31 mei 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. Bureaux-Relais of Bleu de Prusse, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Bijstandsstraat 8-10, H.R. Brussel 594862, BTW 455.898.317, handelsactiviteit : ondernemer.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Tom Gutt, Emiel Bouilliotstraat 20, te 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 7 juli 1999, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) T. Gutt.
(Pro deo) (17942)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Password, dont le siège social est établi à 1180 Uccle, avenue de Messidor 195, R.C. Bruxelles 611692, T.V.A. 460.045.561, activité commerciale : organisation de salons.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Tom Gutt, rue Emile Bouilliot 20, à 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 7 juillet 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) T. Gutt.
(Pro deo) (17943)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 31 mei 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de P.V.B.A. Password, met maatschappelijke zetel te 1180 Ukkel, Messidorlaan 195, H.R. Brussel 611692, BTW 460.045.561, handelsactiviteit : organisatie van tentoonstellingen.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Tom Gutt, Emiel Bouilliotstraat 20, te 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 7 juli 1999, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) T. Gutt.
(Pro deo) (17943)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Le Jardin Eternel, dont le siège social est établi à 1040 Etterbeek, chaussée de Wavre 721, R.C. Bruxelles 591801, T.V.A. 437.583.628, activité commerciale : produits de beauté.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Tom Gutt, rue Emile Bouilliot 20, à 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 7 juillet 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) T. Gutt.
(Pro deo) (17944)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 31 mei 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. Le Jardin Eternel, met maatschappelijke zetel te 1040 Etterbeek, Waverse Steenweg 721, H.R. Brussel 591801, BTW 437.583.628, handelsactiviteit : schoonheidsproducten.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Tom Gutt, Emiel Bouilliotstraat 20, te 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 7 juli 1999, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) T. Gutt.
(Pro deo) (17944)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 mai 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.C. V.G.F., dont le siège social est établi à 1060 Saint-Gilles, rue de Joncker 28, R.C. Bruxelles 484937, T.V.A. 429.591.422, activité commerciale : salon de coiffure.

Juge-commissaire : M. Courtin.

Curateur : Me Tom Gutt, rue Emile Bouilliot 20, à 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 7 juillet 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) T. Gutt.

(Pro deo) (17945)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 31 mei 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de C.V. V.G.F., met maatschappelijke zetel te 1060 Sint-Gillis, de Jonckerstraat 28, H.R. Brussel 484937, BTW 429.591.422, handelsactiviteit : kapsalon.

Rechter-commissaris : de heer Courtin.

Curator : Mr. Tom Gutt, Emiel Bouilliotstraat 20, te 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 7 juli 1999, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) T. Gutt.

(Pro deo) (17945)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 27 mai 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Koud'Fil, dont le siège social est sis à 1090 Bruxelles, rue Stanislas Legrelle 10/12, mais en fait établie à 1090 Bruxelles, rue Jacobs Fontaine 110, R.C. Bruxelles 618885, T.V.A. 459.968.555, activité commerciale principale : télémarketing.

Juge-commissaire : M. Thays.

Curateur : Me Anicet Baum, avenue Franklin Roosevelt 143, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 juin 1999, à 14 heures, à la salle A.

Le curateur, (signé) A. Baum.

(Pro deo) (17946)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 27 mei 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. Koud'Fil, met maatschappelijke zetel te 1090 Brussel, Stanislas Legrellestraat 10/12, maar in feite gevestigd te 1090 Brussel, Jacobs Fontainestraat 110, H.R. Brussel 618885, BTW 459.968.555, voornaamste handelsactiviteit : telemarketing.

Rechter-commissaris : de heer Thays.

Curator : Mr. Anicet Baum, Franklin Rooseveltlaan 143, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de aangifte van hun schuldvordering te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 juni 1999, te 14 uur, in zaal A.

De curator, (get.) A. Baum.

(Pro deo) (17946)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 27 mai 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Sport Moto Center, en abrégé : « S.M.C. », dont le siège social est sis à 1040 Bruxelles, avenue des Celtes 12-14, R.C. Bruxelles 481149, T.V.A. 428.993.485, activité commerciale principale : vente de motos et réparations.

Juge-commissaire : M. Thays.

Curateur : Me Anicet Baum, avenue Franklin Roosevelt 143, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 juin 1999, à 14 heures, à la salle A.

Le curateur, (signé) A. Baum.

(17947)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 27 mei 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de N.V. Sport Moto Center, in het kort : « S.M.C. », met maatschappelijke zetel te 1040 Brussel, Keltenlaan 12-14, H.R. Brussel 481149, BTW 428.993.485, voornaamste handelsactiviteit : verkoop van motors en herstellingen.

Rechter-commissaris : de heer Thays.

Curator : Mr. Anicet Baum, Franklin Rooseveltlaan 143, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de aangifte van hun schuldvordering te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 juni 1999, te 14 uur, in zaal A.

De curator, (get.) A. Baum.

(17947)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 27 mai 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Société de Recherches, de Protection et de Fabrications Electroniques, en abrégé : « Profabel », dont le siège social est sis à 1180 Bruxelles, chaussée de Saint-Job 506, R.C. Bruxelles 421398, T.V.A. 419.662.778, activité commerciale principale : importation et distribution en gros de matériel de sécurité.

Juge-commissaire : M. Thays.

Curateur : Me Anicet Baum, avenue Franklin Roosevelt 143, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 juin 1999, à 14 heures, à la salle A.

Le curateur, (signé) A. Baum. (17948)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 27 mei 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de N.V. Société de Recherches, de Protection et de Fabrications Electroniques, in het kort : « Profabel », met maatschappelijke zetel te 1180 Brussel, Sint-Jobsteenweg 506, H.R. Brussel 421398, BTW 419.662.778, voornaamste handelsactiviteit : import en distributie van veiligheidssystemen.

Rechter-commissaris : de heer Thays.

Curator : Mr. Anicet Baum, Franklin Rooseveltlaan 143, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de aangifte van hun schuldvordering te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 juni 1999, te 14 uur, in zaal A.

De curator, (get.) A. Baum. (17948)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 27 mai 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Blue For a Day, en abrégé : « Blue 4 D », dont le siège social est sis à 1180 Bruxelles, chaussée de Saint-Job 506, R.C. Bruxelles 597977, T.V.A. 456.672.931, activité commerciale principale : agence de publicité, organisation d'événements, centre de relaxation.

Juge-commissaire : M. Thays.

Curateur : Me Anicet Baum, avenue Franklin Roosevelt 143, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 30 juin 1999, à 14 heures, à la salle A.

Le curateur, (signé) A. Baum. (17949)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 27 mei 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. Blue For a Day, in het kort : « Blue 4 D », met maatschappelijke zetel te 1180 Brussel, Sint-Jobsteenweg 506, H.R. Brussel 597977, BTW 456.672.931, voornaamste handelsactiviteit : reclame-adviesbureau, organisatie van evenementen, relaxatiecentrum.

Rechter-commissaris : de heer Thays.

Curator : Mr. Anicet Baum, Franklin Rooseveltlaan 143, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de aangifte van hun schuldvordering te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 30 juni 1999, te 14 uur, in zaal A.

De curator, (get.) A. Baum. (17949)

Tribunal de commerce d'Arlon

Par jugement rendu le 1^{er} avril 1999, le tribunal de commerce d'Arlon déclare closes, par liquidation, les opérations de la faillite de la S.A. Coglass, à 6790 Aubange, Zoning industriel, R.C. Arlon 12843, T.V.A. 421.471.037.

Dit qu'il n'y a lieu à excusabilité s'agissant d'une société.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Michel Thiry. (17950)

Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement du 1^{er} juin 1999, le tribunal de commerce de Charleroi a déclaré la faillite, sur pied de l'article 33 de la loi sur le concordat judiciaire, de la S.A. Le Es Caducée, dont le siège social est situé à 7140 Mont-Sainte-Aldegonde, rue des Escossons 3, R.C. Charleroi 160416.

La date provisoire de la cessation des paiements a été fixée au 1^{er} juin 1999.

Les créanciers de la S.A. Le Es Caducée doivent faire leur déclaration au greffe du tribunal de commerce de Charleroi, palais de justice, boulevard Général Michel, pour le 22 juin 1999 au plus tard.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances aura lieu le 20 juillet 1999, à 8 h 30 m, à l'audience de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi.

Ont été désignés : M. L. Florins en qualité de juge-commissaire;

Me Philippe Delvaux, avocat, rue Grande 30, à Farciennes, en qualité de curateur.

Le pro deo a été accordé.

(Signé) Me Ph. Delvaux, curateur. (Pro deo) (17951)

Par jugement du 1^{er} juin 1999, le tribunal de commerce de Charleroi a déclaré la faillite, sur pied de l'article 33 de la loi sur le concordat judiciaire, de la S.A. La Résidence de la Fontaine, dont le siège social est situé à 7140 Mont-Sainte-Aldegonde, rue des Escossons 3, R.C. Charleroi 184459.

La date provisoire de la cessation des paiements a été fixée au 1^{er} juin 1999.

Les créanciers de la S.A. La Résidence de la Fontaine doivent faire leur déclaration au greffe du tribunal de commerce de Charleroi, palais de justice, boulevard Général Michel, pour le 22 juin 1999 au plus tard.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances aura lieu le 20 juillet 1999, à 8 h 30 m, à l'audience de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi.

Ont été désignés : M. L. Florins en qualité de juge-commissaire;

Me Philippe Delvaux, avocat, rue Grande 30, à Farciennes, en qualité de curateur.

Le pro deo a été accordé.

(Signé) Me Ph. Delvaux, curateur. (Pro deo) (17952)

Par jugement rendu le 1^{er} juin 1999, la première chambre du tribunal de commerce Charleroi a déclaré ouverte, sur aveu, la faillite de Mlle Vigneron, Betty, cabaretière, née à Charleroi le 10 mai 1976, domiciliée à Fleurus, section de Lambusart, rue Delersy 90, R.C. Charleroi 194195, T.V.A. 715.346.195.

Date provisoire de cessation des paiements : le 30 avril 1999.

Dépôt des déclarations de créances au greffe du tribunal de commerce de Charleroi, palais de justice, boulevard Général Michel, à 6000 Charleroi : avant le 22 juin 1999.

Procès-verbal de vérification de créances : le 20 juillet 1999, à 8 h 30 m, en la chambre du conseil de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi.

Juge-commissaire : M. Vincent Marquet.

Curateur : Me Guy Houtain, avocat à Fleurus, chaussée de Charleroi 231 (tél. : 071/81 46 27).

Le curateur : (signé) G. Houtain. (Pro deo) (17953)

Par jugement de la première chambre commerciale de Charleroi, en date du 1^{er} juin 1999, a été déclarée la faillite, sur assignation, de la S.C. JJP Auto, dont le siège social est sis rue des Hauchies 16, à 6060 Gilly, R.C. Charleroi 168559.

Le tribunal a fixé la date provisoire de la cessation des paiements de cette faillite au 1^{er} juin 1999.

La même décision invite les créanciers à déposer leur créances, directement, au greffe du tribunal de commerce de Charleroi avant le 21 juin 1999.

La date du procès-verbal de vérification des créances est fixée au 20 juillet 1999 par devant la chambre du conseil du tribunal de commerce de Charleroi, à 8 h 30 m du matin.

Le jugement déclaratif de faillite a désigné en qualité de juge-commissaire, M. Baneton, et en qualité de curateur, Me Eric Massin, avocat au barreau de Charleroi, dont les bureaux sont sis à 6060 Gilly, chaussée de Fleurus 72.

Le pro deo a été accordé.

Pour extraits conformes : (signé) Eric Massin, curateur. (Pro deo) (17954)

Tribunal de commerce de Huy

Par jugement du 2 juin 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Garage Auto-Kelly, ayant son siège social à 4500 Huy, avenue du Condroz 1, R.C. Huy 42791, T.V.A. 456.545.247.

Juge-commissaire : M. Jean-Charles François, juge consulaire.

Curateur : Me Mary Lacroix, avocat à 4500 Ben-Ahin, place Jules Boland 5.

Les déclarations de créances doivent être déposées au greffe du tribunal de commerce de Huy, dans les trente jours, à compter dudit jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances le mercredi 28 juillet 1999, à 9 h 45 m, au greffe de ce tribunal.

Le curateur, (signé) M. Lacroix. (Pro deo) (17955)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 3 juin 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur aveu, la faillite de M. Joseph Baguette, né le 15 juin 1959 à Verviers, domicilié à 4630 Micheroux (Soumagne), rue de Heuseux 12, et ayant son siège d'exploitation à 4633 Melen, rue Large Voie 7, R.C. Liège 162555, avec date du début des opérations commerciales le 1^{er} avril 1988, pour l'exploitation d'un commerce de détail en alimentation générale et articles de ménage, produits laitiers, viande de volaille et gibiers abattus. Le curateur désigné est Me Georges Rigo, avocat, dont l'étude est établie rue Beeckman 14, à 4000 Liège.

Le juge-commissaire est M. André Close. Le procès-verbal de vérification des créances est fixé au 13 juillet 1999, à 9 h 30 m, en la salle des faillites. La date ultime pour le dépôt des déclarations de créance est fixée au 3 juillet 1999.

(Signé) G. Rigo, curateur. (Pro deo) (17956)

Par jugement du 4 juin 1999, la quatrième chambre du tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Pizza Tiff, dont le siège social et le siège d'exploitation sont sis à 4130 Esneux (Tiff), avenue Laboulle 29, R.C. Verviers 179470, T.V.A. 446.608.784, ayant pour type d'activités : traiteur, vente de plats préparés à emporter (sans consommation sur place), le 1^{er} janvier 1992 étant la date de début desdites activités.

Le même jugement réserve à statuer sur le report éventuel de la date de la cessation des paiements de la société faillie et ordonne aux créanciers de faire au greffe la déclaration de leur créance dans les trente jours à compter du jugement déclaratif de faillite.

Le juge-commissaire : M. Guy Lambert.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 13 juillet 1999, à 9 h 30 m.

Le curateur, (signé) Me Eric Biar, avocat, rue de Campine 157, à 4000 Liège. (Pro deo) (17957)

Par jugement du 3 juin 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur aveu, la faillite de la S.A. Interlan, établie et ayant son siège social à 4020 Liège, quai du Roi Albert 61, R.C. Liège 203461, pour l'exploitation d'un commerce de gros et de détail en informatique, matériel d'informatique, bureau d'étude industriel et commercial, expert conseil études informatiques, travaux d'informatique et de bureautique, placement et entretien de réseaux informatiques, T.V.A. 453.792.130.

Juge commissaire : M. Jean Oudkerk.

Procès-verbal de vérification des créances : se tiendra au cabinet de Mme Muers, greffier en chef du tribunal de commerce, palais de justice, 4000 Liège, le mardi 13 juillet 1999, à 9 h 30 m.

Le curateur, (signé) Me Victor Hissel, avocat, rue Duvivier 26, à 4000 Liège. (17958)

Tribunal de commerce de Namur

Par jugement du 29 avril 1999, le tribunal de commerce de Namur a déclarées closes, pour insuffisance d'actif, les opérations de la faillite de Mme Viviane Baume, commerçante, née à Corenne le 2 septembre 1968, domiciliée à 5620 Corenne, rue de Rosée 4, ayant exploité à 5101 Erpent, rue des Acacias 64-66, jusqu'au 28 décembre 1998, un débit de boissons dénommé « Le Regnier », R.C. Namur 70368, T.V.A. 692.310.477. Le même jugement a donné décharge de son mandat au curateur et a accordé à la faillie le bénéfice de l'excusabilité.

(Signé) P. Henrard, curateur. (17959)

Tribunal de commerce de Nivelles

Le 17 mai 1999, le tribunal de commerce de Nivelles a fixé au lundi 28 juin 1999, à 11 heures, en l'auditoire du tribunal de commerce, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles, la clôture du procès-verbal de vérification des créances de la faillite de la S.P.R.L. TEXTLIIV, dont le siège social est à Nivelles, rue de l'Industrie 11, R.C. Nivelles 53324, T.V.A. 407.107.614.

Le curateur, (signé) X. Van Gils. (17961)

Par ordonnance de M. le juge-commissaire Vulhopp, la clôture du procès-verbal de vérification des créances de la faillite S.A. Square Team, dont le siège social est sis rue Les Cullus 18, à 1440 Braine-le-Château, R.C. Nivelles 71379, T.V.A. 447.934.419, déclarée ouverte par jugement du tribunal de commerce de Nivelles du 25 juillet 1996, est fixée au 14 juin 1999 en la salle du tribunal de commerce de Nivelles, rue de Soignies 21.

(Signé) Gérard Leplat, curateur. (17960)

Le 10 mai 1999, le tribunal de commerce de Nivelles a déclaré clôturée, faute d'actifs, la faillite de la S.A. Kart Renting, dont le siège social est sis à Waterloo, rue Calus 21, R.C. Nivelles 597076, T.V.A. 427.190.473.

Curateur : Me X. Van Gils, avocat à Genappe, rue des Marchats 7.

Le curateur, (signé) X. Van Gils. (Pro deo) (17962)

Le 10 mai 1999, le tribunal de commerce de Nivelles a déclaré clôturée, faute d'actifs, la faillite de la S.A. Ciltrans, dont le siège social est sis à Perwez, rue Cruybeeck 19, R.C. Nivelles 32393, T.V.A. 406.211.848.

Curateur : Me X. Van Gils, avocat à Genappe, rue des Marchats 7.

Le curateur, (signé) X. Van Gils. (Pro deo) (17963)

Le 10 mai 1999, le tribunal de commerce de Nivelles a déclaré clôturée, faute d'actifs, la faillite de la S.P.R.L. Faduco, en liquidation, dont le siège social est sis à Wavre, chaussée de Louvain 481, R.C. Nivelles 70001, T.V.A. 428.711.294.

Curateur : Me X. Van Gils, avocat à Genappe, rue des Marchats 7.

Le curateur, (signé) X. Van Gils. (Pro deo) (17964)

Le 10 mai 1999, le tribunal de commerce de Nivelles a déclaré clôturée, faute d'actifs, la faillite de la S.P.R.L. Empire Communication, dont le siège social est sis à Nivelles, rue de Charleroi 19, R.C. Nivelles 81585, T.V.A. 456.999.959.

Curateur : Me X. Van Gils, avocat à Genappe, rue des Marchats 7.

Le curateur, (signé) X. Van Gils. (Pro deo) (17965)

Tribunal de commerce de Tournai

Par jugement rendu le 3 juin 1999, le tribunal de commerce de Tournai a prononcé la faillite de De Taeye, Christiane, née à Mons le 11 juillet 1943, demeurant et exploitant un magasin de prêt-à-porter sous la dénomination « Soniprix », à Leuze, Grand-Rue 62, R.C. Tournai 46724, T.V.A. 428.233.917.

Les créanciers sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Tournai, rue des Filles Dieu 1, à 7500 Tournai, dans un délai de trente jours (2 juillet 1999).

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée au 22 juillet 1999, à 9 heures, en chambre du tribunal de commerce de Tournai, palais de justice, à Tournai.

Curateur : Me Pierre Brotcorne, avocat à Tournai, avenue des Peupliers 7.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P. Brotcorne. (17966)

Par jugement rendu le 1^{er} juin 1999 par le tribunal de commerce de Tournai, a été ouverte, sur citation, la faillite de M. Alain Delbart, domicilié à 9600 Renaix, Snoecksteegje 2, R.C. Tournai 78363, exerçant toutes les activités de construction non réglementées, dont le siège d'exploitation est situé à 7910 Anvaing, chemin d'Ellignies 75.

Les créanciers sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Tournai, rue des Filles-Dieu 1, à 7500 Tournai, dans un délai de trente jours (29 juin 1999).

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée au 15 juillet 1999, à 9 heures, en chambre du tribunal de commerce de Tournai, palais de justice, à Tournai.

Curateur : Me A. Schamps, place Reine Astrid 26, 7500 Tournai.

Tournai, le 1^{er} juin 1999.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. Schamps. (17967)

Tribunal de commerce de Verviers

Tierce opposition.

Faillite : Pilartz, Jacqueline Mariette Marcelle, née à Andrimont le 7 mai 1944, ayant été domiciliée à 4800 Verviers (Ensival), Grand-Place 17, R.C. Verviers 52420, pour l'exploitation d'un débit de boissons sous l'appellation « Le Central », faillite déclarée, sur aveu, par jugement du 11 août 1997.

Juge-commissaire : M. Wathelet, Henri.

Curateur : Me Baivier, Jean.

Par jugement du jeudi 27 mai 1999, le tribunal de commerce de Verviers a déclaré la faillie préqualifiée excusable.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Marc Duysinx. (17968)

Faillite : Bouami, Driss, né à Verviers le 6 juin 1970, domicilié à 4800 Verviers, Pont Léopold 13, R.C. Verviers 68410, pour un commerce de détail en vêtements pour hommes, dames et enfants exercé à 4800 Verviers, boulevard des Gérard Champs 2, sous l'appellation « Live by Momo's », faillite déclarée par jugement du 25 août 1998.

Juge-commissaire : M. Meeckers, Jean-Marie.

Curateur : Me Gerardy, Lucie.

Par jugement du jeudi 20 mai 1999, le tribunal de commerce de Verviers a clôturé la faillite préqualifiée par liquidation.

Par le même jugement le tribunal a déclaré le failli excusable.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Marc Duysinx. (17969)

Faillite sur citation

Par jugement du jeudi 27 mai 1999, le tribunal de commerce de Verviers a déclaré la faillite de la S.P.R.L. JV Marketing, R.C. Verviers 69715, pour un bureau d'études en matière commerciale, intermédiaire commercial, dont le siège social est établi à 4800 Verviers, rue aux Laines 22, T.V.A. 443.994.041.

Juge-commissaire : M. Albert Vermeire.

Curateur : Me Jacques Thiry, avenue Hanlet 52, 4802 Heusy.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe endéans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 23 juillet 1999, à 9 h 30 m, au palais de justice de Verviers.

Pour extrait conforme : le greffier en chef : (signé) Marc Duysinx. (17970)

Faillite sur aveu

Par jugement du mardi 1^{er} juin 1999, le tribunal de commerce de Verviers a déclaré la faillite de la société privée à responsabilité limitée Frigilet, dont le siège social est établi à 4800 Verviers, rue Lucien Defays 89/93, R.C. Verviers 9621, T.V.A. 415.638.763, pour un commerce de détail en appareils électroménagers, équipements de cuisines, exercé au siège social.

Juge-commissaire : M. José Troupin.

Curateur : Me Marc Gilson, avocat à 4800 Verviers, rue du Palais 60.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe endéans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 26 juillet 1999, à 9 h 30 m, au palais de justice de Verviers.

Pour extrait conforme : le greffier en chef : (signé) Marc Duysinx. (17971)

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij vonnis in datum van 3 juni 1999 is Fileas B.V.B.A., Diksmuidelaan 209, 2600 Berchem (Antwerpen), H.R. Antwerpen 279988, BTW 442.361.471, tussenpersoon in de handel, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Hendrickx, Hugo.

Curatoren : Mr. Talboom, Constant, Frankrijklei 123A, 4e verdieping, 2000 Antwerpen-1; Mr. Truyen, Christiane, Paleisstraat 64, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 3 juni 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 5 juli 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 4 augustus 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curatoren, Talboom, Constant; Truyen, Christiane. (17972)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is Derya B.V.B.A., De Boschaertstraat 189, 2020 Antwerpen-2, H.R. Antwerpen 325101, BTW 461.593.405, verbruikssalon, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Vansteenbeeck, Petrus.

Curator : Mr. Van De Vyver, Jan, Eglantierlaan 1, bus 27, 2020 Antwerpen-2.

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van De Vyver, Jan. (Pro deo) (17973)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is Manico Exclusieve B.V.B.A., Vaartstraat 154, 2960 Brecht, H.R. Antwerpen 327309, BTW 462.409.292, algemene bouwonderneming, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Vansteenbeeck, Petrus.

Curator : Mr. Van De Vyver, Jan, Eglantierlaan 1, bus 27, 2020 Antwerpen-2.

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van De Vyver, Jan. (Pro deo) (17974)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is P.W. B.V.B.A., Grote Steenweg 459, 2600 Berchem (Antwerpen), H.R. Antwerpen 271283, BTW 437.922.831, publiciteitsonderneming, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Van Vooren, Theodorus.

Curator : Mr. Verstrecken, Herbert, Amerikalei 50, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Verstrecken, Herbert. (Pro deo) (17975)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is Spronsen Transport N.V., Laarsebaan 270, 2170 Merksem (Antwerpen), H.R. Antwerpen 201728, BTW 403.478.527, onderneming van goederenvervoer langs de weg, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Van Vooren, Theodorus.

Curator : Mr. Verstrecken, Herbert, Amerikalei 50, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Verstrecken, Herbert. (Pro deo) (17976)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is Leonidas De Griek B.V.B.A., Schippersstraat 33, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 323887, BTW 460.717.930, frituur, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer De Fre, Joris.

Curator : Mr. Caeymaex, André, Prins Boudewijnlaan 177-179, 2610 Wilrijk (Antwerpen).

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Caeymaex, André. (Pro deo) (17977)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is Sevan Housing N.V., Oude Leeuwenrui 23, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 290896, BTW 447.603.728, organisatie en raadgevend bureau inzake financiële, handels-, fiscale of sociale aangelegenheden, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer De Fre, Joris.

Curator : Mr. Caeymaex, André, Prins Boudewijnlaan 177-179, 2610 Wilrijk (Antwerpen).

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Caeymaex, André. (Pro deo) (17978)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is Nisi Gems B.V.B.A., Schupstraat 9-11 K411, bus 48, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 235378, BTW 423.357.290, groothandel in ruwe en geslepen diamant, goudsmidwerk en juwelen, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Careme, Paul-Emile.

Curator : Mr. Ballon, Mark, Justitiestraat 77, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Ballon, Mark. (Pro deo) (17979)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is Antezak, Olivier, geboren te Duinkerken (Frankrijk) op 10 juli 1972, Belgische nationaliteit sinds 7 november 1991, wonende te 2640 Mortsel, Meidoornlaan 44, bus 3, en handeldrijvende te 2640 Mortsel, Lierssesteenweg 15, onder de benaming « Cafeteria Den Bessem », H.R. Antwerpen 324104, BTW 633.429.893, drankgelegenheden, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Careme, Paul-Emile.

Curator : Mr. Ballon, Mark, Justitiestraat 77, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Ballon, Mark. (Pro deo) (17980)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is Diroma B.V.B.A., André Ullenslei 2, 2900 Schoten, H.R. Antwerpen 318918, BTW 458.574.230, drankgelegenheden, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Eysenbrandts, Daniel.

Curator : Mr. Dupont, Dimitri, Louiza-Marialei 4, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Dupont, Dimitri. (Pro deo) (17981)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is Etablissements Nyval B.V.B.A., Autolei 191, 2160 Wommelgem, H.R. Antwerpen 324429, BTW 406.924.502, drankgelegenheden, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Eysenbrandts, Daniel.

Curator : Mr. Dupont, Dimitri, Louiza-Marialei 4, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Dupont, Dimitri. (Pro deo) (17982)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is Hedoco N.V., in het kort : « H.D.C. », Kruikstraat 26, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 202985, BTW 415.596.993, tussenpersoon in de handel, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Gelens, Carine.

Curator : Mr. Theunissen, Marc, Britselei 39, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Theunissen, Marc. (Pro deo) (17983)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is I.V.O. B.V.B.A., Italiëlei 207A, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 224360, BTW 421.266.446, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Gelens, Carine.

Curator : Mr. Theunissen, Marc, Britselei 39, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Theunissen, Marc. (Pro deo) (17984)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is Housing Partners C.V., De Roest d'Alkemadelaan 6, bus 40, 2600 Berchem (Antwerpen), niet ingeschreven in het handelsregister van Antwerpen, BTW 438.903.323, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Van Eessel, Leon Marie Renée Georges.

Curator : Mr. Cools, Veerle, Mechelsesteenweg 12, 6e verdieping, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Cools, Veerle. (Pro deo) (17985)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is H.F. Properties B.V.B.A., Provinciestraat 299, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 291755, BTW 444.520.415, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Van Eessel, Leon Marie Renée Georges.

Curator : Mr. Cools, Veerle, Mechelsesteenweg 12, 6e verdieping, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Cools, Veerle. (Pro deo) (17986)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is Porto Carrero, Jan Louis, geboren te Turnhout op 24 maart 1952, volgens dagvaarding gevestigd te 2018 Antwerpen, Lange Lozanastraat 57, en volgens handelsregister wonende en handeldrijvende te 2520 Ranst, Broechemlei 26, H.R. Antwerpen 301917, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Jacobs, Wilfried.

Curator : Mr. Libaers, Peter, Vestingstraat 36, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Libaers, Peter. (Pro deo) (17987)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is Elcon Belgium B.V.B.A., met zetel volgens dagvaarding te 2020 Antwerpen, Volhardingstraat 58, bus 1, en volgens handelsregister te 2000 Antwerpen, Jacobstraat 75, H.R. Antwerpen 323138, BTW 460.716.049, metalen constructies, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Jacobs, Wilfried.

Curator : Mr. Libaers, Peter, Vestingstraat 36, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Libaers, Peter. (Pro deo) (17988)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is Black King B.V.B.A., Korte Van Ruusbroeckstraat 48, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 272627, BTW 438.374.375, kleinhandel met meer dan één afdeling, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Wellens, Paul.

Curator : Mr. Van Moorleghem, Stephane, Everdijstraat 43, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van Moorleghem, Stephane. (Pro deo) (17989)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is Safier C.V., Sterckxhoefflei 40, 2100 Deurne (Antwerpen), H.R. Antwerpen 284011, BTW 444.324.435, verbruikssalon, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Wellens, Paul.

Curator : Mr. van Moorleghem, Stephane, Everdijstraat 43, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van Moorleghem, Stephane. (Pro deo) (17990)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is A.A.-A.A.4 X 4 B.V.B.A., Zand 21, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 228653, BTW 422.266.536, werkplaats voor het herstellen van motorvoertuigen, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Van Ingelghem, André.

Curator : Mr. Castille, Jacques, Plantin en Moretuslei 174/7, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Castille, Jacques. (Pro deo) (17991)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is General Maintening N.V., Mechelsesteenweg 34, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 322109, BTW 455.778.947, kleinhandel in brandstoffen en smeermiddelen, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Van Ingelghem, André.

Curator : Mr. Castille, Jacques, Plantin en Moretuslei 174/7, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Castille, Jacques. (Pro deo) (17992)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is Beverly Hills B.V.B.A., Dros- saertstraat 14, 2140 Borgerhout (Antwerpen), bestaat enkel nog voor haar maatschappelijke zetel, H.R. Antwerpen 307856, BTW 453.624.953, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Borghgraef, Paul.

Curator : Mr. Aernaudts, Linda, Justitiestraat 18A, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Aernaudts, Linda. (Pro deo) (17993)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is Atlas N.V., Lange Lobroek- straat 246/1, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen 203488, BTW 415.663.311, zelfstandige werkplaats voor algemene techniek, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Borghgraef, Paul.

Curator : Mr. Aernaudts, Linda, Justitiestraat 18A, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Aernaudts, Linda. (Pro deo) (17994)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is A.E.M. N.V., Tereik 21A, 2990 Wuustwezel, H.R. Antwerpen 320232, BTW 419.802.043, groot-handel, import en export van vis en visconserven, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Van Dongen, Renata.

Curator : Mr. Lange, Gerda, Schermersstraat 30, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Lange, Gerda. (Pro deo) (17995)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is Chilstone Benelux B.V.B.A., Ridder Walter Van Havrelaan 287, 2900 Schoten, H.R. Antwerpen 263710, BTW 434.414.104, groothandel in artikelen van glas, porselein, glaswerk en aardewerk hoofdzakelijk bestemd voor aanleg en versiering van de tuin, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Van Dongen, Renata.

Curator : Mr. Lange, Gerda, Schermersstraat 30, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Lange, Gerda. (Pro deo) (17996)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is Parking Post, C.V. met beperkte aansprakelijkheid, Thibautstraat 90, 2100 Deurne (Antwerpen), H.R. Antwerpen 264482, BTW 434.790.226, kleinhandel in brandstoffen en smeermiddelen, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Van de Roye, Robert.

Curator : Mr. Houben, Luc, Bist 45, bus 8, 2610 Wilrijk (Antwerpen).

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Houben, Luc. (Pro deo) (17997)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is Interieur en Adviesbureau Antwerpen B.V.B.A., Antwerpsesteenweg 17, 2630 Aartselaar, H.R. Antwerpen 314140, BTW 426.368.646, groothandel in metalen meubelen, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Van de Roye, Robert.

Curator : Mr. Houben, Luc, Bist 45, bus 8, 2610 Wilrijk (Antwerpen).

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Houben, Luc. (Pro deo) (17998)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is Van Der Heyden B.V.B.A., Cassiersstraat 32, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen 328006, BTW 445.356.001, bestaat enkel voor haar maatschappelijke zetel, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Janssens, Henri Bertha Karel.

Curator : Mr. Lyen, Reinhilde, Molenstraat 52-54, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Lyen, Reinhilde. (Pro deo) (17999)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is P & P Euro Sales B.V.B.A., Sint-Gummarusstraat 29, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen 303402, BTW 440.170.360, tussenpersoon in de handel, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Vandriessche, Freddy.

Curator : Mr. Lyen, Reinhilde, Molenstraat 52-54, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Lyen, Reinhilde. (Pro deo) (18000)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is Exotica Trading B.V.B.A., Amerikalei 220, bus 5, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 278726, BTW 441.421.957, import en export van vers of diepgevroren fruit en groenten, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Kuylen, Walter.

Curator : Mr. Van Impe, Bruno, Generaal Slingeneyerlaan 107, 2100 Deurne (Antwerpen).

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van Impe, Bruno. (Pro deo) (18001)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is Bontoil B.V.B.A., Boomgaardstraat 31, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 313186, BTW 454.769.157, groothandel in petroleumproducten, smeermiddelen, nijverheidsoliën en -vetten, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Vandriessche, Freddy.

Curator : Mr. Marinower, Claude, Consciencestraat 7, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Marinower, Claude. (Pro deo) (18002)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is RS & Pinki B.V.B.A., Bresstraat 9, bus 7, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 318895, BTW 458.602.043, in- en uitvoerhandel van diverse goederen, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer De Greef, Henri.

Curator : Mr. De Schepper, Jan, Molenstraat 52-54, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, De Schepper, Jan. (Pro deo) (18003)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is Steelex B.V.B.A., Transcontinentaalweg 4, 2030 Antwerpen-3, H.R. Antwerpen 322727, BTW 460.532.739, groothandel in ruwe en half afgewerkte producten van de ijzer- en staalnijverheid, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Dockx, Adriaan.

Curator : Mr. Meylemans, Jef, Kroonstraat 44, 2140 Borgerhout (Antwerpen).

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Meylemans, Jef. (Pro deo) (18004)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is Deskundigenbureel C. Pirard-Michiels B.V.B.A., Meidoornlaan 62, 2960 Brecht, H.R. Antwerpen 304318, BTW 453.034.738, studie-, organisatie- en raadgevend bureau inzake financiële, handels-, fiscale of sociale aangelegenheden, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Coenen, Armand.

Curator : Mr. Daelemans, Rudy, Amerikalei 31, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Daelemans, Rudy. (Pro deo) (18005)

Bij vonnis in datum van 6 mei 1999 is White Clover B.V.B.A., Steenwinkelstraat 644, 2627 Schelle, H.R. Antwerpen 332148, BTW 464.624.555, onderneming voor het reinigen en ontsmetten van woongelegenheden, lokalen, meubels, stoffering en allerhande voorwerpen, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Borghgraef, Paul.

Curator : Mr. Libaers, Peter, Vestingstraat 36, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 6 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 7 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 juli 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Libaers, Peter. (Pro deo) (18006)

Bij vonnis in datum van 3 juni 1999 is Cape de l'Eau B.V.B.A., Sint-Jansplein 34, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen 306060, BTW 453.550.620, groothandel, import en export en koloniale specerijen, kruidenijen en waren, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Hens, Luc.

Curator : Mr. Verstraeten, Peter, Prins Boudewijnlaan 177-179, 2610 Wilrijk (Antwerpen).

Datum van de staking van betaling : 3 juni 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 5 juli 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 4 augustus 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Verstraeten, Peter. (Pro deo) (18007)

Bij vonnis in datum van 3 juni 1999 is Anka B.V.B.A., Viaduct-Dam 102, 2060 Antwerpen-6, niet ingeschreven in het handelsregister van Antwerpen, BTW 451.266.071, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Hens, Luc.

Curator : Mr. Verstraeten, Peter, Prins Boudewijnlaan 177-179, 2610 Wilrijk (Antwerpen).

Datum van de staking van betaling : 3 juni 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 5 juli 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 4 augustus 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Verstraeten, Peter. (Pro deo) (18008)

Bij vonnis in datum van 3 juni 1999 is Diamond Sales (Belgium) N.V., Frankrijklei 51, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 181710, BTW 406.816.614, handel in ruwe en geslepen diamant en fabricatie, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Mys, Marc.

Curator : Mr. Heysse, Barbara, Kerkstraat 39, 2940 Stabroek.

Datum van de staking van betaling : 3 juni 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 5 juli 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 4 augustus 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Heysse, Barbara. (Pro deo) (18009)

Bij vonnis in datum van 3 juni 1999 is Immo Fransen B.V.B.A., Van Praetlei 177, 2170 Merksem (Antwerpen), niet ingeschreven in het handelsregister van Antwerpen, BTW 445.059.952, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Mys, Marc.

Curator : Mr. Heysse, Barbara, Kerkstraat 39, 2940 Stabroek.

Datum van de staking van betaling : 3 juni 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 5 juli 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 4 augustus 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Heysse, Barbara. (Pro deo) (18010)

Bij vonnis in datum van 3 juni 1999 is Gybofac B.V.B.A., Welkomstraat 68, 2160 Wommelgem, H.R. Antwerpen 272403, BTW 438.379.919, studie-, organisatie- en raadgevend bureau inzake financiële, handels-, fiscale of sociale aangelegenheden, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Geerts, Paul.

Curator : Mr. Van Goethem, Inge, Plantin & Moretuslei 174, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 3 juni 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 5 juli 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 4 augustus 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van Goethem, Inge. (Pro deo) (18011)

Bij vonnis in datum van 3 juni 1999 is Artmann, Charles Jacques, geboren te Charleroi op 30 oktober 1942, wonende te 2018 Antwerpen, Lange Herentalsestraat 115, handeldrijvende te 2018 Antwerpen, Hoveniersstraat 30/38, H.R. Antwerpen 238455, groothandel in ruwe en geslepen diamant, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Geerts, Paul.

Curator : Mr. Van Meensel, Steven, Paleisstraat 12-14, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 3 juni 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 5 juli 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 4 augustus 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van Meensel, Steven. (Pro deo) (18012)

Bij vonnis in datum van 3 juni 1999 is Mariaburg Cars B.V.B.A., Boerendijk 24, 2180 Ekeren (Antwerpen), H.R. Antwerpen 228434, BTW 422.163.893, onderneming voor personenvervoer per autocar, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Bastiaans, Waldemar.

Curator : Mr. Van Meensel, Steven, Paleisstraat 12-14, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 3 juni 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 5 juli 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 4 augustus 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van Meensel, Steven. (Pro deo) (18013)

Bij vonnis in datum van 3 juni 1999 is Si Si B.V.B.A., Carnotstraat 21, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen 305123, BTW 453.270.310, groot-handel, import en export in schoenen, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Van Bladel, Katrien.

Curator : Mr. Van Caeneghem, Wim, Quinten Matsyslei 34, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 3 juni 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 5 juli 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 4 augustus 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van Caeneghem, Wim. (Pro deo) (18014)

Bij vonnis in datum van 3 juni 1999 is Artemis B.V.B.A., Turnhoutsebaan 5, bus 70, 2110 Wijnegem, H.R. Antwerpen 295831, BTW 449.445.342, kleinhandel in koloniale waren en voedingswaren, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Marstboom, Eduard.

Curator : Mr. Van Denabeele, Guy, Jan Van Rijswijcklaan 255, 2020 Antwerpen-2.

Datum van de staking van betaling : 3 juni 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 5 juli 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 4 augustus 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van Denabeele, Guy. (Pro deo) (18015)

Bij vonnis in datum van 3 juni 1999 is Floating Market N.V., Grote Pieter Potstraat 21, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 313218, BTW 456.470.815, bestaat enkel voor haar maatschappelijke zetel, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Corwijn, Jan.

Curator : Mr. Van de Vyver, Jan, Eglantierlaan 1, bus 27, 2020 Antwerpen-2.

Datum van de staking van betaling : 3 juni 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 5 juli 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 4 augustus 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van de Vyver, Jan. (Pro deo) (18016)

Bij vonnis in datum van 3 juni 1999 is Somers, Walter Gumarus Johanna, geboren te Mortsel op 2 januari 1955, wonende en handeldrijvende te 2520 Ranst, Wijnegembaan 17, onder de benaming « 't Klaverke Frituur », H.R. Antwerpen 241035, BTW 633.123.651, tussenpersoon in de handel, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Marstboom, Eduard.

Curator : Mr. Van de Velde, Geertrui, Wijngaardlaan 39, 2900 Schoten.

Datum van de staking van betaling : 3 juni 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 5 juli 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 4 augustus 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van de Velde, Geertrui. (Pro deo) (18017)

Bij vonnis, in datum van 22 april 1999, is de datum van staking der betalingen in het faillissement Intersales B.V.B.A., De Coninckplein 23, 2060 Antwerpen-6, H.R. Antwerpen 310831, BTW 455.496.162, uitgesproken op 25 augustus 1998, op 25 februari 1998 teruggebracht.

De curator, Aernauids, Linda, Justitiestraat 18A, 2018 Antwerpen-1. (Pro deo) (18018)

Rechtbank van koophandel te Turnhout

Bij vonnis van 1 juni 1999 werd de datum van staking van betaling van Geerts, Alfons, geboren op 14 februari 1948, Amerikalaan 17, 2440 Geel, H.R. Turnhout 65373, failliet verklaard op 13 april 1999, teruggebracht op 13 oktober 1998.

De curator, (get.) Mr. Van Rompaey, de Merodedreef 89/F, 2260 Westerlo. (18019)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge, tijdelijke eerste kamer bis, in datum van 2 juni 1999, werd, op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard N.V. Partisy, met maatschappelijke zetel te 8300 Knokke-Heist, Kopsdreef 10, H.R. Brugge 74393, als holdingsmaatschappij, BTW 444.989.280 (19990064).

Bepaalt de aanvang van de termijn van staking van betalingen door de gefailleerde, in uitvoering van artikel 12, van de wet van 8 augustus 1997, op de faillissementen voorlopig op 2 juni 1999.

Rechter-commissaris : de heer Muylle, Gerald, rechter in handelszaken in deze rechtbank.

Curatoren : Mr. Snauwaert, Peter, advocaat, Gildestraat 2, te 8300 Knokke-Heist, en Mr. Creyf, Kurt, advocaat te 8000 Brugge, Spinolarei 9.

De aangiften van schuldvordering moeten ingediend worden ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brugge, gerechtsgebouw, Kazernevest 3, te 8000 Brugge, vóór 2 juli 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : op maandag 12 juli 1999, om 10 uur, in de gehoorzaal van bovenstaande rechtbank, zaal N, op de eerste verdieping.

De curatoren, (get.) Peter Snauwaert; Kurt Creyf. (18020)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brugge, d.d. 3 juni 1999, werd, op dagvaarding, voor geopend verklaard het faillissement van de B.V.B.A. Van Landschoot, met maatschappelijke zetel te 8200 Brugge, Torhoutsesteenweg 106, H.R. Brugge 80393, voor onderneming voor het plaatsen van centrale verwarming en sanitair evenals de uitbating van horecazaken, BTW 453.043.250.

Staking van betaling : voorlopig bepaald op 3 juni 1999.

Rechter-commissaris : de heer Emile Vanbiervliet.

Curator : Mr. Johan Mermuys, advocaat te 8490 Jabbeke, Aatrijksesteenweg 1c.

Plaats en uiterste datum voor aangifte van schuldvorderingen : griffie van de rechtbank van koophandel te Brugge, Kazernevest 3, en dit vóór 2 juli 1999.

Datum en plaats van de zitting voor de afsluiting van het proces-verbaal en verificatie van de schuldvorderingen : 12 juli 1999, om 9 u. 30 m., in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Brugge, Kazernevest 3, zaal N, op de eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Johan Mermuys, curator. (18021)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende

Bij vonnis van 2 juni 1999 van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, werd, op dagvaarding, in falig verklaard de B.V.B.A. Gebroeders Vandendriessche, met zetel te 8480 Ichtegem, Koekelarestaat 52, H.R. Oostende 4964, voor onderneming voor het optrekken van gebouwen (ruwbouw en onder dak zetten), algemene bouwonderneming (voltooiingswerken uitgevoerd door onderaannemers), onderneming voor het invoegen en reinigen van gevels, onder de benaming « Gebroeders Vandendriessche B.V.B.A. », BTW 416.785.640.

Datum van staking van betalingen : voorlopig 2 juni 1999.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 2 juli 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de ingediende schuldvorderingen : donderdag 15 juli 1999, om 16 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, Canadaplein, te 8400 Oostende.

Rechter-commissaris : de heer Jan Haud'huyze.

Curator : Mr. Bert Dehullu, advocaat te 8680 Koekelare, Ichtegemstraat 8.

De curator, (get.) Bert Dehullu. (18022)

Bij vonnis d.d. 1 april 1999 heeft de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling zetelende te Oostende, voor gesloten verklaard wegens ontoereikend actief, het faillissement van de N.V. Gallan, met zetel gevestigd te 8430 Middelkerke, Leopoldlaan 70, eerste verdieping.

Gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard, aangezien gelet op het zeer groot passief een afwachende houding van de gefailleerde onaanvaardbaar was.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) R. Pintelon. (18023)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas

Bij vonnis van de vierde kamer van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, uitgesproken ter openbare terechtzitting van 1 juni 1999, werd de heer Guy Van Hulse, advocaat te 9100 Sint-Niklaas, Baron D'Hanisstraat 10, ontzet als curator in de hiernavermelde faillissementen :

1. Faillissement Roggeman, Magdalena, Dorpsstraat 39, te Belsele, uitgesproken bij vonnis van de voornoemde rechtbank op 26 mei 1970.

2. Faillissement De Bruyn, Eric, Heistraat 57, te Stekene, uitgesproken bij vonnis van de voornoemde rechtbank op 3 oktober 1972.

3. Faillissement P.V.B.A. Brucos, Heistraat 57, te Stekene, uitgesproken bij vonnis van de voornoemde rechtbank op 17 oktober 1972.

4. Faillissement Stuer, François, Schoenstraat 12A, te Temse, uitgesproken bij vonnis van de voornoemde rechtbank op 21 augustus 1973.

5. Faillissement Verschueren Breigoederenfabriek N.V., Knaptandstraat 28-30, te Sint-Niklaas, uitgesproken bij vonnis van de voornoemde rechtbank op 11 december 1973.

6. Faillissement Peeters & Van Den Broeck, Mercatorstraat 170, te Sint-Niklaas, uitgesproken bij vonnis van de voornoemde rechtbank op 24 januari 1978.

7. Faillissement Biekens Peperkoekbakkerij & Biscuiterie N.V., Knaptandstraat 92, te Sint-Niklaas, uitgesproken bij vonnis van de voornoemde rechtbank op 7 maart 1978.

8. Faillissement Biekens International P.V.B.A., Moerlandstraat 208, te Sint-Niklaas, uitgesproken bij vonnis van de voornoemde rechtbank op 7 maart 1978.

9. Faillissement Steels, Theophiel, Sint-Gillisbaan 165, te Sint-Niklaas, met uitbating te Sint-Pauwels, Beekstraat 41, uitgesproken bij vonnis van de voornoemde rechtbank op 26 september 1978.

10. Faillissement Biekens P.V.B.A., Grote Baan 93, te Melsele, uitgesproken bij vonnis van de voornoemde rechtbank op 27 september 1979.

11. Faillissement Troubleyn-Tielemans P.V.B.A., Westerstraat 16, te Sint-Niklaas, uitgesproken bij vonnis van de voornoemde rechtbank op 8 februari 1979.

12. Faillissement Bevermotor P.V.B.A., Houten Schoen 76-78, te Sint-Niklaas, uitgesproken bij vonnis van de voornoemde rechtbank op 29 mei 1980.

13. Faillissement Van Houts, Valère, Kruibekesteeweg 35, te Beveren, uitgesproken bij vonnis van de voornoemde rechtbank op 26 mei 1981.

14. Faillissement Nobels-Peelman N.V., Gazometerstraat 101, te Sint-Niklaas, uitgesproken bij vonnis van de voornoemde rechtbank op 8 juli 1983.

En werd de heer Lieven D'Hooghe, advocaat te 9100 Sint-Niklaas, Vijfstraten 57, benoemd als bijkomend curator in het faillissement Nobels-Peelman N.V., voornoemd.

Voor overeenkomstig uittreksel : de curator, (get.) W. Quintelier. (18024)

Bij vonnis d.d. 28 mei 1999 van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, werd het faillissement open verklaard van Flanders U.S. Cars N.V., kleinhandel in tweedehands-auto's en toebehoren, met maatschappelijke zetel te 9100 Sint-Niklaas, Passtraat 221-223, H.R. Sint-Niklaas 57488, BTW 459.884.225.

Staking van betalingen vastgesteld op 11 maart 1999.

Indienen van de schuldvorderingen: uiterlijk op 28 juni 1999, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, gerechtsgebouw, Kazernestraat 12, 9100 Sint-Niklaas.

Nazicht van de schuldvorderingen: op 7 juli 1999, te 15 uur.

Rechter-commissaris: de heer Harry Cornelis.

De curator: (get.) Mr. Marc Schoenmaekers, Pr. Jos. Charlottelaan 71, 9100 Sint-Niklaas. (18025)

Bij vonnis d.d. 19 mei 1999 van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, werd het faillissement open verklaard van Tapijt Confektie Atelier B.V.B.A., in het kort: « T.C.A. », werkplaats voor het bewerken van textiel, afkorten van tapijten, met maatschappelijke zetel te Temse, Frankrijkstraat 13, H.R. Sint-Niklaas 58656, BTW 462.663.373.

Staking van betalingen vastgesteld op 19 mei 1999.

Indienen van de schuldvorderingen: uiterlijk op 18 juni 1999, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, gerechtsgebouw, Kazernestraat 12, 9100 Sint-Niklaas.

Nazicht van de schuldvorderingen: op 30 juni 1999, te 15 uur.

Rechter-commissaris: de heer Harry Cornelis.

De curator: (get.) Mr. Marc Schoenmaekers, Pr. Jos. Charlottelaan 71, 9100 Sint-Niklaas. (18026)

Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 3 juni 1999, werd het faillissement Finnhouse Algemene Bouwonderneming N.V., Derbystraat 339, 9051 Sint-Denijs-Westrem, H.R. Gent 170914, afgesloten wegens ontoereikend activa.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Serge Van Eeghem, advocaat, Sint-Annaplein 34, 9000 Gent. (18027)

Bij vonnis d.d. 1 juni 1999, op bekenenis, derde kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake Tallieu, Linda Paula Gerarda, geboren te Gent op 28 februari 1953, wonende te 9940 Evergem, Hulleken 63/B, tussenpersoon in de handel, kleinhandelaarster in geassorteerde textiel-waren, lederwaren en zadelmakerswerk, kleding en schoeisel, uitzet voor heren, jongens, dames en meisjes, met handelsuitbating te 9000 Gent, Donkersteeg 18A, H.R. Gent 172247.

Rechter-commissaris: de heer Hugo Martens.

Datum staking van de betalingen: 15 mei 1999.

Indienen schuldvorderingen: griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 29 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen: 7 september 1999, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator: Mr. Veronique Van Asch, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Sint-Annaplein 34.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghem. (18028)

Rechtbank van koophandel te Hasselt

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 3 juni 1999, ingevolge dagvaarding, in staat van faillissement verklaard Euro-Materieel B.V.B.A., waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 3500 Hasselt, Herckenrodesingel 23/16, H.R. Hasselt 99427, BTW 463.407.305.

Rechter-commissaris: de heer Warson.

Tijdstip ophouden van betaling: 3 juni 1999.

Curatoren: Mr. Luc Renier, advocaat te 3500 Hasselt, Casterstraat 70, bus 1, en Mr. Piet Carlier, advocaat te 3500 Hasselt, Gouverneur Roppesingel 131.

Indienen van de schuldvorderingen: griffie rechtbank van koophandel, Havermarkt 8, te 3500 Hasselt, vóór 24 juni 1999.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen: 1 juli 1999, om 14 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Hasselt.

Voor eensluidend uittreksel: de curatoren, (get.) Luc Renier; Piet Carlier. (Pro deo) (18029)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 3 juni 1999, ingevolge dagvaarding, in staat van faillissement verklaard Haesevoets, Luc Clement Ghislain, handelaar, geboren te 3800 Sint-Truiden op 1 augustus 1957, wonende te 3850 Nieuwerkerken, Weyerstraat 174, H.R. Hasselt 87876.

Rechter-commissaris: de heer Warson.

Tijdstip ophouden van betaling: 3 juni 1999.

Curatoren: Mr. Luc Renier, advocaat te 3500 Hasselt, Casterstraat 70, bus 1, en Mr. Piet Carlier, advocaat te 3500 Hasselt, Gouverneur Roppesingel 131.

Indienen van de schuldvorderingen: griffie rechtbank van koophandel, Havermarkt 8, te 3500 Hasselt, vóór 24 juni 1999.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen: 1 juli 1999, om 14 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Hasselt.

Voor eensluidend uittreksel: de curatoren, (get.) Luc Renier; Piet Carlier. (Pro deo) (18030)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 3 juni 1999, ingevolge dagvaarding, in staat van faillissement verklaard Dusart N.V., waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 3500 Hasselt, Kolonel Dusartplein 48, H.R. Hasselt 79433.

Rechter-commissaris: de heer Warson.

Tijdstip ophouden van betaling: 3 juni 1999.

Curatoren: Mr. Luc Renier, advocaat te 3500 Hasselt, Casterstraat 70, bus 1, en Mr. Piet Carlier, advocaat te 3500 Hasselt, Gouverneur Roppesingel 131.

Indienen van de schuldvorderingen: griffie rechtbank van koophandel, Havermarkt 8, te 3500 Hasselt, vóór 24 juni 1999.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen: 1 juli 1999, om 14 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Hasselt.

Voor eensluidend uittreksel: de curatoren, (get.) Luc Renier; Piet Carlier. (Pro deo) (18031)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 3 juni 1999, ingevolge dagvaarding, in staat van faillissement verklaard Lemmens, Christel Maria Hendrika, geboren te Bree op 17 november 1965, officieel wonende te 3920 Lommel, Loberg 60/A, doch in werkelijkheid verblijvende te 3520 Zonhoven, Ophelingsweg 12, medische afgevaardigde.

Rechter-commissaris : de heer Warson.

Tijdstip ophouden van betaling : 24 april 1999.

Curatoren : Mr. Luc Renier, advocaat te 3500 Hasselt, Casterstraat 70, bus 1, en Mr. Piet Carlier, advocaat te 3500 Hasselt, Gouverneur Roppesingel 131.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Havermarkt 8, te 3500 Hasselt, vóór 24 juni 1999.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : 1 juli 1999, om 14 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Hasselt.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Luc Renier; Piet Carlier. (Pro deo) (18032)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Bij vonnis d.d. 1 juni 1999 werd door de rechtbank van koophandel te Kortrijk, tweede kamer, op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard de heer De Koninck, Marino, wonende te 8930 Menen, Moorselestraat 105, voorheen Volhardingsstraat 5, te 8930 Menen, handeldrijvende onder de benaming Menens Tegelbedrijf, H.R. Kortrijk 135212, BTW 644.241.534, onderneming voor het leggen van tegelvloeren en mozaïk en voor het plaatsen van alle andere wand- en vloerbekleding, met uitzondering van hout.

Tijdstip van ophouding van betaling vastgesteld op 1 juni 1999.

Rechter-commissaris : de heer Pol De Poot, rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Curator : Mr. Luk Deceuninck, advocaat te 8930 Menen, Fabiola-laan 43.

De schuldeisers dienen hun verklaring van schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, Burgemeester Nolfstraat 10A, vóór 22 juni 1999.

Sluiting van proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen : op woensdag 14 juli 1999, om 10 uur, in de gewone gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Mr. Luk Deceuninck. (Pro deo) (18033)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, derde kamer, d.d. 28 mei 1999, werd op aangifte, in staat van faillissement verklaard de coöperatieve vennootschap met onbeperkte hoofdelijke aansprakelijkheid Interflash, met zetel te 8540 Deerlijk, Hoogstraat 45, H.R. Kortrijk 136029, BTW 455.894.951.

Rechter-commissaris : de heer Johan Bral, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Marleen Verfaellie, advocaat te 8500 Kortrijk, Doorniksewijk 66.

Tijdstip van de ophouding van betalingen vastgesteld op 28 mei 1999.

De schuldeisers dienen hun verklaring van schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vóór 21 juni 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen geschiedt : op woensdag 14 juli 1999, om 9 u. 30 m., ter rechtbank van koophandel te Kortrijk, gerechtsgebouw, Burgemeester Nolfstraat 10A.

Voor eensluidend uittreksel : voor de curator, (get.) Mr. Marleen Verfaellie, advocaat. (18034)

Rechtbank van koophandel te Leuven

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven, d.d. 3 mei 1999, werd bij materiële vergissing het faillissement uitgesproken van de heer Willems, Mario, wonende te 3130 Begijnendijk, Tolhuisstraat 16.

Het vonnis van 1 juni 1999 van dezelfde rechtbank verbeterd voornoemd vonnis in die mate dat niet de heer Willems, Mario in falings werd gesteld doch wel de B.V.B.A. Willems Mario, met maatschappelijke zetel te 3130 Betekom, Tolhuisstraat 16.

Eerst genoemd vonnis (d.d. 3 mei 1999) werd voor de rest, wat betreft data en namen van de curator en rechter-commissaris, behouden.

De griffier, (get.) W. Coosemans. (18035)

Bij vonnis d.d. 1 juni 1999, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op dagvaarding, het faillissement uitgesproken van Opdebeeck, Jozef, geboren te Mechelen op 10 maart 1951, wonende te 3118 Werchter, Beverlaak 158, en met als activiteiten : drager van reclames, koerierdienst minder dan 500 kg., H.R. Leuven 87578, BTW 732.305.161.

Rechter-commissaris : de heer F. Heylen.

Curator : Mr. L. Jordens, advocaat te 3010 Kessel-Lo, Diestsesteenweg 325.

Staking van de betalingen : 1 juni 1999.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 25 juni 1999, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 5 juli 1999, te 14 uur.

Datum oprichting bedrijf : 1 januari 1994.

De curator, L. Jordens. (18036)

Rechtbank van koophandel te Mechelen

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Mechelen, d.d. 2 juni 1999, werd het faillissement open verklaard van de C.V.B.A. 'T Maen-Blusscherke, met zetel te 2800 Mechelen, Blauwhondsstraat 7, op bekentenis, H.R. Mechelen 66443, BTW 437.521.864.

Rechter-commissaris : de heer R. Cannaerts.

Curator : Geert Van Deyck, advocaat te Mechelen, Lakemakersstraat 42.

Proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : 14 juli 1999, te 9 uur, ten gerechtshove, rechtbank van koophandel te Mechelen, Voochtstraat 7.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 1 juli 1999, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Mechelen, Voochtstraat 7.

De datum van staken van betalen werd door de rechtbank bepaald op 2 juni 1999.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de curator, (get.) Geert Van Deyck. (18037)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Mechelen, d.d. 2 juni 1999, werd het faillissement open verklaard van de B.V.B.A. Emerald International, Paaistraat 17, te 2500 Lier, op bekentenis, H.R. Mechelen 77251, BTW 429.598.845.

Rechter-commissaris : de heer R. Cannaerts.

Curator : Geert Van Deyck, advocaat te Mechelen, Lakemakersstraat 42.

Proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : 14 juli 1999, te 9 uur, ten gerechtshove, rechtbank van koophandel te Mechelen, Voochtstraat 7.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 1 juli 1999, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Mechelen, Voochtstraat 7.

De datum van staken van betalen werd door de rechtbank bepaald op 2 juni 1999.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de curator, (get.) Geert Van Deyck. (18038)

De rechtbank van koophandel te 2800 Mechelen, Voochtstraat 7, tweede kamer, heeft bij vonnis van 3 juni 1999, op bekentenis, in staat van faillissement verklaard de N.V. Van Houten, waarvan de zetel gevestigd is te Bornem, Puursesteenweg 351, H.R. Mechelen 76077, elektrische installaties, BTW 416.599.558.

Rechter-commissaris : P. Valckenaers.

Tijdstip ophouden van betaling : 3 juni 1999.

Curatoren : Keirismaekers, Carl, advocaat te 2860 Sint-Katelijne-Waver, Stationsstraat 125, en Van Daele, Eddy, advocaat te 2800 Mechelen, Frans Halsvest 33/1.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen, vóór 7 juli 1999.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : 14 juli 1999, om 12 uur, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Keirismaekers, Carl; Van Daele, Eddy, curatoren. (Pro deo) (18039)

Rechtbank van koophandel te Oudenaarde

Faillissement : de B.V.B.A. M. Carobel en C°, met maatschappelijke zetel te 9660 Brakel, Oudenaardsestraat 52, H.R. Oudenaarde 32100, met als activiteit : plaatsen van veranda's en metalen constructies, BTW 432.289.606.

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, d.d. 2 juni 1999, werd voornoemde B.V.B.A. M. Carobel en C° failliet verklaard en werd de datum van staking van betaling bepaald op 1 juni 1999.

Mr. Guy De Brouwer, advocaat, Wijngaardstraat 16, te 9500 Geraardsbergen, en Mr. Lieven De Moor, advocaat te 9660 Brakel, H. Decoenestraat 10, werden als curatoren aangesteld.

De heer Henri Van den Daele, rechter in handelszaken in genoemde rechtbank, werd aangesteld als rechter-commissaris.

De schuldeisers moeten hun aangifte van schuldvordering doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, Bekstraat 14, 9700 Oudenaarde, binnen de dertig dagen.

Nazicht van de schuldvorderingen is gesteld op donderdag 22 juli 1999, om 9 uur, in de terechtzittingszaal van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, Bekstraat 14.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Lieven De Moor. (18040)

Faillissement : de B.V.B.A. Drukkerij Laebens, met maatschappelijke zetel te 9600 Ronse, Waestbruggestraat 20, H.R. Oudenaarde 28068, met als activiteit : drukkerij, BTW 425.129.125.

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, d.d. 2 juni 1999, werd voornoemde B.V.B.A. Drukkerij Laebens failliet verklaard en werd de datum van staking van betaling bepaald op 28 mei 1999.

Mr. Guy De Brouwer, advocaat, Wijngaardstraat 16, te 9500 Geraardsbergen, en Mr. Lieven De Moor, advocaat te 9660 Brakel, H. Decoenestraat 10, werden als curatoren aangesteld.

De heer Henri Van den Daele, rechter in handelszaken in genoemde rechtbank, werd aangesteld als rechter-commissaris.

De schuldeisers moeten hun aangifte van schuldvordering doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, Bekstraat 14, 9700 Oudenaarde, binnen de dertig dagen.

Nazicht van de schuldvorderingen is gesteld op donderdag 22 juli 1999, om 9 uur, in de terechtzittingszaal van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, Bekstraat 14.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Lieven De Moor. (18041)

Rechtbank van koophandel te Tongeren

De rechtbank van koophandel te 3700 Tongeren, gerechtsgebouw, Kielenstraat 22, heeft bij vonnis van 2 juni 1999, op bekentenis, in staat van faillissement verklaard N.V. Kottas & Cie, met maatschappelijke zetel gevestigd te 3630 Maasmechelen, Pauwengraaf 36, H.R. Tongeren 55326, verzekeringskantoor, bank- en spaarwezen en immobiliën, BTW 423.671.551.

Tijdstip staking van betaling : 27 mei 1999.

Curatoren : Mrs. J. & J. Scheepers, advocaten te 3700 Tongeren, Leopoldwal 4.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Kielenstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, vóór 2 juli 1999.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : 12 juli 1999, om 10 uur, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielenstraat 22, eerste verdieping, 3700 Tongeren.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Mrs. J. & J. Scheepers. (Pro deo) (18042)

Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Suivant jugement prononcé le 18 novembre 1992 par la septième chambre, affaires civiles, du tribunal de première instance de Nivelles, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial entre les époux Géry Charles Martin Marie van der Elst, licencié en droit et en notariat, né à Ixelles le 16 juillet 1962, et Isabelle Marguerite Raymonde Desender, avocate, née à Uccle le 31 janvier 1964, domiciliés ensemble à Perwez, Grand-Place 21, reçu par le notaire Guy Nasseaux, à Waterloo, le 27 août 1992, a été homologué.

Le nouveau régime adopté est celui de la séparation de biens pure et simple.

Pour extrait conforme : (signé) Géry van der Elst; Isabelle Desender. (18043)

Suivant jugement rendu le 19 avril 1999, le tribunal de première instance de Liège a homologué le contrat modificatif du régime matrimonial existant entre M. Michel Joseph Suzanne Louis Gouffaux, docteur vétérinaire, né à Liège le 23 juin 1946, et son épouse, Mme Andrée Marie José Paule Hanquin, directrice d'école, née à Liège le 27 mars 1947, demeurant ensemble à Liège, rue Walthère Dewé 56. (18044)

Bij door beide echtgenoten ondertekend verzoekschrift, voor gezien getekend door de griffier op 31 mei 1999, en ingeschreven in het register der verzoekschriften onder nummer 14024, werd ter homologatie voorgelegd aan de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen de akte verleden op 22 maart 1999, voor notaris Luc Mortelmans, te Antwerpen (Deurne), waarbij de heer Vandermeiren, Lucien Louis Marie, roomijsmaker, geboren te Antwerpen op 11 april 1947, en zijn echtgenote, Mevr. Bosmans, Maria, zonder beroep, geboren te Parey (Duitsland) op 11 februari 1945, samenwonende te Antwerpen (Borgerhout), Vosstraat 9, doch wettelijk gedomicilieerd te Antwerpen (Borgerhout), Lodewijk Van Berckenlaan 178, zijnde de huidige woonplaats van de zoon. Verzoekers bevestigen dat zij hun hoofdverblijfplaats hebben te Antwerpen (Borgerhout), Vosstraat 9, hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

(Get.) L. Mortelmans, notaris. (18045)

Bij door beide echtgenoten ondertekend verzoekschrift, voor gezien getekend door de griffier op 31 mei 1999, en ingeschreven in het register der verzoekschriften onder nummer 14023, werd ter homologatie voorgelegd aan de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen de akte verleden op 6 april 1999 voor notaris Luc Mortelmans, te Antwerpen (Deurne), waarbij de heer De Wolf, Dirk Theofiel Paul, bakker, geboren te Antwerpen op 1 september 1965, en zijn echtgenote, Mevr. Houvenaeghel, Birgit Maria Elisa Gerard, zaakvoerder, geboren te Wilrijk op 20 maart 1967, echtgescheiden van de heer Van Herck, Chris, samenwonende te Zwijndrecht, Pijlstraat 18, hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

(Get.) L. Mortelmans, notaris. (18046)

Bij door beide echtgenoten ondertekend verzoekschrift, voor gezien getekend door de griffier op 31 mei 1999, en ingeschreven in het register der verzoekschriften onder nummere 14026, werd ter homologatie voorgelegd aan de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen de akte verleden op 10 maart 1999 voor notaris Luc Mortelmans, te Antwerpen (Deurne), waarbij de heer Geeraert, Roland Dries Luc, bediende, geboren te Aalbeke op 25 april 1940, en zijn echtgenote, Mevr. Vande Ginste, Elisabeth Thérèse, haarkapster, geboren te Kortrijk op 23 januari 1946, samenwonende te Antwerpen (Borgerhout), Joris Helleputtestraat 11, hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

(Get.) L. Mortelmans, notaris. (18047)

Bij verzoekschrift van 1 juni 1999 hebben de echtgenoten, de heer Gellinck, Geert Eddy, bediende, geboren te Zwevezele op 8 april 1962, en zijn echtgenote, Mevr. Lannoo, Sandra Nancy, poetsvrouw, geboren te Roeselare op 15 juni 1969, thans samenwonende te Oostkamp, Van Maerlantstraat 33, voor de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Brugge, een verzoekschrift ingediend tot homologatie van het contract houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel opgemaakt blijkens akte verleden voor notaris Véronique De Schepper, te Wingene, op 1 juni 1999.

Het wijzigend contract bevat de overgang van onroerende goederen uit het eigen vermogen van de heer Geert Gellinck naar de huwelijks-gemeenschap die, bij ontstentenis aan huwelijkscontract, bestaat tussen de heer Geert Gellinck en Mevr. Sandra Lannoo.

Wingene, 1 juni 1999.

De echtgenoten, (get.) Gellinck, Geert; Lannoo, Sandra. (18048)

Bij verzoekschrift d.d. 31 mei 1999 hebben de heer Rammant, Dries, juwelier, en zijn echtgenote, Mevr. Van Steelant, Monique, bediende, samenwonend te Wingene (Zwevezele), Lichterveldestraat 10, gehuwd onder het wettelijk stelsel, ingevolge huwelijkscontract verleden voor notaris Jozef Sansen, te Zwevezele, op 26 april 1989, voor de rechtbank van eerste aanleg te Brugge een verzoek ingediend tot homologatie van de akte verleden voor notaris Karel Vanbeylen, te Zwevezele, op 31 mei 1999, houdende inbreng door de man van een onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen.

Voor de echtgenoten Rammant, Dries - Van Steelant, Monique, (get.) Karel Vanbeylen, notaris te Zwevezele. (18049)

Bij vonnis van 20 april 1999, uitgesproken door de eerste kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, werd de akte gehomologeerd, verleden voor notaris Marc Jansen, ter standplaats Kermt, op 12 februari 1999, houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Renaat Cyriel Houben, gepensioneerde, en zijn echtgenote, Mevr. Jeanne Degeling, huisvrouw, samenwonende te 3510 Hasselt (Kuringen), Tuilsterstraat 21, door inbreng van een eigen onroerend goed door de heer Renaat Houben in het gemeenschappelijk vermogen.

De notaris, (get.) Marc Jansen. (18050)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk op 4 maart 1999, werd de akte gehomologeerd houdende de wijziging van het huwelijksvermogensstelsel verleden voor notaris Xavier Peërs, te Harelbeke, op 20 november 1998, op verzoek van de heer Piet Jules André Vermassen, bestuurder van vennootschap, geboren te Gent op 7 augustus 1965, en zijn echtgenote, Mevr. Inge Nelly Paulette Godelieve Vandeputte, bediende, geboren te Kortrijk op 5 februari 1967, samenwonende te 8530 Harelbeke, Brouwerijstraat 5. Wijziging: behoud van het wettelijk stelsel met inbreng van eigen onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen.

Namens de echtgenoten Piet Vermassen-Vandeputte, Inge, (get.) Patrick Torrelle, notaris te Harelbeke, bewaarder van de minuten van notaris Peërs, zijn voorganger. (18051)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk op 4 maart 1999, werd de akte gehomologeerd houdende de wijziging van het huwelijksvermogensstelsel verleden voor notaris Patrick Torrelle, te Harelbeke, op 30 december 1998, op verzoek van de heer Marcel Jozef Vanmeerhaeghe, buiten beroep, geboren te Kortrijk op 24 maart 1927, en zijn echtgenote, Mevr. Marie-Jeanne Dewilde, huisvrouw, geboren te Hazebrouck (Frankrijk) op 27 april 1926, samenwonende te Kortrijk, Sint-Denijsseweg 102.

Namens de echtgenoten Marcel Vanmeerhaeghe-Dewilde, Marie-Jeanne, (get.) Patrick Torrelle, notaris te Harelbeke. (18052)

Bij verzoekschrift van 31 mei 1999 hebben M. Vanneste, Karel Julius Jerome, landbouwer, geboren te Gits op 28 februari 1937, en zijn echtgenote, Mevr. Van Huylenbrouck, Noëlla Robertina, landbouwster, geboren te Aarsele op 15 oktober 1938, samenwonende te 8830 Hooglede, Amersveldestraat 6, voor de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk een aanvraag ingediend tot homologatie van een akte verleden voor notaris Jean Pierre Lesage, te Hooglede, op 31 mei 1999, waarin ze hun huwelijksstelsel in die zin hebben gewijzigd dat voornoemde heer Vanneste, Karel, onroerende goederen heeft ingebracht in de huwgemeenschap.

Voor verzoekers, (get.) J.P. Lesage, notaris. (18053)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven van 19 april 1999, werd de wijziging van huwelijksvermogensstelsel ingevolge akte van notaris Eric Tallon, te Geetbets, van 25 januari 1999, verleden tussen de heer Dehairs, Daniel Justin Louis, en zijn echtgenote, Breels, Lucienne Maria Romaine, wonende te Geetbets (Rummen), Schelfstraat 5, gehomologeerd.

(Get.) E. Tallon, notaris. (18054)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven van 19 april 1999, werd de wijziging van huwelijksvermogensstelsel ingevolge akte van notaris Eric Tallon, te Geetbets, van 15 januari 1999, verleden tussen de heer Vanaken, Jules Willy, en zijn echtgenote, Preuveneers, Hilda Elisabeth, wonende te Geetbets, steenweg op Kortenaeken 53, gehomologeerd.

(Get.) E. Tallon, notaris. (18055)

Bij akte houdende wijziging van huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Brems, Julien Marie, en zijn echtgenote, Mevr. Lamberts, Jeanine Louisa, wonende te 2830 Willebroek, Overwinningstraat 138, bus 01, verleden op 1 juni 1999 voor notaris Yves Van Noten, te Willebroek, heeft de heer Brems een onroerend goed ingebracht in de huwelijksgemeenschap, zonder dat de aard van het stelsel werd gewijzigd. Bij de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen zal een verzoek tot homologatie van deze akte ingediend worden.

Willebroek, 2 juni 1999.

(Get.) Yves Van Noten, notaris te Willebroek. (18056)

Bij verzoekschrift van 5 januari 1999 hebben de echtgenoten, de heer Van de Craen, Jozef, laborant, geboren te Geel op 28 juni 1950, en zijn echtgenote, Mevr. Dens, Gerda, huisvrouw, geboren te Meerhout op 8 september 1953, samenwonende te 2400 Mol, Brandstraat 22, homologatie aangevraagd bij de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout van de wijziging van hun huwelijksstelsel, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Luc Moortgat, te Geel, op 5 januari 1999, inhoudende overgang van het wettelijk vermogensstelsel naar het stelsel van algehele gemeenschap.

(Get.) L. Moortgat, notaris. (18057)

Bij verzoekschrift van 1 juni 1999 hebben de heer Callaerts, Gert Erwin Jan, burgerlijk ingenieur, geboren te Herentals op 8 juli 1967, en zijn echtgenote, Mevr. Baus, Annick Brigitte Ghislaine, tandarts, geboren te Etterbeek op 29 januari 1968, samenwonende te Overijse, Breerijke 25, voor de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Brussel een aanvraag ingediend tot homologatie van de akte opgemaakt bij akte verleden voor notaris Maryelle Van den Moortel, te Overijse, op 1 juni 1999, inhoudende de wijziging huwelijksstelsel : behoud wettelijk stelsel met inbreng van een eigen onroerend goed door Mevr. Baus, Annick, in de huwelijksgemeenschap.

Overijse, 3 juni 1999.

(Get.) M. Van den Moortel, notaris. (18058)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Op 28 mei 1999 hebben de heer Voorspoels, Rénatus Ludovicus Franciscus, gepensioneerd, en zijn echtgenote, Borremans, Adelaïda Cornelia Julia, huisvrouw, samenwonende te 2520 Broechem (Ranst), Gemeenteplein 7, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een verzoekschrift d.d. 10 mei 1999 neergelegd, strekkende tot homologatie van de akte, verleden voor notaris Robert Van Kerckhoven, te Broechem (Ranst), op 10 mei 1999, waarbij zij hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Antwerpen, 31 mei 1999.

Voor eensluidend uittreksel afgeleverd aan verzoekers : de griffier, (get.) M. De Reyck. (18059)

Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Tribunal de première instance de Nivelles

Par ordonnance rendue le 21 mai 1999 en la chambre du conseil du tribunal de première instance de Nivelles, affaires civiles, Me Paul Blesin, avocat, juge suppléant, dont les bureaux sont établis à 1410 Waterloo, chaussée de Nivelles 95, désigné en qualité de curateur de la succession vacante de Ceulemans, Abel, né à Woluwe-Saint-Lambert le 12 octobre 1915, de son vivant domicilié à Braine-l'Alleud, le 29 août 1998.

Nivelles, le 1^{er} juin 1999.

Le greffier en chef, (signé) R. Gailly. (18060)

Par ordonnance rendue le 21 mai 1999 en la chambre du conseil du tribunal de première instance de Nivelles, affaires civiles, Me Jean-François Malengreau, juge suppléant, dont les bureaux sont établis à 1480 Tubize, rue de Mons 145, désigné en qualité de curateur de la succession vacante de Mme Elza Thielemans, née à Beersel le 1^{er} décembre 1930, domiciliée de son vivant à Tubize, rue Saint-Jean 177/18, est décédée à Tubize le 25 août 1998.

Nivelles, le 1^{er} juin 1999.

Le greffier en chef, (signé) R. Gailly. (18061)

Par ordonnance rendue le 21 mai 1999 en la chambre du conseil du tribunal de première instance de Nivelles, affaires civiles, Me Paul Blesin, avocat, juge suppléant, dont les bureaux sont établis à 1410 Waterloo, chaussée de Nivelles 95, désigné en qualité de curateur de la succession vacante de Mme Wach, Joséphine, née à Etterbeek le 11 décembre 1927, de son vivant domiciliée à Rebecq, chemin Planche Quévit 7, décédée le 4 décembre 1997 à Rebecq.

Nivelles, le 1^{er} juin 1999.

Le greffier en chef, (signé) R. Gailly. (18062)

Par ordonnance rendue le 21 mai 1999 en la chambre du conseil du tribunal de première instance de Nivelles, affaires civiles, Me Paul Blesin, avocat, juge suppléant, dont les bureaux sont établis à 1410 Waterloo, chaussée de Nivelles 95, désigné en qualité de curateur de la succession vacante de Gerard, Yvan Georges Julien Ghislain, né à Chaumont-Gistoux le 13 mai 1947, de son vivant domicilié à Loupoigne, chaussée de Charleroi 70, et décédé le 24 juin 1997 à Genappe.

Nivelles, le 1^{er} juin 1999.

Le greffier en chef, (signé) R. Gailly. (18063)

Par ordonnance rendue le 21 mai 1999 en la chambre du conseil du tribunal de première instance de Nivelles, affaires civiles, Me Paul Blesin, avocat, juge suppléant, dont les bureaux sont établis à 1410 Waterloo, chaussée de Nivelles 95, désigné en qualité de curateur de la succession vacante de M. Martin, Guy Arthur Marie Nestor, né à Etterbeek le 7 février 1942, de son vivant domiciliée à Wavre, rue du Gravier 5, et décédé le 24 juillet 1996 à Ottignies-Louvain-la-Neuve.

Nivelles, le 1^{er} juin 1999.

Le greffier en chef, (signé) R. Gailly. (18064)

Par ordonnance du 28 mai 1999, la troisième chambre du tribunal de première instance de Liège a nommé M. Léon Ligot, avocat, juge suppléant, domicilié à 4020 Liège, avenue du Luxembourg 15, en qualité de curateur à la succession de M. Schiepers, Egidius Godefridis, né à Canne le 11 mai 1943, célibataire, domicilié en son vivant à 4101 Jemeppe, rue Blum 267/15, et décédé à Seraing le 14 septembre 1998.

Toute personne concernée par cette succession est priée de contacter d'urgence le curateur.

(Signé) L. Ligot. (18065)

ANNEXE au *Moniteur belge* du 10 juin 1999 – BIJLAGE tot het *Belgisch Staatsblad* van 10 juni 1999

**Publication faite en exécution de l'article 34bis
des lois coordonnées sur les sociétés commerciales**

**Bekendmaking gedaan in uitvoering van het artikel 34bis
van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen**

« N.V. Financiële en Beleggingsmaatschappij »,
in afkorting « Finabel », naamloze vennootschap,
te 8000 Brugge, Ter Pannestraat 2

H.R. Brugge 2232 – BTW 405.094.368

Bericht van uitgifte van nieuwe aandelen met voorkeurrecht

De algemene vergadering heeft op 4 juni 1999 beslist het kapitaal te verhogen met 15 000 000 frank door inbreng in speciën en uitgifte van 15 000 nieuwe aandelen, zonder nominale waarde, die dezelfde rechten en voordelen zullen genieten als de bestaande en die in de winst zullen delen vanaf de inschrijving.

De inschrijving van de nieuwe aandelen zal bij voorkeur worden voorbehouden aan de bezitters van de oude aandelen in de verhouding van 3 nieuwe aandelen voor 2 oude aandelen, door afgifte van coupon nr. 1 en storting van 1 000 frank per nieuw aandeel.

Het voorkeurrecht van de bestaande aandeelhouders voor de inschrijving op de nieuwe aandelen zal kunnen uitgeoefend worden vanaf 17 juni 1999, gedurende vijftien dagen, ten zetel van de vennootschap.
(18076) De raad van bestuur.